ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Année 2012 **Numéro ________________**

THÈSE
Pour l'obtention du grade de
DOCTEUR DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Discipline : Anthropologie sociale, ethnologie et ethnographie

Presentée et soutenue publiquement par
Carlos Martín CARBONELL HIGUERA

Le 13 Janvier 2012

Titre: « Les effets de la rénovation urbaine et patrimoniale dans des zones locales-globales de frontière: le cas de la place de *San Victorino* (Bogotá, D.C., Colombie) dans une analyse comparée ».

Directeur de thèse: M. Michel AGIER

JURY

M. Michel AGIER
M. Vincent GOUËSET
M. Thierry LULLE
M. Alain MUSSET

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

La thèse ci-dessous donne lieu á une « ethnographie généalogique » au sujet des principaux aspects historiques qui confèrent au secteur de *San Victorino*, dans la ville de Bogota, D.C. (Colombie, Amérique du Sud), une série de caractéristiques spatiales et socioculturelles propres à une « zone de frontière urbaine » dont la haute valeur stratégique, aussi bien en termes patrimoniaux qu'immobiliers et de position dans la ville, attire de manière significative l'intérêt des réformateurs urbains. Cela a engendré ces dernières années une série de conflits reliés à la construction de traits d'identité de la part des acteurs sociaux présents dans le secteur, qui réclament une série de pratiques et de modes de vie produits dans l'environnement local, face aux tendances signalées par une ville qui intensifie son insertion dans le processus actuel de globalisation. C'est précisément ce facteur qui permet de mettre en évidence des situations similaires dans d'autres métropoles du sous continent latino-américain (Quito, Lima, et Mexico, D.F.), marqués par des éléments historiques, socioculturels et urbanistiques communs, contribuant á la réalisation d'une réflexion ethnologique et anthropologique par le biais d'une analyse comparative. L'objectif de cette analyse consiste à comprendre les effets que les réformes urbaines poussées par les tendances de la ville globale du XXIème siècle ont sur ces zones de frontière et sur les groupes de population qui habitent les scénarios locaux où se développent ce genre d'interventions, beaucoup d'entre eux ayant déjà créé un *modus vivendi* dans ces lieux et voyant se transformer leur existence à partir des projets promus par les administrations urbaines.

TITRE et RÉSUMÉ en anglais

« The effects of urban and heritage renewal in the local-global border zones: the *San Victorino* Square case (Bogotá, D.C., Colombia) in a compared analysis ».

The present thesis work performs a « genealogical ethnography » around the main historical aspects giving to the *San Victorino*'s area, in Bogota, D.C. (Colombia, South America) some spatial and sociocultural characteristics of an « urban borderline zone » whose high strategical value, so in terms of heritage as of real estate and location in the city, attracts in a significant way to the urban planners. This situation has produced in recent years many conflicts related to the construction of identity features created by social actors in this area who claim for the right to maintain their way of life practiced in their local environment, facing the tendancies of a city that intensifies its insertion to the present globalization process. It is this precisely the factor that allows to identify the existence of similar situations in other metropolis of Latin American subcontinent

(Quito, Lima, Mexico, D.F.), marked by historical, sociocultural and town-planning common elements that lead to an ethnologic and anthropologic proposal through a compared analysis. The attempt of this analysis tries to explain the effects that the urban reforms promoted by the tendancies of global city in the XXIth century have over these borderline zones and on the people who inhabite in the local scenaries where these kind of interventions have been developed, many of which have already created a *modus vivendi* in these places and see how their existence is transformed through the projects performed by urban managers.

DISCIPLINE: Anthropologie sociale, ethnologie et ethnographie.

MOTS CLÉS: Patrimoine, populaire, publique, ville globale, zone de frontière, ethnographie, généalogie, San Victorino, Bogota, Amérique Latine.

KEYWORDS: Heritage, popular, public, global city, border zone, ethnography, genealogy, San Victorino, Bogota, Latin America.

INTITULÉ ET ADRESSE DE L'U.F.R. OU DU LABORATOIRE:
Centre d'Anthropologie des Mondes Contemporains
54, Bd. Raspail
75006 Paris

NOTES ET OBSERVATIONS RELATIVES AU TEXTE

Il existe une série de conventions dont il faut tenir compte pour une meilleure compréhension de la narration présentée ici:

Les numéros seront écrits toujours en lettres, exceptés les grandes quantités.

La dénomination des voies urbaines de Bogotá (rues) se divisera, pour une meilleure identification du lecteur, entre les *calles* (écrites en nombres) et les *carreras* (citées en lettres). Dans la capitale colombienne, les *calles* sont organisées du sud au nord, et les *carreras* de l'orient vers l'occident.

Centre et centre: en majuscule pour le Centre-Ville, et en minuscule pour tous les autres cas.

La dénomination « Centre Commercial », se fera en majuscule quand il s'agit de l'édification et en minuscule quand on parle d'un secteur de la ville.

La différence entre *Plaza*, *Plazuela* et *Plazoleta* se fera de la manière suivante: *Plaza* = place; *Plazuela* = petite place et *Plazoleta* = Grand Carré. Quand on se réfère spécifiquement au secteur de *San Victorino*, la dénomination « petite place » se réfère à l'espace urbain existant de l'époque coloniale jusqu'au début du XIXème siècle (1598-1813); la dénomination « place » se référera à l'époque républicaine et moderne, avec ses transformations successives, entre 1813 et 2000; de son côté, le terme « Grand Carré » s'emploie pour désigner la *Plazoleta Antonio Nariño*, c'est à dire celle qui existe dans le secteur de *San Victorino* à partir de l'année 2000.

Maire ou Maire Majeure et maire: en majuscule pour Le Maire d'une ville, et en minuscule dans tous les autres cas (mairies locales).

Les ouvrages cités dans cette recherche proviennent du français et de l'espagnol. Les traductions de cites de l'espagnol au français sont libres et elles ne proviennent pas d'autres traductions précédentes.

Comme conséquence des difficultés qu'implique la traduction de certaines expressions propres de l'argot employé dans les différents pays latino-américains objet de cette recherche, celles-ci se maintiendront sans les traduire au français. A la fin du texte, on présente un glossaire de termes auquel on remet le lecteur afin qu'il comprenne mieux le sens de ces mots.

La bibliographie sera citée sous la forme établie dans les formats de l'EHESS. Dans les références aux interviews on placera le nom de celui qui a été interviewé, suivi de sa position comme acteur social dans le contexte du champ des relations créé autour du thème de recherche et l'année de réalisation de l'interview (nom, position, année). Une fois que l'interviewé a été mentionné, on mettra uniquement son nom comme référence, et l'année de l'interview seulement s'il s'agit d'un témoignage réalisé à un moment différent.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

Ce travail a commencé comme une réflexion ethnographique et anthropologique -qui devait s'étendre nécessairement jusqu'à l'ample domaine des sciences sociales- en ce qui concerne les relations que les habitants de la ville établissent avec l'espace urbain, prenant comme cas spécial le secteur de *San Victorino* à Bogota, D.C., Colombie. Le caractère même de ce scénario socioculturel (vu de la perspective de sa sédimentation spatiotemporelle) devient finalement une composition aux diverses facettes de traits et d'expressions, permettant d'en faire une multiplicité de lectures et d'interprétations. L'interprétation que je viens proposer à cette occasion part d'une paire de situations problématiques révélées par la condition historique que présente actuellement ce scénario urbain et sa comparaison en perspective avec d'autres villes latino-américaines: en premier lieu, ¿quels facteurs socioculturels se sont conjugués pour que le secteur de *San Victorino* - et plus spécifiquement, l'espace actuellement connu comme le *Grand Carré Antonio Nariño* - se configure comme une « zone de frontière » qui n'a pas encore été reconnue institutionnellement comme faisant partie du Centre Historique de la ville de Bogotá, D.C.? En deuxième lieu, ¿comment le fait socioculturel spécifique du marché « populaire » entre finalement en opposition avec la logique de l'espace public et la mise en patrimoine des Centres Historiques que les villes latino-américaines tendent à mettre en œuvre dans les époques récentes en tant que résultat de nouvelles dispositions « globales » au sujet de l'espace urbain?

En ce qui concerne le premier thème, il est important de signaler que le Centre Historique de la ville de Bogotá est en soi même une dénomination qui a au moins deux interprétations possibles: celle qui est officielle, et celles qui ne le sont pas ou ne sont pas institutionnelles. La première est facile à définir, puisque depuis 1959, la Loi 163 et plus tard, le Décret-Loi Extraordinaire 264 de 1963, ont clairement établi les limites du Centre Historique de Bogota, déclaré par celle-ci comme Monument National de caractère patrimonial[1]. Cette délimitation exclut aussi bien la Place de Santander (nommée dans

---

[1] La Loi 163 de 1959 définit les limites du Centre Historique dans les termes suivants: **"Article 1°.-** *Assignation du Traitement de Conservation Historique.* On assigne le traitement spécial de Conservation Historique au secteur qui se délimite à continuation:

Au Nord: L'axe de l'Avenue Jiménez entre Avenue Circunvalar et la *carrera*Dizième, en incluant tous les propriétés qui se trouvent sur les deux côtés de l'Avenue Jiménez.

À l'occident: Le côté oriental de la *carrera*Dizième entre l'Avenue Jiménez et la *calle* 1.

Au Sud: Le côté nord de la *calle* 1 entre la *carrera*Dizième et la *carrera*Troisième.

Au Nord Orient: La *carrera*Troisième, entre la *calle* 1 et 2, continuant vers l'orient par la *calle* 2 jusqu'à la *carrera*Deuxième, continuant vers le nord jusqu'à la *calle*5, pour aboutir à la *carrera*Troisième vers le nord, en incluant les propriétés situées des deux côtes de cette voie, la petite place*General Hermógenes Maza*, en incluant les propriétés situées des deux côtes de la même et le côte occidental de l'Avenue Circunvalar (Paseo Bolívar), entre la petite place*General Hermógenes Maza* et l'Avenue Jiménez.

Paragraphe 1°.-Dans la zone décrite ci-dessus se trouvent les secteurs suivants:

d'autres temps *Plazoleta de las Yerbas* (« petite place des herbes »)) que le *Grand Carré Antonio Nariño* (lequel a été construite en l'année 2000, sur une partie de l'espace occupé par l'ancienne petite place de *San Victorino*). Cependant, même si toutes les deux sont des places de la fondation de la ville[2], les raisons de cette exclusion du périmètre officiel du Centre Historique dans chacun des cas sont de types différents. Et, en réalité, on pourrait affirmer beaucoup de choses au sujet de l'épineux et délicat sujet des inclusions et des exclusions historiques et socioculturelles, conduisant nécessairement à des situations de distinction, de prestige et de mise en valeur économique et symbolique. Mais le thème qui attire notre attention en cette occasion est celui des facteurs socioculturels conduisant, de façon spécifique, à la petite place de *San Victorino* à être placée en marge du Centre Historique, considéré aujourd'hui, dès la perspective officielle, comme Patrimoine Culturel de Bogotá.

Partant de certaines interprétations, celui-ci et d'autres endroits de la capitale colombienne seraient - comme ils le sont en fait - incorporés à un concept plus ample de Centre Historique de la ville. Les multiples sédimentations de l'archéologie urbaine permettent différents regards et, naturellement, ajoutent à cette centralité dotée juridiquement d'un sceau de privilège et de distinction, d'autres zones de moindre hiérarchie, mais non moins importantes pour la compréhension du complexe réseau historique d'une ville qui a été fondée il y a presque 500 ans par les conquérants espagnols. Dans ce contexte, les limites de ce qu'on appelle « Centre-Ville » varient, et s'étendent autant que l'exigent les diverses stratégies de planification, de définition de zones, ou de gestion des aires urbaines sélectionnées par les divers acteurs sociaux et par les organismes ou entités impliquées dans la définition que l'on prétend établir. La question autour de « le Centre, ¿qu'est-ce que c'est?» devient alors « centrale » au moment de définir les frontières urbaines dans ce secteur du District Capital.

Cependant, la connotation de « Centre Historique » confère à cette interrogation un caractère spécial, car elle ajoute à la condition de centralité urbaine un facteur qui, dans notre monde contemporain, caractérisé par les conditions encadrant la « modernité avancée »[3], est en relation avec une claire tendance à la mise en patrimoine de l'histoire

---

1 Secteur déclaré Monument National du Centre Historique par la Loi 163 de 1959 et le Décret-Loi Extraordinaire 264 de 1963, situé au nord de la *calle* 7, en incluant les propriétés localisées des deux côtes de celle-ci.
2. Secteur sud, qui comprend les propriétés situées au sud de la *calle*7."

[2]Conformément aux divers documents historiques, on considère que les trois places de la fondation de la ville sont: la Place de Bolivar (1539), la Place de San Francisco ou Parc Santander (1553) et la Petite place de San Victorino (1598). D'autres places, comme celles de Las Nieves et de San Diego, sont apparues postérieurement et ne seraient pas alors considérées comme des places ayant donné lieu à la fondation de la ville.

[3] La "modernité avancée" est le terme préféré pour signaler l'étape historique dans laquelle se trouve le monde de la contemporanéité, le monde de la globalisation, ou, à partir d'une interprétation plus simple et de moindre mise en valeur, le monde du XXIème siècle. D'autres auteurs l'on nommé « postmodernité », « hyper-modernité », « surmodernité », "modernité tardive" et même « capitalisme avancé » ou "capitalisme global".

et de la culture. Il en résulte un phénomène de mise en valeur économique et symbolique des lieux, alors que le résultat du phénomène de mise en « patrimoine » des biens culturels est de revêtir l'histoire et la culture locale d'une « mise en valeur », d'un « poids spécifique » pour les insérer dans les processus de globalisation, en les mettant sous le même insigne ou emblème. La notion de patrimoine permet l'articulation de tout facteur culturel à un phénomène économique global en référence avec lequel il puisse être reconnu, marchandé, émit et inter changé de et vers n'importe quel endroit du monde (c'est ce qui est récemment arrivé aux *palabreros Wayuu* et à la *Marimba de chonta* des afro-descendants de la Côte Pacifique: juste avant la promulgation de ceux-ci comme Patrimoines Immatériels de l'Humanité, ils étaient peu connus. Après l'impressionnante diffusion de ce prix, et des caractéristiques culturelles de ceux qui le méritèrent, ils ont été reconnus dans toute la planète, ce qui les fera objets et sujets de nouveaux échanges culturels qui incluent l'augmentation du tourisme et l'émission profuse de leurs messages socioculturels dans tous les coins du monde).

Mais la problématique engendrée, reliée à « la mise en patrimoine » du *Grand Carré Antonio Nariño* et du secteur de *San Victorino*, résulte du fait que les événements historiques ici présentés auraient fini par configurer à cet endroit de la ville une « zone de frontière »[4], qui, comme « un fait social total », se refléterait de manière holistique dans les dimensions sociale, culturelle, économique, politique, juridique et administrative reliées aux dynamiques urbaines. Cependant, en ce qui concerne le thème de la « mise en patrimoine », de telles dimensions révèleraient que ce scenario historique de Bogota aurait été relégué, une fois de plus, à un lieu d'exclusion en termes de sa « mise en valeur totale », c'est-à-dire politique, économique, sociale, et culturelle.

Ce processus de « mise en patrimoine » se réfère spécialement à ce qui est arrivé dans le secteur entre 1998 et 2000, fait qui devait engendrer une tension créée entre la volonté d'une administration du District Capital - orientée par le Maire élu pour ce période là, qui proposait un paradigme de ville et d'ordre urbain autour d'une « idéologie de l'espace public »[5] -, et l'aménagement spontané et graduel engendré (spécialement durant le XXème siècle) à partir d'un processus d'agglomération socioculturelle de

---

[4] Les raisons pour lesquelles le *Grand Carré Antonio Nariño* et le secteur de *San Victorino* sont considérés « zones de frontière » seront expliquées d'une façon plus ample par la suite, car elles font partie d'une sédimentation socio-spatiale complexe. Pour l'instant, il est important de relever que San Victorino n'est pas simplement un secteur marginal de la ville, mais qu'à partir de multiples facteurs, il peut être considéré comme une «zone », un « secteur », ou un « espace » situé aux marges d'une centralité urbaine définie et spécifiée, conforme aux critères juridiques et institutionnels. Quant au sujet de la "zone de frontière», il est important de souligner les réflexions de Frantz Fanon dans le domaine des études culturelles.

[5] Cette idée -ainsi que d'autres signalées par la suite dans cette présentation - a été élaborée à partir de réflexions propres, réalisées autour du thème du présent travail de doctorat, et fait référenceà la façon dont la notion de ce qui est public, appliquée a l'espace urbain, modifie sa connotation de pluralité et s'érige en discours de pouvoir, de signification unique imposé par l'administration de la ville, lié de nos jours aux exigences de planification et de gestion des centres métropolitains, posé par des organismes et des conférences internationales dans le cadre de la modernité avancée.

migrants, de commerçants informels et d'habitants nomades de la rue, induit par une centralité économique, géographique et urbaine de caractère « populaire »[6] historiquement consolidée dans ce secteur du Centre-Ville.

Les nœuds du conflit furent, à ce moment-là, de plusieurs types: le premier, de caractère socioculturel, établi entre l'idéal « Occidental »[7] de ville, incarné dans les idées du « public » et du « patrimonial » comme paradigmes d'hégémonie, et les formes spontanées qu'adoptent les groupes subalternes de pauvres pour s'insérer dans le scenario urbain et garantir ainsi leur survie économique et socioculturelle, notion incarnée dans l'idée de ce qui est « populaire »; le deuxième, de caractère spatial et territorial, c'est à dire, faisant référence aux usages de l'environnement urbain, entre un espace fonctionnel à la mobilité nécessaire pour la croissance de la métropole moderne, dans lequel on dispose des éléments pour la jouissance esthétique, le loisir, la contemplation et le tourisme, et un espace adéquat pour les activités reliées avec les phénomènes de l'informalité et de la marginalité, qui détournent l'utilisation prévue par les institutions; le troisième, de caractère économique, entre une scène socio-spatiale identifiée avec les nécessités de l'économie formelle et une autre qui inclue/exclue des activités économiques de caractère informel et marginal; le quatrième, l'élément politique, vu comme un jeu de forces entre les agents institutionnels de l'administration urbaine et les acteurs sociaux du secteur, associés autour de leurs propres intérêts. Finalement, nous pouvons incorporer à l'analyse le conflit subjectif entre la vision du Maire de ce moment-là (Enrique Peñalosa) et celles des acteurs sociaux qui durent se désagréger et se dissoudre pour entreprendre de nouvelles trajectoires de vie à partir de la construction du *Grand Carré Antonio Nariño*.

Cependant, l'hypothèse que l'on désire poser ici est reliée à un cadre spatiotemporel et à des faits socioculturels de plus grande amplitude. Comme on peut l'apprécier, le fait que *San Victorino* ait été depuis des époques anciennes une place officiellement érigée

---

[6] L'idée de ce qui est "populaire" constitue un des éléments centraux de la réflexion liée au sujet de "zones de frontière", car les communautés qui pourraient se regrouper sous la dénomination de "cultures populaires" se trouvent précisément situées dans ces lieux dans les différentes régions de la planète. Aussi bien la dimension socio-spatiale des « zones de frontière » que la dimension socioculturelle du « populaire », partagent une *position et une condition subalternes* dans le cadre des segmentations établies par les relations entre hégémonie et subalternité, créées à partir des dynamiques historiques des groupes humains dans le contexte ample de la globalisation.

[7] La notion « Occident » doit être comprise en termes d'une construction socioculturelle complexe et diffuse qui se positionne à la fois géographiquement et dans l'imaginaire de l'espace-monde. Son centre est l'Europe et ses antécédents se trouvent dans la civilisation gréco-romaine, mais la scène culturelle de surgissement de cette construction embrasse tout l'Ancien Monde. En même temps, il s'est projeté à d'autres régions du monde, telles que l'Amérique du Nord et l'Australie. De façon indirecte ou périphérique, ou comme résultat d'une hybridation, cette région socioculturelle nommée « Occident » a épandu ses codes et ses références vers le reste des régions du monde, parmi elles l'Amérique Latine. L'idéal de « ville Occidentale » correspond à l'image des *polis* dans l'ancienne Grèce, ainsi qu'à leurs successives transformations durant l'histoire de la civilisation européenne, devenant finalement le paradigme global de la ville conforme aux paramètres des organismes et des agences internationales de l'urbanisme et de l'habitat.

par les fondateurs de la ville, lui a donné un caractère d'une certaine importance pour les diverses nécessités et fonctions urbaines, raison pour laquelle elle a acquis un poids géostratégique significatif dans le contexte urbain, national et global. Cette situation a contrasté avec les phénomènes socioculturels de l'informalité et de la marginalité, lesquels sont étroitement liés à la présence permanente d'un « monde du populaire » dans le secteur, accompagné d'intenses dynamiques de flux, de nomadisme, d'échange et de rencontre de gens, d'objets et de symboles, résultant des caractéristiques propres de la place dans sa relation avec le reste de la ville et du monde.

Le phénomène de l'informalité se pose en relation avec les dynamiques du marché, c'est-à-dire, fondamentalement, en relation avec la dynamique économique qui oscille entre une économie qui paie des taxes et remplit les exigences administratives face à une autre qui les omet ou ne les déclare pas. Il ne s'agit pas seulement des ventes ambulantes, mais aussi d'un domaine de plus grande amplitude, associé à des phénomènes comme la contrebande, la prostitution, le trafic d'armes, de drogues et de personnes. La marginalité, de son côté, se pose en relation avec les pratiques sociales et culturelles des personnes se trouvant dans une condition d'exclusion extrême, à partir de laquelle une relation équilibrée de forces avec l'institution s'avère peu probable. Cependant, les conditions d'anomie et de déviation sociale finissent par relier cette situation de marginalité aux réseaux de l'informalité, générant avec fréquence des situations de délinquance, de clandestinité et de désordre social.

Cette situation dichotomique et complémentaire de l'ordre et du désordre social répond à une série de circonstances qui se sont configurées historiquement dans le cadre du processus actuel de globalisation[8] . En effet, il faut parler d'une *simultanéité dans les dynamiques de synergie et d'exclusion établies entre les lieux du formel et du non formel, de ce qui est officiel et de ce qui ne l'est pas.* Ce phénomène est une autre des clés fondamentales qui délimitent le panorama problématique donnant lieu à la complexité de la stratification, de la spécialisation et de la segmentation de la mise en patrimoine urbaine dans le cadre actuel du processus de globalisation:

---

[8] On met en évidence la dualité de l'ordre social, ainsi que son contrepoint et complémentarité dans le désordre: « ordre et désordre se réfèrent à la relation entre le tout et les parties, entre l'unité et la multiplicité, dans les ensembles d'éléments. Il est nécessaire de faire référence au commentaire de Marcel Conche, à la série de ses définitions et différenciations, à son analyse rigoureuse de l'ordre et du désordre: ' Il y a de 'l'ordre' quand les éléments ne manquent pas de relation, mais qu'ils ont entre eux un principe d'unité qui les fait participer, en même temps, d'un ensemble unique'; ce principe peut être intérieur, immanent, formateur d'une structure, d'un organisme, ou extérieur, constituant un seul 'ordre mineur', une somme. (…) Une définition mène à l'autre: 'Il y a du désordre quand les éléments d'un ensemble, qui forment partie de cet ensemble, *se comportent comme s'ils n'en faisaient pas partie*'; ils introduisent la contradiction; d'une certaine manière, chacun réalise son propre jeu. Le désordre se remet à l'élément, là où réside son principe; et les possibilités de désordre grandissent en proportion du grade d'autonomie, d'individualité, dont disposent les parties: du cristal à d'autres formes de la matière, puis aux organismes vivants, puis à la société où la liberté des individus est la plus grande » (Balandier, 1988:44).

> « On peut affirmer qu'il n'existe pas de ségrégation absolue de la société; il existe, peut-être, une ségrégation physico-spatiale; mais pas de ségrégation de la société entre des opposés irréconciliables, alors que dans un même scénario urbain, on trouve différents niveaux de complexité et de diversité qui coexistent simultanément, en se superposant d'une façon permanente, avec une dynamique flexible marquée par la prélation de l'une ou de l'autre posture dans la condition temporelle. Ce ne sont pas des processus linéaux mais dynamiques, qui se disputent de façon permanente un endroit dans la société et par conséquence dans la ville» (Torres, dans Torres, Viviescas et Pérez, 2002: 329).

Les groupes subalternes essaient ou ont essayé de s'ajuster aux conditions actuelles proposées par les acteurs hégémoniques du système-monde global à travers toute sorte de mécanismes et de stratégies promues par la dynamique même du système. Cependant, ces essais d'insertion, d'articulation ou de relation ayant comme objectif la survie économique, politique et culturelle ne sont pas étrangères à des situations de conflit, dans la mesure où elles sont le résultat involontaire des actions et des stratégies dépliées par l'hégémonie[9].

Dans ce contexte, l'économie informelle continue à occuper un rôle de premier ordre en tant que créatrice d'espaces de frontière dans lesquels les groupes humains subordonnés puissent exister et subsister. La prolifération de ce genre d'activité économique dans les interstices et dans les zones laissées en friche au cours de l'avance et de la consolidation du système global, fait d'elle un paradigme potentiel de résistance sociale et culturelle face aux stratégies de l'hégémonie.

La récurrence de pratiques sociales reliées aux logiques de l'informalité génère un processus de production et de reproduction alternative de la vie sociale. Cette situation donne lieu à la possibilité de création d'identités culturelles qui obéissent à des prémisses différentes de celles qui sont promues par l'homogénéisation des comportements et la standardisation de l'univers de sens manifeste dans n'importe quelle dynamique territoriale, soit celle proposée par l'impérialisme global, par l'appareil d'État ou par les administrations urbaines.

---

[9] L'ambivalence inhérente à cette relation complexe est éclaircie par la réflexion de Michel de Certeau en termes des « stratégies » et de « tactiques »: « J'appelle 'stratégie' le calcul des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un 'environnement'. Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un *propre* et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte. J'appelle au contraire 'tactique' un calcul qui ne peut pas compter sur un propre, ni donc sur une frontière qui distingue l'autre comme une totalité visible. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir le tenir à distance. Elle ne dispose pas de base où capitaliser ses avantages, préparer ses expansions et assurer une indépendance par rapport aux circonstances. Le 'propre' est une victoire du lieu sur le temps. Au contraire, du fait de son non-lieu, la tactique dépend du temps, vigilante à y 'saisir au vol' des possibilités de profit. Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des 'occasions' » (De Certeau, 1990: LXIV).

Dans le cas de l'économie informelle, définie comme une économie qui n'est pas exercée dans le cadre des mécanismes et des dispositifs institutionnels, la scène créée est en relation, d'une manière ou d'une autre, avec le devenir des groupes subalternes ou marginaux, dont la condition d'exclusion les pousse à s'intégrer aux diverses modalités d'échange et de création de valeur offertes par l'économie informelle.

Bien que l'économie informelle ait une manifestation socio-spatiale fragmentaire et disperse, l'effet de l'agglomération de ces formes d'échange tend à créer des centralités mercantiles dans des zones de frontière. Ainsi, le « lieu central » se déplace de l'espace vide et du point fixe au rang d'action politique, économique et socioculturelle où fonctionne la frontière. Ceci conduit a une tension entre les centralités, entre le centre-centre et le centre créé autour du seuil entre les champs hégémoniques et ceux qui sont périphériques, qui peuvent être multiples, divers et éclectiques.

Ceci conduit, inévitablement, à une tension entre la centralité créée par l'espace de l'hégémonie idéologique et la centralité créée autour de la ligne de frontière. Dans la mesure où la centralité de frontière s'éloigne même partiellement des conditions d'unité imposées par l'hégémonie, il surgit un « champ de relation et de conflit » dans lequel sont en jeu les prémisses qui orientent chacune des centralités: l'hégémonique et la subalterne, c'est à dire, celle qui opère dans les lieux de l'hégémonie.

Bien que *l'on puisse dire que la « culture populaire globale » est faite de nos jours de tous ces éléments qui prennent n'importe quelle sorte de distance face aux dispositifs unitaires de l'Empire Occidental moderne*, c'est-à-dire, les dispositifs établis comme paramètres du nouvel ordre global, il existe certains aspects autour desquels ils se trouvent intégrés et d'autres autour desquels ils partagent des scénarios et des situations de la quotidienneté. Dans le cas qui nous occupe, la dichotomie complémentaire entre ordre et désordre social se présente en trois dimensions: dans la relation entre le public libéral et le « populaire » (entendu comme la conjonction des faits socioculturels de l'informalité et de la marginalité), la relation entre le patrimoine architectonique ou urbanistique et le patrimoine vif, et la relation entre l'espace public patrimonial et ses correspondant usages avec les manifestations urbanistiques et socioculturelles existants dans cet espace, qui ne parviennent pas à être considérées patrimoniales. La réflexion ici présentée se centre sur l'intégration produite entre ces éléments dans une rétroprojection généalogique[10], pour chercher les causes qui ont conduit à établir des

---

[10] Au sujet de la notion de généalogie, il est nécessaire de faire référence à l'interprétation faite par Michel Foucault et Friedrich Nietzche qui se trouve exprimée tout au long de leurs œuvres, reliée à une interprétation alternative de l'histoire. Le travail de l'ethnographe est de suivre les traces généalogiques du processus de sédimentation des faits, conduisant à une configuration déterminée de la réalité sociale. Ceci remet à la notion de la généalogie en tant que provenance (*Herkunft*): « Suivre le fil complexe de la provenance est de (…) conserver ce qui est arrivé dans sa propre dispersion: localiser les accidents, les déviations minimes, les erreurs, les fautes d'appréciation, les mauvais calculs qui ont donné naissance à tout ce qui existe ettout ce qui est valable pour nous; c'est de découvrir que dans la racine de ce que nous connaissons et de ce que nous sommes, il n'y a ni l'être ni la vérité, mais plutôt l'extériorité de l'accident »

conditions de distinction socioculturelle et de segmentation socio-spatiale jusqu'à la création d'une « zone de frontière » qui aurait des effets dans la mise en valeur patrimoniale de l'espace urbain de *San Victorino* dans l'actualité.

Ce qui précède veut dire que, s'agissant d'une zone située sur les bords physiques et imaginaires de la cité patrimoniale, le secteur de *San Victorino* expérimente une situation qui attire une série de conséquences reliées avec sa valeur historique, symbolique, réelle, et avec la lutte pour la reconnaissance sociale des usages auxquels il a été destiné tout au long du temps. L'accumulation complexe de circonstances qui donnent lieu à cette situation, a fait de cette recherche un « palimpseste » produit par la trajectoire tracée de façon subjective par le chercheur dans divers contextes spatiotemporels et narratifs qui impliquent une juxtaposition complexe de plans dans le cadre local, urbain, national, régional, (latino-américain) et global. Il n'est pas possible de présenter de façon linéale les résultats d'une recherche qui a compilé, jusqu'à pratiquement les épuiser, au cours des douze dernières années, les documents reliés à la grande histoire de la Place et du Secteur de *San Victorino*, en tant que noyau rhizomatique base de la recherche. L'objectif a été plutôt d'effectuer une recherche généalogique de la sédimentation socioculturelle et spatiotemporelle des divers facteurs qui ont configuré le lieu dès sa fondation, dans la mesure où « tout patrimoine (…) est un texte qui s'inscrit dans les relations de pouvoir et qui se construit à travers une mise en scène qui inclue des opérations de sélection, de combinaison, de mise hors contexte, de monumentalisation et d'oubli » (Salgado, 2008: 17). Ainsi, « ce dont il s'agit, c'est de faire une généalogie en tant que mise en jeu des savoirs locaux, discontinus, disqualifiés, contre la théorie unitaire qui les filtre et les hiérarchise au nom d'un savoir supposément véritable » (Ibid.: 21).

Dans ce sens, il est nécessaire de signaler que tout fait social est situé dans une géologie socioculturelle longue et largement sédimentée. La sédimentation des faits socioculturels est en soi-même un fait socioculturel, et ce que fait l'ethnographe est d'effectuer un parcours par ce relief discontinue pour construire un regard imaginaire qui sera traduit plus tard dans une composition textuelle. C'est dans ce carrefour entre la vision de l'ethnographe et la généalogie de la sédimentation existant dans un entourage urbain situé dans une zone de frontière où le sujet de cette recherche est encadré.

La sédimentation est le processus historique formé à partir de l'accumulation de l'hétérogéneité spatiale et temporelle dans les territoires, pendant que l'archéologie est en rapport avec la tâche généalogique effectuée dans ces conglomérats socioculturels-spatiotemporels. Dans ce sens, "…l'archéologie serait la méthode propre des analyses des discursivités locales, et la généalogie la tactique qui à partir de ces discursivités locales ainsi décrites, met en mouvement les savoirs qui n'émergeaient pas, libérés de la soumission" (Foucault, 1994: 131).

(Foucault, 1992: 27-28). On peut dire que l'objectif de la généalogie est de construire une sensation historique, une certaine perspective de la réalité qui encadre une situation particulière.

L'étude sur les villes tend, dans ce contexte, à devenir l'analyse de "l'espace historiquement construit": "…l'espace, comme produit social, est une oeuvre humaine et répresent une forme d'existance des sociétés, et en tant que tel il est produit et organisée dans un mouvement constant de transformation" (Zambrano, dans Mejía et Zambrano, 2000: 29).

Les relations nécessaires entre anthropologie et histoire sont reflétés dans cet effort narratif, en tenant compte que, tout de même, « l'anthropologue qui a et qui doit avoir des intérêts historiques, n'est pas cependant, *stricto sensu*, un historien » (Augé, 1995: 17). En réalité, *le travail de l'ethnographe n'est pas de faire de l'histoire, mais précisément de faire des généalogies, donnant lieu à la possibilité de produire ensemble l'histoire, à travers les histoires des autres, en étendant les zones de frontière là ou l'on puisse établir des dialogues et des échanges sémantiques et socioculturels, tout en essayant que les groupes qui ne sont pas consignés ou qui sont niés dans la mémoire institutionnelle soient représentés dans les mémoires des temps, en ouvrant la voie à la possibilité de les intégrer a une vision alternative du patrimoine culturel.*

Les résultats ethnographiques, généalogiques et documentaires de cette recherche se présentent, par conséquent, sous la modalité d'une narrative qui inclue les données empiriques et historiques en les mélangeant avec quelques éléments d'analyse, que l'on verra spécialement reflétées dans les réflexions finales de chaque chapitre et dans les conclusions.

Mais le cas de *San Victorino* n'est pas un cas isolé; de là, la possibilité de l'extrapoler et de retrouver des analogies et des points de contact avec des réalités vécues dans d'autres endroits du monde: « Les limites du consensus libéral et sa perception unitaire du langage, de l'être, de la position et de la politique, s'effritent et se dispersent au fur et à mesure que l'ensemble de nos histoires se réécrivent dans les langages contradictoires de cela même que l'on a essayé de devenir dans le *topos* privilégié du monde moderne: la métropole contemporaine » (Chambers, 1995: 31). En effet, la réalisation d'une analyse anthropologique est seulement possible dans le cadre d'une analyse « générale », qui dans une acception socio-spatiale, doit aussi être « globale », ou tout au moins, couvrir un champ géographique avec des références communes qui permettent une analyse comparée et l'abstraction d'éléments plus amples de réflexion. C'est pour cela que, dans une deuxième partie de l'étude, on analyse d'autres cas similaires de création de zones de frontière urbaine dans des Centres Historiques de villes latino-américaines et les relations que celles-ci établissent avec les processus de « mise en patrimoine » et la promotion des espaces publics dans les Centres-Villes, ainsi que les effets de ces processus sur la construction socioculturelle spécifique du marché « populaire » dans ces zones de frontière qui a accompagné le devenir de ces centralités historiques. Comme conséquence de l'existence de traits qui permettent une analyse comparée et de leur transcendance dans le domaine latino-américain et global, on a élu les cas de Quito (Équateur), Lima (Pérou), et la Ville de Mexico (Mexique).

INTRODUCTION

San Victorino est un secteur de Bogota, D.C. qui se trouve dans la localité de Santa Fé, entre la *Carrera* Dixième à l'orient, l'Avenue *Caracas* (*Carrera* Quatorze) à l'occident, l'Avenue *Jiménez* (*Calle* 13) au nord et la *Calle* 9, au sud. Il fait partie du Centre-Ville, mais se trouve en marge du Centre Historique, en particulier depuis la construction de la *Carrera* Dixième en 1951. Précisément, sa position entre la *Carrera* Dixième et l'Avenue *Caracas* fait que ce secteur configure et ne configure pas le Centre-Ville. La *Carrera* Dixième l'en exclue, mais la *Caracas* l'y inclue, celle-ci contribue presque à le pousser jusqu'aux limites du Centre-Ville (Carte 1). On calcule que dans ce lieu de confluence d'une grande quantité d'avenues principales de la ville, qui la traversent d'un côté à l'autre (Carte 2), circulent chaque jour près de 500.000 personnes, ce qui lui donne la valeur et le sens commercial qu'il a acquis tout au long de son histoire urbaine.

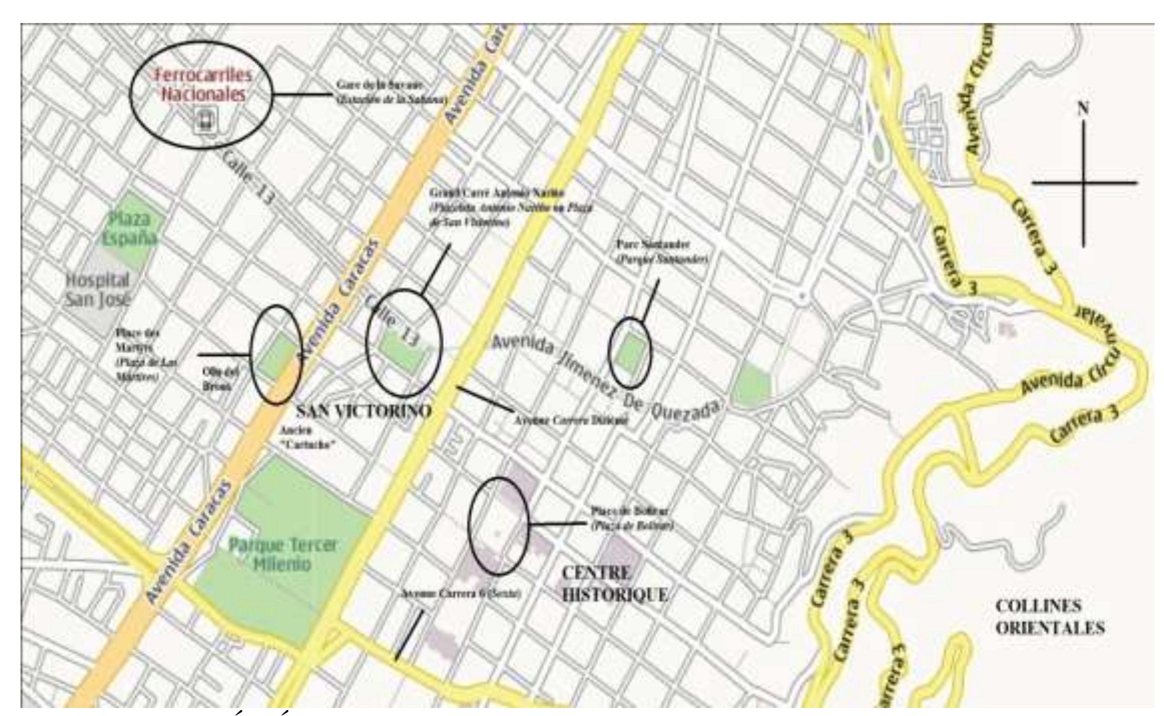
Là, l'espace existant avait été partagé depuis plusieurs décennies entre deux types de commerce: le commerce formel, qui occupe les édifications du secteur, et l'informel proprement dit, dont le noyau se trouva pendant très longtemps entre les *Carreras* Onze et Douze et les *Calles* 12 et 13, mais dont les ramifications s'étendaient dans toutes les rues qui faisaient partie de cet important complexe commercial, très spécialement orienté aux franges de population les plus pauvres de la ville. Pour le dire en d'autres mots, ou plus précisément avec les mots employés par les propres commerçants du secteur, soient-ils de caractère formel ou informel, le commerce de *San Victorino* est un commerce « populaire » qui a occupé depuis longtemps les alentours d'un secteur d'importance primordiale dans l'histoire de Bogota et de la Colombie.

La Colombie, pour sa part, est située au centre de l'Amérique, qui, selon certains auteurs, est le centre du monde moderne, le pivot du monde globalisé, le territoire qui a réussi à communiquer l'Orient et l'Occident au-delà de l'Ancien Continent. Le Centre Historique de Bogota est le centre de ce Centre-Ville, et *San Victorino* en est le centre commercial. Cet endroit de *San Victorino*, devient alors comme une frontière entre le centre et la périphérie, entre la ville et le monde, lieu de seuil et de paradoxe.

Et ce ne sont pas seulement ces conditions qui délivrent à *San Victorino* une condition *sui generis* dans l'histoire de Bogota, dans le pays et dans notre environnement global. L'histoire de la Colombie est, en soi même, un cas atypique en Amérique Latine. La Colombie est le seul pays sudaméricain avec des côtes sur les deux océans (Atlantique et Pacifique); de plus, en Colombie se sont installés non une, mais plusieurs agglomérations urbaines qui se sont étendues sur tout le territoire, ce qui a permis à la structure régionale du pays d'acquérir un caractère de décentralisation différent de celui de la plupart des pays latino-américains qui ont établit leur structure territoriale autour d'un pôle urbain principal: Ville de Mexico, Buenos Aires, Lima… Tandis que dans les

principaux États latino-américains se sont établis, durant longtemps, des dictatures au pouvoir, la Colombie se vante encore d'avoir la « démocratie la plus ancienne d'Amérique Latine »; dans les autres pays, le populisme a prospéré et a même pris les rênes des États, mais en Colombie cette tendance politique a été extirpée, donnant lieu à un cercle de violence qui de nos jours continue, situation qui nous donne aussi le « douteux prestige » d'avoir « l'organisation de guérilla la plus ancienne d'Amérique Latine », les FARC; tandis que le processus de migration de la campagne à la ville en Amérique Latine a été généré par le processus d'industrialisation qui a eu lieu à partir des années trente, en Colombie l'impact de la violence s'est ajouté à cette tendance et a généré des déplacements massifs; finalement, la Colombie a été, pendant très longtemps, en fonction de ses circonstances climatiques et géographiques, le principal centre de culture et de production industrielle de stupéfiants les plus consommés à niveau mondial jusqu'à présent: la marihuana et la cocaïne. On peut dire que les *bonanzas* (mannes) du café et la *marimbera* des années soixante-dix ont été un des aspects décisifs pour que la Colombie, à différence d'autres pays latino-américains, n'aie pas déclaré un moratoire dans les paiements de la dette externe pendant la crise des années quatre-vingt.

Ceci a fait de la nôtre une histoire singulière, laquelle a créé aussi l'existence particulière d'un monde visible et d'un autre monde souterrain et caché. Et tous ces facteurs se conjuguent, comme dans un échantillon représentatif, dans un creuset arrivant à capturer cette série de facteurs dans toute sa complexité: l'histoire du secteur de *San Victorino*.



Carte 1: CARTE GÉNÉRALE DE BOGOTA CENTRE-VILLE ET DU SECTEUR DE *SAN VICTORINO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Carte 2: CARTE DES PRINCIPALES VOIES ARTÉRIELLES DE BOGOTA.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

En 1999, les actions entreprises par l'administration de Enrique Peñalosa ont donné une nouvelle apparence à ce secteur de la ville, encouragées par les politiques de l'espace public et de rénovation urbaine, lesquelles étaient orientés à la récupération des zones dégradées de la ville. La lutte qui se produisit se concentra fondamentalement sur les commerçants informels et les groupes marginaux qui avaient occupé des zones importantes de la ville, soit par leur propre compte, soit par l'aval de fonctionnaires et de personnages de la classe politique de la ville, spécialement pendant la deuxième moitié du XXème siècle.

Au cours des premiers jours de ma recherche, je suis allé visiter pour la première fois l'agglomération de baraques et de postes de commerce informel à *San Victorino*, dont l'épicentre étaient celles nommées les *Galeries Antonio Nariño*, pointant mon attention sur tout ce qui se passait autour de moi, alors qu'on avait commencé à appliquer ces politiques de transformation urbaine. J'écrivais cela dans mon cahier de terrain:

> *« Il faisait longtemps que je n'allait pas à* San Victorino*. Avec les nouvelles politiques de l'administration Peñalosa, les baraques bleues des libraires sur la* Carrera *Dixième n'existent plus, balayées par des bulldozers, laissant à la vue de tous la zone de stationnement qui fonctionnait par-dessous, laquelle ne prêtera certainement plus ses services et laissera sans doute sa place à un édifice de bureaux ou à un Centre Commercial. Sur les murs qui entourent l'espace où se sont*

construites les baraques il y a 36 ans, on a peint les nouvelles adresses où les déjà légendaires libraires de San Victorino *prêteront dorénavant leurs services au public. En effet, pour l'histoire récente de Bogota, l'espace où les commerçants de livres d'occasion réalisaient leurs activités était pleinement reconnu, identifiable, et faisait partie de l'imaginaire urbain. Il en existe d'autres dans le Centre-Ville, mais sans la force évocatrice ni le poids lourd de sens qu'a eu l'ensemble de ces baraques amoncelées en marge de la* Carrera *Dixième vers l'occident.*

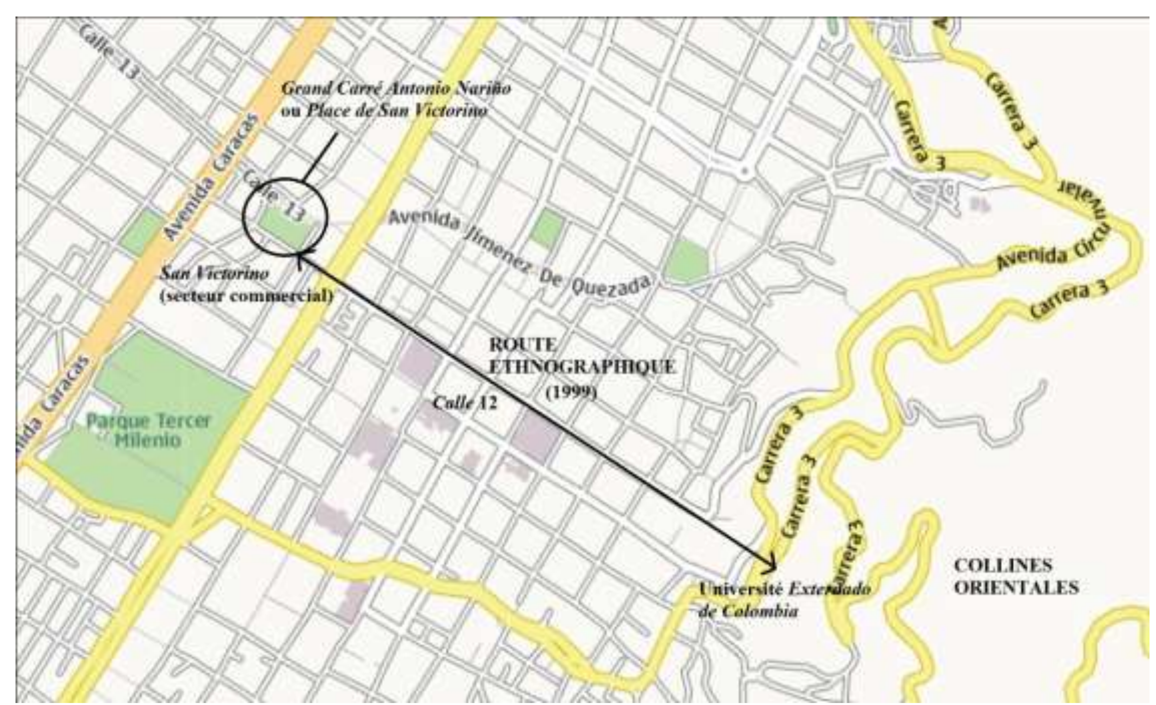
C'est précisément ce que je cherche là; dans le labyrinthe de fers rouges et jaunes qui occupe ce qui un jour fut un parc, le parc de San Victorino. *Pour les gens de Bogota, '*San Victorino*' signifie commerce, économie informelle, mais aussi chaos, désordre, contrebande, insécurité, prix faibles, folklore et peuple. La rencontre avec Jairo Romero, administrateur des* Galeries Antonio Nariño, *épicentre du secteur - qui est en réalité le nom du quartier conformé aussi par les établissements commerciaux formels, les rues en mauvais état et les immeubles vétustes à moitié démolis - a été la plus intéressante de la journée. Il m'a fait savoir le véritable nom de l'organisation qui groupe les commerçants du pâté de maison adjacent à l'Avenue* Jiménez, *entre les* Carreras *Onze et Douze. Là, ce qui prédomine, c'est le commerce de chaussures, de vêtements et de sacs, bien qu'on trouve des locaux qui offrent des casseroles et des ustensiles de cuisine, des pièces de rechange et la réparation de montres, des lunettes et des électrodomestiques, des produits naturels et pharmaceutiques, des essences, des remèdes de bonne femme, des breuvages pour la magie blanche et pour la sorcellerie, du linge de maison et, à cette époque de l'année, un tas de décorations de noël. Il ne peut naturellement pas manquer les ventes d'aliments et de bière à l'intérieur des baraques, recrées à cette occasion par l'ambiance propre d'un samedi dans les 'secteurs populaires' »*[11].

Dans ce texte je parlais d'un « parc », mais peu à peu, tout au long de mes recherches, j'ai pu comprendre quelles conceptions de l'espace urbain s'étaient établies dans le secteur tout au long des diverses époques. Les vendeurs des Galeries avec lesquels j'ai eu l'occasion de parler les jours suivants m'aidèrent à comprendre comment s'était produit ce processus, en particulier au cours du XXème siècle. J'ai rencontré Jairo, le premier d'entre eux avec lequel je pus établir un contact, dans la cabine de locution, le point de référence le plus important des *Galeries Antonio Nariño* en terme de son *organisation* sociale. Cet espace réduit, d'à peu près dix mètres carrés et construit en « L », se trouvait sur le côté occidental des Galeries, alors étouffées par les baraques du

[11] En lisant de nouveau ce texte, je peux apprécier que j'assignais des définitions à quelque chose que j'avais à peine commencé à explorer, acceptant la clameur supposée des « habitants de Bogota ». Erreurs communes aux premiers essais d'ethnographie, pour le moins en ce qui concerne ce que je considère comme le chemin vers la *construction conjoint d'une connaissance* avec des personnes qui exécutent des pratiques quotidiennes très différentes à celles que j'ai l'habitude d'exécuter dans la ville, et qui en ont leur propre représentation. On essaye de cette manière de réduire l'effet de la violence symbolique qui se produit au contact des personnes, en tant que chercheur, et, en même temps, on se propose de concevoir l'activité ethnographique comme un « processus d'apprentissage » (*Cahier de terrain*, le 12 Décembre 1998, page 2).

syndicat de SIMESCO qui bordaient la *Carrera* Douze. On y tenaient les principales réunions de la Junte Directive de ACUGAN (Association des Commerçants des *Galeries Antonio Nariño*) – et plus tard de la Commission Négociatrice créée pour les effets de la transformation urbaine qui allait opérer dans cet endroit. En plus, à travers les hauts parleurs connectés à un équipement installé dans la cabine, on émettait de là les annonces du jour, ainsi que les interventions des responsables de ACUGAN au sujet de problèmes relatifs aux activités de l'Association et au devenir des commerçants qui commençaient déjà à voir menacés leurs intérêts.

Je décidai de commencer un travail plus régulier et continu de visites au secteur après le 15 janvier 1999, date à laquelle on pouvait observer déjà une certaine activité commerciale. Ces jours me servirent à établir un itinéraire qui peu à peu devint « routinier »: celui de mes continuels déplacements entre l'Université *Externado*, où je travaillais, et *San Victorino*, l'endroit où je me trouvais en train de réaliser mon terrain. L'axe principal de ce va-et-vient était la *Calle* 12, qui unit directement l'Université, placée sur la *Calle* 12 avec la *Carrera* Première Est, et *San Victorino*, qui commence à partir de la *Carrera* Dixième vers l'occident (Carte 3). La carte ne permet pas d'apprécier la différence de niveau créée par les Collines Orientales [*Cerros Orientales*], car l'*Externado* se trouve sur les flancs de la Colline Guadalupe, une des deux collines tutélaires de la ville, adjacente à Monserrate, principal centre de pèlerinage de la ville. Bien que Bogota ait été fondée et se soit étendue sur la Savane de Bogotá, grand haut plateau située à 2.600 mètres sur le niveau de la mer, sur le versant oriental de la Cordillère des Andes colombiennes, la fusion entre les collines et la Savane produit une inclinaison qui n'arrive à se stabiliser qu'au-delà de l'Avenue *Caracas*.



Carte 3: CARTE DE LA ROUTE ETHNOGRAPHIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

L'ethnographe, comme le voyageur, connecte entre eux des espaces et des sociétés diverses. Pour moi, la *Calle* 12 devint une métaphore de cette connexion qu'établit l'anthropologue urbain entre les espaces de sa quotidienneté, entre son propre contexte historique et socioculturel et les contextes dans lesquels « les autres », qui habitent aussi la ville, et qui sont les interlocuteurs de sa recherche, se débattent continuellement. Mais la *Calle* 12 fut aussi une métaphore de ce contact que l'ethnographe arrive à créer entre ce que certains appellent « la haute » et « la basse » culture, « la haute » et « la basse » société, les « classes hautes » et les « classes basses », de même que hauts et bas sont les collines et les dépressions que le relief a créé sur la plaine. L'ethnographe, de même que l'habitant de la ville, ne fait pas de discours seulement sur les méandres de la différence socioculturelle, mais aussi sur les hauts et les bas des inégalités historiquement accumulées, de la même manière que l'*arriero* qui monte et qui descend sur le fil des montagnes escarpées, avec son poids immense de signaux et de symboles. Au cours de ce processus l'ethnographe – du moins c'était et cela a été mon but – essaye d'intégrer les sphères du savoir académique avec les formes du savoir « populaire», ou ce que certains appellent « le sens commun », dans le but d'approcher la connaissance intellectuelle aux modes selon lesquels les personnes comprennent, imaginent et expriment leur expérience du monde.

Dans ce parcours par « la *Calle* 12 et en bas » je rencontrais parfois des personnes connues, qui allaient et venaient de différents endroits de la ville. Mais aussi, les édifications et les signes façonnés dans l'espace construit, faisaient fréquemment allusion à cette succession de transformations qui, comme une série de vagues continuelles, changent peu à peu et parfois de manière imperceptible, le paysage des villes dans la mesure de nos déplacements. Georg Simmel a exprimé, dans le langage de la sociologie, les effets que peut susciter cette rencontre avec une succession de réalités diverses:

> « Le fondement psychologique sur lequel se dresse le type des individualités urbaines est *l'accroissement de la vie nerveuse*, qui a son origine dans l'échange rapide et ininterrompu d'impressions internes et externes. Les impressions persistantes, l'insignifiance de leurs différences, les régularités habituelles de son cours et de ses oppositions consomment, on peut dire, moins de conscience que l'agglomération rapide d'images changeantes, moins que le brusque éloignement à l'intérieur duquel ce que le regard saisit c'est l'imprévisibilité des impressions qui s'imposent. Dans la mesure où la grande ville crée précisément ces conditions psychologiques (à chaque pas à travers la ville, avec le *tempo* et les multiplicités de la vie économique, professionnelle et sociale), se produit dans les fondements sensoriels de la vie animique, dans le quantum de la conscience que celle-ci nous exige à cause de notre organisation comme êtres de la différence, une profonde opposition face à la petite ville et à la vie de la campagne, avec le rythme de son image senso-

spirituelle de la vie qui s'écoule plus lente, plus habituelle et plus régulière » (Simmel, 2001: 107).

Et c'était précisément ce qui m'arrivait quand j'essayais d'observer, avec l'attention de l'ethnologue qui tente de poser en même temps ses yeux sur tout ce qui apparait autour de lui, les maisons coloniales de la Candelaria, les annonces des épiceries, les restaurants, les banques, les bijouteries, les magasins de toiles, les croisements de *calles* et de *carreras*, les vendeurs ambulants aux coins des rues, les achats et ventes d'émeraudes et autant d'autres thèmes urbains que je laissais derrière moi chaque fois que je descendais jusqu'à l'entrée de *San Victorino* par l'Église de *San Judas Tadeo*, située au coin de la *Calle* 12 avec la *Carrera* Dixième.

Mais il est possible que ces impressions n'aient été en rien comparables avec l'agitation que je pouvais observer une fois que je traversais la « Dixième » au milieu du smog et du terrible trafic de bus, de micro bus et d'automobiles qui caractérisent cette voie de la ville, ce qui constitue un prélude du grand mouvement social et commercial qu'on avait l'habitude de rencontrer quand on mettait les pieds dans ce monde à découvrir.

La *Calle* 12 devenait là, entre les *Carreras* Dixième et Onze, une voie piétonnière qui était alors occupée par les modules de SIMESCO, un des syndicats de vendeurs qui se trouvaient dispersés dans tout le secteur. A ce moment là, les vendeurs qui avaient été expulsés des rues proches, vendaient leurs articles non pas dans les baraques qu'ils avaient avant l'habitude d'occuper, ni dans les postes improvisés installés sur la rue, mais en portant sur eux les marchandises de différentes manières: pendant à leurs extrémités, employant des boîtes en carton ou en plastique qu'ils aidaient à soutenir avec une corde pendant à leurs cous, marchant d'un endroit à l'autre ou immobiles, alignés sur le bord des trottoirs, attentifs à l'arrivée des agents de police qui à cette époque, répondant aux dispositions de la Mairie, faisaient davantage de fouilles et de rondes de surveillance dans le secteur (Photo 1). Dans la photo 2, on montre l'aire occupée par les *Galeries Antonio Nariño* dans ce secteur de la ville, à laquelle on arrive après avoir traversé les modules de SIMESCO et par le coin de la *Calle* 12 avec la *Carrera* Onze (Photo 2). Les Galeries occupaient le secteur qui jadis avait été l'aire occupée par la petite place de *San Victorino* à l'époque coloniale et un pâté de maison qui avait eu divers usages depuis la fondation de la ville:

> *« L'ensemble des* Galeries Antonio Nariño *était construit sur un espace d'approximativement un hectare. Situé dans une dépression par rapport au niveau du sol qui descend des Collines Orientales, l'accès aux Galeries se faisait par des rampes en pente ou des perrons, excepté sur le côté occidental, où la savane continue en une légère descente. La structure spatiale fondamentale des* Galeries Antonio Nariño *sont les 'hangars', soubassements des baraques, et le toit construit depuis sa fondation. Autour de cette armature on fera des améliorations progressives qui donneront aux Galeries l'aspect qu'elles ont actuellement. Ces hangars se trouvent divisés par des corridors tracésen forme parallèle aux rectangles des baraques, sauf un*

*qui les traverse en plein milieu, perpendiculairement (nommé '*Carrera *septième'). Hangars et corridors constituent les éléments de tension entre permanence et mobilité qui donne le nom de 'Galeries' à l'endroit construit* [(Photos 3 et 4)].

Au centre des Galeries se trouve une place commémorative de la fondation de ce commerce, avec l'aval, en son moment, de l'Administration de Jorge Gaitán Cortés. On y consacre clairement l'officialisation de cette zone de commerce informel, ou plutôt, semi-formelle [(Photo 5)].

Les Galeries ont des sorties sur les quatre voies qui les entourent à travers des rideaux de fer enroulables qui se ferment avec des chaînes quand se termine la journée, qui débouchent sur des points distincts de la rue: vers le nord il y en a une, vers l'orient il y en a deux, une vers l'occident et deux vers le sud. Les rideaux de fer vers l'extérieur et les corridors internes qui se connectent créent un espace de flux qui s'intègre aux baraques et à d'autres équipements, comme facteurs structurels de stabilité »[12].

Au milieu des segmentations, des différences et de l'énorme diversité des acteurs sociaux que l'on pouvait rencontrer dans le secteur, le lieu et le nom des Galeries demeurait comme un facteur fondamental de stabilité identitaire autour duquel elles s'étaient développées et avec lequel un nombre important de personnes étaient rentrées en contact durant les dernières trente cinq années. Il y avait un plus grand nombre de gens qui étaient passées par là durant un temps plus ou moins bref que celles qui y avaient demeuré depuis le début du processus historique, ou qui s'y étaient maintenues une période de temps suffisamment longue pour y avoir établi le sens principal de leur vie - pour le moins, de leur vie de travail - comme base nécessaire à d'autres sens de leur vie, en particulier de leurs familles. Dans ce sens, le droit au travail que réclamaient les vendeurs au moment de la construction du *Grand Carré Antonio Nariño* qui les expulserait définitivement du secteur se trouvait étroitement lié – au moins dans la perspective des commerçants – au droit à une vie en condition de dignité[13].

Au moment où les actions de réhabilitation urbaine entreprises par le Maire Enrique Peñalosa commencèrent à s'appliquer dans la zone pour commencer la construction du *Grand Carré Antonio Nariño*, la ville pouvait voir les limites de l'occupation commerciale originale, appuyée par l'Administration de Jorge Gaitán Cortés 35 ans avant (Photo 6). Là, on pouvait apprécier que le projet eut au début une organisation et une logique urbanistique, laquelle, avec la croissance de la ville et le secteur, ajouté de plus à la

---

[12]*Cahier de terrain*, le 16 mars 1999, page 15-16.

[13] Cette réclamation, de caractère basique et fondamental, se fondait sur deux articles consignés dans la Constitution Politique de Colombie: « Le travail est un droit et une obligation sociale et jouit, dans toutes ses modalités, de la protection spéciale de l'État. Toute personne a le droit à un travail en conditions justes et dignes » (Art. 25) », et « Toute personne est libre de choisir sa profession et son métier. La Loi pourra exiger des titres d'idonéïté. Les autorités compétentes inspecteront et surveilleront l'exercice des professions. *Les occupations, les arts et métiers qui n'exigent pas de formation académique sont de libre exercice, sauf celles qui impliquent un risque social* (Art. 26)[Nous avons souligné]».

déficience des administrations municipales successives, commença à se déborder et à se convertir en une situation avec des nuances problématiques. Cette expansion s'étendait aux rues adjacentes, créant de nouveaux syndicats de vendeurs, chacun avec son secteur de vente établi, avec l'aval des gouvernements du jour. Cela mettait en évidence que la responsabilité de l'invasion de l'espace public, le drapeau brandi par l'Administration de Enrique Peñalosa pour justifier cette série d'actions sur le secteur, n'avait pas été causée par les vendeurs, mais avant tout par la négligence et la corruption qui s'étaient présentées dans les politiques urbaines du district, situation que maintenant, après à peu près trois décennies d'indifférence, de bureaucratie et d'abandon, on essayait de résoudre par des voies de fait, à partir de tactiques de pression policière et sous le harcèlement politique.



Photo 1: VENDEURS AMBULANTS EXPULSÉS À *SAN VICTORINO* (1999).
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 2: ASPECT DU SECTEUR DE *SAN VICTORINO* AVANT LES EXPULSIONS (1998).
Pris de: BUREAU DES DEFENSEURS DE L'ESPACE PUBLIC. C.D., 1999.



Photo 3: ASPECT INTÉRIEUR DES *GALERIES ANTONIO NARIÑO* I (1999).
Auteur: CARBONELL, Carlos.

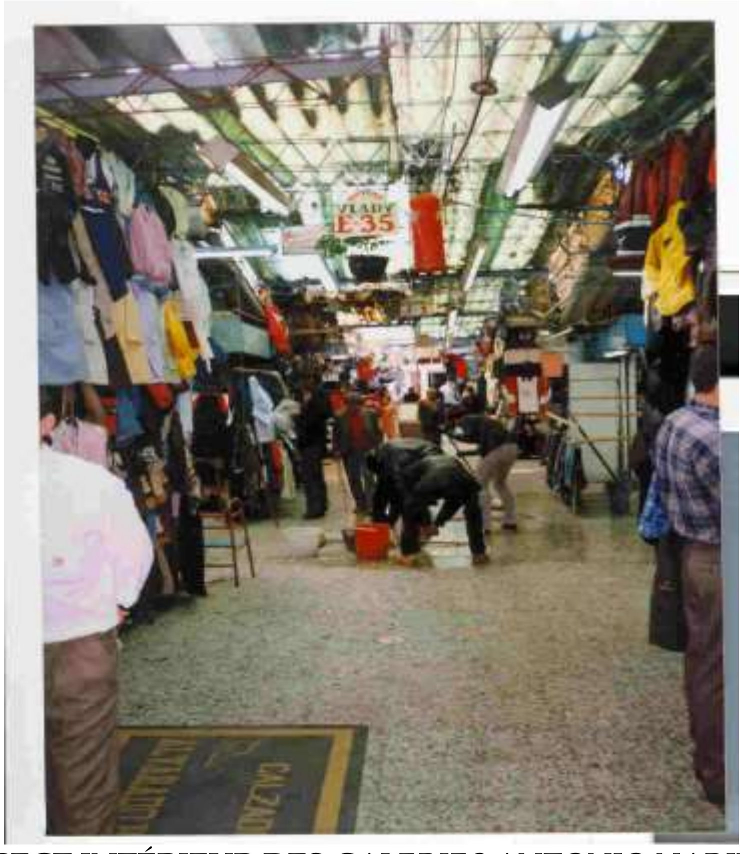


Photo 4: ASPECT INTÉRIEUR DES *GALERIES ANTONIO NARIÑO* II (1999).
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 5: PLAQUE COMMEMORATIVE DE LA FONDATION DES *GALERIES ANTONIO NARIÑO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



El sector del Siete de Agosto es otro de los grandes objetivos de renovación urbana al occidente.

Photo 6: PANORAMIQUE DES *GALERIES ANTONIO NARIÑO* APRÈS LES EXPULSIONS DES VENDEURS AMBULANTS DES ALENTOURS (1999). Pris de: RAMÍREZ, Luis. « Una empresa para renovar el D.C. ». Dans: *El Espectador*. Bogotá, s.f.

Mais, ¿quelles étaient les motivations profondes pour que l'Administration d'Enrique Peñalosa justifiait, à ses propres yeux, la réalisation de ce genre de procédés, qui lésaient le droit au travail? Il arrive que ce droit au travail entre en contradiction avec un autre principe fondamental de la Constitution qui remplaça celle de 1886: celui de sauvegarder l'espace public[14]. Il existait alors une disjonction fondamentale entre l'intérêt public lié à l'usage de l'espace urbain, et le droit au travail, ce qui générait une dispute pour le type de pratiques socioculturelles « optimes » ou « légitimes » qui devaient se réaliser sur les scènes collectives de la ville.

---

[14] Les articles de la Constitution Politique dans lesquels on garantit ce devoir de la part de l'Etat et de ses institutions sont: « On garantit la propriété privée et les autres droits acquis dans le respect des lois civiles, qui ne peuvent pas être méconnus ni lésés par des lois postérieures. Quand par application d'une loi expédiées pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social résulteraient en conflit les droits des particuliers avec la nécessité reconnue par elle, *l'intérêt privé devra céder face à l'intérêt public ou social* (Art. 58) » [Nous avons souligné], et « *C'est le devoir de l'Etat de veiller à la protection de l'intégrité de l'espace public et à sa destination pour l'usage commun, qui prévaut sur l'intérêt particulier.* Les entités publiques participeront à la plus value que génère leur action urbanistique et réglementeront l'utilisation du sol et de l'espace aérien urbain en défense de l'intérêt commun (Art. 82) » [Nous avons souligné].

Ceux-ci furent, par conséquent, les fondements juridiques du conflit qui se produisit entre les commerçants informels de *San Victorino* et le projet urbanistique désiré et entrepris par le Maire Enrique Peñalosa. Contexte juridique qui encadrait de plus, la possibilité de l'exercice de deux pratiques socioculturelles menées sur les espaces urbains d'usage commun: celui de la vente stationnaire ou ambulante sur les places et dans les rues, qui passe par l'appropriation plus ou moins temporelle d'un espace commun de la ville au bénéfice de particuliers, et celui d'un espace dans lequel on établit une série de dispositions et d'équipements pour le bénéfice de toute personne qui arrive à confluer dans cet endroit destiné à la collectivité en général.

Ce qui précède indique que ces pratiques, dans la mesure où elles se perpétuent dans le temps, terminent par être inscrites dans l'espace urbain et dans la mémoire de ceux qui le parcourent, se convertissant, pour ceux qui la pratiquent, dans un aspect habituel de leur vie qui, peu à peu, s'incorpore à leurs conduites et à leurs comportements quotidiens; dans ce sens, les pratiques relatives à l'espace urbain deviennent un facteur d'identité pour ceux qui l'effectuent. Et, dans la mesure où ces pratiques sont diverses, des formes distinctes d'habiter, de concevoir et de percevoir la (les) ville(s) pour les habitants et les visiteurs urbains s'établissent, ce qui donne lieu à des segmentations d'identité liées aux espaces métropolitains qui peuvent, éventuellement, constituer une cause de conflit entre des groupes humains divers.

De cette manière, ce qui était en train de s'expérimenter à San Victorino et à Bogota entre 1998 et 2000, (période durant laquelle le Maire Enrique Peñalosa fut élu pour diriger les destins de la ville), était la radicalisation d'un conflit relatif aux formes d'occupation des espaces publics, donnant lieu à des identités socioculturelles diverses qui se manifestaient dans une dimension socio-spatiale. Mais ces traits d'identité, ainsi que les facteurs et les variables qui encadrèrent cette situation, ne se limitent pas de manière exclusive à la conjoncture spécifique vécue avec les politiques de cette administration. Au contraire, elles ont un fond historique de longue durée, qui débouche et conflue, -comme cela arrive avec les eaux du fleuve San Francisco depuis des temps immémoriaux-, sur la place, petite place ou grand carré de *San Victorino*. Pour élucider dans le meilleur des sens et le jugement le plus pondéré cette trame complexe qui donnera lieu au casse-tête dans lequel se déroulait la dynamique du conflit, j'ai commencé un travail de fin limier et de détective qui m'a fait remonter à la fondation même de la ville.

Pacho Romero, un des vendeurs au niveau culturel le plus élevé et avec la plus grande connaissance de l'histoire de cet endroit, qui par la suite est devenu un de mes interlocuteurs privilégiés, me parla au sujet de la position réelle de la petite place originale, et il disait qu'à l'endroit occupé par eux il n'y avait jamais eu de la place, mais que dans les années soixante fonctionnait là un parking et avant il n'y avait jamais eu non plus d'espace public; je me rappelle de lui en me signalant le point de la *Carrera* Treize où s'était érigée la statue et la place de Nariño en 1910, dans la partie inférieure des Galeries sur l'Avenue *Jiménez*, l'endroit même où - disait-il - était située la petite

place coloniale depuis la fondation de la ville, car l'Église de *San Victorino*, qui était en face d'elle, avait été détruite par un tremblement de terre, raison pour laquelle il n'y avait pas d'évidence de sa position exacte pendant la Colonie:

> *« Ceci n'était pas un espace public, c'était un espace privé. En fait, quand vous voulez, je vous montre des écritures des années 48 ou 50. C'était à des particuliers. C'est à dire que quand la Mairie Majeure de Bogota l'a acquis cela devint un bien fiscal, ce qui est absolument différent d'un espace public. L'administration ne s'est pas rendu compte ni n'a fait ce genre de recherches pour observer que nous ne sommes pas ici comme envahisseurs, mais que la création des Galeries a été la première récupération génuine de l'espace public. Dans ce temps là, nous étions sur la* Carrera *Dixième. Et alors la Mairie, par un accord du Conseil, nous a replacé pour récupérer l'espace public de manière intelligente, sans commettre des violations, ni à causer des préjudices au peuple, parce que la ville se compose d'abord des citoyens, et après des maisons d'habitation, du commerce, des rues. Et toute mesure d'un administrateur conscient doit aller dans le sens de récupérer les espaces publics et fiscaux, mais cela doit aller dans le bien du citoyen. Quand on va en contresens du bienêtre du citoyen, on fait une administration qui produit de graves préjudices, et de là vient le désordre social »* (Rafael González, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

Quelques jours plus tard, j'ai essayé de rencontrer Idalia Fino, une des membres de la Junte Directive de ACUGAN (Association des Commerçants Unis *des Galeries Antonio Nariño*) pour lui faire une entrevue, dans le cadre des histoires de vie que j'ai réunies parmi les vendeurs, et j'ai voulu me référer de nouveau au même sujet:

> *« C.C.: Les Galeries sont-elles un espace public?*
>
> *I.F.: Non, les Galeries sont un bien fiscal.*
>
> *C.C.: C'est différent?*
>
> *I.F.: Totalement différent.*
>
> *C.C.: Quelle est la différence?*
>
> *I.F.: Un espace public est un endroit qui ne peut pas s'utiliser pour des fins personnelles, pour usufruit personnel, car c'est pour le bienêtre de la communauté. Et le bien fiscal, le gouvernement peut le manier d'après ses besoins. Ce bien fiscal peut être considéré comme un endroit pour replacer les gens. Les gens qui déambulaient par les rues. Et le traitement qu'on est en train de lui donner ici est totalement différent.*
>
> *C.C.: Et le gouvernement a déclaré ce bien comme bien fiscal?*

I.F.: Lui [Peñalosa], il ne sait pas, il n'a pas encore été capable de faire la recherche réelle, qui montre cet espace comme un bien fiscal.

C.C.: C'est-à-dire qu'officiellement ne …

I.F.: Il n'a jamais rien dit, il n'a pas prouvé que c'est un espace public, ni n'a prouvé que c'est un bien fiscal. C'est de la négligence de la part du gouvernement » (Idalia Fino, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

Le poids des arguments juridiques et la clarté des commerçants autour de cette situation m'a motivé à connaître les raisons pour lesquelles les fonctionnaires de l'administration chargés de diriger les travaux d'assainissement et de reconstruction avaient décidé que l'usage du sol dans ce secteur devrait être celui d'une place pour l'usage public, situation qui m'a amené à écouter les arguments de Lorenzo Castro et de María Mercedes Romero, Directeur et collaboratrice de l'Atelier de l'Espace Public, respectivement:

« C.C.: Raconte-moi, Lorenzo, ¿quelles sont les tâches que remplit l'Atelier de l'Espace Public?

L.C.: L'atelier, disons qu'il remplit la tâche sur deux flancs distincts: l'une est la construction de l'espace public en termes physiques, esthétiques, de qualité de cet espace public, à travers la réalisation de projets. Au niveau physique, ce que fait l'architecte c'est de dessiner les espaces publics aptes pour une ville comme Bogota. C'est pour faire des livrets et des spécifications de l'espace public, la définition du matériel, la définition de quel est le mobilier, soit, finalement, la définition d'une image de la ville à travers ces éléments. Et l'autre tâche, c'est celle de conseiller à la Planification du District dans différents thèmes de consultation de la communauté en termes juridiques: par exemple, on assiste la Sous Direction Juridique du Département dans le maniement et le développement de normes pour l'espace public, toujours comme conseiller du Département Administratif de la Planification du District.

C.C.: ¿En quoi consiste le Plan de Rénovation Urbaine pour le Centre de Bogota?

L.C.: Voyons, le Plan de Rénovation Urbaine surgit, disons, d'une inquiétude au sujet de ce qui était en train d'arriver au Centre Historique, spécialement depuis la Carrera *Dixième vers l'occident; à partir de là c'est un autre Centre, mais un Centre qui se détériore, qui a toute une série de problèmes. Alors l'idée est à partir du projet du Parc* Tercer Milenio *[Parc du Troisième Millénaire] de générer tout un processus, de déclencher tout un projet de rénovation de ce Centre, de rénovation urbaine de tout ce secteur de la 'Dixième' vers le bas, depuis la* Calle *13, je dirais même de la Calle 26 jusqu'à la Calle 6, pour que le Centre devienne une seule entité.*

C.C.: ¿Quel type d'intervention va-t-on réaliser dans le secteur de San Victorino, *concrètement?*

L.C.: Disons que nous, comme Atelier de l'Espace Public, nous devons être ponctuels: ceci est le début de ce que serait l'intervention du Parc Tercer Milenio *qui va plus loin qu'un parc, et c'est là où sont en ce moment les* Galeries Antonio Nariño, *qui ont été replacées par le Maire Jorge Gaitán Cortés dans l'année 1964, plus ou moins. Nous sommes dans une intervention de cet espace. On a déjà fait une intervention, de toute façon, sur les trottoirs de la Dixième, on est en train de commencer à réaliser le projet de l'Axe Environnemental de Kopec et Salmona, on a déjà commencé à réaliser une partie du projet que nous sommes en train de présenter, nous, pour* San Victorino, *spécifiquement.*

M.M.: …tous les trottoirs sont déjà du côté nord de la Jiménez*; tout ça, ça y est, et tous les trottoirs du côté sud jusqu'à la* Estación de la Sabana *[Gare de la Savane] sont en train de se construire. Et la partie de la petite place des Libraires est déjà prête.*

L.C.: Il commence à y avoir toute une série de travaux qui de plus sont soutenus par une série de projets qui n'ont pas commencé, des projets qui se sont réalisés comme la transformation en voies piétonnières de la Calle 14 *entre la Dixième et la Onzième, l'édifice qui est situé au coin, et tout ça, car on va commencer à interconnecter. Et il y a une autre série de projets de l'Administration, comme la gare de bus du* Transmilenio *[Nouveau système de transport massif]. C'est tout le thème des véloroutes, la véloroute est déjà construite entre la Dixième et la* Caracas, *on est en train de commencer à construire, et nous avons le projet de l'Axe Environnemental qui est un projet qui récupère l'histoire, disons, d'un point de vue géographique, topographique; le fleuve* San Francisco *descendait, ou descend en ce moment, canalisé sous la* Jiménez*; la présence des collines et tout ce qui est arrivé ici historiquement, les produits qui parvenaient de l'occident de la Colombie à la capitale, un espace de congrégation qui s'est perdu en 1944, année dans laquelle on fit une rotonde autour de la statue de Nariño. Il y a eu ici une rupture qui après, avec le* Bogotazo *[le 9 Avril 1948, jour de l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán, qui a marqué la date d'un renouvellement urbain dans la capital après la destruction d'une bonne partie du Centre-Ville], s'accentue davantage. Par la suite, cet espace perd totalement son caractère et devient un parking, ce n'est plus un espace public, ce n'est plus un espace de tout le monde mais de celui qui a une voiture, qui peut la garer ici. Puis après vient Gaitán Cortés qui replace les vendeurs ambulants avec une structure très bien planifiée, je dirais avec de bonnes conditions esthétiques et architectoniques, mais qui élimine complètement ce qui était un espace public et génère ce qui s'est passé avec les commerçants et commence de plus à se désagréger par la Dixième, la Treize, par tout le centre; tout ce qui commence à arriver avec* El Cartucho, *toute la détérioration gigantesque d'un secteur qui était avant un secteur absolument vivant. Alors notre proposition dans le secteur du commerce informel de* San Victorino, *tient compte d'une certaine manière de cela, c'est-à-dire, c'est comme un début de*

quelque chose tout petit, c'est une petite graine pour donner une nouvelle vitalité à cette zone, et qui était attachée à tout ce processus de rénovation.

M.M.: Il est important, Lorenzo, de dire que peut être on a présenté beaucoup de projets dans le secteur de San Victorino*, et spécialement sur la place, il y a des projets, depuis des thèses d'étudiants jusqu'à des projets de la Corporation* La Candelaria*, et puis tout ça c'est peut être l'unique occasion où se sont unies toutes ces entités comme l'IDU,* Transmilenio *et même l'Atelier de Planification du District pour faire un seul effort de créer presqu'un seul dessin, où l'on peut presque faire dès maintenant et il semble que l'on tient compte de tous ces plans qui vont se faire et ils ne sont pas dans l'air, ¿non?*

L.C.: Oui, c'est un travail en équipe…

C.C.: Au niveau du paysage, comment s'intègre ce projet dans celui du paysage de Bogota?

L.C.: Bien, ce que j'avais dit antérieurement, que le Centre n'est pas seulement de la Dixième vers en haut, quand on prend et qu'on regarde la structure urbaine de cette partie de la ville vers en bas, on voit qu'il y a une série de places: la place de Los Mártires *[Place des Martyrs], la place* España *[Place d'Espagne] et la place de* San Victorino*. Cette place est nécessaire pour donner une unité au paysage construit. Le projet de tout l'Axe Environnemental de Salmona est déjà présenté. Celui-ci récupère depuis les montagnes l'eau du fleuve* San Francisco *et l'amène jusqu'à la* Carrera *Dixième par un canal; on la recueillera dans un bassin sur le* Grand Carré Antonio Nariño*, là où il y aura une sculpture absolument contemporaine, qui imprimera une marque à cet espace. La statue de Nariño était là-bas, mais la remettre à nouveau n'a pas beaucoup de sens; alors, il semble que cette œuvre est une représentation d'une renaissance du Centre-Ville.*

M.M.: Et l'autre chose, c'est que non seulement on rattrape le filet d'eau, mais aussi la végétation que Salmona propose sur cet Axe Environnemental, car nous voulons continuer avec la même classe de végétation sur l'Avenue Jiménez.

L'idée de continuer à voir les collines est aussi importante dans la récupération du paysage, que ce soit comme un point de référence. Réellement, avec les baraques, le piéton n'arrive pas à voir ce point de référence qui est important et qui est présent depuis le début de la Place. Quand on enleve les baraques, le piéton pourra voir cette référence tellement importante.

C.C.: ¿Quel serait pour vous le changement au niveau des relations humaines qui se présenterait dans l'espace du parc?

L.C.: Et bien, je crois que c'est très clair: en ce moment une série de commerçants s'est approprié du parc et ils y ont exercé leur travail depuis trente six ans. Par

conséquent, l'espace a cessé d'être l'espace de tous pour être exploité par quelques uns. Ceci a généré de plus tout un environnement qui s'est ajouté à cette possibilité légale qu'ils avaient à travers les ventes informelles et les ventes ambulantes. En ce moment, ce qui se récupère un peu c'est le Centre, on commence de nouveau à descendre jusqu'à la Gare de la Savane, et nous espérons que toute la zone va se revitaliser, non comme un Centre Commercial comme avant, mais comme un espace public représentatif, avec du caractère, avec de la force dont on a besoin pour que cet endroit ne continue pas à se détériorer comme il était en train de le faire.

C.C.: ¿Quelle est, à partir de la vision de l'Atelier de l'Espace Public, la lecture qu'on fait de l'histoire pour proposer une intervention urbanistique dans ce secteur?

L.C.: Et bien, si on regarde l'histoire de la Place de San Victorino*, elle est parmi les trois principales places de la ville de cette époque. Il y a la Place Majeure, la Place des Herbes, qui est maintenant le Parc Santander, et la Place de* San Victorino *qui était essentiellement l'accès de la route qui vient de Honda et de l'occident à Bogota, par où tout le monde rentrait à la ville. Le fleuve* San Francisco *qui se débordait et qui faisait des désastres, peu à peu a été contrôlé et on a créé cette place. Et bien, c'est une place d'une valeur patrimoniale fondamentale, aussi importante que les autres; en 1948, avec le* Bogotazo*, on fait tomber les maisons du côté oriental, ce qui agrandit la Place. Ici il arrive quelque chose: avec le* Bogotazo *il y avait des constructions très bonnes, des maisons très jolies, et beaucoup de gens vivaient dans cette zone. Mais avec le* Bogotazo *le secteur fut détruit, donc que les gens commencèrent à laisser cette zone et à se déplacer dans d'autres secteurs de la ville. Alors ce secteur se vida et tomba en ruines et c'est à ce moment là que les commerçants envahissent ces maisons, ce qui leur donne l'aspect qu'elles ont maintenant.*

En plus, la place dans les années soixante devient un parking, elle perd complètement son caractère de place et devient un endroit où on doit marcher dehors. Et après, en 1964, Gaitán Cortés replace les vendeurs et convertit cela dans un Centre Commercial, et là, elle se perd totalement. Alors, ce que nous cherchons avec le dessin c'est de récupérer de nouveau cette place pour le Centre-Ville de Bogota et pour la ville, parce qu'à son moment c'était une place qui était dans la périphérie. Et aussi, nous cherchons à récupérer de nouveau le rôle patrimonial, paysager et avec des dimensions très différentes à celles qu'elle a eu initialement.

M.M.: Peut être c'est très semblable à ce qu'il y avait aussi bien pendant la Colonie, quand elle commença à être une place, mais très différente à ce qu'il y avait au temps du rond-point ou après, avec les différentes interventions. C'est-à-dire, la récupérer maintenant, de parement au parement, comme un grand espace dans ce secteur ».

Cette dernière intervention paraissait confirmer les affirmations des commerçants dans ce sens que l'endroit de la place ne se trouvait pas sur tout l'espace occupé actuellement par le secteur du commerce informel. Cependant, la présentation officielle de l'Atelier de l'Espace Public, celle qu'on a connue dans les médias et les publications réalisées par

la Mairie Majeure et le DAPD, ne se référaient pas beaucoup à ces versions et privilégiaient plutôt une rétrospective photographique dans laquelle il semblait que la Place ait embrassé tout l'espace de ce secteur tout le long du temps (Voir Photos 7 et 8). D'un autre côté, la présentation de Lorenzo et de María Mercedes ne permet pas de comprendre que le projet de *San Victorino* n'était pas isolé, mais qu'en réalité il était lié à un projet de ville dessiné par l'administration d'Enrique Peñalosa, qui fut, en réalité, le seul en beaucoup d'années dans lequel on pouvait apprécier une cohérence urbanistique qui embrassait tous les secteurs de la surface métropolitaine.

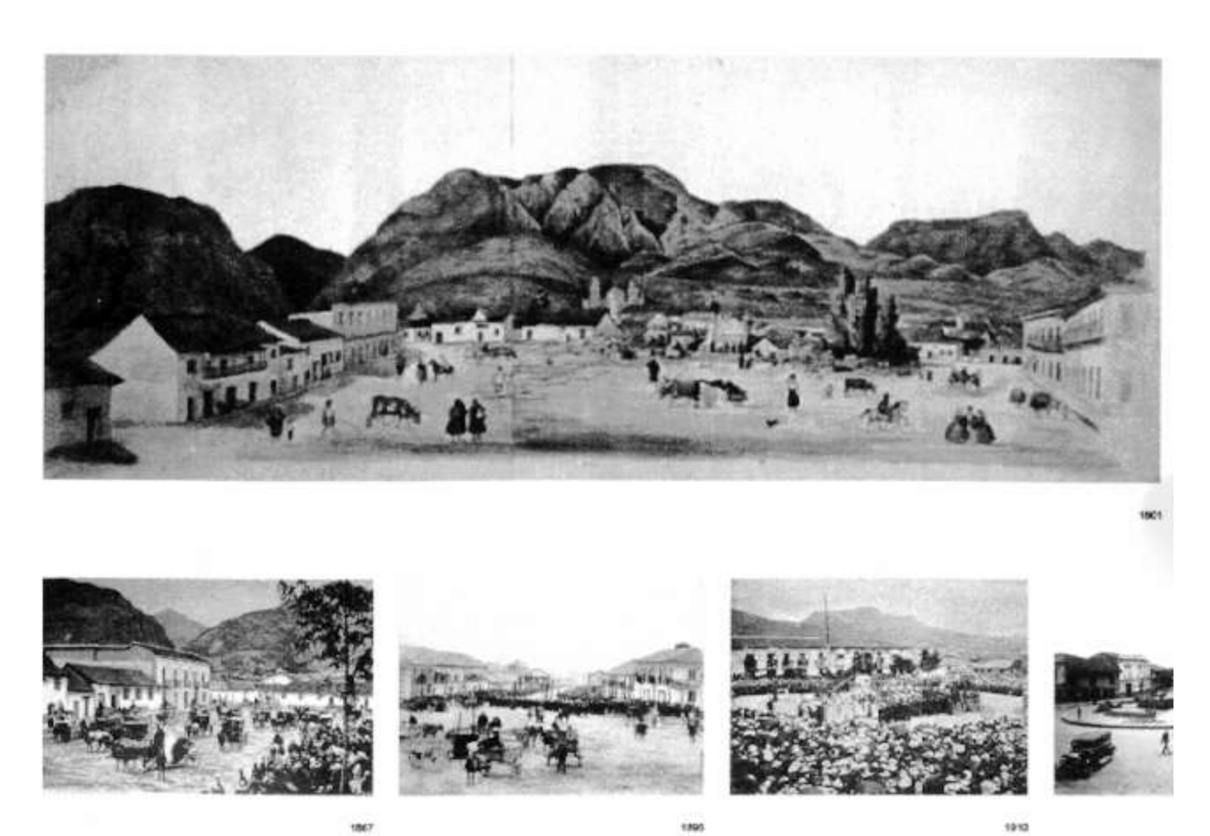


Photo 7: RÉTROSPECTIVE HISTORIQUE DE *SAN VICTORINO* – VERSION OFFICIELLE (1998).
Pris de: ATELIER DE L'ESPACE PUBLIC, Bureau de Planification du District.

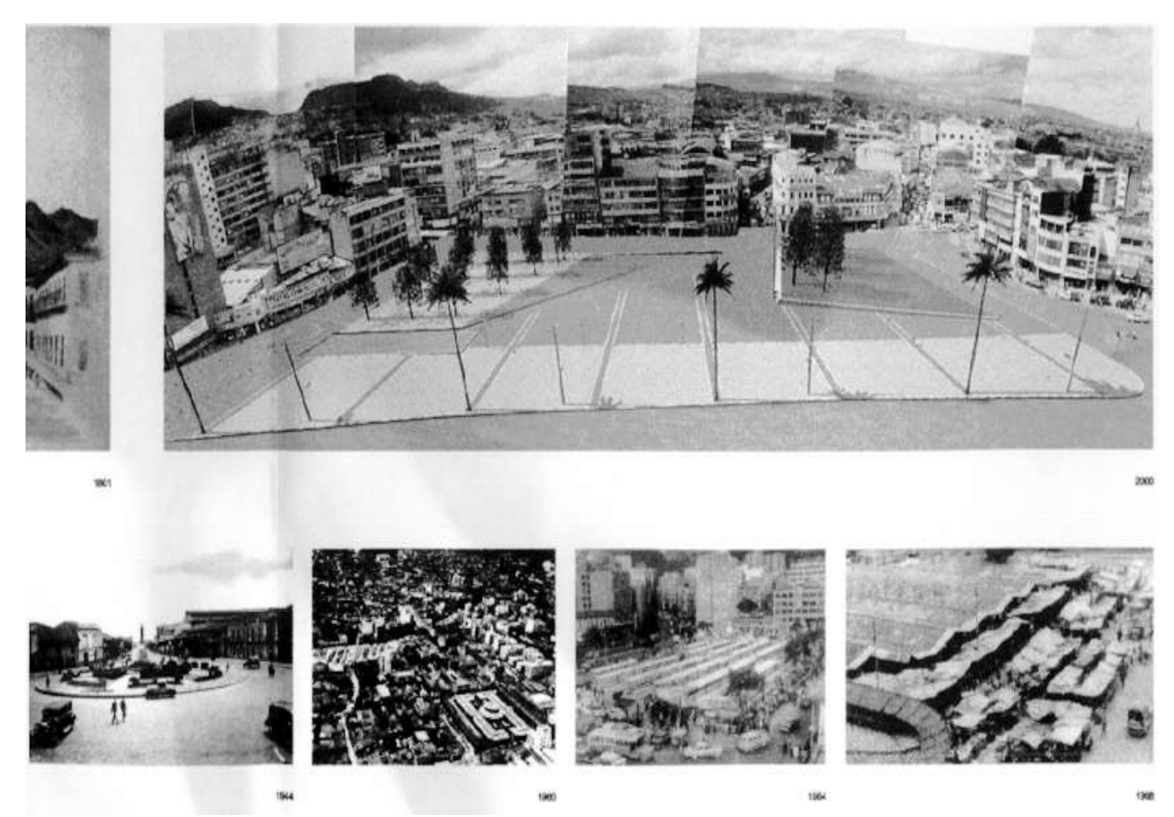


Photo 8: PROJET DU *GRAND CARRÉ ANTONIO NARIÑO* – BUREAU DE PLANIFICATION DU DISTRICT (1998).
Pris de: ATELIER DE L'ESPACE PUBLIC, Bureau de Planification du District.

Dans ce sens, il est important de souligner que, du point de vue de l'administration du district, les lectures historiques de la ville et les rénovations du patrimoine et architectoniques qui en dérivent, ne doivent pas seulement répondre à des réminiscences du passé, mais aussi aux nécessités et aux fonctions de la ville contemporaine: « L'Histoire comme Archéologie du Savoir, dans le sens de Foucault, a besoin d'assumer qu'intervenir dans la ville c'est établir 'une adaptation sur la mémoire en termes du confort actuel que la société demande' » (Ibañez Montoya, 2008: 98). Dans ce sens s'exprime Eduardo Aguirre, Gérant du projet du Parc *Tercer Milenio*, projet qui a constitué le complément aux actions de rénovation entreprises dans le secteur de *San Victorino*:

> *« E.A.: …Bon, vous me demandiez au sujet des opérations du Centre-Ville, ce qui est une des grandes finalités de cette administration. Alors, l'administration s'est concentrée dans la partie historique, c'est très clair qu'une ville respectable doit avoir un référent historique et de tradition fondamentale. Mais c'est absurde que dans la capitale, cette zone de la ville, à trois cents mètres de ce qui est le centre gouvernemental du pays, il y ait la détérioration sociale, urbaine, architectonique, peut être la plus grande de l'Amérique Latine et du monde. Cela fait quelques mois un des urbanistes le plus renommés d'Europe est venu, Gino Lombarda; la faculté d'architecture de l'Université Javeriana l'a amené dans une maîtrise de conservation,*

avec l'intention qu'il étudie et regarde un peu le thème, comment était la situation, et il a dit qu'il n'y a malheureusement pas ici grand-chose à récupérer du point de vue urbain, et qu'il y a un grand défi d'intervention sociale qu'il faut affronter.

Alors, la planification urbaine, nous, nous la comprenons comme un moyen. Un moyen qui a deux composants: le composant social, qui est la manière à travers laquelle on peut organiser socialement une population qui se trouve dans un endroit donné; et du point de vue urbain, cet endroit de cette ville, par son emplacement, par sa situation, par ses caractéristiques, doit être récupéré et acquérir beaucoup plus de puissance que ce qu'il a aujourd'hui. En effet, une partie de ce secteur est un trou noir, qui se trouve hors du marché. Et une partie de celui-ci est le secteur de San Victorino, qui a une tradition et une position très forte pas seulement dans la ville, mais aussi dans la région et même dans le pays. Mais San Victorino, tel qu'il est, avait de la logique quand la ville était tellement petite que la ville ancienne simplement terminait là-bas.

C.C.: Quand San Victorino était la limite de la ville…

E.A.: Quand la couronne de la ville était la prison, ce qu'aujourd'hui vous connaissez comme Musée National, et de l'autre côté, au sud, les hôpitaux, la Calle 1. Une partie de ce cordon était la zone de commerce d'échange, qui était le point d'entrée, dans la Calle Treize avec la Carrera Dixième. Mais aujourd'hui, aux portes du XXIème siècle, penser qu'en plein centre de la ville se trouve le centre d'échange commercial en gros est absurde, quand vous voyez qu'il n'y a pas de voies d'accès; deuxièmement, quand vous voyez qu'à l'intérieur il n'y a pas de facilités: ni de zones de stationnement, ni de services complémentaires à l'offre de marchandises, ce qui nous fait penser que ce secteur doit être à n'importe quel autre endroit de la ville avec un plus grand potentiel de compétitivité. Et cela nous l'avons fait savoir aux commerçants, qui sont en général d'accord pour générer un nouveau site pour leur marché en gros, comprenant que le Centre-Ville a une vocation commerciale, mais avec une tendance très différente quant au produit que l'on doit y offrir.

Maintenant cet endroit de la ville est en train de se détériorer à pas de géants. La Calle de El Cartucho [comme on connaissait le secteur où habitait une bonne partie des indigents de la ville], qui, ça fait vingt cinq ans, commença comme une rue, est aujourd'hui une série de pâtés de maison qui sont en train de se déplacer à la zone de San Bernardo. Cette détérioration continuerait vers le sud, jusqu'à la barrière des hôpitaux. Et nous aurions quelques soixante hectares qui seraient complètement perdus dans le Centre-Ville, qui commenceraient à faire que le Centre Historique de la ville se perd. Ceci est une erreur qu'une ville à longue échéance ne peut pas se permettre. D'où l'intention de le récupérer. Et pourquoi ce plan? [disait-il, en signalant le plan du Centre-Ville – Voir Photo 9]. Parce que les opérations ne doivent pas se concentrer ponctuellement sur la zone de La Candelaria [localité patrimoniale et touristique de Bogota], mais regarder le Centre comme toute une opération urbaine de plus grande envergure. Et le Centre, pour des effets pratiques,

est conçu comme la zone compris entre la Calle 26, *la* Calle 1, *les Collines et l'Avenue Trente. Et il y a une série d'opérations urbaines, beaucoup d'entre elles de la* Caracas *vers le bas: c'est tout le thème avec la Place d'Espagne, autour de ce qui est la Gare de la Savane et toute cette zone jusqu'à arriver au Cimetière Central, générant tout un corridor avec différents usages, etc., mais qui récupère toute cette zone basse du Centre-Ville. Si vous reliez tout, elle est bien près de ce qu'est la* Caracas, *la* Caracas *est très collée à la 'Dixième' et la 'Dixième' est à deux pâtés de maison du centre culturel du pays. Notre projet comprend seulement la zone de* San Victorino, *le quartier de* Santa Inés *et le quartier* San Bernardo, *vu comme une opération intégrale, aussi du point de vue sociale, en termes de réinsertion d'une population complètement exclue qui vit dans ce morceau de ville. Il est projeté l'application de pactes à des populations qui seront initialement affectées par le projet, complètement bénéficiés à futur par l'intervention, car le secteur commencera à se voir comme la porte occidentale du Centre Historique. C'est une opération urbaine qui a un grand espace public de caractère métropolitain, intégrateur de toute cette zone centrale de la ville, une opération qui doit donner à nouveau de la puissance au centre commercial de* San Victorino, *avec une vocation commerciale, mais avec une activité distincte,, avec un aménagement des usages du sol beaucoup plus clair. Un renouveau de la puissance de la zone de* San Bernardo *en logement, une nouvelle densification mais face au défi d'avoir un Centre-Ville beaucoup plus organisé, avec une meilleure qualité de vie, avec une plus grande compétitivité, parce que Bogota, je pense, c'est la même chose que Madrid en Europe, c'est la porte d'entrée à tout un continent.*

C.C.: Bien, ¿comment est l'intervention du projet de parc qu'on va faire?

E.A.: Une fois examinée la zone d'intervention, vous avez l'Avenue Jiménez, *la Calle 1, la 'Dixième' et la* Caracas, *vous avez trois zones de caractéristiques très diverses: c'est un monde complet. Et qu'en plus à l'intérieur de ce monde il y a beaucoup de sous mondes. Mais en termes générales on peut parler d'une zone avec un caractère éminemment commercial, avec l'existance d'une partie d'un composant mixte très détérioré, la zone de* Santa Inés, *où il y a un commerce formel, un commerce moins formel, où il y a un commerce informel, où il y a un commerce illégal, où il y a des logements, des habitants de la rue, où il y a toute une vie entière. Et il y a la zone de* San Bernardo *qui est une zone éminemment résidentielle, et on veut maintenir cette vocation. Bogotaa de très bas niveaux d'espace public, comparé avec d'autres villes du monde. Si on compare en termes de mètres carrés par habitant, Bogota a plus ou moins trois mètres et demi, tandis que des villes comme Madrid, Ville de Mexico ou Buenos Aires ont plus de quinze mètres carrés. La ville a besoin de ces espaces publics.*

Cette opération urbaine cherche à donner plus de puissance à toute l'activité du Centre-Ville, parce que le Centre-Ville est en train de perdre beaucoup de sa vie, le centre financier est déjà parti, le centre résidentiel s'est aussi déplacé… En effet, les grandes demeures de la Calle 7 ont été abandonnées avec le Bogotazo, *et l'idée est de*

recommencer à amener des gens au Centre-Ville. Ceci naturellement combiné avec une politique institutionnelle, qui manie le bord de la Carrera *Dixième, sous les paramètres de considération architectoniques nécessaires. Mais une transformation qui redonne un support institutionnel à toute la zone et l'aide à maintenir une vie à l'intérieur de cette zone vingt- quatre heures sur vingt-quatre. Nous ne pouvons pas changer ce trou noir pour un trou vert; nous devons garantir le caractère soutenable, l'appropriation de la ville, une vie permanente. Et cela s'obtient par une combinaison logique d'usages.*

C.C.: ¿Comment sont inclues ces personnes dans ce projet de planification de cet espace?

E.A.: Avec eux nous avons l'engagement conjoint de faire ce projet, parce que pour faire une meilleure ville dans cet endroit on doit compter avec la participation de la communauté. On cherche à ce que le commerce en gros s'en aille à un autre endroit et que les propriétaires de la terre maintiennent ici leur propriété, qu'ils s'organisent d'une manière différente, en générant des conditions urbaines plus appropriées et en définissant de nouveaux types et styles d'affaires qui soient adéquats à ce Centre-Ville.

C.C.: ¿Par exemple, lesquels?
E.A.: Regardez, ici il pourrait y avoir une série des passages piétonniers où il y aurait des cafés, où il y aurait des cinémas, où il y aurait des hôtels, et pourquoi pas, des logements dans les deuxièmes étages… ça fait à peu près vingt jours des experts sont venus, aussi bien argentins qu'espagnols, enfin, ils étaient de plusieurs pays, et nous sommes allés parcourir la zone de San Victorino*. 'Écoutez, mettez ici des logements à partir du second, du troisième étage'. Le logement est ce qui donne la valeur légitime aux zones, dans la mesure dans laquelle il la fait travailler vingt quatre heures sur vingt quatre. Et cela il faut le présenter dans une opération par la voie de l'offre dans un délai à moyen terme.*

Nous sommes orientés à cela. Alors, ¿qu'est-ce qu'on est en train de faire maintenant? Premièrement, il y a des études qui ont défini la zone d'intervention de toute cette surface. Deuxièmement, il y a des études urbanistiques un peu plus détaillées pour une zone du quartier San Bernardo*, adjacente au futur Grand Carré. Ce sont les premiers pas pour la création de l'espace public du Parc* Tercer Milenio *à travers un concours d'idées qui est en train de se faire dans la Société Colombienne d'Architectes, cherchant à générer tout de suite un engagement des corps de métier, surtout celui de l'architecture, avec la ville, pour dire: 'Monsieur! ¿quels éléments doit avoir cet espace public?'. Ce n'est pas facile à comprendre, pour un espace public de vingt hectares, comment il doit être, que doit-il avoir, quels éléments sont nécessaires pour qu'il intègre les parties nord, sud, orient et occident, pour qu'il permette la perméabilité mais qu'il soit sûr, qu'il soit soutenable… la génération de cet espace est un véritable défi. Raser vingt hectares n'est pas simple, surtout parce qu'il faut considérer que nous sommes en train de travailler sur un tissu vivant.*

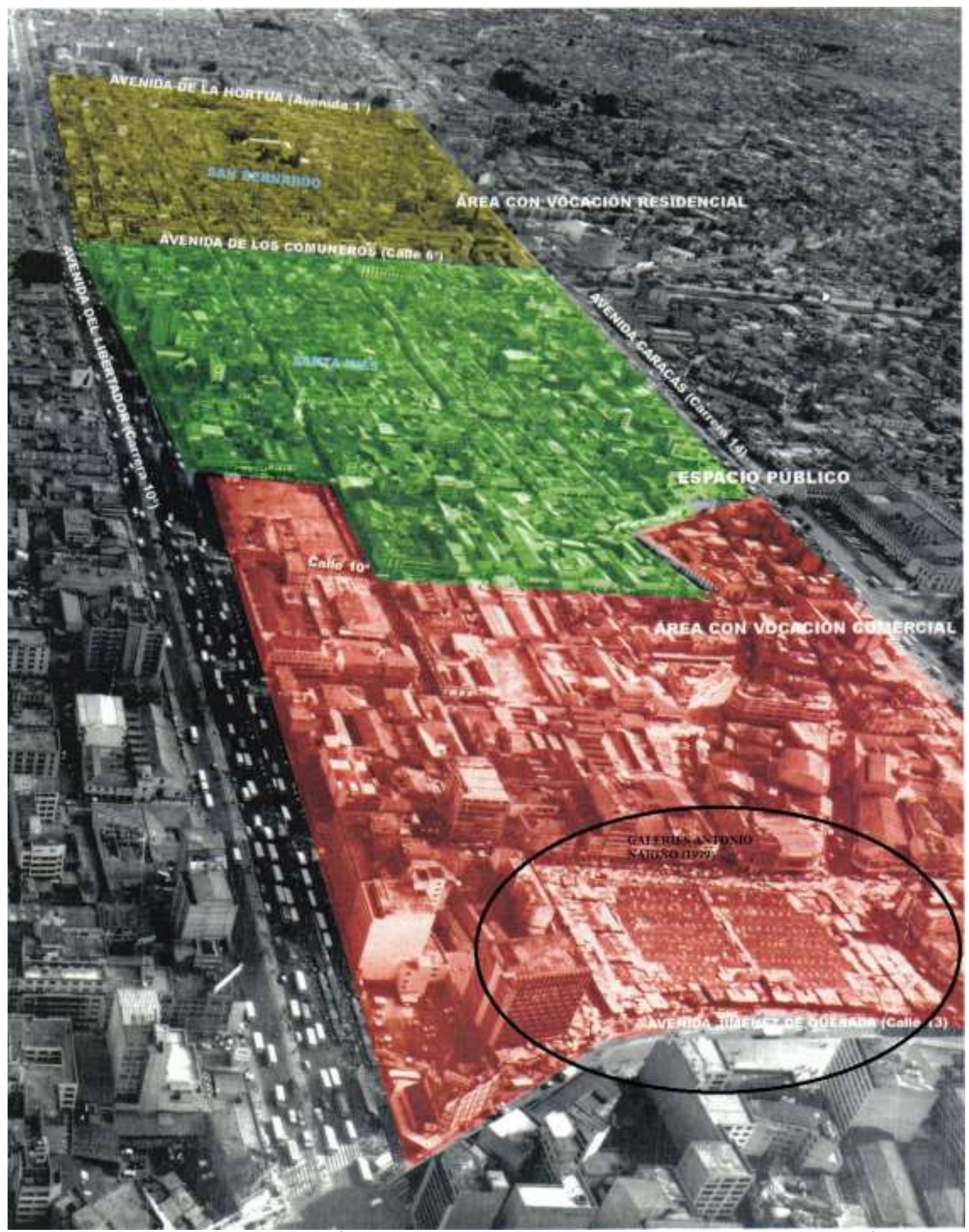


Photo 9: PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE DE *SAN VICTORINO*, *SANTA INÉS* ET *SAN BERNARDO* (1999).
Pris de: GÉRANCE DU PARC *TERCER MILENIO*.
Dans la partie inférieure de la photo on peut apprécier l'endroit de concentration des *Galeries Antonio Nariño* par rapport à l'aire générale d'intervention du projet dans le secteur de *San Victorino*, *Santa Inés* et *San Bernardo*.

C.C.: ¿On a déjà fait une première convocation d'idées?

E.A.: Oui. Celui-ci a été le gagnant [(Photo 10)]. *C'est un projet d'une paire d'architectes jeunes de l'université Javeriana qui ont proposé cette idée, qui au moins répondait à ce que nous avions encadré dans les bases du concours. Que cela intègre la zone du Centre Historique avec la Place d'Espagne, c'est-à-dire, qu'on ne perde pas cette union historiquement importante. Deuxièmement, qu'on respecte* San Victorino*, parce qu'on a suggéré nombreuses fois de terminer avec cela et de faire d'autres choses, mais sans laisser d'intègrer ce qui est le* Grand Carré Antonio Nariño *avec l'espace public. Que cela récupère la trace du fleuve* San Francisco*, que cela ait des éléments de son développement progressif, que cela fomente la vocation résidentielle de* San Bernardo *et cette idée a tenu compte de tous ces éléments.*

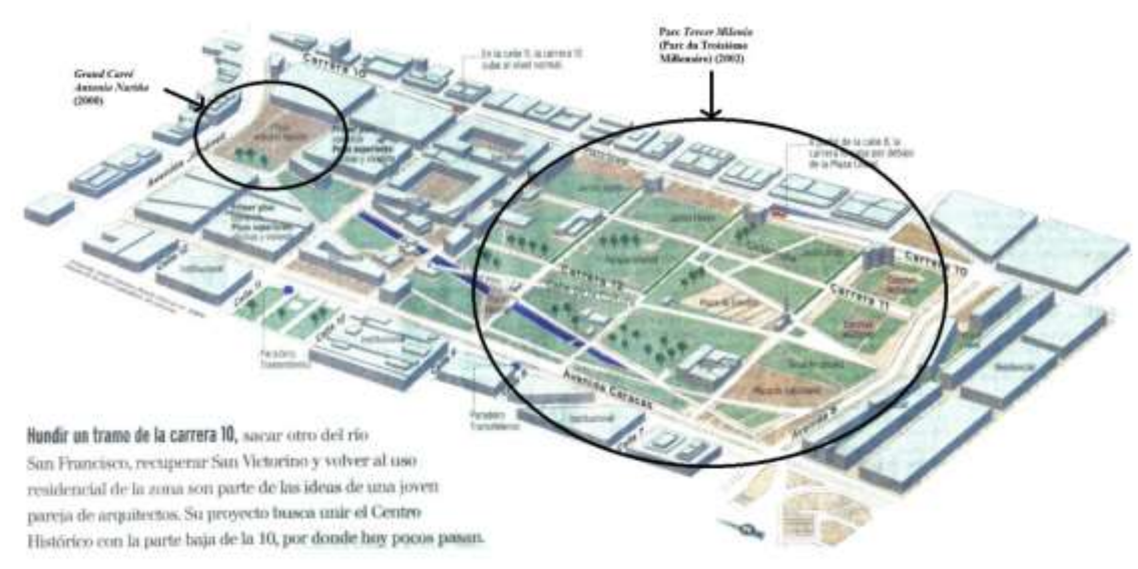


Photo 10: PROJET GAGNANT DE L'APPEL POUR CONSTRUIRE LE PARC *TERCER MILENIO* (1999).
Pris de: *El Tiempo,* s.f.
Dans la partie gauche on peut apprécier le projet du *Grand Carré Antonio Nariño*, qui restitue l'espace occupé par les *Galeries Antonio Nariño* cela fait 37 ans.

C.C.: Bien, dans cette zone, ¿quelle est la condition de l'aire construite?

E.A.: Ici il y a plusieurs interventions. On peut grouper les populations en quatre grands groupes: l'un, la zone de la Caracas*, une zone de commerce formel, ce sont*

*presque tous des édifices d'il y a quarante ou cinquante ans, consacrés à la vente de pièces de rechange [*Repuesteros*], au marché des pièces de rechange, avec une très grande relation des propriétaires avec les terrains. Vendeurs de pièces de rechange qui avaient, d'une manière ou d'une autre, des succursales ailleurs, et dont le commerce s'est vu affecté depuis qu'on a construit le projet de* Transmilenio *sur la* Caracas. *Deux, le commerce de la* Carrera *Dixième, qui sont très différents, car il y a des magasins d'achat-vente, de meubles, magasins relativement petits, mais de commerce formel. Trois, un commerce très important qui existe en descendant la* Calle *7 avec la* Carrera *Onze; là, se trouve un groupe d'imprimeurs d'arts graphiques, et ce marché est un marché qui ne veut pas rester ici; ils ont accepté, au milieu de tout ce projet de ville, que celui-ci a la priorité sur ses intérêts personnels, mais ils veulent que l'Administration les resitue en bloc, parce qu'ils considèrent que leur potentiel comme marché dans la ville est cela, alors on va les resituer tous ensemble. Quatrièmement, il y a la zone des belles demeures anciennes de l'époque des années quarante qui ont été aujourd'hui abandonnées par leurs propriétaires; les propriétaires habitent ailleurs et très souvent ils n'ont même plus de relation juridique. La plupart de ces immeubles sont aujourd'hui des maisons de rapport, maisons de rapport qui reçoivent généralement une population qui a beaucoup à voir avec le thème du recyclage, qui se développe spécialement dans la* Calle *9. Plus que le recyclage, l'emmagasinement. Il y a une série d'immeubles qui se sont adaptés simplement à la réception et à la classification du matériel de déchets. Alors, il y a la zone de hangars, et il arrive naturellement qu'autour de la zone de hangars vient tout le problème du recycleur. Le recycleur est un phénomène d'informalité, presque de marginalité sociale, où il s'est réuni avec l'illégalité et le thème de la drogue, du fait que beaucoup d'entre eux sont rémunérés en espèce:* basuco, *drogues, enfin... Et ces personnes sont les usagers typiques des maisons de rapport. Il y a naturellement aussi les vendeurs ambulants, les déplacés, une série de personnes qui croient que c'est l'endroit le plus économique de la ville où ils puissent s'établir. Et ce qui arrive, c'est que c'est un endroit coûteux de la ville. Ils payent par nuit 3000, 4000 pesos. Nous parlons alor de 120.000 pesos par mois. Tout négoce autour du pauvre est celui qui produit le plus de rentabilité, parce que c'est la culture du chaque jour.*

C.C.: ¿Quels problèmes avez-vous eu en termes de la territorialisation de cet espace? C'est-à-dire, ces gens de toute façon s'étaient établis ici depuis beaucoup de temps et ne veulent pas en sortir, ¿se résistent-ils parfois à libérer l'espace?

E.A.: Á personne ne lui plait qu'on lui dise: 'Monsieur, la ville est au dessus de vos considérations individuelles, le bien commun prime sur le bien particulier'. Ce que cela produit, évidemment, c'est une attitude de rejet. Parce qu'on est plus ou moins bien organisé dans l'habitat qu'on a, on sait où le gosse prend son bus, on connaît le voisin, enfin on domine son milieu, même si le milieu est aussi complexe que celui de cette zone. Ce projet a nécessairement une idée claire du fait qu'il y a un déplacement de la population et que cela on doit le mitiger, d'une façon ou d'une autre; et nous pensons que la mitiger ne consiste pas seulement en une reconnaissance économique. Parce que, avec un bénéfice ponctuel, la seule chose qui se produit c'est un escapisme,

une ventouse qui va seulement solutionner le jour suivant, mais pas le futur. Ce que nous sommes en train de faire c'est d'engager des assistances techniques pour que les résidents, habitants, propriétaires ou non propriétaires, aussi bien les familles que les établissements, puissent se resituer, se positionner dans la ville à l'endroit qu'ils choisissent, parce qu'il y a encore une autonomie de décision. Je ne peux pas vous dire quel est votre endroit de la ville, je peux vous conseiller où aller. Je ne peux pas vous dire si votre affaire est de continuer de fabriquer des vêtements ou si vous devez la changer pour une autre. Alors, ce que cherchent ces assessorats c'est d'accompagner la population dans sa prise de décision, aussi bien dans l'aspect commercial que résidentiel. Maintenant, il y a ici une population qui n'a pas de pouvoir de décision, une population très vulnérable, soit sur le plan social, soit sur le plan économique, soit sur la plan de la santé. Alors, là il faut intervenir, il ne s'agit pas d'accompagner mais d'intervenir, et cette intervention est considérée obligatoire par le Département Administratif de Bien-être Social (DABS). Cette Administration a, dans son Plan de Développement, des ressources assignées à l'intervention sociale dans le quartier Santa Inés. *Il y a des foyers de transition pour les familles, il y a le thème de l'indigence, celui des vieillards, des enfants, il y a des programmes établis par le DABS. Maintenant, il arrive que nous n'avons pas commencé par cet endroit. Pourquoi? Parce que pendant de nombreuses années toutes las administrations ont dit: je vais intervenir la zone de* Santa Inés *parce que c'est une zone fondamentale, stratégique, etc… Mais il n'y a jamais eu des actions réelles, concrètes, de la part de l'Administration. Le Maire Peñalosa arrive avec le même discours: 'nous allons intervenir parce que cela se justifie, parce que c'est légitime, parce que…', alors, ce que vont d'abord dire les gens est: 'Mais ça fait trente ans qu'ils disent qu'ils vont intervenir et ils ne viennent jamais'. Il arrivera un moment où les choses seront enfin claires, où on croira en ce projet, où le projet s'exécutera, ce qui aura été tout un travail, comme ça s'est passé avec les* Galeries Antonio Nariño. *Avoir fait un recensement qui nous a permis de diagnostiquer tout le problème social entre la* Jiménez *et la* Calle 1, *entre la Dixième et la* Caracas *est déjà tout un succès Le fait que les gens aient accepté de dire 'venez, je réponds à votre enquête' représente déjà un engagement avec la ville.*

C.C.: Cette enquête, ¿qui l'a faite?

E.A.: Cela s'est fait par licitation publique réalisée par l'IDU, un consortium pour faire l'étude socio-économique et définir un plan d'action sociale pour toute cette zone d'intervention. Après cela, on a fait le recensement et parallèlement des études techniques associées à l'exécution des sols. Ni Rénovation Urbaine, ni Espace Public s'orientèrent à ce moment là à l'acquisition de terrains.

C.C.: ¿Comment relie-t-on le projet du Parc Tercer Milenio *à la transformation de l'espace au* Grand Carré Antonio Nariño*?*

E.A.: Regardez, il y a un décret par lequel, naturellement, cela se travaille comme un thème de Rénovation Urbaine, mais s'il n'y a pas de gestion cela reste simple lettre

morte. C'est notre grand défi: commencer à articuler des projets où l'axe articulateur soit l'espace public. Et alors, l'intégration du Grand Carré Antonio Nariño *s'insère dans le concept urbain en tant que construction d'un espace public dans tout ce secteur. Mais plus que de ça, il s'agit de ce que les gens s'approprient des projets et comprennent à quoi ils se dirigent dans la ville, pour qu'ils aient une vie propre dans le futur. Parce que l'Administration se termine mais eux, ce sont eux qui vont rester; ce sont eux qui vont se bénéficier, c'est un développement d'ensemble. Notre obligation est de le laisser créé, pour qu'eux-mêmes le développent, pour que tout d'un coup il puisse y avoir un promoteur de projets qui s'y intéresse, qui veuille y participer, et qui engendre une dynamique propre du secteur privé, mais construisant la ville.*

C.C.: En termes d'appropriation de la ville, ¿quels liens avec le projet auraient ces communautés qui ne sont pas contemplées dans l'usage que l'on a donné jusqu'à présent à l'espace? Je parle des vendeurs informels des Galeries Antonio Nariño*, des gens de* El Cartucho*. ¿Comment ces gens qui, d'une certaine manière, avaient déjà établi toute une histoire dans ce secteur, peuvent se sentir inclus dans ce schème d'appropriation de la ville?*

E.A.: Ecoutez, nous savons qu'il y a beaucoup de commerçants qui sont intéressés à rester ici, en achetant quelque local, parce que, pour le futur, ils considèrent qu'ils doivent rester dans ce secteur. Nous ne pouvons pas dire que nous savons combien de mètres carrés de secteur commercial vont exister, combien de mètres carrés de logements, ni quel est le type de marché qui va être generé. Cela le montre la dynamique elle-même de la ville, et ce qui est important c'est que toutes les personnes qui ont un espace ici puissent y rester. Il y a des petites places où on peut construire, par exemple, des kiosques, pour qu'il y ait de manière contrôlée, quelques vendeurs qui puissent être ici, sur l'espace public. Cela peut évidemment se présenter.

C.C.: Bon, je crois que les indigents voudront peut-être la même chose, c'est-à-dire, rester dans des secteurs proches ou…

E.A.: Voyez vous, le problème de l'indigence n'est pas un problème de décision propre, parce que le problème de l'indigence n'est pas un endroit de la ville, c'est un problème social. Que l'indigent reste là ou non, cela n'a pas d'importance, parce que l'indigent ne doit pas rester dans la rue, il doit être dans un endroit où on s'en occupe et que cet endroit se trouve à Fusagasugá, à Chía ou dans la Calle *8 avec la* Carrera *Quinze, cela n'a pas d'importance. C'est un thème social.*

C.C.: Bon, dans le cas des Galeries Antonio Nariño*, le thème est le secteur commercial qui est stratégique. Ils affirment que d'autres endroits ne marchent pas pour leur activité, tout simplement parce que l'endroit n'a pas la même dynamique commerciale qu'il y a dans ce point névralgique.*

E.A.: Évidemment, ce qui se passe c'est que le point névralgique n'est pas seulement, le regardant dans une perspective micro, de la Carrera *Onze à la Treize et de la* Jiménez *à la* Calle 12*. Vous verrez dans le futur un site de ville beaucoup plus grand, où les dix pâtés de maisons, les vingt pâtés de maisons sont tous bons. Et c'est à cela qu'il faut arriver. Ils vont regarder: 'ah, pas tout le monde passe par la Dixième avec la Treize'. Et ceci est un site fondamental de la ville, c'est certain. Parce qu'ici, il va y avoir une station du métro, parce qu'ici, il va y avoir le* Transmilenio*; ici, il ne peut pas y avoir de vendeurs ambulants, ici, il ne peut rien y avoir. Celui-là doit être un espace ouvert permettant aux gens d'y arriver. Si les gens y arrivent, les gens se répandent dans tout le secteur. Et si vous avez un logement là, et vous commencez à avoir des logements aux alentours, alors c'est une autre dynamique sociale qui va se genérer. C'est ce qu'il faut comprendre.*

C.C.: L'idée c'est de permettre que dans le futur tout le secteur prenne plus de valeur.

E.A.: Que tout le secteur se bénéficie!! Parce qu'une intervention qui cherche à récupérer toute une zone du Centre ne peut pas se faire avec des palliatifs. Ce doit être une intervention forte. Le président de la Société Colombienne d'Architectes lui-même définissait cette opération comme bulldozer, n'est-ce pas? D'effacer vingt hectares, comme une opération nécessaire qui réhabilite une aire d'influence beaucoup plus grande. Et c'est cela ce que nous prétendons faire. La réhabilitation de tout le secteur central de la ville. Avec des opérations micro, qui, évidemment, ne sont pas de réhabilitation mais de développement, mais qui donne de la puissance à tout le reste.

C.C.: Bon, une autre chose qu'on peut percevoir c'est la manière dont on passe d'une appropriation de l'espace en termes de sous-mondes, à une appropriation de l'espace en termes de la chose publique, c'est-à-dire en termes d'un espace dont ne s'approprie pas un petit groupe, mais tout le monde…

E.A.: Mais on doit faire très attention à ça, parce qu'un espace de vingt hectares, si on ne sait pas clairement comment le manier, c'est un espace qui vous domine comme personne. C'est tout le contraire que ce qu'on cherche, que la personne domine les espaces. Par conséquent ce grand espace peut être un cumulus de sous espaces où c'est la personne qui prime.

C.C.: C'est-à-dire qu'il y a plusieurs possibilités d'activités…

E.A.: Qui ne sont pas encore clairement définies aujourd'hui…

C.C.: Et qui permettent que de nombreuses personnes de toutes les parties de la ville participent à cette opération.

E.A.: Exactement ».

La réflexion d'Eduardo Aguirre permet de comprendre, dans une perspective d'ensemble, le processus urbain avancé dans le secteur entre les années 1999 et 2003, qui devrait se consolider avec des processus plus récents d'intervention urbaine devant se concréter prochainement, en particulier la construction du *Transmilenio* sur les trois grandes artères se trouvant dans ce secteur (ceux des Avenues *Jiménez* et *Caracas* sont déjà en train de fonctionner, tandis que celui de la *Carrera* Dixième est sur le point de se conclure) et le Centre Commercial *San Victorino*, qui deviendra dans le futur le principal centre commercial de vente en gros de la ville et du pays (Photo 11).

Cependant, cette approximation à l'architecture d'un point de vue technique, exprimée par les fonctionnaires de l'administration d'Enrique Peñalosa, entre en conflit avec celle des acteurs sociaux qui, comme les vendeurs informels entrevus, doivent changer leur activité et leur manière de vivre dans un endroit de la ville qui était déjà devenu un « lieu anthropologique »[15] pour les occupants du secteur. C'est pour cette raison que la perspective urbaine doit être analysée dans le contexte plus ample de la « longue durée »[16] de l'histoire de la ville, en particulier si l'on veut dévoiler les aspects patrimoniaux qui entourent un secteur spécifique comme c'est le cas de la zone de *San Victorino*, *Santa Inés*, *San Bernardo* et, en général, de tout ce qui constitue cette grande aire que nous pourrions appeler « le Centre Historique de la ville de Bogota à l'ouest de la *Carrera* Dixième ».

La généalogie spatiale que j'essaye de proposer pour le cas de *San Victorino* nous parle d'une scène territoriale de frontière, la frontière entre la ville et le monde, entre la ville espagnole et le territoire indigène, entre la civilisation hégémonique et la barbarie subalterne, qui avait dans cette zone une possibilité de confluence et de rencontre. Là, l'histoire de la ville et le territoire dans lequel se situe l'actuel État Colombien, est construit à la fois par la société hégémonique qui a fondé ses bases à cet endroit spécifique de la ville coloniale, et par les sujets socioculturels qui donnèrent de la vie et du dynamisme au secteur au cours du temps. Sur ce seuil entre les agents institutionnels et les acteurs socioculturels, se sont conçus les bases d'un conflit culturel et identitaire qui a eu une expression polarisée et radicale dans les faits de 1998 à 2000.

---

[15] « Le lieu social » peut se concevoir comme « le lieu anthropologique » (Augé, 1994b :57-62), défini comme étant un espace où « a lieu » la construction d'identités, de relations et d'histoires. La création de cette scène conduit nécessairement à l'élaboration progressive d'une géométrie politique et socioculturelle sur une forme territoriale quelconque. Ceci confère des éléments d'identité spécifiques à ce groupe humain dans son rapport avec le territoire: « Précisément, parce que toute anthropologie est anthropologie de l'anthropologie des autres, en d'autres termes parce que le lieu, le lieu anthropologique, est en même temps principe de sens pour ceux qui y habitent et principalement d'intelligibilité pour celui qui l'observe» (Augé, 1994b: 58).

[16] Conformément à la perspective historiographe de Fernand Braudel pour l'analyse des dynamiques socioculturelles, on propose ici une « généalogie ethnographique et anthropologique de longue durée ».



Photo 11: FUTUR CENTRE COMMERCIAL GROSSISTE DE *SAN VICTORINO*.
Pris de: CENTRE COMMERCIAL GROSSISTE DE *SAN VICTORINO*, brochure promotionel.

Ce conflit entre des identités s'est cristallisé en deux types de pratiques sur l'espace qu'a occupé le secteur de *San Victorino* au cours de l'histoire: la recherche de construction d'un Grand Carré, conforme aux normes de l'urbanisme Occidental, qui combine les idéaux de l'espace public et la rénovation patrimoniale, et la dynamique socioculturelle autour de l'activité commerciale et mercantile, transitoire, voyageuse, ambulatoire et déambulatoire, que les usagers de cet espace commencèrent à générer depuis la fondation même de *San Victorino*.

L'objectif de cette « généalogie ethnographique et anthropologique » consiste à comprendre les aspects historiques qui confèrent à ce secteur une importance architectonique et socioculturelle, contexte qui est nécessaire d'aborder pour connaître les éléments qui confèrent actuellement une valeur patrimoniale à cette zone de la ville, mais qui nous permet aussi de reconnaître les traits socioculturels et identitaires générés par ces protagonistes de l'histoire de *San Victorino* qui participèrent au devenir historique du secteur et qui contribuèrent à lui délivrer un sens propre, distinct de celui qu'on a l'habitude de reconnaître à travers les critères et les standards de patrimonialisation dictés par les tendances globales de dessin et de production du territoire urbain. Ceci nous permet de mettre en évidence les sources historiques et socioculturelles des conflits engendrés autour des transformations promues sur l'espace

de la ville par les tendances mentionnées, constituant aujourd'hui un motif de confrontation sociale et identitaire dans diverses métropoles du monde.

PREMIÈRE PARTIE
Généalogie socio-spatiale et patrimoniale de *San Victorino* (1598-2011)

Chapitre 1. Urbanisme et architecture à *San Victorino* (1598-1948).

Les historiens disposent d'outils très précaires pour décrire les détails de ce qui se passait entre le XVIème et le XVIIème siècle. Michel Foucault lui-même l'affirme quand il entreprend une archéologie du savoir ou des phénomènes socioculturels spécifiques à l'age classique; ceci est encore plus évident pour la ville de Bogota.

En 1900, les *Galerías Arrubla* (Galeries Arrubla) furent l'objet d'un incendie prémédité, selon ce que mentionne l'histoire officielle, par un commerçant allemand qui décida de brûler un des établissements commerciaux, supposément en représaille contre un des propriétaires des postes de ces Galeries, situées dans la partie inférieure du *Palacio Liévano* (le Palais Lievano) (où se trouvent actuellement les dépendances de la Mairie de la ville). Mais curieusement, dans cet incendie les archives de l'ancien Conseil Municipal de Bogota furent brulées, après quoi il ne resta plus que de faibles traces de l'histoire de la ville coloniale.

Ceci est en soi même étrange; il est évident que l'historien professionnel s'en tiendra jalousement aux évidences et aux rumeurs dominantes de l'époque, à ce qui se disait dans les journaux, les gazettes et autres publications officielles, comme si celles-ci n'auraient pas construit et élaboré à chaque moment une vision spécifique de l'histoire, en particulier après les évènements qui donnèrent lieu à l'Indépendance de la *Nueva Granada* (Nouvelle Grenade) et dans un contexte chaotique de guerre civile, car cet incendie s'est produit en pleine *Guerra de los Mil Días* (Guerre des Mille Jours), la guerre interne la plus sanglante de toutes celles qui se présentèrent au XIXème siècle et au début du XXème dans un pays qui se trouvait à peine en consolidation nationale. On pourrait donc être tenté de se demander alors, ¿qu'est-ce que les véritables agents de cet incendie prétendaient cacher? Il est possible que la *Academia Colombiana de Historia* (l'Académie Colombienne d'Histoire) ne soit pas très intéressée à ce que ces questions se posent (et pas seulement pour des raisons de scrupule historiographique), mais ce sont des mises en question qui ont, sans nul doute, leur place au sein des probabilités.

Le fait est que les chercheurs de tout temps, aussi fonctionnels ou non que nous soyons au système hégémonique, demeurons sans beaucoup d'outils pour entreprendre une recherche généalogique ayant un certain fondement, ce qui a sans aucun doute permis aux historiens d'inventer les ciments de la mémoire urbaine et nationale qui reposait dans de tels documents.

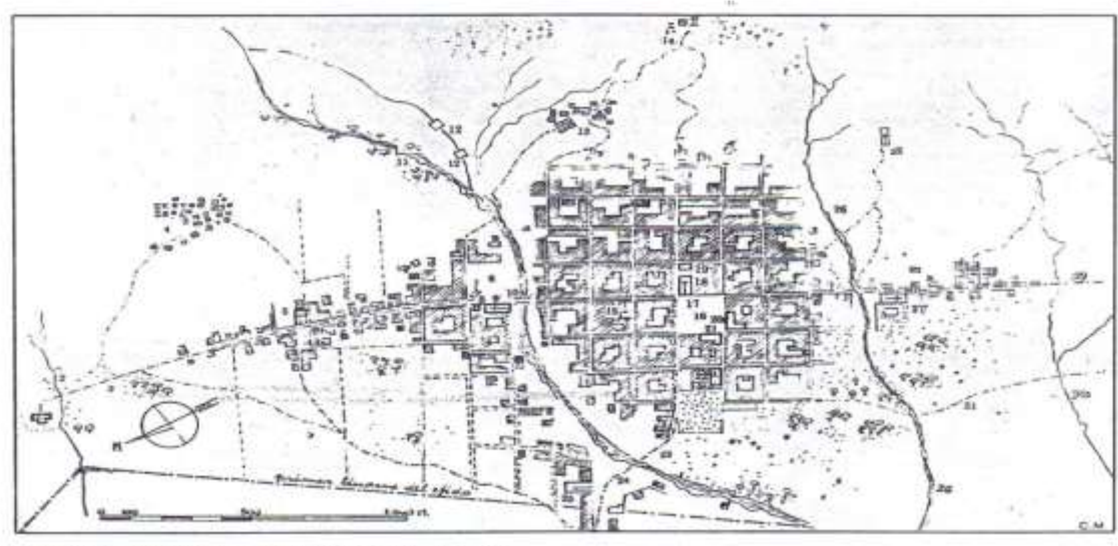
Mais cela, en vérité, ne m'inquiète nullement; les espagnols avaient déjà brulé auparavant les temples indiens, rasé leur mémoire et confisqué leurs codex. Alors, le processus de soumission des populations qui restèrent sans leurs registres historiques et, par conséquent, sans traces d'identité, n'a fait que continuer. La « colonisation de la mémoire et les imaginaires » a été une pratique de vieille date. C'est pour cela que ce que j'essaye de relater dans ces pages n'est qu'une fable, un conte de fées, qui peut être accueilli par ceux que cela intéresse, sans avoir la prétention d'établir à partir de cette narration des discours idéologiques ou de pouvoir. De toute manière, je ne prétends pas par cette recherche aller à la poursuite de la vérité, ni d'en faire sa construction, mais tout simplement de laisser la certification historique d'une possibilité ou d'une suspicion.

Bogota est une ville informelle, car il n'existe aucun acte de fondation de la ville. Bogota est, depuis l'incendie de ses archives, une ville de fait. De plus, il existe de nombreuses discutions parmi les historiens en ce qui concerne la date de fondation de Bogota: ¿Jiménez de Quesada en a été le fondateur ou l'on a dû attendre Federmán et Belalcázar? ¿Celle-ci n'a pas eu lieu le 6 août 1538 mais en 1539?… ¿Tout cela signifie-t-il que la ville n'est pas réelle? Par conséquent, les discutions autour de la « véracité » de mon récit ne m'inquiètent pas non plus. Ce qui compte, à mon avis, c'est qu'il part d'éléments *réels*, lesquels peuvent se constater a partir de documents historiques réitérés et d'observations actuelles. Quesada, Federmán et Belalcázar, l'un d'eux ou tous ensemble, de toute façon, entreprirent les démarches de la fondation, de manière officielle, dans un endroit protégé des indigènes et d'autres éventuels envahisseurs par les Collines Orientales et par deux ruisseaux, que l'on appellera *San Agustín* et *San Francisco*, servant en même temps de source d'eau aux colonisateurs. Certains disent que la fondation a eu lieu dans l'actuel secteur de Teusaquillo, mais le fait est que la ville a fini par s'installer dans cet endroit de la Savane de Bogota (Carte 4), dont la position offrait des conditions stratégiques de défense et d'approvisionnement.

La ville s'est consolidée peu à peu, dans un processus lent et d'une certaine instabilité, qui dura près d'un demi siècle. Au début, la ville n'avait pas de plan fondé sur une conception architectonique définie; les *Ordenanzas de Poblaciones* (Ordonnances de Populations) de 1573, expédiées par Felipe II, considérées comme le premier code d'urbanisme de l'Age Moderne, donnèrent naissance à un processus systématique de création de villes en Amérique.

Il est important de comprendre le contexte historique dans lequel ont été énoncées ces *Ordenanzas.* L'Europe vivait l'époque de la Renaissance, et le projet de ville américaine s'inspirait d'une maturation de l'urbanisme médiéval qui conduisit à l'apparition d'un dessin et d'une planification de la ville conforme aux directives de la tradition gréco-romaine et aux formes platoniques, qui donnèrent lieu à une disposition géométrique et rationnelle de l'espace, à une conquête de l'environnement naturel par la force de la civilisation. Le projet culturel de la Renaissance, avec lequel la modernité Occidentale s'est ouvert un chemin dans le monde, récupérait les prétentions de l'unité conceptuelle

de la philosophie grecque, mélangées avec le monothéisme chrétien et l'absolutisme monarchique.



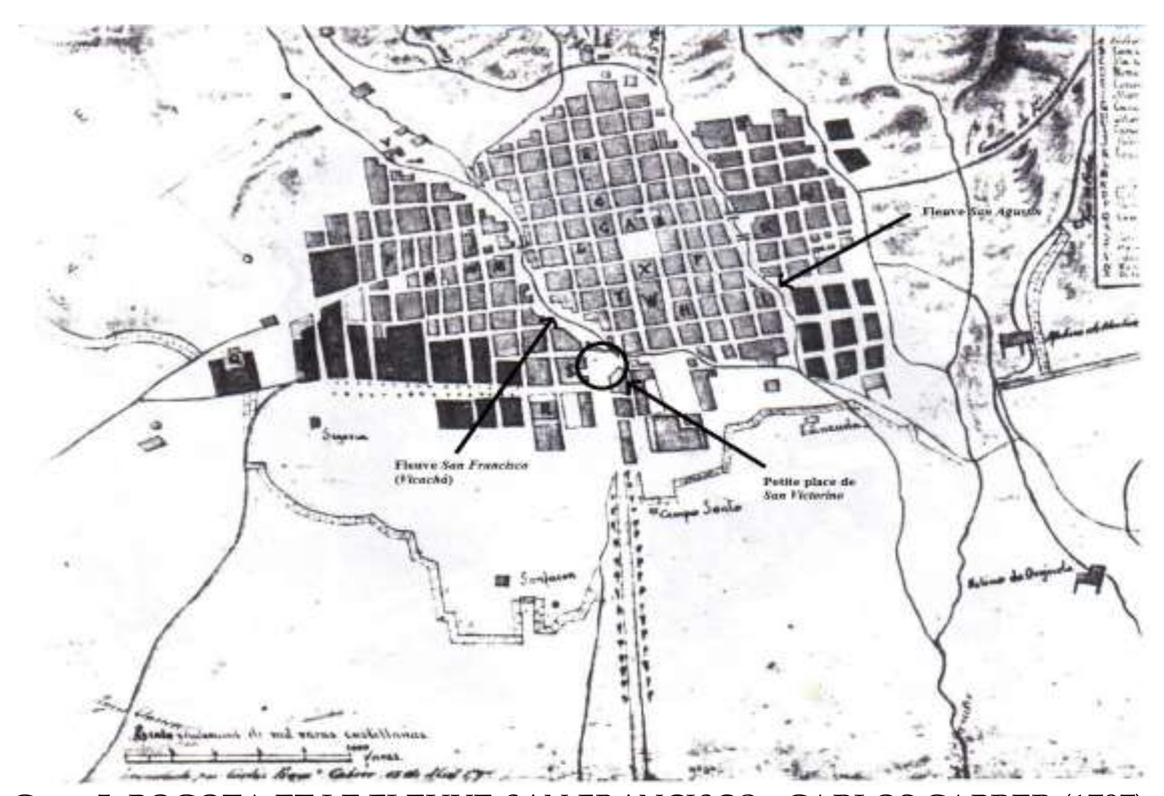
Carte 4: SANTA FÉ XVIème siècle.
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976, p. 45.

Cela a donné lieu à une ville idéale en Amérique, dont le fondement conceptuel prédominant a été le *plan quadrillé*; « L'origine de ce plan quadrillé, de la Renaissance, paraissait avoir plus de fondement, car on croit généralement que les villes idéales sont une proposition exclusive de la Renaissance, et que la rigueur géométrique du plan quadrillé romain n'a pu être redécouverte qu'à l'Age de l'Humanisme » (Salcedo, 1996: 36-37). Au début, le tracé était régulier mais les pâtés de maisons étaient oblongues; à partir de 1529 on commença à adopter le patron urbain du plan quadrillé, en accord avec lequel se dessina la ville de Santa Fé[17].

Les villes qui en Amérique répondirent à des patrons irréguliers furent déterminées par des accidents géographiques insurmontables, auxquels l'idéal du plan quadrillé essayait de s'adapter. En effet, beaucoup de villes américaines obéissent à un tracé semi-régulier, induit aussi bien par des facteurs géographiques qu'historiques. À Bogota, les ruisseaux qui entouraient le Centre Historique où s'est localisée historiquement la ville, rompaient avec l'idéal des rues droites et des pâtés de maisons carrés, avec des croisements à intervalles réguliers. Le *Vicachá*, nom indigène pour le fleuve qui plus tard fut appelé *San Francisco*, était le principal de ces affluents et fut déterminant pour établir la

[17] Nom de la ville de Bogota à l'époque colonial.

morphologie de la ville coloniale. Dans la carte de Carlos Cabrer (Carte 5), une des premières cartes de la ville coloniale qui ait été levée, on peut apprécier clairement de quelle manière Santa Fé, une fois que ses principales paroisses aient été établies, continuait à être tracée aux hasards des sinuosités des ruisseaux qui lui donnèrent une limite naturelle au moment de sa fondation.



Carte 5: BOGOTA ET LE FLEUVE *SAN FRANCISCO* - CARLOS CABRER (1797).
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., p. 83.
C'est une des cartes où on peut le plus clairement apprécier la disposition en damier de la ville coloniale par rapport aux fleuves *San Francisco* et *San Agustín*, qui provoquent une rupture dans l'uniformité du tracé urbain.

Une de ces paroisses était celle de *San Victorino*, fondée en 1598. Celle-ci a été la dernière des paroisses de la ville coloniale, après La Cathédrale, *Santa Bárbara* (1575) et *Las Nieves* (1585). C'est pour cette raison qu'on appelait Santa Fé « la ville des quatre paroisses ». C'est à partir de la fondation de ces quatre paroisses qu'on considère qu'a commencé la ville coloniale (1600). Chaque paroisse de Santa Fé développera des identités particulières en fonction de l'adoration de ses saints respectifs et de sa position dans le contexte de la ville.

Cette même année, 1598, est fondée la petite place de *San Victorino*, donnée par les fils de Francisco Hernán Sánchez, premier propriétaire des terres qui étaient au delà de la *Carrera* Neuvième. Cette année, l'ermitage, fondé en 1577 par Sánchez, s'érige en paroisse. Les difficultés de la géographie rendirent difficile la création d'une limite des

domaines de ce quartier, ce qui était important pour les effets du paiement de servitudes:

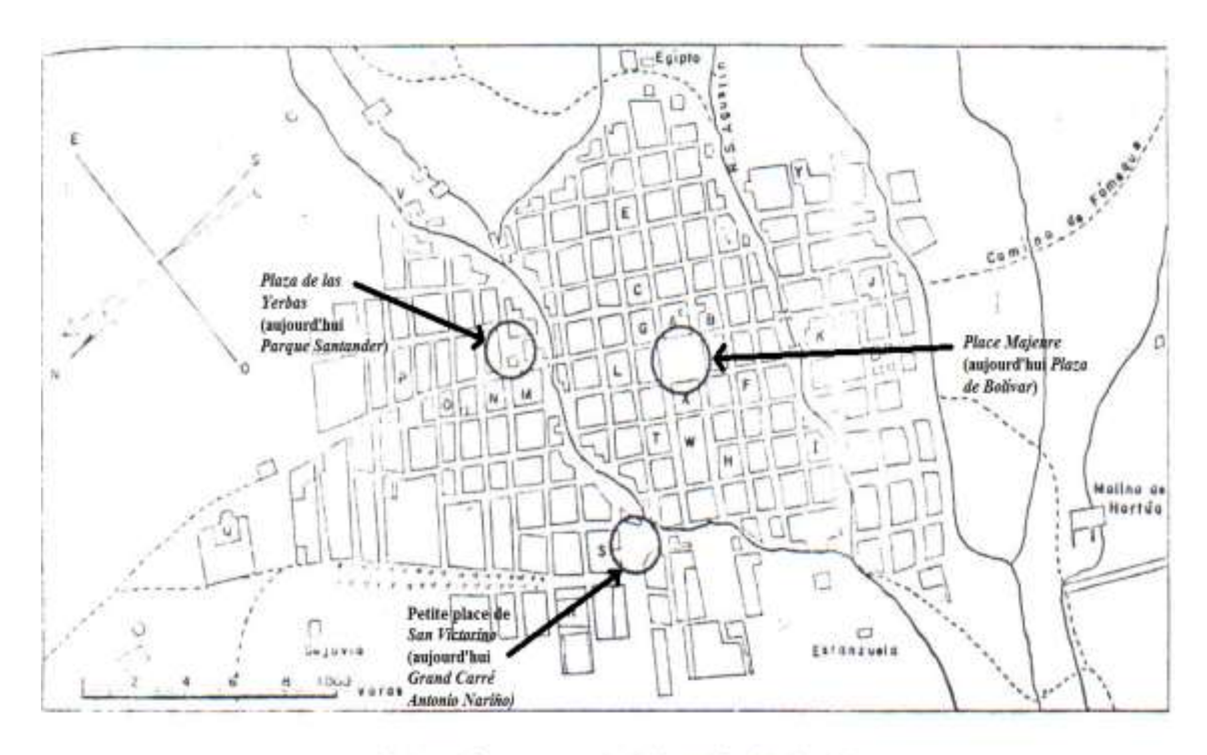
> « La fête de Saint Victorino a été votée par Abogado contre les gelées qui abîment habituellement les arbres à pains récemment semés; un voisin, appelé Francisco de Hernán Sánchez, a donné l'endroit où l'on a édifié l'église de paille, qui s'est fondée en paroisse au début de septembre 1598, au cours du Conseil Municipal de Siège vacant, dont le district sortit de celui que comprenait la paroisse de *Las Nieves*, divisé par la rue qui descend depuis le pont de *San Francisco* le long du couvent, en aval jusqu'à la campagne. Et quand Monsieur l'Archevêque don Bartolomé Lobo Guerrero est venu en mars de l'année suivante, en 1599, il a ajouté à cette paroisse de *San Victorino* un morceau de la paroisse qu'avait l'Église Majeure, divisé par la rue qui se trouve un pâté de maison plus bas du couvent de *La Concepción* et qui va du nord au sud, du fleuve de *San Francisco* jusqu'à rencontrer le District de *Santa Bárbara* » (Ibáñez, 1891: 48-49).

San Victorino était la dernière des plazuelas principales érigées dans la ville, après la *Plaza Mayor* (Place Majeure) et la Place de *San Francisco* (Carte 6). L'irrégularité de cette petite place s'explique par « l'accident » du fleuve, et non pas par des tracés urbains antérieurs à l'occupation espagnole ou par un tracé constitué de manière spontanée. Cela signifie que l'idéal de la ville de la Renaissance dût céder face à l'imminence de la géographie, et à ce moment là les techniques de l'architecture Occidentale ne pouvaient pas trouver de solution à cet obstacle pour la construction de la ville rêvée. L'histoire de Santa Fé est resté de cette manière marquée, malgré les dispositions royales, par une intégration entre les lois de l'homme et celles de la nature; Santa Fé, et en particulier le secteur de *San Victorino*, a été, depuis ses origines, une ville semi-formelle, un territoire d'ombre, une scène de frontière entre le désirable et le répudiable.

En effet, *San Victorino* était et n'était pas la ville; c'était une entrée, une porte, un lieu de confluence entre « le dehors » et « le dedans ». C'était le lieu de la relation, de l'échange, de la rencontre entre la ville et le monde. Mais de la même manière, cela devint un point de rencontre entre le monde espagnol et le monde indigène et, plus tard, une scène de rencontre entre les élites et les groupes subalternes de la société hégémonique, en quelque sorte un endroit où les intégrants de ces groupes subalternes avaient l'habitude de se retrouver pour interagir et vivre leur propre expérience de la ville.

Mais ce n'était pas évidemment le seul endroit où les classes sociales se mélangeaient; sur les autres places, il existait aussi des activités qui offraient cette option. Ce qui arrivait, c'est que *San Victorino* était la porte d'entrée aussi bien du chemin à Honda, port sur le fleuve *Magdalena* qui communiquait Santa Fé avec la mer Caraïbe, que des territoires du haut plateau du Cundinamarca et Boyacá, à travers ce qu'on appelait la *Alameda Vieja* (Vieille Promenade), nom donné au chemin qui partait de la petite place de *San Victorino* vers le nord sur les bords occidentaux de la ville et qui débouchait sur

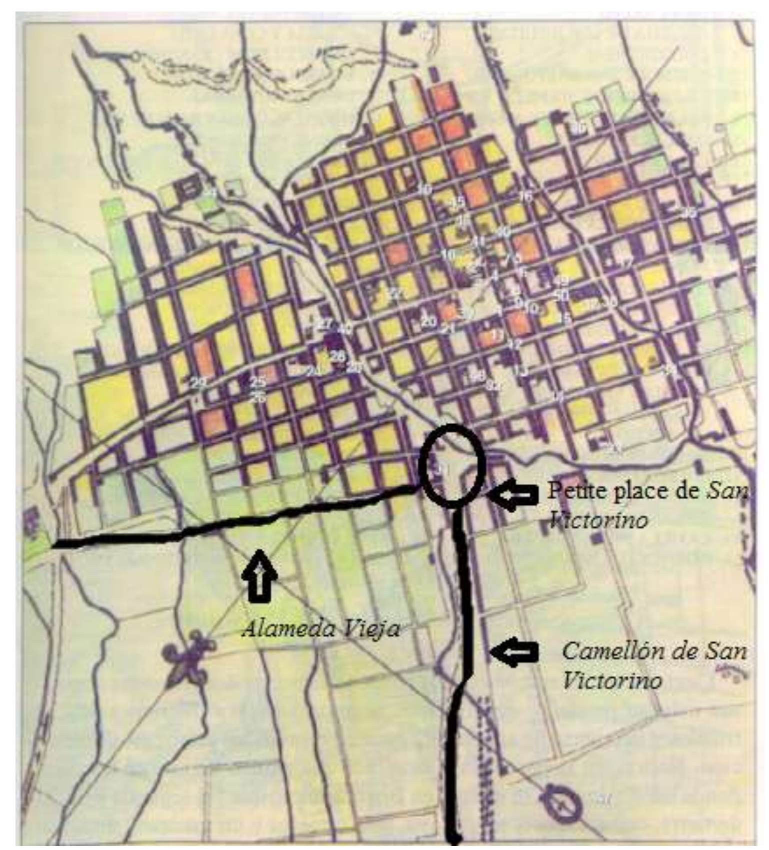
le Chemin Royal, ou Chemin de Tunja (Carte 7). Cette « Alameda » suivait le tracé de la *Carrera* Treize actuelle, laquelle se rencontrait avec la *Carrera* Septième (Ancienne Rue Royale du Commerce) à la hauteur de l'Église de *San Diego* (où la *Carrera* Septième devenait le Chemin de Tunja), porte de sortie de la ville coloniale par le nord et secteur où se trouve actuellement ce qu'on appelle le « Centre International ». A un moment donné, au début du XIXème siècle, le chemin vers Honda acquit le nom de « *Alameda Nueva* » (Nouvelle Promenade):



Carte 6: CARTE DES TROIS PLACES DE LA SANTA FÉ COLONIALE.
Pris de: *Les places coloniales de Bogotá*, s.n. 1980. Document trouvé à la Bibliothèque Luis Angel Arango (Bogota).
Il est possible d'observer sur cette carte la disposition des trois places principales de la ville et leur relation avec le tracé urbain. La petite place de *San Victorino* se trouve sur la partie la plus occidentale de la ville, juste à l'entrée du chemin à Honda.
Sur ce croquis on peut apprécier plus clairement la forme de la petite place de *San Victorino* par rapport aux autres places principales de la ville. La forme de la petite place est triangulaire comme conséquence de la profonde creusée que créait alors le fleuve dans ce secteur, ce qui constituait une brèche considérable qui obligeait à rompre avec la semi-régularité du tracé préservée sur les points plus à l'orient du fleuve. Là, le tracé carré se rompait mais il était substitué par des formes trapézoïdales ou rectangulaires; sur la petite place de *San Victorino*, la limite du fleuve obligeait à dessiner un tracé de type triangulaire.

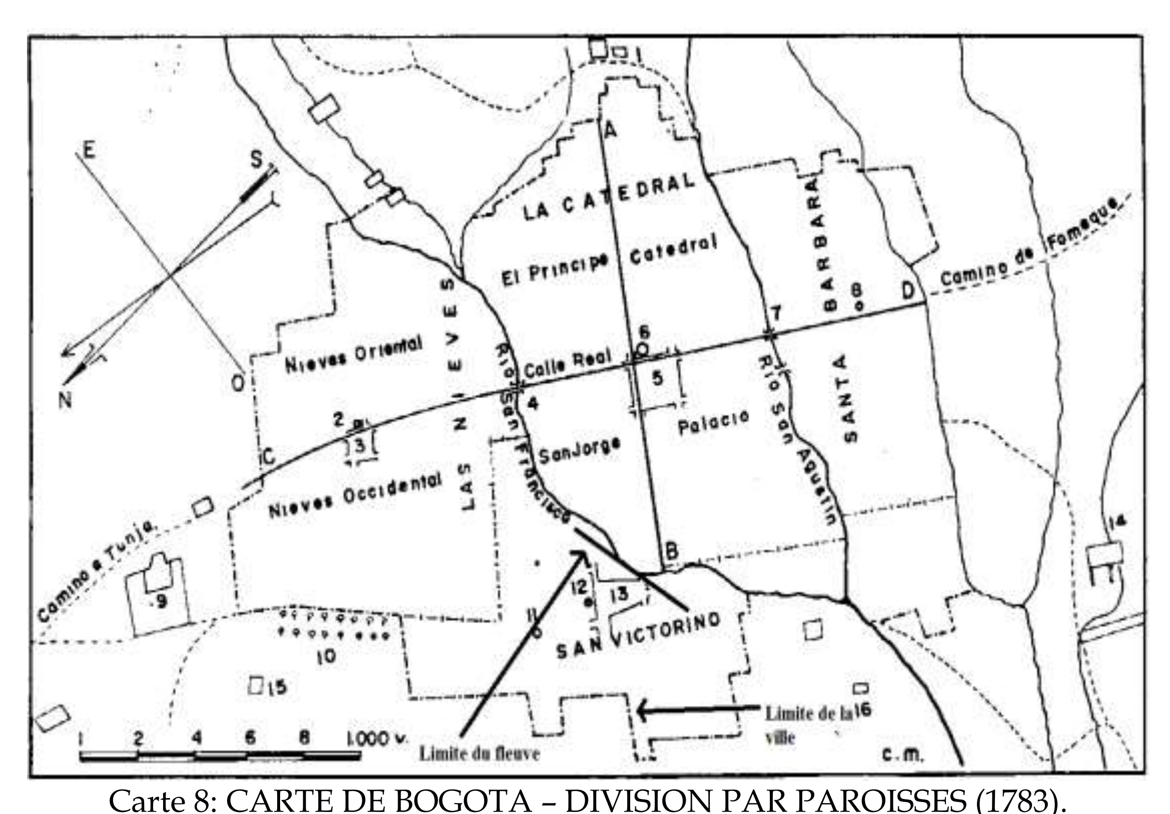
« D'autres composants urbains accentuèrent la planimétrie de Santa Fé peu avant la fin de la domination espagnole. Ces composants, qui furent deux

flambantes avenues, reçurent le nom de *Alameda Vieja* et *Alameda Nueva*. Elles s'appelèrent *Alamedas* parce que l'on voulut imiter la belle avenue de Lima arborisée avec des *álamos* (peupliers). Arbre que n'eurent pas les allées de Santa Fé; mais l'intention première subsista. Toutes les deux partaient de la place de *San Victorino*; au nord, la *Alameda Vieja,* ayant été la première à avoir été mise en service. (…) La *Alameda Nueva* surgit de la nécessité de donner une présentation convenable au chemin de Fontibón, qui commençait dans la petite place de *San Victorino*. Par la clameur collective des voisins de ce quartier, on commença les travaux qui culminèrent par une imitation de la *Alameda* au nord et qui s'appela *Alameda Nueva*. Elle eut aussi le nom de *Paseo del Prado*. Cette promenade se prolongeait sur cinq pâtés de maison, comptés à partir de la petite place de *San Victorino* » (Martínez, 1997: s.p.).



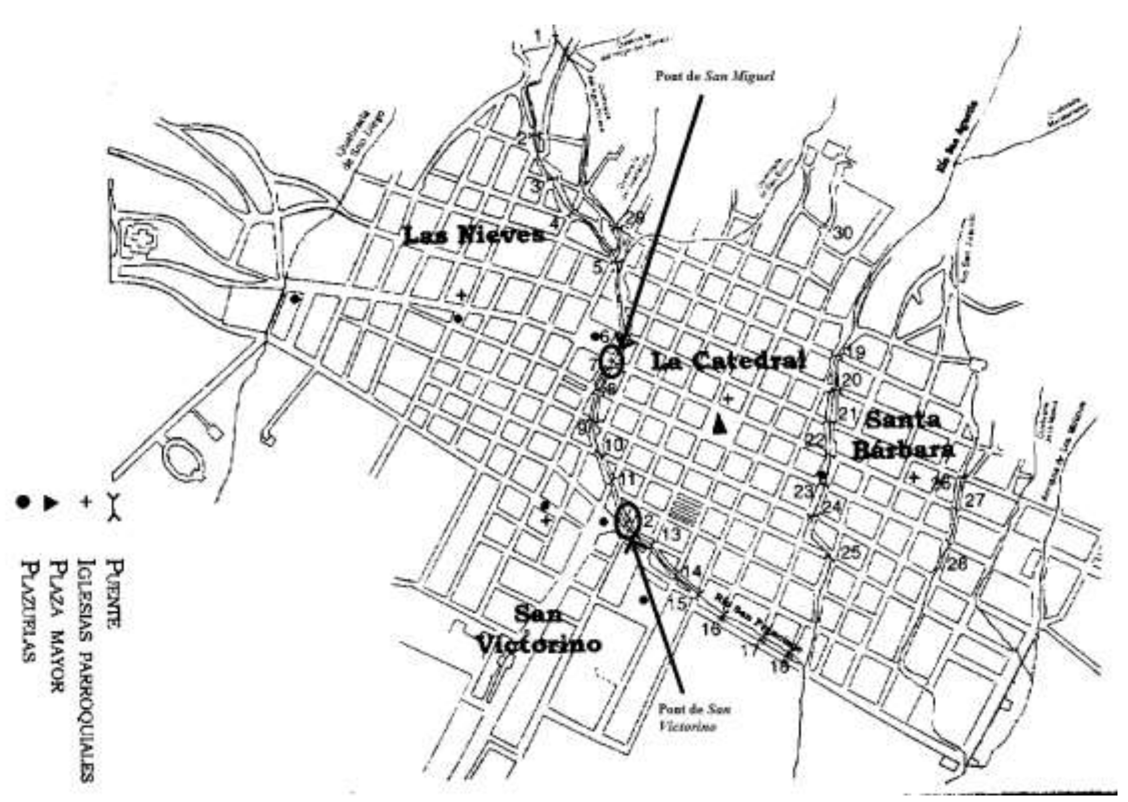
Carte 7: CARTE DE BOGOTA – DOMINGO ESQUIAQUI (1791).
Pris de: MEJÍA, Germán Rodrigo. *Los años del cambio: historia urbana de Bogotá 1820-1910.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 2000, p. 35.
Nous présentons ici la première carte officielle de Santa Fé, levée par Domingo Esquiaqui, dans laquelle apparaissent soulignées la petite place de *San Victorino* et les deux chemins qui y confluent aux environs de la ville: la *Alameda Vieja* et le *Camellón* ou le Chemin à Honda, qui ont acquis divers noms au cours de l'histoire. Au début du XIXème siècle, le Chemin à Honda prit le nom de *Alameda Nueva*, avec quoi la petite place de *San Victorino* fut le point de confluence des deux *Alamedas* (promenades) de la ville.

Ceci donnait à *San Victorino* un caractère spécial, car à travers deux voies extérieures à la ville, on pouvait arriver à une petite place qui faisait partie de la ville mais qui, en même temps, se trouvait « de l'autre côté du fleuve ». La diagonale que le fleuve créait à cet endroit donnait à ce secteur un caractère ambigu, car la ville (l'actuel Centre Historique de Bogota) s'était étendue sur les deux marges, mais jusqu'à la hauteur de la *Carrera* Neuvième. A partir de là, la perpendiculaire que le fleuve traçait permettait de définir « les environs de la ville ». La diagonale située alors entre la descente du fleuve *San Francisco* des collines jusqu'à l'occident, et le cours que prend le fleuve quand il se dirige en ligne presque droite jusqu'au sud pour déboucher dans le ruisseau de *San Agustín* est un espace « au milieu », c'est-à-dire ni horizontal ni vertical, ni en dehors ni en dedans, et à la fois près et loin du centre de la ville (Carte 8):



Carte 8: CARTE DE BOGOTA – DIVISION PAR PAROISSES (1783).
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976, p. 72.
On peut apprécier sur cette carte la division des paroisses de Santa Fé et le cours que prend le fleuve *San Francisco* (*Vicachá*) jusqu'à l'embouchure du fleuve *San Agustín*. La diagonale qu'il forme à la hauteur de la petite place de *San Victorino* se convertira, au cours du temps, en la limite historique de la petite place jusqu'au XXème siècle. On apprécie aussi sur la carte que la paroisse de *San Victorino* se trouve entre la limite du fleuve et la limite de la ville, c'est-à-dire au croissement entre la frontière naturelle et la socioculturelle de la première Santa Fé, confirmant l'idée que cette paroisse et ses composants urbanistiques « étaient » et « n'étaient pas » à la fois intégrés au Centre-Ville.

« Le fleuve San Francisco était le principal fleuve de la ville. Connu par les Muiscas comme *Vicachá*, il a été appelé *San Francisco* depuis le milieu du XVIème siècle pour le couvent des franciscains qui se construisit sur ses bords, là où est aujourd'hui l'Avenue *Jiménez* entre les *Carreras* Septième et Huitième. Le fleuve, au lit profond, aux rives escarpées et irrégulières, s'érigea en muraille qui séparait entre elles les paroisses de La Cathédrale, *Las Nieves* et *San Victorino*, et ce n'est que bien après le début du XIXème siècle que l'on construisit les ponts nécessaires pour faciliter la communication entre elles [(Carte 9)]. (…) Après avoir traversé les collines par le *Boquerón* [large brèche], il descendait rapidement et son lit devenait plus profond quand il entrait dans la ville par la partie supérieure des faubourgs de la paroisse de *Las Nieves*. (…)Il continuait alors sa course jusqu'à arriver à la hauteur de l'actuelle *Carrera* Neuvième avec l'Avenue *Jiménez*, où il commençait à former une légère courbe qui, après être passée près de la petite place de *San Victorino*, se prolongeait jusqu'à la place de *Los Mártires* et de là, continuait en ligne droite vers le sud jusqu'à la *Calle* 6… » (Mejía, 2000: 67).



Carte 9: PONTS DE LA BOGOTA ANCIENNE.
Pris de: MEJÍA, Germán Rodrigo. *Los años del cambio: historia urbana de Bogotá 1820-1910.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 2000, p. 72.
Sur la carte on souligne les ponts sur le fleuve *San Francisco* et *San Agustín* vers le milieu du XIXème siècle.

La caractéristique de « porte » de la ville conféra peu à peu à *San Victorino* une catégorie de premier ordre dans le contexte urbain et lui délivra, selon beaucoup, la condition de « port sec » de la ville:

> « La petite place de *San Victorino* et la promenade de la *Alameda Nueva* (ou *Calle del Prado*) étaient les axes de cette paroisse, qui acquit son importance pour servir de *port* d'entrée à Bogota » (Zambrano et Mejía, 1998: 26);
>
> « Dans la seconde moitié du XVIIIème siècle, *San Victorino* est devenue la paroisse de plus grande expansion et une des principales portes d'entrée de la ville. Quand les voyageurs arrivaient à Santa Fé par le chemin de la *Alameda Nueva* ou par le Chemin de l'Occident (le chemin de Fontibón), le secteur de *San Victorino* était le premier indice de la ville. Par celui-là, on arrivait au fleuve *Magdalena* et par celui-ci aux ports du Caraïbe et du reste du monde. Dans cet entrer et sortir de la ville, la petite place de *San Victorino* a été un point d'importance réelle telle que quand on le passait on rentrait dans le secteur central de la ville. *De telle manière, le secteur se convertit dès le début, par sa position géographique, en port de la ville naissante* » [Nous avons souligné] (Rojas et Reverón, 1998: 231).

De même,

> « La paroisse de *San Victorino* (…) a maintenu son poste secondaire durant la seconde moitié du XIXème siècle. Bien qu'il soit certain qu'aux alentours de 1912 ce secteur multiplia par sept le nombre d'habitants qu'il atteignait en 1793, arrivant à avoir en 1881 l'indice de croissance le plus élevé de toute la ville, en réalité *San Victorino* a été la zone de moindre augmentation en termes absolus de population tout le long du XIXème siècle. Pour cette raison, *San Victorino* a été invariablement la paroisse la plus petite de la ville, situation qui a aidé à renforcer la perception qu'on avait de *San Victorino comme endroit de passage et port terrestre de Bogota* » [Nous avons souligné] (Mejía, 1997: 122).

Si l'on fait cas de ces affirmations, que je considère valables, on voit de quelle manière les ports constituent des « zones de frontière », lieux qui communiquent un territoire avec d'autres régions et, par extension, avec le reste du monde. Dans les Ordonnances de Peuplement de Felipe II on établit que « la place principale d'où a commencé le peuplement étant la côte maiitime, on doit faire le débarcadère du port… » (Ordonnance 112). C'est ce que l'on a fait dans la ville de Cartagena, par exemple; cependant, à Bogotá, il s'est produit une séparation des fonctions, car la Place Majeure agissait comme axe central de la vie sociale de Santa Fé, tandis que *San Victorino* agissait comme port d'entrée et de sortie des biens et des personnes.

Mais la condition de port confère également à ces endroits une série de caractéristiques particulières; en premier lieu, leur caractère de flux, un espace avec une mobilité

incessante; en deuxième lieu, la scène propice à la communication et à l'échange de toutes sortes de biens, de marchandises et de services; troisièmement, la prolifération de gens, la présence d'une diversité de pratiques et l'apparition d'activités situées à la limite de la légalité.

Alors, et malgré son importance en termes fonctionnels, *San Victorino* a conservé dans tous les cas, une catégorie de deuxième ordre dans le contexte de la ville. Cela se reflète également dans la hiérarchie symbolique de son nom dans l'imaginaire religieux de la chrétienté: à la différence de Saint François, de Saint Agustin ou de l'importance qu'a la Cathédrale à l'échelle ecclésiastique, le nom de Saint Victorino est pratiquement inconnu. Plus encore, son onomastique est le 2 novembre et se confond avec celui de Saint Victor. Ceci veut dire que Saint Victorino n'est pas précisément un des saints les plus « populaires » de la chrétienté, bien que son choix comme protecteur de la paroisse ait une grande connotation « populaire », bien proche du mythe:

> « En voyant que dans cette ville aux alentours de juillet et août, de décembre et de janvier les semailles et les légumes verts de ses environs se gelaient, les Conseils municipaux décidèrent d'élire un avocat qui nous défendrait de cette calamité si continue. Ils se réunirent par conséquent dans l'Église Cathédrale et jetèrent dans un vase quelques cédules avec les noms de quelques Saints: ils invoquèrent la grâce de l'Esprit Saint, par sa prière accoutumée; un enfant mit sa main dans le vase et sortit la cédule sur laquelle était écrit *San Victorino*. Ils se rendirent compte qu'il n'appartenait pas aux Saints qui se trouvaient dans le Bréviaire. Ils remirent dans le vase la cédule avec le nom de *San Victorino* et après les avoir de nouveau mélangées, l'enfant remit la main dans le vase et sortit la même cédule avec le nom de *San Victorino*. Ils répétèrent l'opération de mélanger les cédules, parce qu'ils désiraient un saint qui se soit fait connaître à l'office divin. Et pour la troisième fois l'enfant sortit la même cédule, et reconnaissant que c'était la volonté de Dieu qu'entre tous ses Saints ils choisissent le glorieux évêque et martyr Saint Victorino, ils le choisirent pour avocat invoquant son patronage contre les gelées » (Ibáñez, 1891: 50-51).

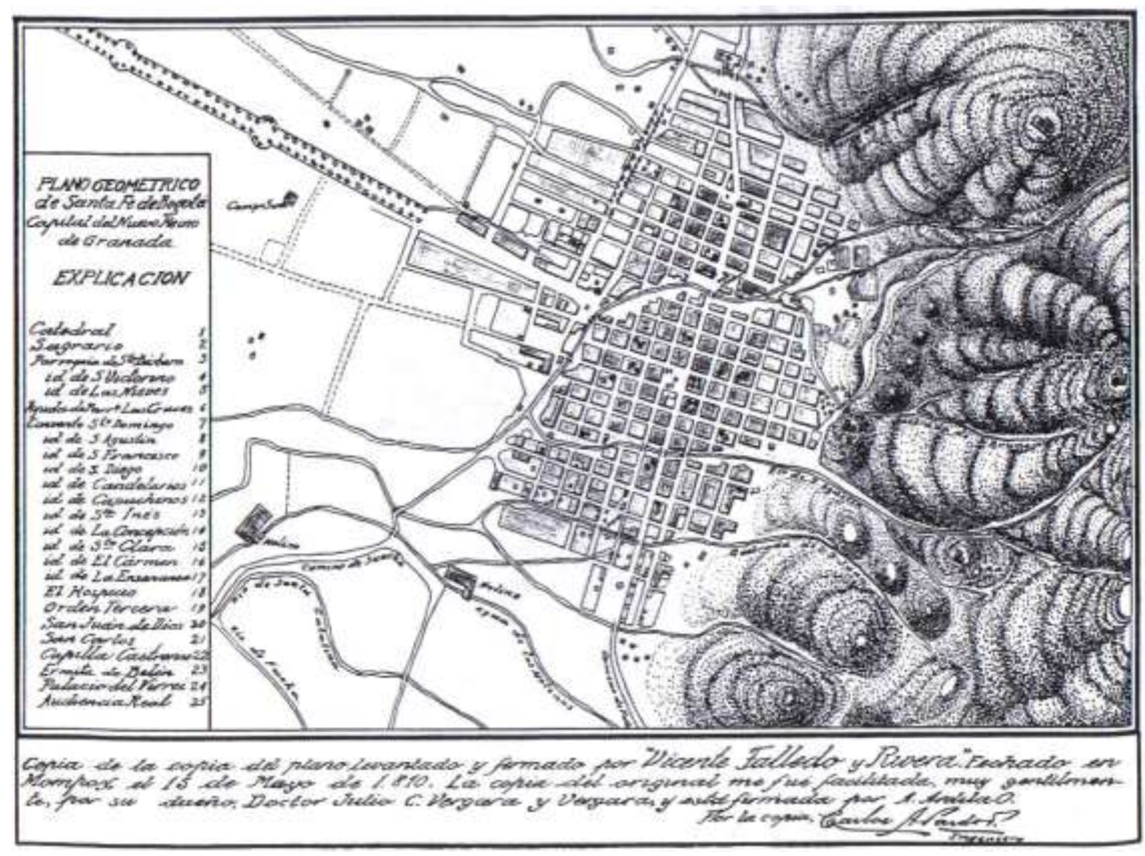
Ceci arriva en 1578, et grâce à cela *San Victorino*, en plus d'être le saint de la paroisse, devint le « patron contre les gelées qui brûlent les arbres à pains récemment semés ». Le Licencié Antonio Fernández fut le premier curé de *San Victorino*; à partir du 11 mars 1601, le clerc Gaspar Nuñez se chargea de l'office religieux de la paroisse. Dans le temple on vénérait

> « …un os de la gorge de Saint Victorino, relique précieuse amenée de Rome par le maître don Fray Francisco de la Trinidad et Arrieta, religieux de notre religion, évêque de Santa Marta, qui sur le point de se consacrer à Cartagena, sût par les religieux de notre couvent dans lequel il vivait, que dans cette ville de Santa Fé il y avait une église consacrée à Saint Victorino, et pour qu'on y

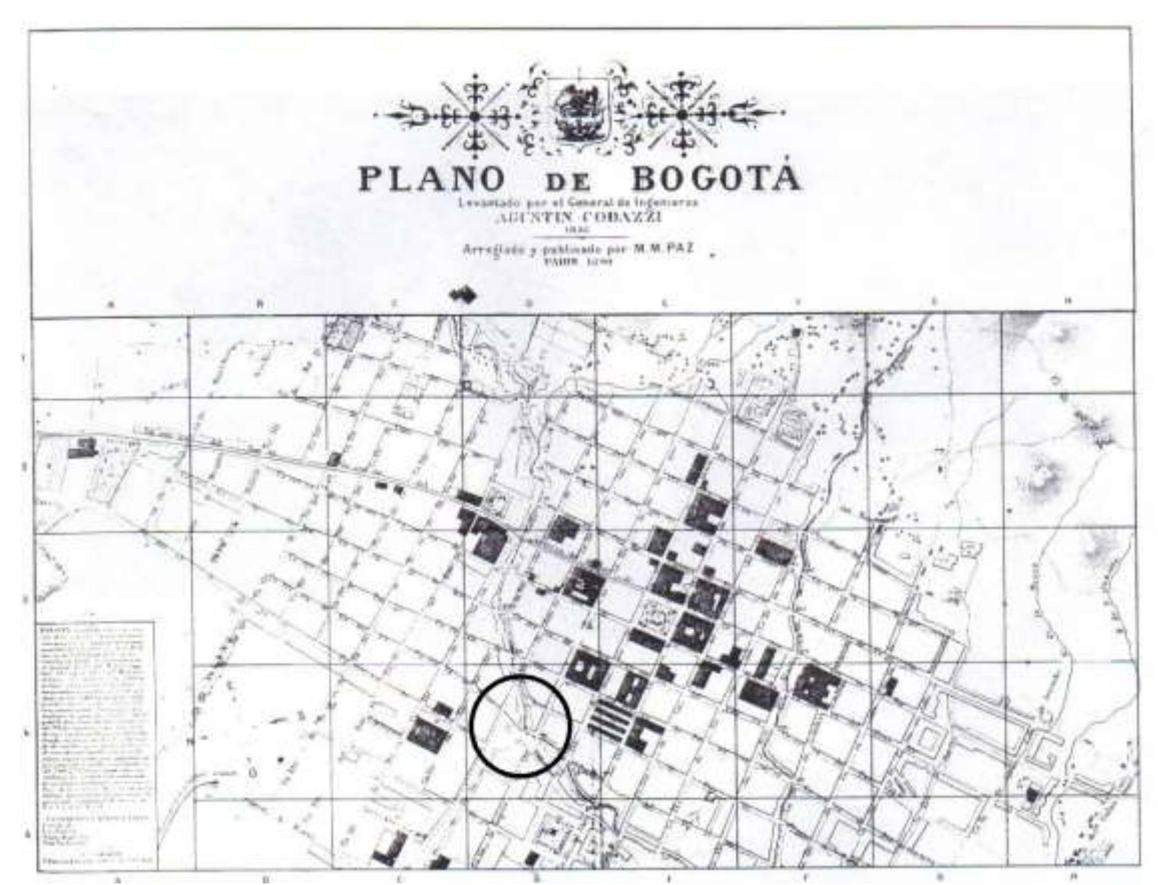
> vénère en pleine révérence, il leur donna cette relique, et la remit au Père Maître Fray Francisco de Vargas, qui était alors le provincial, pour qu'il l'emmène, et sa paternité il l'a remit à Juan de Soto Maldonado, Majordome de cette église » (Ibid.: 48).

Les éléments mythiques et de sainteté, exprimés dans la relique, confirment la recherche d'une légitimité du saint aux yeux du peuple. D'une certaine manière, je considère que ce que l'on a voulu instaurer a été la création d'un saint pour le peuple, pour les gens qui ne faisaient pas partie de la civilisation urbaine mais qui affluaient à Santa Fé et se trouvaient face à cette première paroisse située en marge de la ville. Saint Victorino est, à la lumière de tels arguments, un saint marginal, aussi bien par rapport à la hiérarchie catholique que dans la relation qu'il établit avec les fruits de la campagne des environs urbains.

Un autre élément faisant de *San Victorino* une zone spéciale de la ville a à voir avec la forme de la petite place qui s'y construisit dès l'époque coloniale. Les cartes successives réalisées bien avancé le XXème siècle, démontrent de manière irréfutable la continuité historique du fait que la petite place de *San Victorino* était une place triangulaire, et non quadrangulaire, située sur la rive occidentale du fleuve *Vicachá*, qui signifie en langue Muisca « le flamboiement de la nuit ». Nom ambigu, au moment où l'impétuosité de l'Illustration se préfigurait sur les territoires américains (Cartes 10-14).



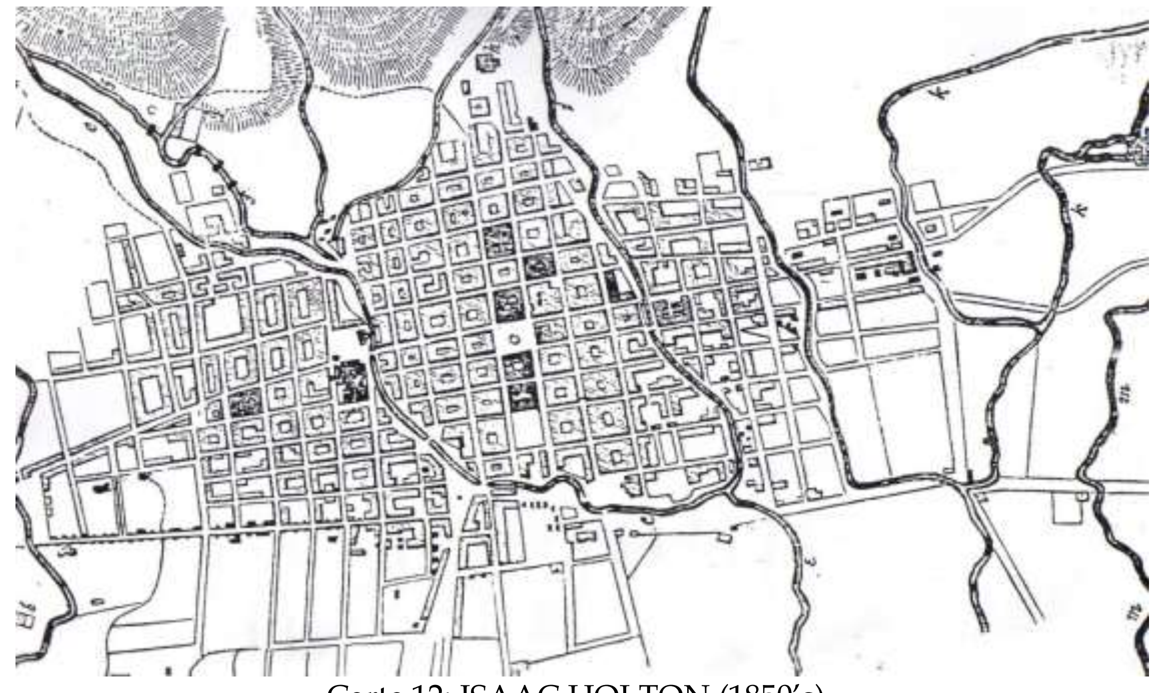
Carte 10: CARTE DE BOGOTA – VICENTE TALLEDO Y RIVERA (1810).
Pris de: MARTINEZ, Carlos. *Santa Fé: capital del Nuevo Reino de Granada*. Bogotá: Presencia, 1997, s.p.
Cette carte, orientée de manière peu usuelle, montre la forme des rues adjacentes au fleuve *San Francisco* et la forme qu'acquiert la plazuela de *San Victorino* en ayant le fleuve comme frontière naturelle. De même, la carte souligne remarquablement le *Camellón* de Honda, qui part de la place de *San Victorino*. Un autre aspect importante de cette carte est ce que le pont de San Victorino apparaît déjà sur le fleuve qui communique la place avec le Centre-Ville, l'intégrant de manière plus étroite à la zone centrique. Cette carte date de l'époque du Cri de l'Indépendance du 20 juillet 1810.



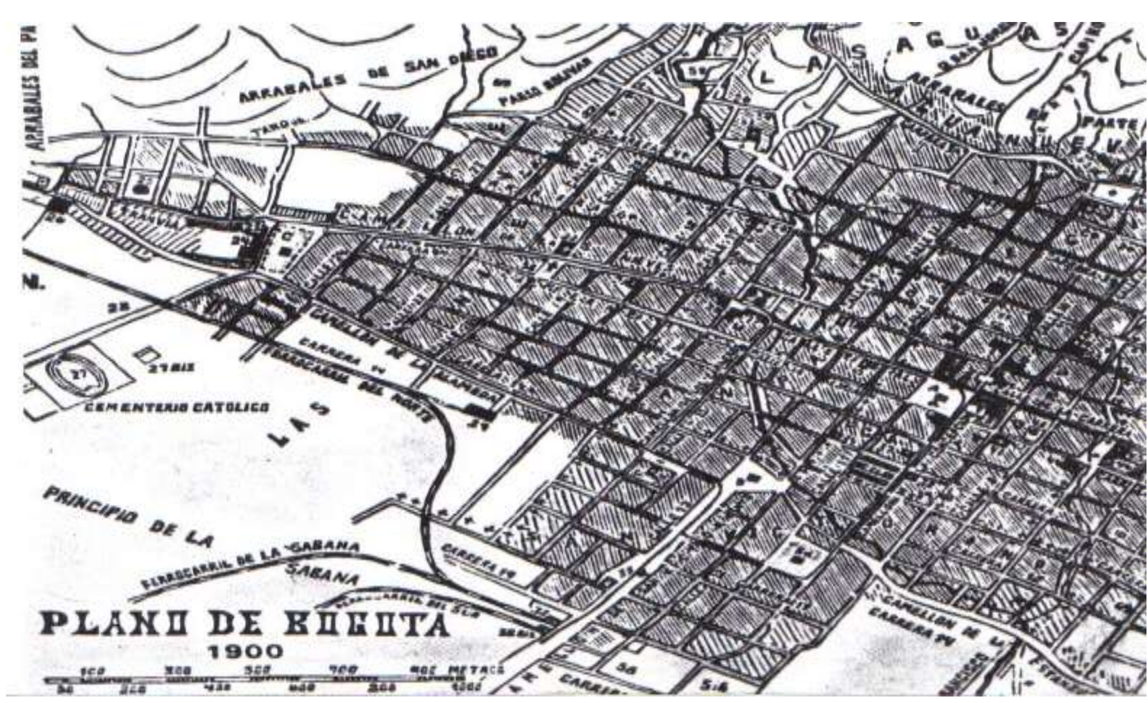
Carte 11: CARTE DE BOGOTA – AGUSTÍN CODAZZI.
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976, p. 113.

La carte de Codazzi est considérée comme la première carte moderne de Bogota. Tracé conforme aux directives de l'ingénierie de l'époque, Codazzi fut un géographe et un militaire italien qui arriva en Amérique du Sud en 1817 et participa à la Commission Chorographique de la Nouvelle-Grenade, dirigée par José Celestino Mutis. Ses cartes ont repris les techniques de l'époque, dotées de grande exactitude et de précision planimétrique. Là, on confirme le tracé triangulaire et semi-régulier de la place de *San Victorino*.

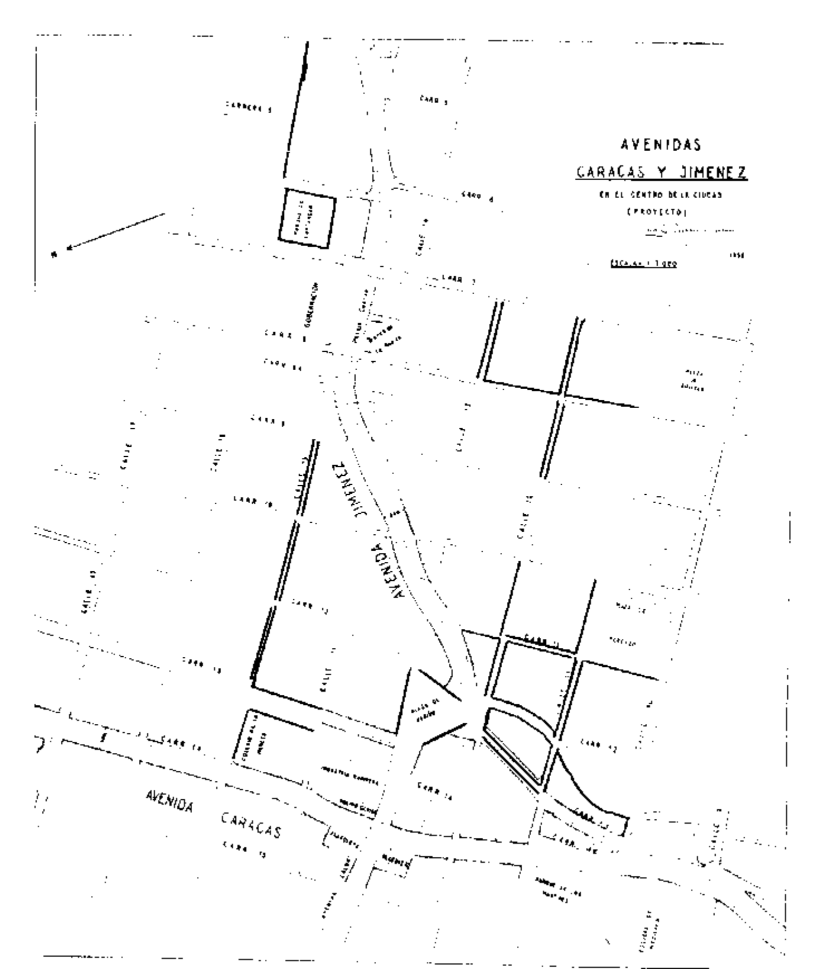
Il vaut la peine d'observer la manière avec laquelle la ville s'est ajustée aux sinuosités du terrain adjacent au fleuve *San Francisco*, créant une série de pâtés de maisons de caractère irrégulier tout le long de son tracé, incluses celles qui bordent la place de *San Victorino*. Le pâté de maisons qu'occuperaient les commerçants informels et semi-formels en 1964 serait celui qui est divisé en deux par la diagonale du fleuve, sur le côté oriental de la place coloniale/républicaine.



Carte 12: ISAAC HOLTON (1850's).
Pris de: s.a. *Un vistazo a La Catedral, Las Nieves, San Victorino y Santa Bárbara a través de los avisos publicitarios del siglo XIX (1860-1870)*. Thèse pour diplôme. s.f.
Carte d'Isaac Holton, confirmant la planimétrie de Codazzi pour *San Victorino*.



Carte 13: CARTE DE BOGOTA – 1900.
Pris de: CÁMARA DE COMERCIO DE BOGOTÁ. *Bogotá: estructura y principales servicios públicos*. Bogotá: Cámara de Comercio de Bogotá, 1978, p. 16.
Carte de Bogota aux débuts du XXème siècle, qui prouve la continuité de la structure triangulaire de la place de *San Victorino* jusqu'à l'époque.



Carte 14: CARTE DE BOGOTA – JULIO C. VERGARA Y VERGARA (1925).
Pris de: s.t. *Registro Municipal.* Bogotá: 1926, p. 136.
Cette carte montre la Place de Nariño (ou place de *San Victorino* jusqu'en 1910) au moment où le fleuve *San Francisco* est canalisé pour laisser passer l'Avenue *Jiménez*. On peut aussi apprécier le projet de construction de l'Avenue *Caracas* (*Carrera* Quatorze). La structure triangulaire de la place se maintiendra jusqu'en 1948.

En accord avec le formalisme académique existant en urbanisme, la petite place de *San Victorino* n'est pas à demi régulière mais « proprement irrégulière», selon l'opinion de Jaime Salcedo:

> « Quant à la morphologie urbaine, il ne faut distinguer que les villes irrégulières, dont l'origine est spontanée, des villes régulières, qui sont toutes celles qui ont eu une fondation expresse. Les villes semi-régulières n'ont pas de raison d'être comme typologie, car ce sont des villes tracées maladroitement, c'est-à-dire pseudo régulières, ou ce sont des villes régulières dans lesquelles les accidents du terrain ou d'autres raisons ont empêché la croissance orthogonale du noyau primitif, raison pour laquelle

> elles doivent être considérées comme des villes régulières avec des secteurs irréguliers, proprement » (Salcedo, 1996: 223).

Cela dénote une pratique classificatrice encore dérivée de la logique moderne Occidentale. Mais la question est: ¿Face à tous les éléments cités, qui transcendent ce qui est purement architectonique, ne pourrait-on pas dire que la petite place de *San Victorino* s'est instituée comme un espace semi-formel? ¿Quelles sont les conséquences de l'appeler ainsi? ¿Pourquoi résulte-t-il inacceptable qu'une ville ou un secteur de celle-ci soit « semi-régulière », quand tous les éléments de l'évidence empirique appuient cette hypothèse? Cet argument, dans la forme où il s'est posé, est un argument exclusif, qui ne tient compte que du purisme évident dans la recherche de l'architecture classique et moderne, ainsi que dans les conceptions académiques disciplinaires traditionnelles. Mais aujourd'hui, cette proposition devient absurde. Si nous pouvons parler de l'Amérique Latine comme de l'endroit de « l'extrême Occident », ou comme le territoire de « la modernité périphérique », ¿pourquoi l'architecture et l'urbanisme ne peuvent-ils pas s'imprégner d'une connaissance interstitielle? ¿Quelle est la raison de persister dans le dogmatisme architectonique appliqué à l'ordre urbain?

Il est possible que l'inévitable forme de la petite place de *San Victorino*, ainsi que sa position dans le contexte de la ville, expliquent le fait que *San Victorino* ait été considéré toujours comme une petite place, plus que comme une place, dans la hiérarchie urbaine coloniale. Ou, dit autrement, une place de deuxième ordre dans la structure urbaine. Cette classification contient plusieurs arguments de caractère moral, symbolique et légal:

> « …le modèle urbain utilisé en Amérique a eu deux composants, à savoir: la tradition militaire du campement, qui se reconnaît principalement aux tracés de pâtés de maisons allongés, et la ville idéale chrétienne, formulée en Espagne durant le Moyen Age, et dont le symbole le plus remarquable est le pâté de maison carré. Les deux traditions se fondent parfois dans le tracé en damier de la ville indienne, et étant donné qu'il n'est pas possible de séparer l'activité militaire de la conception religieuse dans l'histoire médiévale espagnole, peut être serait-il acceptable de réduire le modèle théorique de la ville indienne à un seul: celui de la Nouvelle Jérusalem » (Ibid.: 225).

Dans ce sens, le carré était une forme géométrique avec une importante charge symbolique: « …on entend par quadrature la perfection qui doit exister entre les fidèles, étant donné qu'en architecture les sages ont toujours préféré le carré. Les quatre côtés égaux signifient les quatre Evangiles et les quatre parties du monde desquelles devaient concourir les hommes à l'église… » (Pinto, dans Ibid.: 237). La Place de *San Victorino* rompt clairement avec cette condition, situation qui sera renforcée par d'autres évènements historiques.

Un autre élément important, que je considère nécessaire d'éclaircir, est la position exacte de la petite place dans la ville coloniale, étant donné les réclamations des vendeurs informels de l'époque des expulsions de leurs baraques qui affirmaient que la petite place se trouvait à la hauteur de la *Alameda* (actuel *Carrera* Treize). En effet, les cartes de tout temps confirment que la petite place de *San Victorino* se trouvait placée entre les *Carreras* Douze et Treize et les *Calles* 12 et 13, c'est-à-dire, embrassant à peine la moitié de l'aire occupée par le commerce informel avant les expulsions de 1999.

Un facteur qui permet de confirmer cette constatation est la position du pont de *San Victorino*. Il existait quatre ponts sur le fleuve San Francisco à la fin de la période coloniale: *Las Aguas*, *San Miguel*, *Micos* (*calle* 13) et *San Victorino* (*Carrera* Douze avec *Calle* 12). On ne connaît pas la date exacte de la construction d'aucun d'entre eux, (Mejía, 2000: 70), bien que certains proposent l'année 1791 comme une date possible d'inauguration des travaux à *San Victorino*:

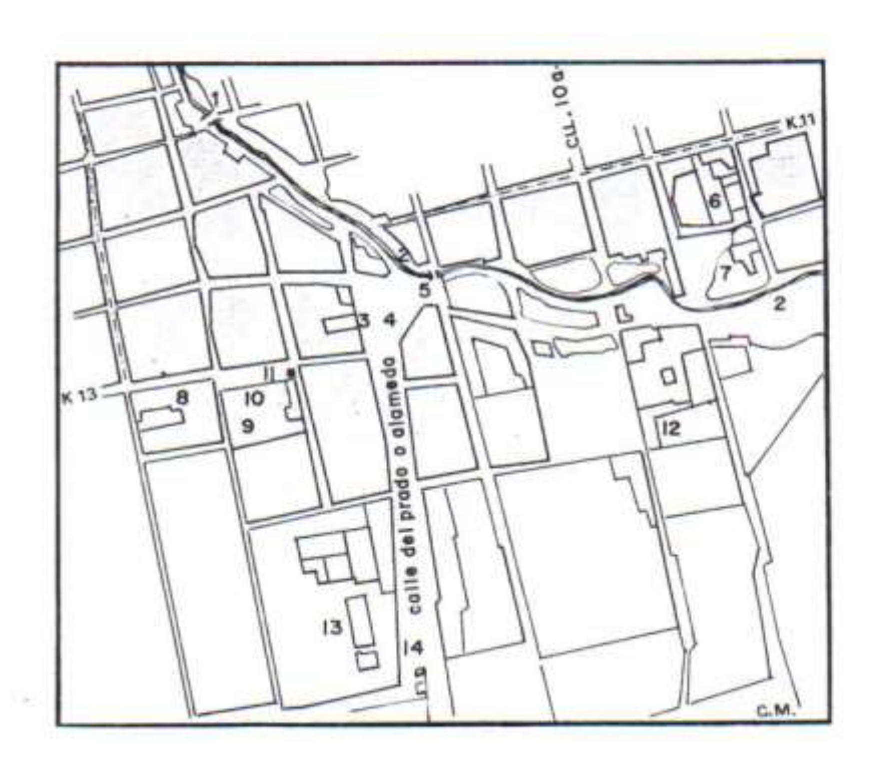
> « Le pont de *San Victorino*, sur le fleuve *San Francisco*, se situa à l'intersection actuelle de la *Calle* 12 avec la *Carrera* Douze. Il eut une importance remarquable, dû au fait que cette zone était le passage obligatoire vers le Chemin de l'Occident, la voie par laquelle Santa Fé se communiquait avec le monde. On ne connaît pas la date de sa construction mais on sait que c'était un ouvrage solide et massif, comme le décrit l'historien Eduardo Posada: 'il était semblable à celui de *San Francisco*, en pierre de taille, en arc en ogive et en socle arrondi dans sa partie supérieure' » (Trejos, 2007: s.p.).

Cette dernière donnée est importante pour comprendre la distance qu'il y avait entre la paroisse et la zone centrique de la ville, bien qu'apparemment proche. En réalité, la paroisse se communiquait de manière indirecte avec la Place Majeure, et pour y accéder on devait monter jusqu'au pont de *San Miguel*, le premier qui s'était construit sur le fleuve *San Francisco* vers le milieu du XVIème siècle, à la hauteur de la Rue Royale du Commerce (Carte 9). Celui de *San Victorino* a été le deuxième pont sut le fleuve *San Francisco* et le cinquième de la ville. Mais ce que je considère le plus important de souligner c'est la position du pont: à l'intersection de la *Calle* 12 avec la *Carrera* Douze. Cela signifie que la petite place de *San Victorino* devrait être située, au moins, vers l'occident de *la Carrera* Douze. Un autre élément, confirmant l'argument des commerçants informels pour demeurer à cet endroit, car les *Galeries Antonio Nariño* ont été relogées entre les *Carreras* Onze et Douze, arrivant à occuper à peine une partie de ce qui était l'ancienne petite place coloniale. Cette position même de la *Carrera* 12 permet de confirmer la position de l'ancienne petite place par rapport à la ville, ainsi que l'irrégularité du cours du fleuve:

> « 12. La *Carrera* Douze. Elle est très irrégulière. Elle commence à la *Calle* 4, elle continue au nord en sortant du coin de 'La Réforme'; elle continue dans la même direction, en passant par le pâté de maison de l'ancien 'Divorce', après l'Asile de Folles, et elle arrive au coin de l'ancienne Boucherie; là, elle

s'interrompt et reapparaît à la *Calle de El Cartucho* et le '*Chorro de San Antonio*' et va terminer à la *Calle* 24, un pâté de maison plus haut que 'Le Caire' » (Patiño, dans Martínez, s.f.: 115).

L'ancienne petite place commençait ainsi entre les *Carreras* Douze et Treize; le pont se trouvait exactement où se trouve placé en ce moment l'édifice *Juan B. Páez*, patrimoine architectonique de la ville (Carte 15, Photos 12 et 13).



BARRIO DE SAN VICTORINO: 1, Puente Nuevo construido hacia 1830; 2, río San Francisco; 3, iglesia de San Victorino, fue destruida en 1827 por el terremoto de ese año; 4, plazuela de San Victorino; 5, puente de San Victorino; 6, Presidio Urbano; 7, carnicería; 8, Colegio de La Concordia en 1849; 9, Colegio de La Merced en 1849; 10, convento e iglesia de los capuchinos —La Capuchina—; 11, chorro de La Capuchina; 12, baños públicos en 1849; 13, Colegio del Espíritu Santo en 1849; 14, caminos a Fontibón-Honda, se inicia en la plaza de San Victorino con la calzada aderezada lateralmente con arborizaciones y jardines, que tuvo el nombre de Alameda Nueva.

Carte 15: QUARTIER DE SAN VICTORINO – 1850.
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976,p. 76.
Détail de *San Victorino*, au moment où *Santa Fé* avait déjà adopté le nom de Bogota et l'organisation administrative de la ville avait ajouté la sous-division de quartiers à la division en paroisses. La structure triangulaire de la place demeurait constante. Sur le plan on peut apprécier les deux ponts qui servaient comme entrée de la place de *San Victorino* à la ville: le Pont de *San Victorino*, terminé en 1791, et le *Puente Nuevo* (Pont Nouveau), construit en 1830.

Tout ce qui précède nous permet d'affirmer que l'espace public dans les Galeries était invoqué par les fonctionnaires de l'Administration comme un discours pour le futur, sans aucune relation ni avec l'histoire, ni avec le passé de la petite place, bien que fondés dans une construction historique textuelle et photographique qui légitimait son action en faveur de la modernisation et du développement de la ville.



Photo 12: ÉDIFICE *JUAN B. PÁEZ*, SUR L'ACTUELLE *GRAND CARRÉ ANTONIO NARIÑO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 13: LOCALISATION DE L'ANCIEN PONT DE *SAN VICTORINO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Chapitre 2. La petite place et le non-marché: aspects de la vie sociale et quotidienne à Bogotá et à *San Victorino* pendant la colonie (1492-1820).

> « …les projets urbains sont en train d'établir une nouvelle morphologie et sont en train d'écrire ce que la société pense en ce moment (…) La carte de la société, fragmentée par des intérêts de différents types, occupe les différents fragments de cette ville ».
>
> Zambrano, Fabio, dans *El Espectador,* le 26 septembre 1999, p. 2-D.

Mais la ville ne peut pas être vue seulement en termes architectoniques et urbanistiques; elle doit aussi être appréciée d'un point de vue socioculturel. Et ceci, dans le secteur de *San Victorino*, se traduit dans les usages et les pratiques qui, dans cet espace et ceux qui y sont liés, étendus de manière directe ou indirecte, physiquement ou de manière immatérielle, dans tout le contexte urbain et aussi avec une portée globale, se sont produits depuis l'instauration de cette configuration socio-spatiale aux temps de la Santa Fé coloniale.

Ces éléments qui se sont transformés et se sont succédés les uns aux autres, dévoilent le caractère et l'identité que la petite place avait fini par acquérir au cours du temps. Et dans le contexte du débat posé, il est particulièrement important de connaître le type d'activités réalisées par les gens qui, pour une raison ou pour une autre, rentraient en contact et relation avec la petite place de *San Victorino*. Cette analyse n'est apparue en aucun moment dans les débats que les fonctionnaires de l'Administration effectuèrent pour établir le type d'usages auxquels devaient être destiné l'espace prévu pour l'expulsion et le remaniement spatial, ce qui met en évidence un impérialisme de la géométrie, de la technique et des approximations scientifiques quantitatives appliquées à l'urbanisme et à l'architecture, sur les discontinuités, les incohérences et les contradictions de la dimension humaine et les aspects qualitatifs de la vie sociale.

C'est dû à cette relation historique asymétrique entre le qualitatif et le quantitatif, à la brèche que le dogmatisme de la « raison » philosophique et logique a créé entre les sciences exactes et les sciences sociales et humaines durant la modernité illustrée (laquelle continue à exercer son influence dans la conformation des villes à l'époque de l'hypermodernité), qu'on a considéré indispensable d'effectuer une révision exhaustive de la vie sociale et quotidienne dont le devenir a rempli de sens l'espace ouvert par le Grand Carré actuelle, de même que ses connections réelles et symboliques avec la ville au cours de son histoire.

Les places de la ville coloniale ont été conçues pour abriter un grand nombre d'activités diverses autour desquelles s'agglutinaient les dynamiques socioculturelles les plus représentatives de la vie urbaine. Cependant, nous pouvons observer aussi que les places furent les centralités principales du mercantilisme naissant, et qu'elles ont posé

les bases du capitalisme et de la spéculation avec le sol urbain. Cette caractéristique donnerait lieu à une situation ambigüe, car en même temps que la place était par excellence la scène de la diversité et de la complexité de la vie sociale urbaine, sa grande importance dans l'enceinte de la cité lui donnerait une grande force d'attraction qui conduirait peu à peu à l'établissement de ségrégations et d'exclusions par rapport à ceux qui devraient être les principaux bénéficiés des privilèges que conférait un endroit avec ces caractéristiques, centre de l'activité sociale, économique, politique et culturelle d'un environnement régional lié à une structure territoriale complexe de villes insérées au processus alors naissant de la globalisation. C'est pour cela que

> « Entre nous, l'idée démocratique de la distribution du sol urbain, même après l'indépendance, fut escamotée par un régime d'écriture ancestral. Le système de *encomiendas* et de relocalisation de communautés indigènes spoliées par des familles 'méritantes', apparentées avec les conquérants ou avec les fonctionnaires coloniaux, a toujours été soumis aux rituels et aux cérémonies de la servitude. La formation de la ville fut dès ses origines anomique. Tous les principaux conflits qui perturbèrent Santa Fé sont reliés, directement ou indirectement, à la propriété du sol. Le problème continue actuellement » (Niño, 1996: 13).

Les conditions de la conquête et la colonisation américaines furent déterminantes pour que la ville de Santa Fé, de même que le reste des villes latino-américaines, veuille toujours s'établir dans une position différente par rapport à la ville indigène et à ses modèles prédominants de relation avec les territoires : « …l'exclusion sociale de coupe semi-féodale a été, dès la fondation, le mécanisme politique de la Couronne d'Espagne pour dominer ses colonies et réaliser le pillage de ses richesses » (Ibid.: 83). Cela s'est vu reflété dans la forme de répartition du sol urbain parmi les conquérants, dont les principaux points de référence ont toujours été les places principales des nouveaux ensembles spatiaux construits. À Santa Fé, par exemple,

> « Le tracé de la ville s'est fait à partir de la Place. On a délimité les pâtés de maisons proches et on a fixé les endroits pour la construction de l'Église et du Conseil; ensuite on a réparti les terrains ainsi: un quart de pâté de maisons pour les conquérants de plus haut rang, et des terrains ou des démi-terrains en accord avec le degré de participation dans l'entreprise de la conquête. On occupait ainsi le territoire à partir du noyau de la place: cet espace central d'exclusion maintiendra très longtemps sa suprématie symbolique et sociale » (Ibid.: 96).

De cette manière,

> « Dans les villes latino-américaines, (…) l'acte de fondation d'un établissement se comprit comme la détermination d'une structure dans laquelle les espaces publics et les parcelles qui pouvaient être répartis parmi

ses habitants étaient clairement définis. Cependant, cette détermination structurelle apparut immergée dans toute une série de facteurs politiques de domination interrelationnés avec des intérêts économiques. *C'est ainsi que se configura l'espace public comme espace de pouvoir, dans lequel se manifestaient les hiérarchies sociales et politiques qui reflétaient l'éloignement social qui s'est toujours produit dans notre ville* » [Nous avons souligné] (Rojas et Reverón, 1998: 228).

Cet éloignement se produisit entre une élite de pouvoir européenne et une société subordonnée à elle qui, en principe, a été représentée par les communautés indigènes soumises durant le processus de la conquête. C'est pour cela que la volonté des secteurs dominants a été celle de maintenir séparés les espaces dans lesquels ceux-ci exerçaient le gouvernement des populations et le contrôle des territoires, par rapport aux endroits dans lesquels on devrait établir l'ensemble des communautés mises sous leur autorité. Dès le début, l'intention du conquérant fut de séparer les endroits de rassemblement des espagnols et des peuples natifs, mais en conférant à tous les deux les traits socioculturels distinctifs de l'élite dominante, dans le but d'avancer le processus d'acculturation qu'on s'était proposé et qui impliquait la négation catégorique des coutumes et des traditions aborigènes: « L'exclusion de l'établissement indigène du contrôle de son espace vital se trouvait en proportion directe de la consolidation des propriétaires fonciers dans le paysage de Santa Fé » (Niño, 1996: 110).

C'est pour cela que ceux qu'on appelle « les peuples d'indiens » apparaîtront peu à peu aux environs des grands centres urbains, bien que séparés d'eux, de même que dans les régions les plus inhospitalières et proches de territoires ou d'enclaves productrices où on avait besoin de la main d'œuvre indigène. Même ainsi, les indigènes et les européens ne purent éviter les rencontres et les interactions diverses qui donnèrent lieu au processus profond et intense de métissage socioculturel latino-américain; de plus, cette distribution démographique sus les territoires américains ne fut pas non plus suffisamment efficace pour dissuader les populations indigènes à renoncer à leurs pratiques ancestrales, les induisant à les accompagner de tactiques de simulation et d'occultation qui se sont intégrées chaque fois de manière plus évidente à leur manière de faire culturelle.

Alors, de la même manière que l'européen affermissait les conditions de vie dans les territoires soumis à sa domination, les indigènes et les autres populations, également soumises par la suite, faisaient aussi présence dans les lieux d'habitation et de résidence des européens, donnant lieu à l'inévitable hybridation du fait urbain dans le cadre d'une société divisée et ségrégée. Ainsi, « même si l'organisation, à partir des paroisses et des villages d'indiens, soutenait le modèle d'organisation des deux républiques, le métissage élevé du haut plateau [*cundiboyacense* (du département de Boyaca et de Cundinamarca)], rendait chaque fois plus difficile le maintien de la séparation de la population » (Bonnett, 2001: 15). On pourrait dire que les villages d'indiens ont été la base constitutive de la société rurale, tandis que les paroisses se sont converties en scènes de gestation d'une société urbaine. Et, conformément avec les diverses

hiérarchies et castes liées au métissage, dans les villages des indiens le mélange culturel avait des racines avec prédominances indigènes tandis que dans les paroisses l'identité créole se fonda sur des traits fortement ibériques.

Dans ce contexte, les places majeures et les paroisses - dont la vie sociale et quotidienne se déroulait habituellement aussi autour d'une place ou d'une petite place de moins d'envergure - ont été les scènes où s'est produit, de manière effective, l'hybridation socioculturelle dans les nouveaux environnements urbains disposés par les européens en Amérique. Et là, il y eut deux activités qui, le plus fortement, ont favorisé l'intégration entre les populations scindées par les faits historiques: les festivités et les jours de marché.

Or, sur la petite place de *San Victorino*, ces deux activités se sont présentées, non seulement en relation à un environnement paroissial, mais aussi intégrées à l'ensemble de la dynamique socioculturelle de la ville et, singulièrement, au reste du monde, qui commençait au XVIème siècle l'établissement de réseaux d'interconnexion entre les multiples territorialités locaux à échelle planétaire. Comme nous l'avons signalé,

> « La place de *San Victorino* apparaît, dans la trilogie des places de Santa Fé, à la seconde moitié du XVIème siècle. Des trois places [de Bolívar, de Santander et de *San Victorino*] elle a été celle de moindre catégorie en tant que composant urbain, et son histoire ne met pas en relief autant de faits significatifs comme celles qui l'ont précédée. En se détachant comme aire civique, elle a occupé le terrain qui était auparavant inondé par les continuels débordements du fleuve *San Francisco* qui s'y répandait, le couvrant de détritus animaux et végétaux et d'épais manteaux de boue. Quelques arrangements destinés à contrôler le fleuve et sa position comme escale obligée des entrées et des sorties du Chemin à Honda, ont stimulé dans son environnement un lent développement urbain, bien qu'en dehors de la ville d'alors.
>
> « Vers l'année 1578 Don Francisco Hernán Sánchez, propriétaire foncier et homme d'entreprises, décida d'urbaniser les surfaces étendues, récupérées de l'influence du fleuve, qu'il y possédait. Les activités urbanistiques étaient en vigueur à cette époque à Santa Fé. Lope de Céspedes et Cristóbal Bernal, promoteurs respectifs des quartiers de *Santa Bárbara* et de *Las Nieves* s'occupaient également de cette entreprise. La spéculation avec des terres sous-urbaines a toujours exigé dans notre milieu la construction immédiate d'une église. Et Don Francisco Hernán Sánchez, s'en tenant à cette devise, tellement favorable à ses buts, commença cette année l'érection d'un temple modeste sur un de ses terrains et, en même temps, dans un élan de générosité, il céda pour la place l'aire frontale de celui-ci. La construction de ce centre de prière fut lente, parce que les contributions et les aumônes du

voisinage, pieux mais pauvre, furent faibles et sporadiques » (Martínez, 1978: 138).

Comme on peut l'apprécier, la paroisse de *San Victorino* était, dans ce contexte, la plus pauvre et la plus marginale de Santa Fé. C'est pour cela que dans les récits historiques de toute sorte, elle apparait mentionnée en deuxième ou troisième plan. Les études urbaines de la ville, en particulier celles qui se rapportent aux siècles antérieurs à l'époque de l'Indépendance, se centrent habituellement sur la *Plaza Mayor* (la Place Majeure), sur la *Calle Real* (la Rue Royale) et sur les grands évènements de l'histoire officielle, dans lesquels on ne fait que très peu d'allusion aux faits quotidiens de *San Victorino*, immergé dans une longue ankylose jusque bien entamé le XVIIIème siècle. Je peut affirmer cela après une révision exhaustive des livres existants sur l'histoire de Bogota, et aller plus loin impliquerait un travail d'historiographie méticuleux et difficile, une gigantesque révision des documents à l'Archive Générale de la Nation et à la Bibliothèque du Congrès, par laquelle on n'obtiendrait que de trouver des documents officiels et des actes législatifs qui ne m'auraient donné que de faibles pistes sur ce qui se passait à *San Victorino*, au-delà des éléments signalés ici. Dans ce sens, la recherche que j'ai réalisée aspire à ouvrir de nouveaux chemins pour des personnes studieuses d'autres disciplines, et j'espère que ce chemin ouvert constitue une inspiration pour que d'avantage de personnes s'intéressent à la vie quotidienne des paroisses dans le Santa Fé colonial.

La petite place et la paroisse de *San Victorino* apparaissent dans l'espace de la ville presque de manière involontaire, forcés par les évènements et la progression du processus urbanistique de Santa Fé. Les terres n'étaient pas propices à l'édification, et le mouvement de capitaux était encore précaire dans une ville perdue dans la Cordillère des Andes, ce qui ne constituait en réalité aucun point stratégique de première importance pour le projet hispano-américain dans ses premiers temps. Jusque bien entamé le XVIIIème siècle, Santa Fé n'a même pas été capitale d'une Vice-royaume et même alors, quand cela a eu lieu, « 'Le manque de commerce dans le royaume, comme l'a noté le Vice Roi Messía de la Zerda, est tellement grave que personne n'a d'actif'. À son tour, en 1703, le Vice Roi Mendihueta insista: 'Ce royaume n'a pas de fabrique qui puisse donner une occupation et la subsistance à la population, fomenter son industrie et maintenir un commerce florissant. Il doit, pour le moment, être mineur et agriculteur' » (Martínez, 1976: 99).

La vie à Santa Fé, comme dans d'autres villes du Nouveau Royaume de Grenade, était paroissiale et ennuyeuse. Ses dynamiques étaient, avant tout, limitées à un espace régional étroit et les difficultés de transport et le manque de voies pour accéder au haut plateau dilatait jusqu'au dégoût ses interactions avec le reste du monde. Dans le contexte et dans les logiques du mercantilisme naissant, Cartagena de Indias (Carthagène des Indes) était même une ville plus dynamique, plus importante et plus stratégique que Santa Fé.

Ainsi, le processus de constitution et d'organisation de la ville s'est forgé lentement et durant deux siècles les transformations opérées dans les limites urbaines furent très rares: « Dans les 200 ans comptés à partir de 1578, avec le surgissement de *San Victorino*, l'expansion de la réticule quadrangulaire des rues, la formation de zones résidentielles et la construction de nouveaux ouvrages furent naturelles. Tel ensemble remplit les espaces qui sur le plan de la fin du XVIème siècle apparaissent disponibles au voisinage des temples, et que le *urbanorama* de Morata condense pour exprimer les affects religieux et la densification urbaine résultante » (Martínez, 1997: s.p.).

Dans ce contexte, l'identité paroissiale a été fortement liée à l'influence que l'église exerçait sur ses fidèles, réunis autour des rituels catholiques: « Le jour des patrons, dans chaque église, était célébré solennellement et les moines et les clercs y concouraient dans la diversité de leurs habits et de leurs insignes de docteur, qui étaient très étranges et curieuses. Le chapitre métropolitain allait en procession solennelle à *Las Nieves*, *Santa Bárbara* et *San Victorino*, quand on célébrait dans ces églises les fêtes religieuses correspondantes et les franciscains sortaient pour visiter dans les mêmes circonstances celles de *Santo Domingo* » (Bermúdez, 1925: 14). Mais aussi, dans le cas de *San Victorino*, du fait de sa condition de « lieu de passage » et de porte d'entrée de la ville, ils s'y trouvaient des individus de provenances très diverses, ce qui stimula l'hybridation et l'échange avec ces personnes liées plus étroitement à d'autres logiques socioculturelles, en particulier relativement aux communautés indigènes et campagnardes existant dans cet espace régional entres les XVIème et XVIIème siècles.

Mais de ces dynamiques de rencontre faisait partie l'ensemble d'une société urbaine qui, à ce moment, avait une échelle spatiale et démographique très réduite[18], où pratiquement tout le monde se connaissait, faisant de Santa Fé une scène familiale dans laquelle tout évènement, malgré son apparent manque d'importance, acquérait des proportions importantes. Il n'y a pas de doute que la fête qui arriva a obtenir une plus grande importance dans la Santa Fé coloniale fut la célébration du *Corpus Christi*, à laquelle toutes les paroisses participaient par une procession qui contribua a affermir l'intégration paroissiale et à présenter le fait urbain comme un tout unifié. Le rituel du *Corpus* était l'occasion dans laquelle la ville entière s'agglutinait autour d'une festivité qui prétendait intégrer les aspects des sociétés espagnole et indigène, mais toujours dans un contexte de légitimation des relations en vigueur d'hégémonie et de subordination: « …la somptuosité qu'on veut donner à la festivité et qui fait que tous les éléments disponibles s'utilisent à des fins décoratives fait ressortir, *parce qu'étant caractéristique de la célébration en Amérique espagnole,* l'emphase donnée aux éléments de l'environnement naturel de l'homme: la faune, la flore et l'artisanat. Cela peut expliquer la 'symbiose qui s'est produit entre les croyances des natifs et la doctrine catholique' » [Nous avons souligné] (González, 1995: 41).

---

[18]Vers 1675, la population de Santa Fé étatit estimée en 5.000 personnes, bien qu'à *Pueblo Viejo*, zone indigène placée dans les proximités de *San Diego*, étaient logés environ 10.000 personnes.

Le rituel du *Corpus* était, ainsi, une institution médiatrice entre les pratiques socioculturelles des peuples indigènes et les traditions catholiques provenant de l'Europe, orienté à « une domestication progressive des mentalités et des corporalités » des populations soumises. La fête était élaborée autour de la thématique du mythe de la fondation du Paradis, qui cherchait à intégrer les indigènes à la chrétienté à travers son étroite relation avec la nature:

> « Sur la petite place on préparait le Paradis, qui était le purgatoire d'Adan et d'Eve, figuré par deux jeunes gens à demi nus et affublés de vêtements de plume, semblables à ceux qu'utilisaient les indiens. Avec des arbustes, on formait une imitation de parc, entouré avec des festons de laurier. Là gisaient toute la journée, au plus grand enchantement des mineurs, les animaux rares, comme les *cafuches*, les tatous, les *borugos,* les cerfs, les vautours, les ocelots, les singes et les perroquets; le serpent tentateur était une tripe de bœuf soufflée, avec une tête de coton mordant la pomme. Quelquefois figurait une grande baleine desséchée, faite avec une armature de *chusques* recouverte de papier peint en noir et avec des yeux faits de culs de bouteille » (Cordovez Moure, 1988: 187).

Dans ce contexte, « …les danses d'indiens, comparses de bal et cadres allégoriques représentent le rituel profane », à travers des « danses rituelles adaptées au cérémonial religieux » (González, 1995: 42). Dans une société coloniale fortement stratifiée, le bal se délègue « pour son exécution aux classes les plus pauvres » (Ibid.: 47), tendant à représenter la différenciation face à la morale chrétienne dans l'espace du rituel catholique, et en conséquence la stigmatisation, la moquerie et la condamnation sociale face à ceux qui le pratiquent: « Le bal offre la possibilité au corps de participer totalement à la modification de son espace accoutumé et pour cela son exécution est considérée perturbatrice de la norme sociale » (Ibid.). Pour cette raison, le bal se réglemente et se contrôle même dans le rite catholique et postérieurement disparait du cérémonial, ce qui est une preuve et un symbole de la recherche d'une unité progressive de sens dans la vie urbaine depuis l'époque coloniale.

La légitimité qu'atteignit ce type de rituels contrastait de manière significative avec d'autres traditions propres aux populations indigènes qui étaient proscrites par les institutions européennes étant donné leur éloignement des paramètres établis par la société conquérante: « …les Muiscas faisaient aussi leurs processions, et dans ces fêtes spéciales reliées aux récoltes, aux cycles naturels, aux investissements d'un cacique principal, l'enivrement était une partie fondamentale de la célébration » (Niño, 1996: 116). La *chicha*, boisson faite à partir de la fermentation du maïs, constitua très tôt l'expression d'une menace de l'ordre social, non seulement pour ses caractéristiques enivrantes, mais aussi parce qu'elle représentait une contravention à l'ordre moral imposé par l'église catholique sur les territoires du haut plateau *cundiboyacense*. Depuis lors, la *chicha* est reconnue comme la boisson « populaire » par excellence parmi les indigènes et les paysans, et les établissements où on la vendait, de même que cela devait

se passer avec le *pulque* au Mexique, étaient un point de réunion des étages inférieurs de la société coloniale.

Ce qui précède sera la cause de ce que ces lieux de réunion des classes populaires furent systématiquement poursuivis, non pas pour la boisson en soi, mais pour une série de facteurs de nature diverse, tels que l'attentat aux normes morales, la concurrence qu'ils représentaient pour d'autres boissons enivrantes et le risque d'altération de l'ordre social qu'entrainait la réunion de personnes, ce qui pouvait être la source d'éventuels révoltes et conspirations, spécialement aux temps de tempête politique. L'édit de l'archevêque Pedro Felipe de Arzúa du 29 septembre 1748, appuyée par une Cédule, disait:

> « Le roi… a ordonné de fermer les jours de fête les *pulperías*, établissements dans lesquels on vend la boisson appelée vulgairement *chicha*, pour les graves dangers qu'elle produit, aussi bien sur le plan spirituel que temporel, en manifestant les vives expressions qu'elle contient être la cause son immodéré usage de dangereux et soudains accidents corporels, de graves et grossiers péchés, de ce que beaucoup d'indiens et de gens du peuple restent sans aller à la messe les jours de préceptes, et de fauter contre l'explication de la doctrine chrétienne de laquelle ils ignorent tout (…), étant aussi la cause de disputes et de stupidités que privés de leur raison, ils déchainent entre eux; et, également, pour obtenir une plus grande consommation dans les *chicherias*, de jolies femmes se mettent à vendre de la *chicha*, près desquelles se trouvent généralement d'autres femmes de vie licencieuse qui provoquent des conséquences regrettables qu'on doit considérer et qui se fomentent avec les ingrédients que l'on mélange dans cette boisson et sont abominables, que par modestie ce prélat a omis de mentionner… » (Niño, 1996: 116).

On pouvait trouver beaucoup de ces *pulperías* dans différentes parties de la ville et plusieurs d'entre elles existaient dans le secteur de *San Victorino*, dont les vestiges peuvent encore s'apprécier dans quelques établissements de la zone, ce qui est une preuve de l'enracinement populaire, campagnard et indigène qu'a maintenu le secteur tout le long de son histoire.

C'est ainsi que, tandis que certaines pratiques socioculturelles étaient soutenues, il y en avait d'autres qui étaient clairement proscrites, dépendant des intérêts et des desseins de l'élite dominante. Dans ce sens, un autre aspect de la mise en scène rituelle pendant les festivités du *Corpus Christi* était l'existence d'un marché économique et imaginaire associé à la vie de l'environnement régional de la ville, c'est-à-dire, les éléments du monde américain qui n'étaient pas directement liés à la réalité construite par les européens dans l'espace continental:

> « À l'occasion des festivités (…), la place principale de Bogota présente durant plusieurs jours un aspect curieux: des plantations improvisées la

transforment en un jardin que l'on appelle le Paradis, où les indiens et d'autres personnes qui vivent dans la campagne des environs se réunissaient comme sur un terrain de foire, pour vendre ou simplement pour exhiber toutes sortes de produits qu'ils fabriquent, sans compter des fruits et des animaux rares ou extraordinaires » (Le Moyne, dans González, 1995: 41).

La mise en scène favorisée par le marché contribuait à « une familiarité avec les objets et les produits » existant dans les nouveaux territoires entre les espagnols, facteur qui favorisait le rapprochement entre les populations soumises, les ibériques et la société créole naissante, facilitant ainsi l'acculturation et l'intégration pleine des européens à l'écosystème où l'on essayait de perpétuer le processus de la colonisation.

Ce type d'exhibitions dynamisait le fait socioculturel du marché urbain naissant, dont les marchandises étaient extraites pour la plupart de cet environnement régional qui était contrôlé depuis le haut plateau. Ainsi, dans l'ambiance de la quotidienneté, le marché constituait la scène de cet échange de produits déjà reconnus par les habitants urbains dans le cadre des festivités. Sous prétexte de ces festivités, « personne n'arrive à la ville avec les mains vides parce qu'il est nécessaire d'orner le paradis » (Ibid.: 41), ce qui répercutait indirectement sur l'exubérance des marchés hebdomadaires réalisés sur les places de la ville (Photos 14-16).



Photo 14: PAYSANNE AMÉNANT DES ORANGES AU MARCHÉ DE BOGOTA – RAMÓN TORRES MÉNDEZ.
Pris de: TORRES MENDEZ, Ramón, s.f.



Photo 15: VENDEUSES DE POMMES DE TERRE – RAMÓN TORRES MÉNDEZ.
Pris de: CÁMARA DE COMERCIO DE BOGOTÁ. *Bogotá: estructura y principales servicios públicos*. Bogotá: Cámara de Comercio de Bogotá, 1978, p. 75.



Photo 16: MARCHANDS DE VOLAILLES - RAMÓN TORRES MÉNDEZ.
Pris de: CÁMARA DE COMERCIO DE BOGOTÁ. *Bogotá: estructura y principales servicios públicos*. Bogotá: Cámara de Comercio de Bogotá, 1978, p. 81.

La place espagnole, à l'époque médiévale, n'excluait pas la possibilité d'abriter dans son sein des dynamiques mercantiles, situation qui s'est maintenue durant l'époque coloniale dans les villes latino-américaines:

> « Au cours des siècles, ces places espagnoles durent adapter leur emploi au va-et-vient des usages et des traditions locales et à celles des peuples envahisseurs qui succédèrent à Rome. Face à ces périodes d'agitation et de guerres tellement continues, les villes se replièrent entre des murailles protectrices, restreignirent le milieu urbain et rognèrent les espaces publics les plus vulnérables, entre autres ceux des places publiques. La place, qui en Grèce et à Rome fut isolée, réservée aux piétons, fut objet de l'irruption ou fut traversée par des rues, et de nouveaux crédos religieux stimulèrent la destruction de ses édifices principaux. Dans l'environnement ainsi désordonné, les maisons se serrèrent, avec ou sans les arcades traditionnelles, *et réduite à sa plus simple expression, elle [la place] fut finalement destinée au marché public* » [Nous avons souligné] (Martínez, 1976: 57).

En Europe, ceci n'arriva pas seulement dans le milieu de la pratique sociale effectuée dans les espaces urbains. Au contraire, les textes classiques récupérés aux premiers temps de la Renaissance, inspiration du projet des nouvelles villes latino-américaines, ne rejetaient d'aucune manière l'idée de faire de la place un lieu consacré, entre autres choses, à l'échange de marchandises. C'est ce que dit l'un d'eux:

> « …le texte de Vitrubio en relation avec le forum, qui en s'hispanisant prit définitivement le nom de place. Les places, écrit cet architecte contemporain d'Auguste, doivent être utiles comme centre commercial et de spectacles. Pour que se déroule cette double mission, on recommande de prévoir tout autour d'amples galeries, au service des locaux occupés par les changeurs et les commerçants, et abri commode pour le peuple qui assiste aux événements. Voici l'origine, cette fois acceptée officiellement, de la place comme centre commercial, comme théâtre ouvert ou comme centre de distractions, de spectacles ou de diversions populaires; utilisations admises par l'autorité impériale d'Auguste et naturellement accueillies par le tempérament joyeux des espagnols qui, à leur tour, l'amèneront à leurs colonies. *Vitrubio a complété ses normes urbanistiques en recommandant la rigueur géométrique du rectangle pour la place* » [Nous avons souligné] (Ibid.).

C'est pour cette raison, et pour d'autres aussi, que les places coloniales des premières villes latino-américaines n'eurent aucun problème à incorporer, depuis le début, des activités reliées au commerce et à l'échange de produits, sans interférer dans d'autres fonctions intégrées à la dynamique socioculturelle de cette époque:

> « Au cours des quatre longs siècles qui mesurent son passé, se détachent ces places comme témoins d'évènements de la patrie, les plus significatifs et

> émouvants. Elles l'ont été en accord avec le sens des expressions nuancées d'*agora*, de *forum* et de théâtre. Sur leur sol se déroulait le marché public certains jours de la semaine. Des commerçants et des marchands les choisirent pour installer dans leur encadrement le magasin des produits d'outremer, les bazars de futilités, les brocanteurs, les postes d'approvisionnement d'artisaneries vernaculaires, les débits de *chicha*, la cantine, l'auberge et l'hôtel de voyage, services qui alternaient avec les ateliers où développaient leurs activités les tailleurs, les cordonniers, les bourreliers, les pharmacies, les postes d'écrivains publics et d'avocaillons. *Ces centres ont été des pôles d'attraction pour les activités de spéculations en biens immobiliers grâce auxquelles prospéra le développement de l'espace à partir des facteurs correspondants de valorisation ou de plus-value* [Nous avons souligné] (Ibid.: 130).

Dans le Santa Fé colonial, le marché des vendredis se réalisait sur la Place Majeure, bien qu'il existaient aussi des marchés qui fonctionnaient sur les autres places: celle du Parc Santander, connue comme « La Place des Herbes », car on y commercialisait des végétaux et des plantes aromatiques; et celle de *San Victorino*, qui ne fut officiellement un marché qu'au milieu du XIXème siècle, mais qui, par son caractère de porte et de port de la ville, donna lieu à un marché de produits qui ne pouvaient rentrer à la zone urbaine à cause de la difficulté qu'il y avait à y circuler, comme le bétail et le bois, en plus d'y abriter d'autres expressions spontanées de l'échange de biens et de services. Depuis lors, *San Victorino* se profila par son commerce en gros et la vente de matières premières pour l'activité productive. De son côté:

> « Le commerce agricole et potager avait comme centre de ses activités la place majeure de Santa Fé, où tous les vendredis avait lieu le marché public. Les paysans y assistaient avec leurs fruits, leurs légumes, les produits de leurs cultures potagères, et autres articles de consommation quotidienne. Les négociants et les traiteurs, à petite et moyenne échelle, s'y rendaient pour y obtenir des bénéfices pécuniaires comme résultats de leurs transactions (…). Le marché de Santa Fé - écrivait en 1647 Flórez de Ocáriz - 'est abondant et riche en aliments grâce à la fertilité de la terre pour toutes les graines naturelles et étrangères, et au bétail de toute sorte' » (Martínez, 1976: 99-100).

Les conditions climatiques et la qualité de la terre sur le haut plateau, ajoutées à l'extraordinaire proximité de terres tempérées, donnaient au marché de Santa Fé une variété incroyable de produits agricoles, caractéristique admirée encore aujourd'hui par les touristes et les voyageurs du monde entier, qui se réjouissent de la variété de fleurs, de légumes et de fruits tropicaux qu'on peut rencontrer dans cette région et dans d'autres de la Colombie. En sortant de la Savane de Bogota par n'importe laquelle des sorties de la ville jusqu'à la terre chaude, on peut trouver sur la route des postes de vente avec d'immenses quantités de fruits énormes, rares et merveilleux qui ont une saveur incomparable. Il convient de se rappeler que la Colombie est le second pays du

monde avec le plus de biodiversité, et cela s'observe dans les endroits où se fait le commerce rural.

Des mangues exquises, des papayes juteuses, des corossols géants, des grosses poules créoles et d'autres produits sans fin, produits confondus dans une effusion d'odeurs répugnantes et délicieuses, disposés sur le sol de la place ou sur des étalages pour être offerts à une paisible et hasardeuse procession de gens qui déambulent parmi les paysans campagnards indigènes pour remplir les garde-manger de leurs maisons, animés par l'activité et la fièvre d'échange. C'est la scène que nous pouvons imaginer qui se produisait le vendredi sur la Place Majeure:

> « C'est jour de marché, Une foule criailleuse.
> Midi sonne à la Cathédrale
> Tous les fronts s'inclinent, à la main le chapeau
> Et il y a du silence sur la place et dans la rue royale.
>
> Puis, de l'audience, la voix du crieur
> Crie que sera puni par la peine de mort,
> Ou capitale, tout schismatique, blasphème ou sorcier.
>
> 'Moi, le Roi' dit la cédule faite à l'Escorial.
> La sieste. On entend l'eau dans le chenal. Assoupi.
> Monserrate, dans le bouillard, s'efface lentement.
> L'après midi. Les Belles dames se voient au balcon.
>
> Et bénissant le peuple, la Place Majeure traverse,
> Sur sa mule noire, de prairie andalouse,
> L'Archevêque, dans la lente promenade à Fontibón »
> (Arciniegas, en Mercado, 1998: s.p.).

Et si l'Archevêque sortait vers Fontibón, il devait traverser le Pont de *San Miguel*, descendre par la rive du fleuve *San Francisco* vers le chemin à Honda, traversant inévitablement la petite place de *San Victorino*.

Mais, en dépit de l'affirmation d'autorité solennelle signalée par cette image poétique, les jours de marché étaient l'occasion et le prétexte qu'avait la ville coloniale d'alléger les hiérarchies imposées par la « société duele »[19] et de favoriser une rencontre dépourvue des formalités rituelles parmi les habitants de l'ample territoire régional:

---

[19] Le terme « société duele » s'applique à cette volonté des conquérants européens de créer une société différenciée par rapport aux indigènes, bien que les dynamiques socioculturelles aient converti postérieurement les scènes urbaines en lieux d'hybridation et de rencontre: « C'était (…) une société brutalement divisée en deux, dans laquelle conquérants et conquis constituaient deux strates juxtaposées, ne se pénétrant pas, une irréductible société duele. Le conquérant la créa par des faits et ensuite la justifia

« La place majeure, à la faveur du marché sur son sol et de la cathédrale en procession qui la traversait, vainquit l'isolement et le dénuement qu'elle eut dans ses premières années. Des gabelles tellement splendides lui rendirent le prestige qui lui avait été assigné au moment du tracé de la ville. (…) Sur le plan social, la Place Majeure eut un rôle très important: naître ou vivre dans son encadrement conférait du lignage ou était signe de richesse ou de prestance. Mais ces catégories perdaient leur position les jours de marché ou de divertissements publics, durant lesquels les habitants de Santa Fé, sans distinction de rang, s'appropriaient de la Place et, à l'abri de l'ambiance de fête, la tension des hiérarchies s'affaiblissait et les catégories des divers états se fondaient et se nivelaient. *La place devenait alors magnifique, étant un endroit fascinant de la démocratie* » [Nous avons souligné] (Martínez, 1976: 48-49).

À l'aide de cette citation, Martínez confirme le caractère démocratique du marché, au lieu de voir en lui une scène de pauvreté et de marginalité socioculturelle. Au contraire, cette vision reprend le caractère communal et « populaire » de la place, compris comme l'intégration entre les gens de l'élite et le peuple à travers des activités diverses et non pas forcément exclusives, revendiquant de cette manière *la validité du fait social du marché comme projection d'une réalité politique*, rendue évidente pas seulement sur le plan abstrait – et parfois fallacieux - du discours, mais à travers les objets, les pratiques et le contact humain casuel parmi les personnes qui dénuent, dans ce trajet, leurs motivations profondes et les contingences de leur condition sociale.

Quelque chose de semblable se passait à *San Victorino* le dimanche, mais à l'occasion des promenades que les habitantes de Santa Fé avaient l'habitude de faire dans les environs ou dans les alentours de la ville. Tout comme il arrive assez souvent dans les petits villages, les promenades étaient l'occasion de voir et d'être vu, de rencontrer les voisins et de jouir d'une occasion de distraction, et ils étaient aussi une manière de voir exprimé le fonctionnement de la société, de ses logiques et de ses hiérarchies: « …Le dimanche, c'était une autre chose: (…) les serviteurs et les enfants s'en allaient l'après midi au *Guarrús*de *Las Aguas* ou de Fucha, *et presque tout le meilleur de la population se promenait à* San Victorino, où l'on voyait passer les trois seules voitures qu'il y avait dans la ville, c'est à dire: celle du Vice Roi, celle de l'Archevêque et celle de la famille Lozano, appelé communément celle des Jerezanas » [Nous avons souligné] (Acevedo de Gómez, 1988: 59).

---

en la transformant en un schème totalement valable. C'était la condition nécessaire pour ce qu'il s'était proposée de faire, la conséquence irréversible de ce qu'il avait fait » (Romero, 1999:116-117).

Comme nous l'avons mentionné, la petite place de *San Victorino* était le point de départ des deux voies qui conduisaient au périmètre de la ville ou en dehors de celle-ci: la *Alameda* et le *Camellón*[20], ou chemin à Honda.

> « L'allée fut l'unique innovation dans l'espace public de la période coloniale. Ce fut, essentiellement, un élément paysagiste, avec des plantations d'arbres, des fleurs et des éléments décoratifs, dont le caractère principal était d'être un trajet d'épanouissement pour piétons, et situé sur les limites entre la zone urbaine et rurale. L'introduction de la végétation dans l'espace public a marqué le début d'une véritable révolution et d'une évolution de la pensée de la société coloniale. Les premières allées construites se situèrent de la manière suivante: dans le sens orient-occident - aujourd'hui la *Calle* 13 - à partir de ce qui correspond actuellement à la station du train et, dans le sens sud-nord - aujourd'hui *Carrera* 12 - entre *San Victorino* et *San Diego* » (Montezuma, 2000: 474-475).

Les *Alamedas* ont été conçues comme voies pour les promenades urbaines. Telle était leur fonction; au delà du secteur des *Alamedas*, ces chemins constituaient des routes vers l'extérieur. Mais près de l'espace urbain, la fonction des allées consista à offrir aux habitants la possibilité de jouir du paysage et du milieu rural; c'est-à-dire, d'être un endroit intermédiaire entre la campagne et la ville:

> « Bien que depuis le gouvernement du seigneur Zerda, qui s'occupait de tout, tout a été oublié, si ce n'est unterre-plein, qui a été fait dans le passage de Fontibón au temps du seigneur Guirior, et pour l'entretenir il fallait le refaire chaque année, ou chaque deux années: les égouts, dans celui du seigneur Flores, s'ils ne se font pas un terre-pleinformel en pierre, rapidement ce sera nécessaire de dépenser la même chose que ce qu'ils ont coûté: et une allée, ou promenade, à laquelle contribuèrent quelques amants du bien public, qui, si on ne leur refait pas de terre plein, seront rapidement impraticables, sauf en Eté » (Silvestre Sánchez, dans Mercado, 1998: 96).

Cette mention aux deux promenades urbaines date du XVIIIème siècle, mais la fonction des allées a continué et est devenue encore plus évidente dans la ville républicaine, ainsi que le manifestent quelques voyageurs de Bogota au XIXème siècle:

> « La *Alameda*, ou promenade publique, est située au bas de la ville, à *San Victorino*. Elle va jusqu'à *San Diego* et est très fréquentée les dimanches, après midi. (…) La promenade est longue d'une mille. Là, il n'y a pas de grands marcheurs et un bref tour est suffisant. De là, la vue s'étend librement loin de toutes édifications qui la gênent et capte entièrement la ligne de montagnes

[20]Terre-plein central qui donne lieu à un chemin pour les voitures. Le *Camellón de Honda* ou *Camellón de San Victorino* correspond à la voie qui communiquait Santa Fé et Fontibón jusqu'à bien entamé le XIXème siècle.

qui entourent la ville. Guadalupe et Monserrate, avec leurs cimes nuageuses, se voient très belles (Stewart, dans Romero, 1990: 90-91);

> « Bogota a une jolie promenade, l'*Alameda*, qui fait partie de la route à Tunja. Large, plane et bien droite, elle s'étend sur deux milles loin de la ville et sur ses bords il y a des arbres dont les troncs sont unis par une haie touffue de roses sylvestres. Bien que ni les habitants de la capitale, ni ceux de la campagne, n'aiment beaucoup se promener et se limitent à le faire sur les trottoirs de la *Calle Real*, il arrive que l'on voie, sur l'*Alameda*, surtout les dimanches, une nombreuse concurrence. Ceux qui fréquentent le plus cette promenade ce sont les jeunes élégants, qui montés sur leurs chevaux la parcourent tous les après-midis » (Gosselmann, dans Rivas et Bayona, 1988: 145).

La promenade sur les allées était, par conséquent, une promenade dedans la ville, effectuée entre *San Victorino* et *San Diego*, ou vers les rives du fleuve Bogotá. Mais de *San Diego* jusqu'au nord, la voie à Tunja s'ouvrait, et de la gare actuelle jusqu'à l'occident, en aval du fleuve *Fucha*, les voyageurs se dirigeaient vers les terres chaudes de la Cordillère Orientale qui débouchaient sur le fleuve *Magdalena*. Ainsi,

> « Si un observateur curieux observe le plan du Vice-royaume, il lui sera facile de se rendre compte qu'à la fin du XVIIIème siècle, la ville capitale était pratiquement isolée de ses provinces et du monde extérieur. À cette hauteur de son histoire, Santa Fé comptait sur les mêmes voies et les mêmes moyens de transport établis précairement dans ses premières années. Les habitants de Santa Fé, par la force d'une résignation consentie, s'étaient habitués au service fluvial du *Magdalena*, peu sûr et instable, et aux inconvénients des chemins y donnant accès. Les désavantages du fleuve comme voie de transport avaient été clairement dénoncés peu après la fondation de Santa Fé. Juan López, en 1543, et Antonio Jove, en 1583, se dirigèrent à la couronne lui demandant très respectueusement, à l'aide d'arguments imbattables, l'ordre d'abandonner le fleuve et d'expédier à sa place un mandat destiné à ouvrir un chemin praticable 'du fond de la lagune de Maracaibo à Santa Fé.' On ne s'occupa ni des raisons de l'un ni de celles de l'autre, parce que les pétitions pouvant impliquer la participation des caisses royales ne méritaient pas d'attention. C'est pourquoi le fleuve *Magdalena* a été, durant de longues années, la voie par excellence [(Photo 17)] » (Martínez, 1976: 100).

C'est ce qui explique que *San Victorino* ait toujours eu un rôle central comme voie de communication entre la ville et le reste du monde. Cela fut la raison pour laquelle la petite place a eu une signification spéciale pour Bogota, quant à l'histoire du transport urbain et interurbain:

« Nous avons mentionné plus haut les voies qui irradiaient de Santa Fé. Le transport de marchandises, dans le Nouveau Royaume de Grenade, se fit par ces mêmes voies. Il fut naturellement lent et angoissant, parce que les voies étaient lentes et angoissantes. La voie entre San Sebastián de Mariquita - nom donné tout d'abord au port de Honda - et Santa Fé exigeait énormément de patience pour la parcourir [(Photos 18 et 19)].

(…) « La première entreprise de transport dont on ait entendu parler, autorisée par la Real Audiencia en 1555, fut à la charge du commissionnaire de Facatativá, de Tocaima et de Sasaima, Don Alonso de Otalla et de son associé Hernán de Alcocer, commissionnaire de Bojacá. Ce fut le premier service de transport organisé entre l'embarcadère de Honda et la ville capitale. Avec des itinéraires plus ou moins fixes, servis par des troupes de mules, elle amenait et emmenait les marchandises destinées à l'exportation et celles qui arrivaient d'Espagne pour approvisionner les premiers commerçants de Santa Fé.

« Les troupes de mules mettaient sept jours pour aller de Honda à Santa Fé, et faisaient escale à Guaduas, Villeta, Agua Larga – Albán – et aux Manzanos. A cet endroit, près de Facatativá, on construisit une maison destinée à abriter les voyageurs. *On estime que ce fut la première construction destinée à un hôtel dans notre pays*. Une autre escale obligatoire était Fontibón, quand les eaux inondaient la partie basse de la voie, entre cette localité et Santa Fé.

(…) « Avec les sept jours de parcours entre Honda et Santa Fé, le transport de marchandises entre Cartagena et la capitale supposait 52 jours de voyage. Le coût total du fret s'élevait à 36 *pesos* forts, avec en plus quatre *reales* pour emmagasinement et quinze *pesos* par charge, correspondant au trajet entre le port de Honda et Santa Fé » [Nous avons souligné] (Martínez, 1997: s.p.).

¡Deux mois pour arriver à la Savane! Aujourd'hui le trajet entre Honda et Bogota peut se faire en automobile en ¡trois heures! Cette information nous précise l'isolement où se trouvait le haut plateau du Cundinamarca-Boyacá par rapport au reste du monde: « De Honda on monte à mille trois cents toises jusqu'à Santa Fé de Bogota. La route se trouve entre des rochers, de petites échelles taillées, de dix-huit a vingt pouces de large, de telle manière que les mules y passent difficilement; il est impossible de décrire jusqu'à tel point elle est mauvaise » (Martínez, 1976: 102).

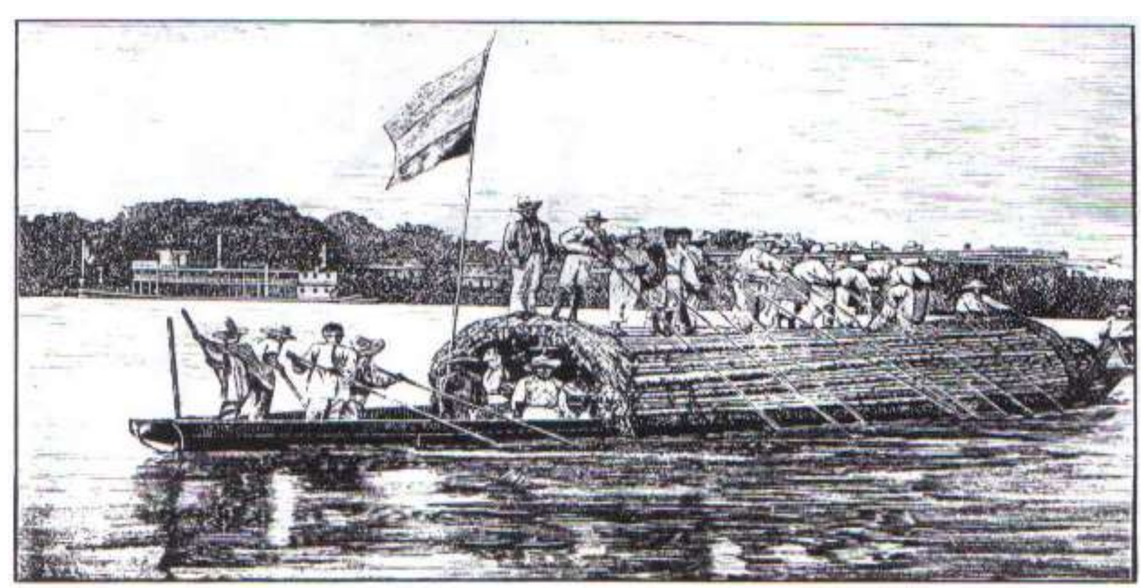


Photo 17: *GREÑAS* – SAMPAN ET BATEAU À VAPEUR.
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976,p. 118.
Dans cette gravure on peut apprécier les deux moyens de transport qui se sont le plus employées pour le déplacement de marchandises et de personnes par le fleuve *Magdalena* jusqu'aux époques antérieures au XXème siècle: le sampan, caractéristique de l'époque coloniale, qui était remorqué par des hommes, ceux qu'on appelait les « *bogas* », des indigènes ou des afro-américains, assignés pour ramer sur les bords du *Magdalena*; et le bateau à vapeur, forme de transport employé à partir du XIXème siècle tout au long du fleuve.

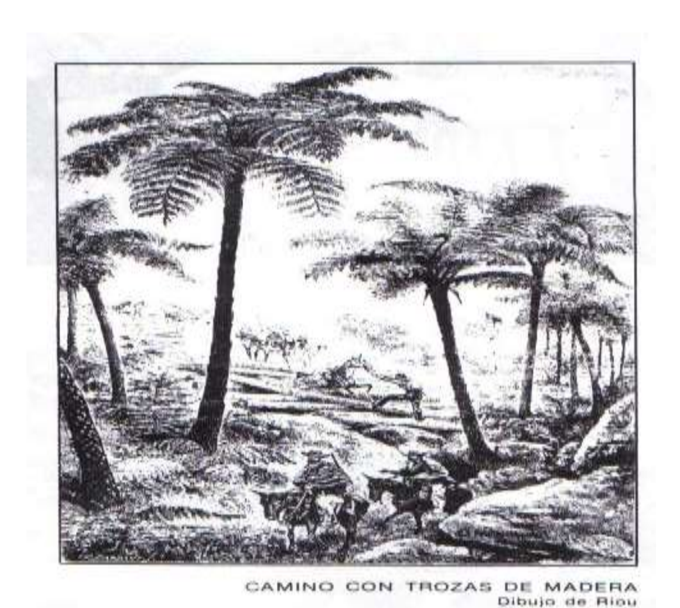


Photo 18: CHEMIN AVEC DES PLANCHES EN BOIS – EDOUARD RIOU.
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976,p. 118.

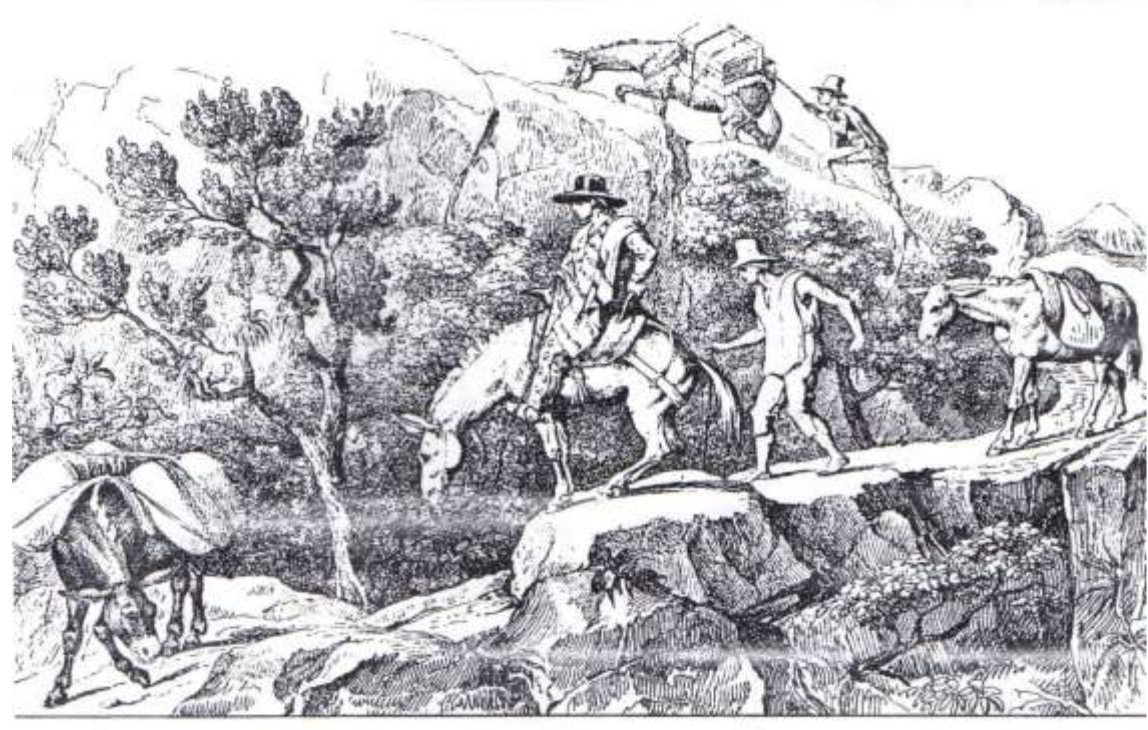


Photo 19: PASSAGE DU SERGENT SUR LE CHEMIN DE HONDA À SANTA FÉ. Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976,p. 101.

Cette situation conduisit au besoin absolu d'améliorer les voies reliant Santa Fé aux sorties de la ville, ce qui donna lieu à l'apparition de ce qu'on a appelé le *Camellón* sur la voie à Honda:

> « On a connu en 1575, sous le nom de '*El Camellón*', l'importante amélioration matérielle de la voie à Honda, sur le secteur compris entre Santa Fé et Fontibón. Il arrivait que, au moment des pluies, la lagune alimentée par le fleuve *Funza*, multipliait son débit et en se débordant, isolait ces localités et causait de grandes inondations. Pour traverser la lagune, on utilisait des sampanx improvisés. C'est un de ceux-ci qu'emprunta, pour se retrouver avec son père à la *encomienda* de Novillero, la belle dame de position sociale élevée et riche héritière, doña Jerónima de Orrego. L'*oidor*,Don Francisco de Anuncibay, qui courtisait l'attractive dame, prit note, quand il l'accompagnait, de l'état lamentable de la voie qui conduisait à l'embarcadère. A son retour à Santa Fé, l'*oidor* proposa à la *Real Audiencia* [Audience Royale] l'urgent besoin d'élever un terre-plein sur les terres entre Santa Fé et Fontibón pour donner une solution aux inconvénients du transport. Le projet fut approuvé. Cette même année, on commença les travaux avec un prêt infime des caisses royales au Conseil de Santa Fé.

> « Ce fut un travail très lent et très difficile parce que les apports qu'occasionnellement on lui apportait étaient infimes. Presque deux siècles après, en plein gouvernement du Vice Roi, on travaillait encore à ce terre-plein et aux deux fossés appelés égouts qui furent indispensables pour sa protection et l'écoulement des eaux. Le Vice Roi Pizarro dut pousser le travail avec la création d'un impôt aux bêtes qui entraient et sortaient chargées d'approvisionnements et d'articles divers. Grace à cet arbitrage, continué sous le Vice Roi Solis, on avança considérablement le travail et il devint une source importante de revenus qui se consacrèrent postérieurement à la construction de chemins, de ponts et de travaux publics » (Martínez, 1997: s.p.);
>
> « …l'Archevêque Vice Roi: A l'entrée de Santa Fé votre excellence trouverez une voie ou *Camellón* entre Fontibón et la capitale, construit grâce aux efforts du Vice Roi Pizarro et de son successeur, dans lequel s'enfonçaient les mules de charge, car il se formait là un immense bourbier qui interrompait pendant de nombreux mois de l'année la communication de la capitale avec les localités voisines » (Martínez, 1976: 102).

(Aujourd'hui, Fontibón n'est plus une municipalité proche mais un quartier de plus de la capitale et tout le trajet est complètement urbanisé, comme il arrive avec d'autres secteurs de la ville qui se trouvaient submergés en zones humides et sont maintenant des cadres d'activité urbaine actifs).

Le fait de connecter *San Victorino* avec les régions voisines à travers ces voies, transforma la petite place coloniale en un espace urbain où s'amoncelait une nombreuse population indigène et rurale; là avaient l'habitude de se retrouver les troupes de mules ou les groupes d'indigènes qui portaient des marchandises et des voyageurs sur leur dos ou dans des charrettes (Photo 20), qui s'utilisaient également pour amener au marché des meubles ou des matériaux de construction. Quand on avait besoin de leurs services, on pouvait les trouver sur le parvis des églises ou dans les *chicherías* des environs. Depuis lors, la paroisse commença à s'ériger comme scène de confluence des groupes marginaux ou subalternes de la société espagnole. La plupart des métisses (population qui se différencie des créoles pas la prédominance de ses racines indigènes) travaillaient comme artisans, marchands, épiciers et journaliers.

De cette manière, *San Victorino* commençait à acquérir de l'importance comme centre stratégique de rétro-alimentation des dynamiques urbaines, ce qui lui permit, au bout de deux siècles, d'être reconnu pour sa signification de premier ordre dans la ville qui croissait et se consolidait à partir de 1717 comme la capitale du Vice Royaume de la Nouvelle Grenade: « Quand en 1774, par ordre du Roi Charles III, on distribua la ville en huit quartiers, *San Victorino* occupait déjà un espace important dans Santa Fé, parce que sa position privilégiée à l'entrée de la ville en faisait un lieu de rencontre obligatoire

pour les voyageurs et pour le commerce de toutes les marchandises qui pourvoyaient la ville coloniale » (FENALCO, 1994: 8).



EL CARGUERO
Dibujo de Maillart

Photo 20: LE PORTEUR – MAILLART.
Pris de: MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976,p. 119.

Et justement, le 10 novembre 1774, à l'occasion de ces réformes qui portaient déjà des airs de modernité, la paroisse de *San Victorino* se transforma en quartier: « le quartier le plus grand de Bogota pour le XVIIIème siècle, avec 32 pâtés de maison » (Zambrano, 1998: 7), en incluant, naturellement, la petite place de *San Victorino*: « Son aire était limitée par soixante pâtés de maison, cinq desquelles limitaient la petite place de *San Victorino* » (De la Rosa, 1938 : s.p.).

Les endroits les plus représentatifs du quartier de *San Victorino*, hors la petite place et l'église, étaient « la maison des divorcées et l'hôpital des enfants trouvés, soutenus par les dîmes » (Fernández Piedrahita, 1998: 90), et de plus d'autres espaces urbains d'une certaine importance:

> « Une autre petite place existait dans ce secteur, celle de *La Capuchina*, en face du couvent du même nom et dont l'église se convertit en paroissiale quand l'ancienne fut détruite dans la décade de 1820. Sur la rive droite du fleuve *San*

> *Francisco*, à la hauteur de la *Calle* 8 avec la *Carrera* Onze, il y avait une dernière et informe petite place, celle de la Boucherie. Dans son ensemble, *San Victorino* avait 32 pâtés de maisons marqués au commencement du XIXème siècle, ce qui signifiait une surface de 32 hectares, c'est-à-dire, le 16 pour cent de la surface de Bogotá » (Zambrano, 1998: 26).

Vers 1803 apparaîtra sur la petite place un autre élément déterminant de l'espace urbain durant tout le XIXème siècle, et qui affectera de nombreuses dynamiques du secteur: la fontaine publique du quartier.

Le secteur avait toujours maintenu une relation étroite avec l'eau depuis sa fondation, due à sa proximité du fleuve *San Francisco*, déterminante pour sa configuration spatiale. Ce fleuve avait été employé habituellement pour le lavage du linge, pour la construction sur ses rives et à proximité de bains publics, pour l'écoulement des égouts, le dépôt d'ordures et les lettrines, ce qui engendra de graves problèmes d'hygiène et de salubrité (Mejía, 2000: 79). Tous ces éléments se réunissaient dans le voisinage de *San Victorino* car c'était la partie la plus basse des flancs des Collines Orientales et là s'amoncelaient les résidus de toute la ville. On n'a pas trouvé de référence visuelle de l'aspect du fleuve *San Francisco* et du pont de *San Victorino* à cette époque, mais le problème était latent au XIXème siècle.

C'est pour cette raison que cela commença à devenir un besoin important de doter d'eau et de services publics la ville, ce pourquoi la fontaine publique placée à *San Victorino* constitue une référence architectonique pour l'histoire de la modernisation urbaine. Sa construction résulta encore plus importante si l'on tient compte du fait que ce fut le dernier des aqueducs de ce genre installés dans la ville, après de nombreuses difficultés pour son installation: « Un cinquième et dernier aqueduc colonial eut Santa Fé. Il s'agit de celui assigné au quartier *San Victorino*. Les voisins de cette paroisse, anxieux pour avoir une fontaine publique dans sa place, présentèrent en 1680 une pétition avec la prière d'obtenir ce service mais ce n'est qu'en 1793 que le Conseil put satisfaire ces aspirations tellement justes » (Martínez, 1997: s.p.). « En 1680, une représentation apparaît dans laquelle divers voisins du quartier de *San Victorino* démontrent la nécessité qu'on les pourvoit d'eau parce qu'ils en manquent absolument et n'ont que des réservoirs » (s.a., 1938: 73).

La fontaine publique, inaugurée en 1803, fut placée, ainsi, « 123 ans après que les voisins du secteur l'aient sollicitée » (Rojas et Reverón, 1998: 229). On parle de deux fontaines: l'une en 1792 et l'autre en 1890, « amenée de France par le premier gérant de l'aqueduc Ramón Jimeno » (Ibid.). La fontaine de 1803 fut dessinée par Fray Domingo de Petrez, un renommé architecte de l'époque en Nouvelle Grenade.

En accord avec de nombreuses versions, on affirme que le rôle des curés fut décisif pour la construction de l'ouvrage:

> « Le quartier de *San Victorino* manquant d'eau potable, l'initiative particulière des voisins poussa à la construction d'un aqueduc, ouvrage de grande utilité publique, dont le coût se calcula en $8,000, que l'on devait réunir par souscription entre tous les voisins de ce quartier. On avait réuni $1.000 entre les puissants du quartier sans avoir frappé aux portes du chanoine Don Manuel de Andrade (alias 'le Bœuf'), qui avait la réputation de ne pas gaspiller son argent, qui n'était pas peu. Finalement les collecteurs se présentèrent chez lui, en ayant peu confiance d'obtenir un bon résultat. Le Chanoine leur demanda combien fallait-il pour compléter la somme prévue et on lui dit $7.000. - Je les donne, dit le Chanoine, parce qu'il faut que vous sachiez que pèse d'avantage le fumier d'un bœuf que celui de mille hirondelles » (Ortega, 1988: 42).

Il semble cependant y avoir une discordance entre cette information et les données d'un autre historien qui affirme que ce ne fut que 6.300: « La junte Municipale de Propios contribua à l'aqueduc de *San Victorino*, selon Mendihueta, avec 5.709 *pesos* et deux *reales*, somme à laquelle ce même Mendihueta ajoute les 6.300 pesos qu'apporta le curé de *San Victorino* pour finir les travaux, parmi lesquels se trouve la fontaine publique sur cette place, construite sur des plans de l'architecte Petrez » (Martínez, 1976: 93). Il est possible que cette différence corresponde à l'application d'un « dîme », c'est-à-dire, d'un tarif douanier sur l'argent apportée.

À la fontaine principale s'ajouta la construction de celle qui s'appelait « la petite fontaine », qui fut construite à la hauteur de l'actuelle Gare de la Savane: « …on la mit au service du public avec huit jets et quatre sur la *Pila Chiquita* [Petite Fontaine], qui se trouve quelques rues plus bas, que poussa alors le curé de *San Victorino*, docteur Abréu, qui, avec quelques voisins, donna les derniers mille pesos nécessaires pour cela » (s.a., 1938: 73).

Niño confirme l'affirmation du père Andrade, en affirmant que « Avec la quota du père Andrade, le 22 août 1803, l'eau arriva à la fontaine. Celle-ci fut le fond de *scènes animées des gens du peuple*, dans le cadre de chaumières de paille qui conformaient la place, lieu de *chicherías*, de *fritangas*, de bas commerce et d'habitants bruyants, avec son personnage central, la fontainière et sa cruche rouge, sa canne de bambou ou *guadua*, avec une corne en guise d'entonnoir » [Nous avons souligné] (Niño, 1996: 135). Pour la première fois, nous avons un récit historique faisant référence à cette « atmosphère de bas monde », l'obscur monde indigène et campagnard, faiblement décrit par les historiens urbains, qui se respirait dans ce secteur de la ville au début du XIXème siècle. C'est ce contexte socioculturel qui nous permet de comprendre clairement ce que signifie « le monde du populaire » comme créateur de « lieux de la subalternité », comme cadre de l'existence de cultures créées au sein des couches de la population avec moins de ressources.

Daniel Ortega présente une synthèse de l'importance historique de la fontaine durant le XIXème siècle dans *Architecture de Bogota:*

« Le dernier ouvrage de style que nous pourrions appeler colonial, s'inaugura le 22 août 1803 et dura en service près d'un siècle (Photo 21). C'est le Frère Domingo de Petrez qui l'exécuta, avec le tout à l'égout qui en dépend. Fait avec *atanores* en terre cuite pour conduire les eaux du ruisseau de l'Archevêque jusqu'au centre de la place – aujourd'hui de Nariño. Nous allons nous référer à ce vieux pilon dorique, bien proportionné, qui présentait à la hauteur du cavet un aspect agréable, même s'il se couronnait d'un stérile tas de pierres sur lequel se dressaient une lanterne et quatre vases rompus de terre cuite vitrifiée, motif ornemental très utilisé dans l'architecture du XVIIIème siècle. Sur une de ses faces il montrait l'écu des armes de la ville et sur la face opposée il y avait une pierre commémorative interrompant les métopes et les triglyphes et qui conservait les traces que, dans un moment d'exaltation patriotique, laissa l'ardeur belliqueuse respectant l'abréviation JHS et en effaçant l'inscription. La base presque détruite, la vasque effritée et les murs fendus par le temps qui commençaient à se couvrir de lichen, poussèrent à hâter sa démolition quand, avec une habile restauration, on aurait pu la conserver. Très longtemps elle servit d'animation de fond aux groupes de fontainières qui apportaient au voisinage l'eau de la fontaine, dans des cruches rouges, qu'elles recueillaient avec des cannes de bambou et un entonnoir de corne (Photo 22). L'installation de l'aqueduc en 1888 à l'aide de tuyaux de fer dans la ville rendit désormais inutile la fontaine.

« Le petit monument fut présent dans des faits importants de notre histoire, entre autres les premiers bonds démocratiques qui eurent lieu le 9 janvier 1913, entre les troupes du Président Nariño et celles du Congrès, sous les ordres du brigadier Antonio Baraya (…)

« [En 1814, à l'occasion de l'affrontement entre Bolívar et le dictateur Álvarez] Manuel Serviez dirigea l'attaque par *San Victorino* et, maître de la place de ce nom, enleva une plaque qu'avait posée Nariño pour perpétuer la mémoire du combat du 9 janvier 1813. (…) A cette fontaine s'est abreuvé le 4 mai 1816 une partie de l'armée de Seviez qui passa par Bogota, fuyant des troupes espagnoles qui marchaient sur ses arrières. Près de 400 hommes entrèrent par la *Alameda*, continuèrent par la rue de Honda et la Boucherie, et débouchant du Pont de *Santa Catalina*, prirent le chemin de Une vers Cáqueza.

« Sur les murs de maçonnerie de cette fontaine se brisèrent les échos des décharges qui interrompirent la vie de tellement d'hommes illustres et de martyrs de l'indépendance, fusillés à l'époque de la terreur sur le pont de *San Victorino*, dans la *Huerta de Jaime*, sur la petite place de *San Francisco*, à l'extrémité de la *Alameda* et contre la fontaine même où l'on arquebusa le 13 août 1816 le docteur José Ayala » (Ortega, 1988: 42-43).

Il est important de signaler que la fontaine publique de *San Victorino* s'alimentait du fleuve *Arzobispo*, situé à la hauteur de *La Merced* et passant par le Parc National actuel, et non du fleuve de *San Francisco*, qui passait juste à côté de la place. Ceci dû à des questions techniques qui déterminèrent la réalisation de l'ouvrage:



Photo 21: FONTAINE PUBLIQUE DE *SAN VICTORINO* – FRANCOIS-DESIRÉ ROULIN (1824).
Pris de: ÁLVAREZ RINCON, Beatriz. *François-Désiré Roulin: de La Guaira a Bogotá*. Bogotá: Banco de la República, Biblioteca Luis Angel Arango, 2003, p. 21.



Photo 22: PORTEUSE D'EAU – RAMÓN TORRES MÉNDEZ.
Pris de: FUNDACIÓN MISIÓN COLOMBIA. *Historia de Bogotá.* Bogotá: Villegas Editores, Volume 3, 1988, p. 28.

> « Le Supérieur des *Reverendos Capuchinos* a offert une licence au Père Domingo Petrez pour qu'il s'occupe de cette affaire importante pour le voisinage, puisque le travail du tracé passe au pied de *Monserrate*, c'est-à-dire, à la hauteur de *San Diego*. Le Père Petrez informa qu'en amenant l'eau par la *Alameda* de Santa Fé pour qu'elle sorte face à *La Capuchina,* elle sortira à la petite place de *San Victorino*, beaucoup plus bas que l'Église et que les petites maisons du *Regidor* Ugarte, et la fontaine, à cet endroit, sera mal placée et que là où on doit la construire, c'est à la moitié (là où elle se trouve aujourd'hui), l'eau ne peut pas monter par des conduites; que l'eau doit rentrer à la petite place par la *Calle del Prado*, c'est-à-dire celle de *Los Curas*, par le coin de la paroisse de *San Victorino* » (s.a., 1938: 73).

La fontaine commence à prêter un service important à la ville et devient le lieu de réunion des *aguateras* [porteuses d'eau], qui amènent le liquide de la fontaine aux maisons. Pour cette raison, la fontaine commença à devenir une importante borne urbaine autour duquel se tissa une partie importante des traditions populaires liées à la petite place de *San Victorino* durant le XIXème siècle.

Les voyageurs du XIXème siècle décrivirent avec enthousiasme ces expressions de la culture populaire créées autour de dynamiques sociales urbaines de la vie quotidienne:

> « Au milieu du XIXème siècle, Holton, en décrivant la petite place de *San Victorino*, écrivit que la fontaine 'a des inscriptions sur le parapet, le mur bas qui l'entoure et de nombreux jets d'eau jaillissant de tuyaux de fer. Il y a toujours autour d'elle un nuage de jeunes filles avec des mantilles et des jupons bleus, luttant pour mettre leur récipient avant leur voisine'. Des dizaines de porteuses d'eau et de servantes se pressaient autour d'elles tous les jours, commentaient les derniers faits de la ville et les avatars des familles pour lesquelles elles travaillaient ou auxquelles elles vendaient de l'eau » (Mejía, 2000: 173).

Pour cette raison, il devient intéressant d'observer que bien que l'aqueduc ait été une entreprise qui contribua à la modernisation de la ville, il fut aussi un borne urbain autour duquel le caractère populaire créé sur la place par les personnes provenant des couches inférieures de la « société duele » tout le long de l'époque coloniale, prit de la force: « Les porteuses d'eau et les déménageurs conformaient un groupe belliqueux qui opérait à partir de deux types d'endroits principaux: les *chicherías*, sales et obscurs (…) et les fontaines publiques, où se formaient des disputes phénoménales dans lesquelles, à côté des pierres volaient les débris des *múcuras* [jarres] cassées et des mots tels (…) qu'il vaudrait mieux ne pas avoir d'oreille, de même que le passage des égouts poussait les habitants de Bogotá à préférer ne pas avoir de nez » (Niño, 1996: 151).

En effet, la situation d'insalubrité de la ville était remarquable, ce qui provoqua ce qu'on a appelé « la crise des fontaines » et amena une épidémie de typhoïde à *San Victorino*; « En l'an 1870, survint une violente épidémie de fièvre typhoïde dans le quartier qui s'approvisionnait d'eau amenée du fleuve *Arzobispo*, dont les conduites passaient sous le tout à l'égout immonde qui descendait par la rue des *Béjares* » (Cordovez, 1987 : 342). Depuis lors, le service d'aqueduc pour les fontaines cessa d'être utilisé, ce qui produisit la disparition de la fontaine après la création du nouvel aqueduc en 1889.

Chapitre 3. Faits historiques et socioculturels sur la petite place de *San Victorino* durant l'époque républicaine (1820-1910).

A cette époque, les évènements en Europe commençaient à pousser à des réformes modernisatrices qui encadrent l'époque des indépendances en Amérique Latine: « Le XVIIIème siècle connait l'ascension du despotisme illustré qui entreprend des réformes cherchant la promotion spatiale et urbaine; il pousse à la colonisation d'espaces vides, improductifs ou non contrôlés; il consolide les frontières, essayant de faire disparaître les antérieures et il promeut les chemins » (Zambrano, s.f.: 87).

Cependant, ces avances n'arrivèrent pas à contenir l'intégration sociale et culturelle chaque fois plus accentuée des différents groupes humains existants sur le territoire conquis, ce qui était déjà manifeste dans les principaux centres urbains instaurés par le pouvoir monarchique: « L'indépendance s'initia au milieu de profonds changements d'urbanisation. Le schéma que les espagnols avaient essayé d'imposer depuis la Conquête, avec l'organisation de deux sociétés idéales: la 'république des blancs', la ville, et la 'république des indiens', la campagne, avait déjà échoué au XVIIIème siècle, en grande partie à cause du doublage en marge du contrôle des autorités coloniales » (Ibid.) Ainsi, la population indigène, qui de toute façon était supérieure à l'espagnole dans la ville durant la Colonie, ouvrit le pas, avec l'intégration socioculturelle croissante, à la consolidation des partisans dérivés de l'hybridation et du métissage.

À cause de cela, la ville de Santa Fé, à la fin de l'époque coloniale, se convertit en un micromonde où se trouvaient représentés les différents niveaux et les états d'une société majoritairement créole. C'est à ce moment là qu'apparaîtra une figure historique qui atteindra une signification particulière dans le contexte de Bogota et, plus particulièrement, du secteur de *San Victorino*: le Général Antonio Nariño, né dans la ville en 1765 et mort à Villa de Leyva en 1823 (Photo 23).



Photo 23: ANTONIO NARIÑO (1765-1823).
Pris de: *Álbum del Centenario 1810-1910*. Bogotá: Banco de la República, 1910, s.p.
NOTE AU PIED DE L'ILLUSTRATION: « A ce distingué citoyen de Bogota correspond la première place entre ceux qui ont lutté pour obtenir l'émancipation colombienne, car avec un zèle infatigable il a travaillé à la propagation des idées de liberté et d'indépendance, se consacrant, avec une ardeur enthousiaste, à chercher la liberté de sa patrie; en conséquence, le mouvement révolutionnaire qui éclata le 20 juillet 1810 peut être considéré comme le résultat des efforts de Nariño, car il a semé l'arbre de la liberté qui a germé ce jour et de manière tellement sublime. Nariño a été l'homme le plus illustre, ou pour le moins dont le mérite fut le plus grand, que la Colombie a vu figurer sur la scène politique de l'époque de la grande guerre; et en effet, sa figure brille luxueusement entre celles des grands hommes qui existèrent alors et qui formèrent une constellation qui brillera éternellement dans l'histoire du monde américain ».

> « C'est le premier de nos hommes illustres de la patrie. C'est le premier qui rêva d'une patrie libre et le premier qui souffrit pour elle, méritant ainsi le titre de Précurseur de l'Indépendance.

> « Fils de patents illustres, il se distingua dès sa jeunesse par une grande culture et par ses manières attrayantes. (…) Il traduisit les Droits de l'Homme et les commentait chaleureusement.
>
> « Prisonnier en 1704 à cause de ses poussées révolutionnaires, il fut emmené à la prison de Cádiz, d'où il s'enfuit et il retourna chez lui. De nouveau prisonnier, il fut conduit au bagne de Cartagena d'où le sortirent ses amis en 1810 pour le faire Président de la République et général des armées. Vaincu à Pasto en 1813, il souffrit les chaines à Cadiz jusqu'en 1819, [quand il fut] élu Sénateur de la République » (Florencio, 1962: 60-61).

Nariño, appartenant aux loges maçonniques, traducteur des Droits de l'Homme et propriétaire d'une imprimerie qui lui permit de les diffuser de manière clandestine par les rues de Santa Fé, fut le seul des grands personnages de l'indépendance de la Nouvelle Grenade (en même temps que Bolívar et Santander) à être originaire de la ville, ce qui lui permit d'établir un lien étroit entre les avatars de son existence et l'histoire urbaine. De plus, une série de faits liés aux luttes pour l'indépendance de la Nouvelle Grenade le situent en relation directe avec le secteur de *San Victorino*. Après le cri d'indépendance en 1810,

> « Les différences relatives au système d'organisation nationale furent cause de rivalités entre les autorités de Cundinamarca, défenderesses du centralisme, et les représentants des autres provinces, qui défendaient le système fédéral. Les arguments d'Antonio Nariño, président de Cundinamarca, en faveur d'un régime centraliste, provoquèrent la division avec les députés du Congrès des Provinces Unies de la Nouvelle Grenade, réuni d'abord à Villa de Leyva et transferé ensuite à Tunja.
>
> « Ces différences se terminèrent par un affrontement militaire, considéré comme la première guerre civile de l'époque républicaine, gagnée par les centralistes en janvier 1813 » (González, 1995: 28).

Dans cette confrontation entre fédéralistes et centralistes se livra une bataille décisive sur la petite place de *San Victorino*, décrite ainsi par José María Espinosa, protagoniste de cette bataille:

> « Le chef fédéraliste Baraya, au lieu de profiter de son premier triomphe à Ventaquemada et de continuer vers la capitale, perdit de nombreuses journées à réorganiser ses gens et à prendre d'autres providences, certainement pour augmenter son armée et assurer le coup; c'est ainsi que jusqu'au 24 décembre [de 1812] il ne se mit pas à assiéger la ville, étendant sa ligne de siège d'Usaquén, pour la Savane, jusqu'à Tunjuelo. Nariño, depuis l'arrivée du brigadier Leyva, avait déjà commencé à organiser des forces de milices et à construire des fortifications pour la défense de la ville. Baraya

avait cinq mille hommes et comme on disait qu'il leur avait offert le pillage, et il y avait des antécédents poussant à avoir peur de tout de la part de ces gens, on déploya la plus grande activité. On fit des prières publiques, on donna aux troupes le nom de *Jésus*, et tout le clergé, en particulier la communauté des augustiniens, se distingua par ses services patriotiques. *Notre campement était situé sur la petite place de* San Victorino, et l'artillerie, qui avait pour chef le colonel Cancino, se trouvait en très bonne position (…)

« Nariño comptait sur le triomphe, bien qu'il n'avait que trois mille hommes, alors que Baraya amenait des officiers comme Ricaurte (Joaquín), Santander, Girardot et d'autres excellents; mais désireux d'éviter l'effusion de sang, il proposa des arrangements qui furent rejetés, et à leur place on imposa des conditions humiliantes (…). Les campements de *San Victorino*et de *San Diego* présentaient un aspect animé. Le général Nariño parlait avec tous de manière joviale, et accompagnait les dames pour visiter les camps et être présent pendant les manœuvres (…)

« Un matin, on appela pour la formation et le général Nariño se présenta à cheval, parcourut les files et lut à haute voix les propositions de Baraya qui, entre autres choses, exigeait que nous nous rendions à discrétion et qu'on lui livre le général Nariño. La troupe exclama alors, d'une seule voix, et pleine d'indignation : '¡D'abord la mort que de livrer notre général!' Nariño, en effet, était l'idole du peuple, pour son affabilité et sa politique, pour sa valeur et surtout pour l'union et la concorde qu'il venait d'établir avec l'église et le clergé. Nariño, enthousiasmé, harangua avec éloquence et conclut que nous étions invincibles (…)

« La plus grande partie, et le meilleur des gens de Baraya attaqua par *San Victorino* en rentrant par le beau *Paseo del Prado* qui se trouvait là alors; une autre colonne, par la *Huerta de Jaime* [actuelle place de *Los Mártires*] et une autre par San Diego. Les deux dernières furent reçues par notre artillerie, dirigée par Armero et Aguilar. Ni la moitié résista aux six ou huit décharges qui se firent avec de la mitraille, par quatre canons de quatorze, puisque dans la troisième ils ont commencé à se disperser. La fusilerie attaqua par le front, et l'ennemi fut entièrement mis en pièce par une charge à la baïonnette. La cavalerie fit le reste, poursuivant et mettant en pièce les fugitifs » [Nous avons souligné] (Espinosa, 1988: 112-113).

Ce haut fait héroïque de Nariño lui conféra une place sans précédent dans l'histoire de la ville et du pays. Nariño s'érigea ainsi comme le premier héro de l'indépendance à fournir, à travers la lutte politique, les bases de l'unité nationale.

Mais les inconsistances de la « *patria boba* » et la fragilité des institutions, unies à la défaite des troupes napoléoniennes en Europe, permirent aux Espagnols de tenter la

reconquête des territoires américains qui avaient revendiqué l'indépendance. C'est ainsi que le pacificateur Pablo Morillo, après avoir fait le siège de la ville de Cartagena de Indias, avancera sur Santa Fé. Vers 1816,

> « *Sur la place de* San Victorino *on installa l'échafaud où, sur l'ordre du pacificateur Pablo Morillo on arquebusa des hommes illustres. Là, le 6 juin de cette année, fut sacrifié le défenseur de la patrie, originaire de Santa Fé, Don Antonio Villavicencio*. Les troupes somptueusement habillées et les cavaleries espagnoles, accompagnées de leurs tambours et de leur bande de guerre, assistèrent à cet acte.
>
> « Le 25 octobre suivant on alluma un bûcher au centre de cette place ou dans un grand appareil martial les inquisiteurs espagnols firent brûler une charrette de manuscrits, de portraits, de gazettes, de bulletins et d'autres feuilles imprimées qui n'échappèrent pas aux inspections domiciliaires » (Martínez, 1978: 182).

La petite place de *San Victorino* fut ainsi la scène d'épisodes importants reliés à l'histoire de Bogota et de la future nation colombienne. Parmi les faits remarquables on sait que Pablo Morillo aurait ordonné le revêtement de la petite place, comme prélude à une nouvelle ère de l'histoire de ce secteur de la ville. À partir de ce moment celle-ci adoptera le nom de « place ».

La victoire définitive des créoles en Nouvelle Grenade fut un facteur déterminant de changement des processus de transformation sociale et urbaine. En effet, « …ce qui arriva à Bogota au cours des neuf décennies entre 1819 et 1910 représente le moment de la rupture avec le système social qui lui avait donné origine, le colonial, et la construction d'un autre ordre urbain, le bourgeois capitaliste » (Mejía, 2000: 20). Bolívar, le principal artisan de l'autodétermination nationale en Amérique du Sud, avait triomphé sur l'Espagne grâce aux crédits concédés par des nations comme la Grande Bretagne et la France et à l'appui politique des États-Unis, ce qui donna lieu à une nouvelle relation de dépendance face aux régimes libéraux dont la consolidation hégémonique progressive devint inévitable, malgré les difficultés de la transition vers la modernité que l'on expérimenta durant le XIXème siècle[21].

De la même manière que cela arriva dans d'autres régions du monde, la ville de Bogota (qui adoptera ce nom après la geste d'indépendance) commença un lent travail de

[21]La situation des indépendances répond à ce que certains auteurs, comme Walter Mignolo, ont appelé « autocolonisation au nom de l'autodétermination », c'est-à-dire, le geste de lever les drapeaux de l'indépendance face aux déjà anciens empires coloniaux de la Renaissance, pour se mettre au service, non seulement de l'économie des naissants empires de l'Illustration, mais aussi de leurs idées, de leurs croyances, de leur nouveau projet de société et de leurs réussites scientifiques, techniques et technologiques obtenus à partir des immenses richesses extraites du Nouveau Monde (Mignolo, dans Castro-Gómez, 1999).

transformation urbaine intégré aux nouvelles conditions historiques dans lesquelles se débattait la modernité naissante. Dans ce sens,

> « Le processus de modernisation de Bogota fut particulièrement lent. En raison de son isolement, la ville se trouva déconnectée des forces modernisatrices qui firent sentir leurs effets de manière plus rapide dans d'autres villes latino-américaines, condition qui permit à l'élite traditionnelle de ne pas compter sur la compétence des courants migratoires d'étrangers qui lui disputeraient sa prééminence sociale et culturelle. Comme conséquence de ce retard, la ville continua à être dirigée par des principes sociaux et culturels provenant de la tradition » (Zambrano, 2002: 9).

À ce moment, la ville avait à peu près 40.000 habitants, 6.000 d'entre eux résidant dans la paroisse de *San Victorino* (Martínez, 1976: 114). Bien qu'il ait été le quartier le plus étendu de la ville il continuait à être, paradoxalement, le plus dépeuplé. Durant la première moitié du XIXème siècle, « L'expansion en surface signifia (…) la conformation de paroisses anciennes mais dépeuplées de *Santa Bárbara* et de *San Victorino* comme véritables noyaux résidentiels de la ville » (Mejía, 1997: 110). L'édification sur la surface de la Santa Fé coloniale se densifia; cependant, « Jusqu'à l'année 1862 la ville était un grand village, et les gens aisés ne s'aventuraient pas à vivre *en dehors du périmètre compris dans les zones externes aux fleuves* San Francisco *et* San Agustín,*La Candelaria* et le pont de *San Victorino*, sauf de rares exceptions » [Nous avons souligné] (Rivas et Bayona, 1988: 174). Cette situation permet de confirmer la condition que *San Victorino* avait alors comme zone périphérique de la ville, aussi bien quant au nombre de ses habitants que par rapport à leur position sociale.

La transition de ville coloniale à ville moderne se montra dans l'espace urbain à travers « …la conversion des espaces publics de la ville en éléments symboliques de l'idéologie républicaine » (Mejía, 2000: 21). Cela était, ainsi, appréciable dans les pratiques sociales célébrées dans les scènes de rencontre de Bogota, ayant comme exemple la célébration du Triomphe, qui représente « ...le début d'une période historique marquée par la présence de protagonistes de caractère héroïque convoquant toute la nation pour qu'elle s'unisse à la réjouissance générale et qu'elle rende hommage de gratitude et de reconnaissance au Général Simón Bolívar (…) et aux autres chefs militaires, officiers et soldats ayant participé à l'acte d'indépendance » (González, 1995: 51). Le Triomphe était « un acte de participation communautaire » réalisé le 18 septembre auquel on convoquait le « …sélé (sic) républicain, l'admirateur enthousiaste de l'antiquité héroïque qui voit avec surprise se reproduire de nos jours les plus brillantes scènes de la Grèce et de Rome » (*Gazeta Extraordinaria de Santa Fé de Bogota,* dimanche le 17 octobre 1819, pages 48-50, dans González, 1995: 51)[22]. La référence à la civilisation Occidentale est ici

[22]On a inclus parmi les actes de création de la nouvelle République et d'instauration de la fête du Triomphe: « 5°. Pour l'éternel monument de ce service immortel, et de la profonde reconnaissance de ce Peuple *on élèvera une colonne à l'entrée publique de* San Victorino. Là, on inscrira à l'endroit le plus éminent

évidente, ainsi que la continuité de la forme rituelle des festivités de la modernité, qui à la fois substitue et projette les formes idéales de la vie sociale à l'usage de la chrétienté »[23].

Cependant, d'autres pratiques socioculturelles urbaines, qui n'arrivaient pas à susciter le même intérêt collectif, mettaient en évidence le même phénomène d'insertion dans une nouvelle époque: les harangues sur la place, les promenades dans la ville ou les conversations des réunions en société devenaient des situations plus communes et quotidiennes mais révélaient des transformations profondes des manières d'être et du comportement des individus.

Les villes étant les centres symboliques et économiques fondamentaux pour le projet moderne de la bourgeoisie et l'idéal de l'État-Nation ayant avec elles une corrélation politique-culturelle, les espaces urbains commencent à être le reflet de la modernité et ses gouvernants se mettent à la tâche d'y développer des scènes et des usages répondant aux dynamiques politiques et économiques constitutives de ce nouveau système social. Même ainsi, le manque de ressources, l'instabilité sociale du nouveau pays, la lente avance des travaux publics et les difficultés du processus culturel réformateur, firent

---

le nom du Général Bolívar et, après, celui de tous les héros qui ont combattu à Boyaca » [Nous avons souligné] (González, 1995: 56). Ce monument n'existe plus actuellement.

[23]À ce sujet, Marcel Gauchet pose la question de « la continuité de l'Un religieux » pour expliquer la persistance, sur le plan de la modernité, du principe universaliste élaboré par les idées religieuses dominantes en Occident, c'est-à-dire, de l'Unité exprimée dans le monothéisme judéo-chrétien. Gauchet pose une affinité entre les préceptes chrétiens et ceux de la première modernité, plutôt que la gestation d'une rupture définitive entre les uns et les autres, établie par les révolutions du XVIIIème siècle: « …l'originalité radicale de l'Occident moderne consiste entièrement dans la réincorporation, au cœur du lien et de l'activité des hommes, de l'élément sacré qui les a toujours modelés d'en dehors. Si nous pensons que la fin de la religion existe ce n'est pas seulement par le déclin de la croyance, pas seulement par la recomposition de l'univers humain-social en dehors de la religion, mais à partir et en contresens de sa logique religieuse originale, [dans un] processus de dissolution et d'inversion de l'immémoriale influence organisatrice du religieux. (…) Si un ordre humain a pu se développer, qui a pu rompre à tel point avec les antérieurs, (…) c'est dans les potentialités dynamiques exceptionnelles de l'esprit du christianisme qu'il convient de situer sa première racine. Celles-ci fournissent un foyer de cohérence permettant de capter la durable solidarité essentielle de phénomènes aussi évidemment peu liés entre eux que le surgissement de la technique et la marche de la démocratie. Ainsi, le christianisme aura *été la religion de la sortie de la religion*. (…) Nous devons ajouter à cela immédiatement que le christianisme, pour cette raison même, continue à être la religion possible d'une société selon la religion, uni comme il l'est par une solide connivence avec les aspects de l'esprit du siècle qu'il a le plus combattu, et avec lesquels demain il peut de nouveau entrer en relation là où, comme en Europe, et en particulier en terre catholique, et à différence de l'Amérique, il s'est appuyé sur l'univers dont il sortait » (Gauchet, 2005: 9-10). À ce sujet, il devient important de souligner que la notion d'unité n'est pas, pour Gauchet, un synonyme d'homogénéisation, mais d'intégration de la dualité et de la multiplicité dans l'indifférentiation de l'Un-tout, conception que la philosophie grecque est arrivée à élaborer parfaitement. L'universalité des droits et des principes par lesquels la société moderne arrivera à se gouverner, en particulier à partir de la Révolution Française, rend compte aussi bien de la continuité de ce facteur d'unité que de la prétention de l'Occident d'établir les bases de l'empire moderne naissant autour de tels prémisses. Au début du système-monde global, l'Etat a été l'institution qui a assumé le rôle d'universalisation affiché jusqu'à la Renaissance par la religion catholique.

que durant le XIXème siècle une série de pratiques sans cohérence avec les idéaux républicains se soient maintenues, qui prévalurent comme prolongations de la ville coloniale. Du point de vue socioculturel, l'influence remarquable des institutions ecclésiastiques sur le territoire américain durant la colonie joua un rôle de premier ordre sur la continuité de nombreuses structures sociales existant avant les indépendances.

Le secteur de *San Victorino* s'est transformé conformément aux processus sociaux spécifiques de ce moment historique, mais aussi sous l'influence de facteurs définis par une autre série d'évènements reliés à des faits de caractère éminemment local. En réalité, au cours de ce siècle il n'y eut pas beaucoup de transformations en relation à ce que *San Victorino* avait été durant l'époque coloniale.

Jusqu'au dernier quart du XIXème siècle, les limites de la ville se maintinrent inaltérées et ce ne serait que jusqu'à l'expansion de la ville jusqu'à Chapinero que commencerait une intégration de la ville avec le reste des territoires de la Savane. De cette manière, *San Victorino* a continué à être le référent pour signaler la limite occidentale de la ville: « Felipe Pérez, dans sa géographie de 1863, écrivait que Bogota avait à cette date une extension de trois kilomètres entre *Las Cruces* et *San Diego*, et de deux kilomètres entre l'église de Egypte et la fin du *Camellón de San Victorino* » (Mejía, 1997: 113). À l'occident de *San Victorino*, se trouvait un cimetière pour indigents, un des deux cimetières publics de la ville durant la première moitié du XIXème siècle, qui ne fut plus utilisé postérieurement (Mejía, 2000: 222).

Déjà en 1830, « Deux ponts se chargeaient de communiquer *San Victorino* avec la Cathédrale. Le premier, à la hauteur de la *Carrera* Neuvième, était connu comme le *Puente Nuevo* [Pont Nouveau]; et l'autre, nommé de *San Victorino*, aussi important pour Bogota que celui de *San Francisco* mais de moindre facture, se trouvait situé sur la *Calle* 12 avec la *Carrera* Treize » (Zambrano, 1998: 26). Ce dernier pont est celui qui permet de situer la position exacte de la petite place coloniale et la place républicaine par rapport à l'aire actuelle du *Grand Carré Antonio Nariño* (Carte 9). Le pont était une référence obligée et un point de passage de la ville pour les habitants et les visiteurs: « …on fixera des édits d'assignation aux endroits accoutumés, c'est-à-dire aux coins de la Grande Place, spécialement au coin de la tour, sur les ponts de *San Francisco*, de *San Agustín* et de *San Victorino*, sur celui de *San Juan de Dios* et sur le coin du Noviciat de la Compagnie de Jésus » (s.a., 1938: 97). Les ponts étaient les trois entrées de la ville.

En 1827 un évènement se produira qui donnera un tournant à l'histoire de la place et à son identité avec la Santa Fé coloniale:

> « …deux très forts tremblements de terre causèrent des dommages dans la capitale. Le premier, qui se produisit en juin 1826, mit en ruine les églises de Guadalupe et Monserrate et causa des avaries dans quelques temples et dans des résidences du centre. Le deuxième, en 1827, encore plus impétueux fit tomber, causant des dégâts intérieurs, les coupoles de *El Sagrario* et de *Santo*

> *Domingo*, *détruisit totalement l'église de* San Victorino et laissa des dégâts dans les églises de *La Veracruz*, de *San Francisco*, de *San Juan de Dios* et de *Santa Bárbara* » [Nous avons souligné] (Martínez, 1976: 110).

Don José Manuel Rivas Groot a vécu le tremblement à Santa Fé et décrit ainsi le fait dans ses mémoires:

> « 'Il avait plu - dit-il – et le ciel était obscur, quand tout le monde sortit de là où il était, poussant des hurlements terribles; et comme cela s'est passé au même instant dans la population, un écho épouvantable et effrayant se forma, uni au bruit semblable à un coup de tonnerre sourd qui produisait la secousse ou le craquement des boisages des maisons, en même temps que l'on entendait toutes les cloches, comme si on les faisait sonner toutes ensemble, à cause du balancement des tours et des clochers résultant de l'oscillation de nord à sud.
>
> « 'Tout le monde sortit des maisons et des magasins vers les places et les faubourgs de la ville, personne ne se sentant sûr sous les toits. Cependant, les gens ne s'effrayèrent pas autant avec ce tremblement de terre qu'avec l'antérieur, bien que celui-ci ait été beaucoup plus violent et qu'il ait fait tellement de dégâts' » (Rivas Groot, dans Bermúdez, 1925: 34).

Cette situation produisit l'entrée de la paroisse à l'époque bourgeoise libre de tout référent architectonique qui puisse évoquer la société traditionnelle caractéristique de la ville coloniale (Mejía, 2000: 148). Mais, en même temps, il était évident que la place avait perdu un élément symbolique fondamental de son identité:

> « 1827.- Le tremblement de terre qui fit des dégâts dans Bogota, détruisit totalement le temple de *San Victorino*. Cet évènement rabaissa naturellement la catégorie de la place. À toute époque et dans toute ville, l'étroite alliance entre le temple et la place est un facteur qui confère des exaltations mutuelles. Le pouvoir d'attraction des murs sacrés concède au voisinage immédiat d'innombrables bénéfices d'ordre matériel. En même temps, la place détache les tracés de l'architecture et prête un espace pour les processions et les autres cérémonies rituelles, et auparavant, dans l'ordre urbain, une place sans temple, ou un temple sans place en face de lui, était une composition de moindre catégorie; et par temple il ne faut pas comprendre seulement celui destiné au culte mais aussi celui qui accepte le sens figuré » (Martínez, 1978: 184).

C'est ainsi que *San Victorino* acquit, durant le XIXème siècle, une connotation d'usage très étroitement lié au processus modernisateur dans lequel commençait à s'insérer la ville, et qui impliquait le déracinement face aux éléments locaux et régionaux de la scène urbaine et la relation progressive de celui-ci avec les processus historiques survenants

dans d'autres parties du monde, en particulier en Europe, aux États-Unis et dans le reste des pays américains.

C'est l'époque durant laquelle des transformations commencent à se présenter dans la société européenne qui stimulent l'affluence de voyageurs vers le reste du monde connu et colonisé par l'Occident. L'influence de l'illustration et l'appât de cosmopolitisme instaurent une époque dans laquelle un plus grand nombre de personnes commencent à entreprendre de traverser le monde, soit en voyage d'affaires, soit comme intégrants de missions diplomatiques ou scientifiques, ou simplement pour le désir de voyager. Pour cela, les récits de voyageurs sur Bogota commencent à se faire plus fréquents comme conséquence des facilités de voyage et des commodités qu'offrait le bateau à vapeur et d'autres améliorations dans l'interconnexion que Bogota commençait à établir avec le monde:

> « [Holton signale] que l'entrée à Bogota, en arrivant de Honda, se trouvait à l'endroit où la Savane n'était plus un terrain plat et commençait à s'élever. À cet endroit, 'ce qui paraissait un pont avec des inscriptions sur les deux côtés ne l'est pas en réalité, sinon un mur pour indiquer l'entrée de la ville'. Un peu plus loin, le voyageur arrivait au début de la rue de Palacé (*del Prado*, *Camellón de San Victorino*, ou *Alameda Nueva*), 'la plus large de la ville et de la Nouvelle Grenade'. Celle-ci avait la forme d'un entonnoir et débouchait sur la place de *San Victorino*, où la plus grande fontaine d'eau qu'avait Bogota provoquait la présence constante et bruyante des porteuses d'eau. Très près de la fontaine, un petit mur bordait la rive du fleuve *San Francisco*, dont on pouvait apprécier le cours dix pieds plus bas » (Holton, s,f.: s.p.).

Étant donné que le pont de *San Victorino* était situé à l'extrémité sud-orientale de cette place, toutes les personnes et le trafic commercial qui arrivait à Bogota par l'occident devait traverser la place en diagonale, en direction sud-orientale, s'ils voulaient rentrer à la paroisse de la Cathédrale. De plus, « si les marchandises venaient dans des charrettes très grandes, il était nécessaire de réaliser un transbordement avant de traverser le pont, étant donné que les autorités ne permettaient pas le passage d'un attelage de deux bœufs ou plus » (Mejía, 2000: 312). Il arrivait à peu près la même chose avec les voitures de passagers: « Après l'indépendance, sur la place de *San Victorino* les voitures devaient s'arrêter, étant donné qu'à partir de 1844 le gouverneur de Bogota, Alfonso Acevedo, ordonna que l'on défende le passage de voitures par les rues de Bogota parce qu'elles détruisaient les pavages et les dallages et abimaient les aqueducs et les ponts. Pour cette raison, les quelques voitures s'arrêtaient sur les places et de là les gens étaient conduits à l'intérieur de la ville en petits chariots à main » (Rojas et Reverón, 1998: 232). Ceci conféra à la place une activité très significative à l'époque, comme point d'arrivée des voyageurs et port de chargement et de déchargement de marchandises.

Comme l'entrée à Bogota, depuis le port de Honda, se faisait par le *Camellón de San Victorino*, il existe de nombreux récits décrivant le paysage de la ville du côté occidental de la Savane:

> « Le voyageur qui arrive ici, à la fin de la vie coloniale ou au début de la République, verrait, du pont de Aranda, une ville espagnole qui s'étendait du nord au sud sur les flancs des collines; au centre on pouvait contempler le quartier de la Cathédrale, à droite celui de *Santa Bárbara* et sur le côté opposé celui de *Las Nieves*. Ces quartiers avaient comme limites naturelles deux rivières qui s'unissaient à quelques pas de la ville.
>
> « La route poussiéreuse et monotone terminait pour ce voyageur sur la *place irrégulière de* San Victorino, lieu alors préféré par les habitants de la Savane de Bogota » [Nous avons souligné] (Bermúdez, 1925: 11).

On disait cela parce que les fins de semaine « …la Place s'était convertie en un point de rencontre obligé pour la population de Santa Fé les dimanches, car l'échange de visites et les promenades s'intensifiaient, occasion pour les dames et les messieurs de faire gala de leurs plus beaux vêtements. Ce jour là, on voyait défiler, en plus de ces beaux vêtements, les uniques voitures de la ville: celle de l'archevêque, du Vice Roi et de la famille Lozano » (Rojas et Reverón, 1998: 229).

En 1803, un voyageur européen décrit de cette manière son entrée à la ville:

> « Mon ami: le 20 du mois passé nous sommes entrés sur la plaine de Santa Fé. Je ne peux pas te pondérer la sensation que m'a causée une vue tellement belle, après être passé à travers les broussailles du fleuve *Magdalena* et par le reste du chemin par terre de Honda à Facatativá, dont je t'ai parlé dans ma lettre antérieure.
>
> « A partir de là, la scène change et soudain s'étend devant tes yeux un immense plateau, entouré de montagnes, formant le plus beau des amphithéâtres. De nombreux villages, semés tout le long de cette plaine, forment des groupes magnifiques, diversifiant agréablement le plateau, sur lequel on observe également des maisons de campagnes bien situées, quelques unes de construction plus ou moins bonne et, de toutes parts, de nombreux troupeaux.
>
> « La capitale s'aperçoit de très loin. On a construit à proximité un large chemin de pierre pour faciliter les transports qui sans lui seraient très difficiles à cause de l'inondation des campagnes en temps de pluie. Ce chemin ou *camellón* sert aussi pour les promenades à cheval; et s'il s'étendait sur toute la plaine, ce serait comparable aux voies romaines (L.R., dans Martínez, s.f.: s.p.).

Il est évident que la grande mobilité du secteur a stimulé la vocation industrielle et commerciale de la zone et, qu'en plus, là se trouvèrent les premiers hôtels de la ville, ce qui donna un impact fondamental sur le développement de l'industrie du tourisme à Bogota. « A cause de l'affluence continuelle de négociants venus de différents endroits, les hôtels et les pensions situés autour de la place commencèrent à proliférer. Un des hôtels les plus renommés était les 'Passagers', situé sur la *Calle* 12 avec la *Carrera* Douze » (Rojas et Reverón, 1998: 232).

Cette vocation se refléta aussi par le commencement de ce lent processus d'urbanisation qui couvrit tout le haut plateau jusqu'à l'occident, stimulé par les améliorations réalisées sur le chemin à Honda, dans la Savane de Bogota, au milieu du siècle:

> « Les habitants de Bogota s'entêtèrent à construire des communications terrestres et leur entêtement culmina en 1851 avec la construction de la première route sur la Savane de Bogota, *la première aussi dans la République*. Elle comprit 45 kilomètres entre cette ville et Facatativá. La nouvelle route occupa le chemin boueux et l'on tardait jusqu'à trois jours pour traverser ses profondes flaques de boue: en été, des nuages denses de poussière recouvraient les voyageurs et les marchandises.
>
> « Cette voie raccourcit les distances, valorisa les terres proches, réglementa le prix des vivres que la Savane, garde-manger naturel, fournissait pour la consommation de Bogota, anima l'économie de milliers de travailleurs occupés par cet ouvrage, pour des salaires de 25 centimes par jour, contrastant avec ceux de cinq centimes des journaliers traditionnels. Elle stimula la première entreprise de transports collectifs avec cinq voitures importées, service qui se perfectionna en 1854 avec quatre voitures parisiennes, dans lesquelles le passage valait douze *reales* ($1,50) (…). La nouvelle voie se terminait à *Los Manzanos, après Facatativá, et on y construisit un hôtel, pour la commodité des voyageurs, qui fut le premier édifice construit pour cet usage exclusif en Colombie* » [Nous avons souligné] (Martínez, 1976: 116).

Ces deux activités – celle de l'industrie et celle du tourisme – se mélangeaient autour de l'axe routier et retombaient sur la forte centralisation socio-spatiale et socioculturelle qui s'était créée durant des siècles sur la place de *San Victorino* comme « terminal » de la ville. C'est pour cela qu'en 1894 se placèrent sur la place de *San Victorino* des activités économiques aussi diverses que la fabrique de chocolats « La Equitativa », qui occupait l'endroit où se trouvaient anciennement l'église, et deux hôtels dans les pâtés de maison triangulaires traversés par le fleuve *San Francisco*, le *Boarding House* et le *Versalles* (dans le pâté de maison qui donne sur la place), ainsi qu'une scierie de l'autre côté du fleuve vers l'orient (Mejía, 2000: 337).

Il est cependant nécessaire de comprendre que dans ce processus, « …les améliorations et les communications ne se produisirent que pour le bénéfice de la capitale. Tandis que la ville acquit, grâce à ces changements et à d'autres encore, un visage cosmopolite qui rendit tellement orgueilleux les habitants de Bogota de la belle époque, les autres populations de la savane et du haut plateau virent se transformer leur relation avec la grande ville comme une relation de claire dépendance… » (Ibid.: 45). Ainsi, les changements qui se sont produits dans le système hégémonique mondial contribuèrent à ce que « …l'unité avec l'environnement (…) se constitue comme une relation de pouvoir: ce sont la ville et ses besoins qui déterminent les nouveaux usages dans les agglomérations et les zones agricoles voisines » (Ibid.: 24). Ceci est valable en relation avec la voie vers l'occident, qui transformerait totalement, dans tout ce processus, le rôle des agglomérations alors distantes de la ville, comme Madrid, Mosquera et Facatativá. Parallèlement, des changements se produisent dans les offices et les activités que la ville exige aux habitants de la région environnante, les subordonnant à sa dynamique socioéconomique propre, aussi bien à travers de nouvelles normes qu'en créant des nouvelles configurations de l'espace.

Tout cela permettait d'apprécier qu'au cours de ce siècle, la ville s'était embourgeoisée, transformant substantiellement ses relations avec la région environnante et les projetant de manière plus intense vers l'Europe et le monde.

En plus de l'influence du tourisme, la place se trouva également liée aux activités de loisir et à des activités de fête. Dans ce sens, la place contribua de manière décisive à la création des « sociétés de loisir et de spectacle » à Bogota, à travers des formes locales de distraction, par exemple les courses de taureaux organisées en pleine place, qui attiraient aussi le regard curieux des étrangers:

> « Je ne peux pas m'imaginer aujourd'hui une scène plus plaisante qu'une course de taureaux dans la capitale de la Nouvelle Grenade. Avant d'en entreprendre la description, il est nécessaire que le lecteur comprenne que tout se fait avec le plus grand sérieux et que le spectateur courant assiste à la course avec le même gaspillage, les mêmes préparatifs et la même exhibition de courage qu'il y a un siècle, quand la fête brave avait lieu face au Vice Roi espagnol et à sa cour.
>
> « Sur la place de *San Victorino* un certain nombre de menuisiers, natifs et étrangers, emploie les trois jours antérieurs à cette mémorable occasion à dresser, sur deux niveaux, des pavillons ou des estrades et à beaucoup d'entre eux on ajoute un deuxième étage et des bancs pour la commodité des spectateurs. Une solide *corraleja* circulaire se construit au centre, dans laquelle on lutte avec les taureaux, entourée d'un enclos. Un détachement de soldats se charge de préserver l'ordre, et peut être les vies, si par hasard le féroce et brut animal démontre être très désespéré par les picadors courageux.

> « Ce jour là, autour du cirque, on avait disposé de nombreuses tables de jeu, et les cigares, l'eau de vie, les douceurs et les belles femmes étaient aussi abondantes que les fraises en juin. (…) Les vêtements étaient très variés: du péon avec la *ruana* de quatre *reales*, au *cachaco*, avec des vêtements étrangers » (Stewart, 1990: 116).

Ce clair héritage espagnol indique que durant l'époque coloniale ce genre d'évènements put également avoir lieu, définitivement liés à la tradition urbaine. Dans ces courses de taureaux, la coutume était que le taureau se rôtissait avec les planches de l'arène.

Stewart se référait également à la tradition des feux d'artifices: « Ces gens là sont aussi des fanatiques passionnés des feux d'artifices. Le gouvernement en fait deux exhibitions chaque année: l'une sur la Place Majeure, l'autre à *San Victorino*. On m'a informé que cette habitude était tellement ancrée et que les gens en étaient tellement enthousiastes que la supprimer provoquerait une révolution! » (Stewart, 1990: 118).

En échange, un spectacle en rien traditionnel, se serait présenté à *San Victorino* au milieu du siècle:

> « 1845.- Cordovez Moure raconte qu'une après midi de cette année il y a eu sur la place de *San Victorino* une nombreuse assistance. Ce qui a motivé cette multitude de gens, fut la nouvelle ascension en globe dont le protagoniste a été l'aéronaute argentin Antonio José Flórez; c'était sa seconde prouesse à Bogota parce que quelques jours plus tôt il avait démontré son habileté avec un globe de fabrication locale lancé en l'air dans la cour du Collège de Notre Dame du Rosaire qui tomba, après un parcours capricieux, sur l'hôpital de *San Juan de Dios*. *L'ample espace de la place de* San Victorino *a été le plus propice à la théâtralité du spectacle*. Les assistants, à une distance prudente, ont vu s'enfler le globe avec la fumée chaude produite par la combustion de bois et de *tamo*. Au moment propice Flórez monta dans le panier et le globe, une fois libéré des vingt hommes qui le retenaient, s'éleva. Des bravos et des applaudissements sortirent de la multitude. L'épreuve termina dans 'la villa La Floresta, en bas de l'ancienne *Alameda*, où les *orejones* (sic) à cheval amenèrent Flórez en triomphe jusqu'au Centre-Ville' » [Nous avons souligné] (Martínez, 1978: 188).

Cela veut dire que l'entrée en entonnoir allait s'élargissant graduellement jusqu'au centre de la place et lui donnait une plus grande amplitude, ce qui facilitait la présentation de spectacles et d'autre types d'évènements qui configurèrent les débuts d'une société de masses, dont les dimensions deviendront plus évidentes dans le contexte de la ville moderne.

Finalement, bien que de manière indirecte, la place de *San Victorino* a contribué à cette relation avec les activités de loisir à travers sa connexion avec la *Alameda* de la ville,

activité dont l'importance persiste postérieurement à l'époque coloniale. Cependant, durant un certain temps, la *Alameda* ne fut plus utilisée à cause de la faible attention que mérita son entretien. Vers 1834,

> « On ne voit les dames dans la journée dans la rue que quand elles vont faire des achats ou à l'église, car dans le casque de la ville il n'y a aucune promenade pouvant les attirer; celle à laquelle on donnait ce nom, située à l'entrée du quartier *San Victorino*, a été abandonnée pour la simple raison que ce n'était plus qu'un morceau de route avec peu d'ombre - celle que quelques pauvres saules plantés par ci par là pouvaient donner - et où le vent soulevait presque constamment des tourbillons de poussière » (Le Moyne, dans Martínez, s.f.: s.p.).

A la moitié du siècle, Rosa Carnegie-Williams racontait quelque chose de semblable:

> « *Dimanche, 21 mai*. J'ai fait une longue promenade avec Anne Marie et les deux chiens, ce qui a beaucoup surpris les dames colombiennes. Nous choisîmes le chemin long et poussiéreux depuis la place de *San Victorino*, appelée ironiquement 'Rue Londres' par les étrangers. La journée était belle et claire et nous trouvâmes des plantes, des fleurs et des feuilles en grandes quantités. (…) La *uchuva* croissait abondamment sur le bord du chemin. Il s'agit de petits sachets verts, qui quand on les ouvre, contiennent des pépins jaunes ressemblant à des pois avec lesquels les femmes de Bogota font une friandise qu'elles considèrent très bonne. Il y avait beaucoup de mauvaises herbes tout le long du chemin et… » (Carnegie-Williams, 1997: 123).

Pendant la deuxième moitié du siècle, apparut le désir des élites bourgeoises de voir Bogota se convertir en une « belle » ville, une ville avec un contenu esthétique, selon l'usage de la belle époque, ce qui donna lieu à la création d'une Société pour l'Embellissement de la ville, connue aussi comme la Compagnie de la Propreté et de l'Ornement. Sa principale fonction était l'arborisation de la ville, tâche qui commença avec l'*Alameda de San Victorino* (Mejía, 2000: 220).

3.1. L'apparition du marché de *San Victorino*.

Mais de toutes les activités qui se développaient autour de la place de *San Victorino* durant cette période, celle qui donnerait au secteur son identité la plus forte dans le futur se trouve reliée à l'activité commerciale qui commença à se faire habituelle, spécialement durant les premières décades du XIXème siècle, quand s'affermit l'établissement de quelques magasins et dépôts aux alentours, et le moment à partir duquel commencerait à se réaliser officiellement le marché de la ville.

Au sujet de l'établissement du marché à *San Victorino* il existe plusieurs versions, ce qui permet de penser qu'il n'y a pas de frontière claire entres les anciennes pratiques de vente à l'air libre sur les places de la ville et celles créées à l'occasion de la ville moderne. Quelques historiens affirment que « à partir de 1820 on a transferé le marché de la Place de Bolívar à celle de *San Victorino*, qui s'utilisa jusqu'en 1920 » (Martínez, 1978: 183). Cependant, il semble que cette information corresponde à des sources d'une histoire non officielle, car ce ne sera que jusqu'en 1846 que le marché se déplace, par disposition administrative, à *San Victorino*. Carlos Martínez affirme:

> « Pour distinguer le monument érigé à Bolívar et magnifier sa place, on décida de répartir le marché public de celle-ci entre les places de *San Francisco* et de *San Victorino*. Ce ne fut pas facile de déraciner les très récalcitrants vendeurs qui y exerçaient leur négoce depuis longtemps. (…) *On assigna à celle de* San Victorino *la partie la plus encombrante du marché: miel en gibecières, bois de construction, charbon végétal, nattes, moutons et cochons. C'est ce dont elle se chargea jusqu'à l'ouverture, en 1898, de la Place du Bois* [Plaza de Maderas], *aujourd'hui d'Espagne, qui releva* San Victorino *du spectacle déprimant qu'il présentait à l'entrée de la ville »* [Nous avons souligné] (Ibid.: 188).

Les récits des voyageurs ne permettent pas de confirmer que la place de *San Victorino* opérait comme marché antérieurement à cette date, et qu'en même temps le marché de la Place de Bolívar continuait à fonctionner après 1820. John Hamilton écrit clairement que, vers 1825,

> « Le marché de Bogota se réalise sur la place majeure et mérite vraiment d'être vu; on croit qu'on dépensait, chaque vendredi, 10.000 dollars; et l'étranger se divertit beaucoup en observant, dès marches du parvis de la Cathédrale, le créole, le mulâtre, l'indien et le nègre, ce dernier formant la plus grande partie des esclaves, tous occupés à vendre et à acheter. Une partie de la place est destinée aux bouchers, une autre aux vendeurs de volailles, d'oiseaux sylvestres et de chasse, et une troisième à des étalages de fruits et de légumes; il y a des étalages, dans la quatrième partie, réservés à la vente du coton en branche et des tissus de laine fabriqués dans certaines provinces. Les fruits ont une jolie apparence et sont bons, et sur les mêmes étalages on voit des grenades, des ananas, des cerises, des fraises sylvestres et cultivées, des pêches, des pommes, des *chirimoyas*, une grande variété de melons, des *zapotes*, des mangues, c'est-à-dire qu'on y vendait un bon nombre des fruits qui se cultivent dans le nord de l'Europe et de ceux des climats tropicaux » (Hamilton, dans Martínez, s.f.: 61).

Cette même année, Carl Gosselman faisait la description suivante en se référant à *San Victorino* comme au « marché de la ville »:

> « Au milieu de la vaste place du marché il y a une fontaine publique en pierre à laquelle arrive l'eau qui vient des collines voisines par une tuyauterie souterraine. La place est bien pavée et a des chemins de forme un peu convexe qui partent de la fontaine en question. Tout le long des trottoirs qui se trouvent sur les côtés, courent des rigoles larges et peu profondes, ainsi qu'au milieu des rues, et comme la ville est construite en pente il y a toujours de l'eau claire qui descend des collines; il y en a beaucoup au moment des pluies. Elles grandissent tellement alors qu'il est impossible aux piétons de les traverser si ce n'est pas par des petits ponts de pierre placés aux coins » (Gosselmann, dans Rivas et Bayona, 1988: 145).

Cette description faite en 1825, correspond pleinement à la description de la place de *San Victorino*, par la fontaine publique et la forme convexe, et de plus par les difficultés engendrées dans le secteur aux époques de l'hiver. Cela indique que les deux marchés fonctionnaient simultanément, c'est-à-dire que la place fonctionnait comme un centre de commerce spontané ou « informel », bien que le marché ne se soit pas déplacé par aucun mandat juridique et administratif à *San Victorino*. Cela provenait du fait de la position du secteur dans le contexte urbain comme porte ou entrée de la ville, situation déjà observée au temps de la Colonie. La vocation de *San Victorino* comme marché spontané ou « informel », qui est en train d'acquérir sa place sur la scène urbaine, devient ainsi évidente, élément étroitement lié au surgissement d'un phénomène socioculturel de caractère « populaire », étant donné le lien étroit des agglomérations qui participent au marché avec les communautés indigènes et campagnardes, qui entrent en relation avec les entrailles de la société noble et bourgeoise aux portes de la ville.

C'est pour cela qu'il est inexact de dire que « C'est en 1846 que le commerçant Juan Manuel Arrubla a inauguré, sur la place de *San Victorino*, le premier marché public de la ville » (Bustos, 1995: 11), le déplaçant de la Place Majeure. En réalité, *San Victorino* remplissait déjà ce rôle depuis l'époque coloniale, mais ce fut au XIXème siècle que son rôle comme marché de la ville devint plus palpable, en acquérant une reconnaissance institutionnelle.

Mais, selon d'autres versions, cette reconnaissance se fit plus tardivement:

> « Sur la Place Majeure ou de Bolívar on réalisait chaque semaine, le vendredi, le marché le plus important de la ville. Cet évènement eut comme siège cet endroit depuis les époques coloniales jusqu'en 1861, date à laquelle le Gouverneur du District Fédéral émit un décret déplaçant le marché public de la ville aux places de *San Francisco*, *San Agustín* et *San Victorino*, dans le but d'améliorer l'apparence de la place principale et ne considérant pas convenable la présence du marché public en face des principaux bureaux du gouvernement et de la Cathédrale [Décret du 31 août 1861, déplaçant le marché public aux places de *San Francisco*, *San Agustín* et *San Victorino*] » (Mejía, 2000: 185).

Ces affirmations, faites par différents historiens, engendrent de la confusion au sujet du moment où a été émis l'acte administratif qui détermine le retrait définitif du marché de la Place Majeure, qui était d'une richesse exubérante et constitue un cadre traditionnel dans l'histoire de Bogotá par l'immense variété de marchandises, d'objets et de personnes situés sur une scène imposante (Photo 24):

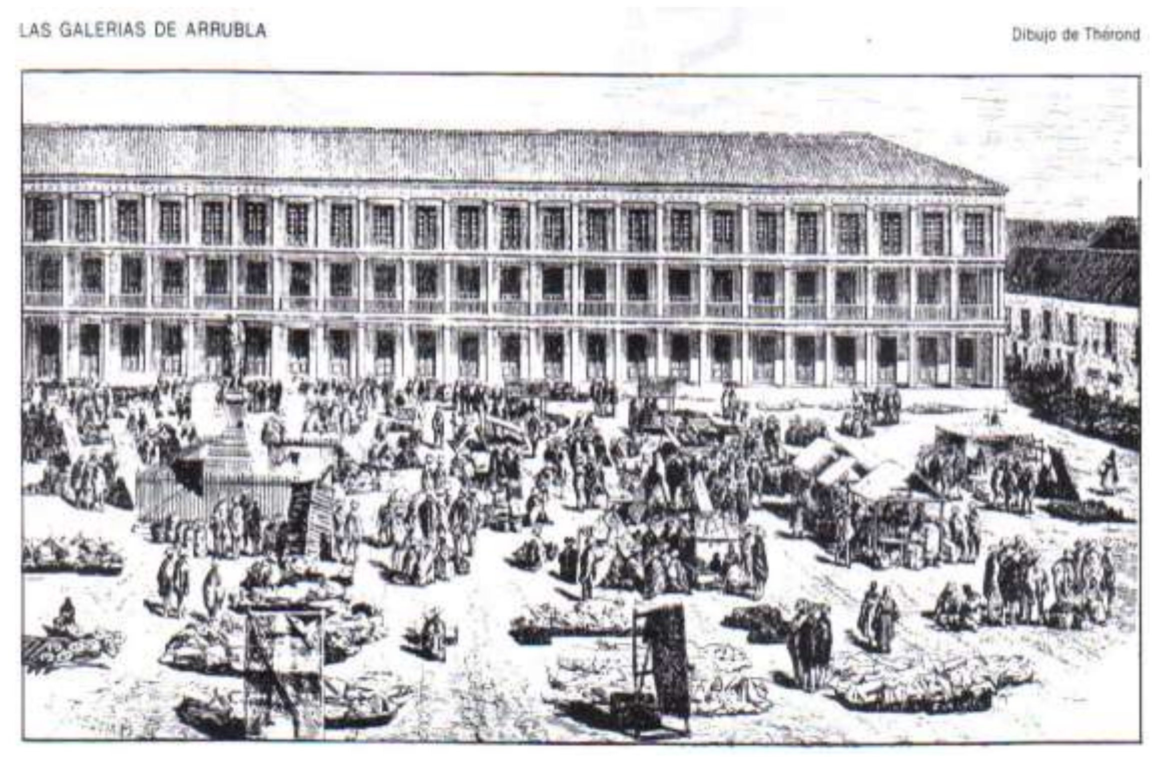


Photo 24: MARCHÉ SUR LA PLACE DE LA CONSTITUTION (1840) – GRAVURE D'ÉMILE THÉROND.
Pris de: CASTILLO, Jairo. S.f.

« Le marché se réalise le vendredi sur la Place Majeure. Bien que l'on puisse y acheter tous les jours de la semaine, le vendredi c'est le grand jour où les campagnards se réunissent par centaines donnant le spectacle d'une scène animée et extrêmement pittoresque. (…) On observe beaucoup d'ordre dans l'arrangement des différents types de provisions, qui sont disposés en files sur le pavé, en suivant la forme de la place. Les végétaux, les céréales et les fruits sont placés généralement près les uns des autres. Les bouchers ont leurs petits postes, dans lesquels on vend une excellente viande de bœuf, de mouton et de porc à des prix très bas. Après viennent les poulets, les œufs et le beurre; la vaisselle en bois et en terre cuite, etc. Puis, les toiles grossières du pays, comme le coton à franges, de facture rustre, des *ruanas*, des chapeaux de paille, des hamacs et des espadrilles, etc. (…) Là sont mélangés les blancs et les noirs, les indiens, les métisses, les soldats, les juifs, les catholiques et les protestants, se frayant tous un chemin et offrant leurs biens comme si c'était

> une question de vie ou de mort. (…) Aucun marché, à une telle distance de la côte, peur se vanter d'exhiber une variété si riche et si grande comme celle qui se trouve ici. Il y a des fruits et des végétaux de régions chaudes, froides et tempérées, tout frais. Des oranges, des citrons, des ananas, des grenades, des mangues, la délicieuse *chirimoya*, des melons de types divers, des fraises, etc. Les pommes sont l'unique fruit de qualité courante, car elles sont petites et très insipides. Les choux-fleurs, les aubergines, les pommes de terre, les choux, les artichauts et toute la famille des végétaux s'y trouvent en abondance et sont excellents. Le poulet est très bon et le bœuf le serait aussi mais l'abatteur ignorant abîme tout en lui enlevant la moindre parcelle de graisse pour la mélanger avec la suie des bougies. Le mouton est passable. Je n'ai jamais vu un seul veau ni un mouton tendre, parce qu'ils ne tuent pas le bétail jeune. On amène peu de cuir au marché mais il est possible d'en obtenir dans les campagnes » (Stewart, 1990: 83).

Le récit de Stewart date de 1836 et la peinture à huile de Thérond est de 1840, ce qui indique que le marché s'est maintenu sur la Place Majeure au moins jusqu'à cette date. « Sur la place majeure ou de la Constitution, qui s'est appelée ainsi au début de la République, se réalisait tous les vendredis le marché public. Les visiteurs ont trouvé dans le marché un spectacle animé et pittoresque, peut être festif, parce que marché et foire, jour férié et fête, sont des évènements affines. Mais outre le spectacle qui fut très certainement digne d'être vu, le marché était important parce que c'était le facteur principal de l'activité commerciale de la ville » (Martínez, 1976: 110). C'est pour cela qu'il est difficile de déraciner cette tradition des marchands qui s'étaient maintenues faisant du commerce sur la place centrale pendant des siècles: « L'homme d'affaire Arrubla organisa après, face à la Chambre Provinciale de Bogotá, le privilège d'exploiter le premier marché couvert de la capitale. Cette faveur lui fut concédée le 24 octobre 1848 avec ordonnance à cette date. L'édifice s'inaugura en 1864, mais un progrès tellement remarquable ne déracina pas les coutumes routinières du marché à ciel ouvert. *Vivanderas* et vendeurs au détail persistaient dans cette modalité atavique et cela prit beaucoup de temps pour déplacer les plus obstinés de la Place de Bolívar aux places de *San Francisco* et de *San Victorino* » (Ibid.: 120). Ce projet d'expulsion de la Place de la Constitution peut être considéré comme le premier affrontement entre les vendeurs des marchés traditionnels et les institutions de l'État, défenderesses de l'idéal républicain dans l'ère moderne.

Les temps avaient changé et le besoin de la nouvelle nation en construction fut la cause qu'il commença à se présenter des changements orientés à renforcer l'image des institutions de l'État. Quant à la création du marché couvert, « en janvier 1864, on inaugura la première partie de l'édifice de la Place du Marché » (Mejía, 2000: 185), c'est-à-dire, postérieurement au déplacement du marché de la Place Majeure aux autres places. Le marché couvert se présentait comme révolutionnaire, parce qu'il venait substituer la manière traditionnelle de vente spontanée dans les rues et les places, caractéristique de l'époque coloniale; c'était par conséquent un emblème de la

modernisation et de la rationalisation des espaces urbains. Bien que la place de *Santa Inés* satisfit les exigences d'hygiène et couvrit les besoins d'une bonne partie de la population, la considérable croissance démographique de la fin du XIXème siècle obligea à maintenir les marchés à ciel ouvert dans la plupart des places, entre elles *San Victorino*. Le secteur de *San Victorino* concentrait à cette époque la place couverte du marché de *Santa Inés* (situé dans la *Calle* 10 avec la *Carrera* Dix) et le marché à l'air libre de la place de *San Victorino*. Ainsi, quand Michel Cané arrive à la ville, il nous présente le récit de voyage qui nous décrit, avec le plus de clarté et de capacité expressive, l'activité intense du marché de *San Victorino*:

> « La première impression que je reçu de la ville de Bogota fut plus curieuse que désagréable. Naturellement, il ne m'était pas permis d'avoir l'espoir de trouver à de pareilles hauteurs, à des centaines de lieues de la mer, un centre urbain de premier ordre. J'allais prêt à tous les contrastes, à toutes les aberrations imaginables et avec la ferme volonté de surmonter avec énergie les inconvénients qui se présenteraient dans ma nouvelle vie. À la suite d'une curieuse évolution de mon esprit, quand la voiture commença à rouler dans les rues de la ville, ce fut pour le retour. ¡Comme je me trouvais loin de tout ce qui m'était proche! Les dures journées à dos de mule, les jours suffocants sur le fleuve *Magdalena* et la traversée passée sur la mer. ¡Il faudrait refaire nouvellement cette longue route! Je confesse que cette idée me faisait défaillir [Cette indication montre qu'il venait par le Chemin de Honda].
>
> « La rue par laquelle la voiture avançait avec difficulté était matériellement remplie d'indiens. Je venais à peine de traverser la place de *San Victorino*, où j'avais aperçu un tableau que je n'oublierai jamais. Au centre, une fontaine frustre, crachant de l'eau par de nombreux conduits placés circulairement. Sur une marche, un grand nombre de femmes du peuple, armées d'une canne creuse à la pointe de laquelle il y avait un morceau de corne qui s'ajustait au bec, de l'eau qui courait par le canal ainsi formé, recueillie dans une amphore frustre de terre cuite (…)
>
> « Les indiens, qui empêchaient le passage de la voiture, bien que très nombreux, présentaient le même aspect. Regarder l'un, c'était regarder tous. L'éternel chapeau de paille, le *poncho* court, jusqu'à la ceinture, les pantalons longs jusqu'à la moitié de la jambe et sans chaussures. Quelques uns, avec la paire d'espadrilles neuves déjà mentionnée, pendant de la ceinture. Une immense quantité de petits ânes chargés de fruits et de légumes… et une atmosphère lourde au parfum équivoque.
>
> « Les habitants de Bogota riaient plus tard quand je leur racontais l'impression à mon entrée et ils m'en expliquaient la raison. J'étais arrivé un vendredi, qui est le jour du marché. Bien qu'il soit ouvert toute la semaine, c'est le jeudi et le vendredi que les agriculteurs de la savane, des terres

chaudes et des petites vallées aux alentours de la savane qui abrite Bogota, viennent avec leurs produits à Bogota. *Le marché de Bogota par lequel je passe en ce moment et dont je dirai quelques mots pour ne plus m'en occuper après, est certainement unique au monde pour la variété des produits qu'on y rencontre toute l'année.* A côté des fruits des zones tempérées, l'orange, la pêche, la pomme, la poire, les raisins, les melons, les pastèques, les abricots, toute l'infinie variété des fruits tropicaux, le corossolier, la mangue, l'avocat, la *chirimoya*, la *gramilla*, la banane… et deux cents autres dont il ne m'est pas possible de me rappeler le nom. Les premiers croissent dans les savanes et dans les vallées hautes dont la température est constante (de 13 à 15 degrés centigrades) est analogue à celle d'Europe et à la nôtre. Les secondes poussent en terre chaude, à laquelle on arrive en descendant quelques heures de la savane. Ainsi, tous les fruits de la terre offerts simultanément, tout frais et délicieux, et presque sans valeur nominale. ¿N'est-ce pas un phénomène unique au monde? Un indien de la savane peut se donner le luxe auquel n'arrivent que les plus puissants magnâtes russes au prix de sommes immenses, et encore plus complet… » (Cané, 1970: 46).

Il est intéressant de constater la diversité et le dynamisme de l'activité commerciale de la place qui ne fonctionne pas seulement le vendredi mais qui continue à être « ouverte toute la semaine » et reçoit une grande multitude d'indigènes et de campagnards. Quand Cané visite *San Victorino* (1889), les deux marchés y fonctionnent: le marché couvert et celui de la place.

Carnegie-Williams souligne également, vingt années plus tard, le dynamisme qu'avait le marché de *San Victorino* à son arrivée à la ville:

« Le chemin, suffisamment bon, bien que tortueux et irrégulier en certains endroits, était plein de gens qui venaient du marché du vendredi à Bogotá. Des charrettes vides, tirées par des bœufs noirs et blancs, des femmes sur des mules et des petits chevaux, des hommes avec de grands chapeaux de Panama et des *ruanas*, des ânes chargés de fourrage ou de cantines de lait, c'est-à-dire, toute sorte de personnes bruyantes qui allaient et venaient le long de la voie.

« Nous passâmes par un terrain bas et marécageux près de Bogota, où il y a des bécassines et des canards sauvages et à un tournant du chemin, les églises, les toits des maisons et les eucalyptus, dorés par le soleil de l'après-midi. Les deux collines tutélaires de la ville, avec leurs sommets couronnés d'églises, paraissaient obscures et sombres et les nuages pendaient lourdement des roches les plus élevées. Nous allâmes à travers diverses rues à une espèce de place où il y avait des charrettes, des hommes, des femmes et des enfants qui faisaient beaucoup de bruit et de confusion » (Carnegie-Williams, 1997: 53).

Après avoir connu l'activité du marché, elle se familiarisa peu à peu avec cette scène sociale propre de la vie quotidienne de la ville:

> « Le chemin était congestionnée par des indiennes qui amenaient leurs biens et leurs fruits au marché du vendredi; assis sur les pierres pour nous reposer nous eûmes l'occasion de les observer, avec leurs jupons noirs et courts, sans soliers ni bas et avec leurs corsages en coton blanc. Beaucoup avaient des colliers autour du cou et un châle noir sur la tête. Quelques unes utilisaient des bandes autour du front pour porter des paniers de forme étrange sur leurs têtes. D'autres, non satisfaites de leur charge, portaient aussi des bébés. Dans les paniers il y avait des oranges, quelques ananas, des végétaux de toute sorte, du charbon, des volailles, etc. Parfois elles tiraient un grand bœuf noir ou brun attaché par une corde à un anneau assujetti à leur museau et qui portait sur son dos des sacs de cuir pleins de 'miel', ou de mélasse de canne à sucre, utilisée pour l'élaboration de '*chicha*', qui consiste en maïs fermenté » (Ibid.: 69).

Et à la fin, elle paraissait avoir accepté les bontés du marché de cette ville lente et provinciale: « Nous avons obtenu une bonne quantité d'orchidées à *San Victorino* et aussi quelques fleurs dans la cour sous notre partie de la maison » (Ibid.: 67).

3.2. *San Victorino* comme endroit de flux et centralité des transports urbains.

Ainsi qu'on peut l'apprécier, la ville attirait déjà beaucoup de gens venant d'autres latitudes, en particulier des américains et des européens. Ceci rend compte de la croissance et de l'expansion de Bogota vers le reste du monde, bien que son insertion continue à être précaire vers la fin du XIXème siècle:

> « Le commerce de Bogota n'est pas très florissant, bien que son trafic avec le fleuve *Magdalena* soit très actif et qu'on y emploie un grand nombre de muletier et de mules, presque exclusivement consacrés au transport de marchandises étrangères des dépôts de Honda à la capitale. Les magasins étaient tellement bien approvisionnés en marchandises anglaises, américains et principalement françaises que deux commerçants de cette nationalité offraient un chargement qu'un sampan venait de leur monter, avec un trente pour cent d'escompte sur la facture et on leur offrait le quarante pour cent. N'allez pas croire pour autant que le prix des articles européens soient très bas; au contraire, il y a peu d'endroits au monde où ils sont plus élevés qu'à Bogota, parce qu'en aucune autre partie du monde s'unit une telle nécessité d'articles de luxe importés avec de plus grands surcoûts et difficultés de transport depuis la côte… » (Gosselmann, dans Rivas et Bayona, 1988: 145).

Cependant, la seconde moitié du XIXème siècle fut témoin de multiples transformations urbaines qui donnèrent lieu à un virage décisif de la ville et de sa dynamique économique dans le système-monde moderne:

> « Durant la seconde moitié du XIXème siècle, (…) le temps de voyage de Barranquilla à Bogota se réduisit considérablement, avec la régularisation de la navigation à vapeur par le fleuve *Magdalena*, avec l'entretien, qui, bien que jamais suffisant, se faisait du chemin de Honda et avec l'utilisation de voitures et ensuite du chemin de fer entre Facatativá et Bogota. (…) De cette manière, l'éloignement de Bogota par rapport à d'autres endroits peuplés du pays et des grands centres du monde Occidental ne fut plus une de ses caractéristiques principales. Le résultat des améliorations implantées dans les systèmes de transport et de communications servit pour fortifier encore plus le rôle de Bogotá comme centre du pays » (Mejía, 2000: 99-100).

Jusqu'en 1870 le réseau de chemins était encore très précaire et insuffisant et le chemin de fer de Facatativá n'arrivait pas à être compétitif en coûts avec d'autres moyens de transport. Cependant,

> « [L'amélioration du chemin] qui communiquait la ville avec Facatativá, en direction de Honda, était la garantie d'une plus grande efficience du transport de passagers et de marchandises entre la Côte Atlantique et Bogota. L'ancien sentier colonial fut arrangé sans y introduire de trop grands changements. Ces actions permirent que déjà en 1844 les routes commencent à remplacer les mules et que l'on fasse huit voyages par mois en transportant chaque fois cinq charges. Ce fut cependant la *macadamisation*[24] du chemin, terminé au début de la décade de 1850, ce qui indiscutablement généralisa le trafic des véhicules et influa profondément sur la transformation de ce secteur de la Savane et même de la capitale.
>
> Les charrettes tirées par les bœufs et la progressive généralisation du service d'omnibus (voiture de traction animale) pour le transport des passagers, devint courant et une source d'affaires prospères. Il est intéressant de décrire un de ces omnibus, celui qui fut utilisé par un voyageur en route vers la capitale à la fin des années soixante-dix: '(...) Nous nous assîmes dans une voiture a demi détraquée, pour parcourir sept lieues de plus, à travers la Savane de l'est à l'ouest. L'omnibus était orné de fleurs à l'intérieur et d'oiseaux peints de couleurs criardes. Un paon dessiné sur une maison de deux étages trainait sa queue brillante sur le sol et la tète levée à la même hauteur… à cinq heures de l'après-midi du 4 décembre 1877 nous arrivâmes à la place de *San Victorino*'. L'importance de ce chemin donna également lieu à

[24]Pavage des routes à partir de pierre trituré, technique développée par l'écossais John London McAdam, d'où vient le nom.

ce que l'on embellisse sa partie initiale, depuis *San Victorino* jusqu'à la petite fontaine publique, trajet d'abord connu comme *Calle del Prado*, puis comme *Alameda Nueva* et, finalement, comme *Avenida Cristóbal Colón* » (Mejía, 2000: 110-111).

Ce fut l'ère des voitures, des omnibus et du tramway comme moyens de transports dans la ville, ce qui constitua une authentique révolution par rapport aux formes de mobilité existant antérieurement à ces réformes (Photo 25): « Des années auparavant, la prolongation et l'amélioration des routes du nord et de l'occident ont favorisé l'établissement régulier de lignes de voitures. Entre la plazuela de *San Victorino* et la vente de *Los Manzanos,* en avant de Facatativá, avec un arrêt pour renouveler les chevaux et pour déjeuner au *Cuatro Esquinas* (aujourd'hui Mosquera), l'entreprise du général Ramón Soto faisait le service » (Rueda Vargas, 1988: 242).

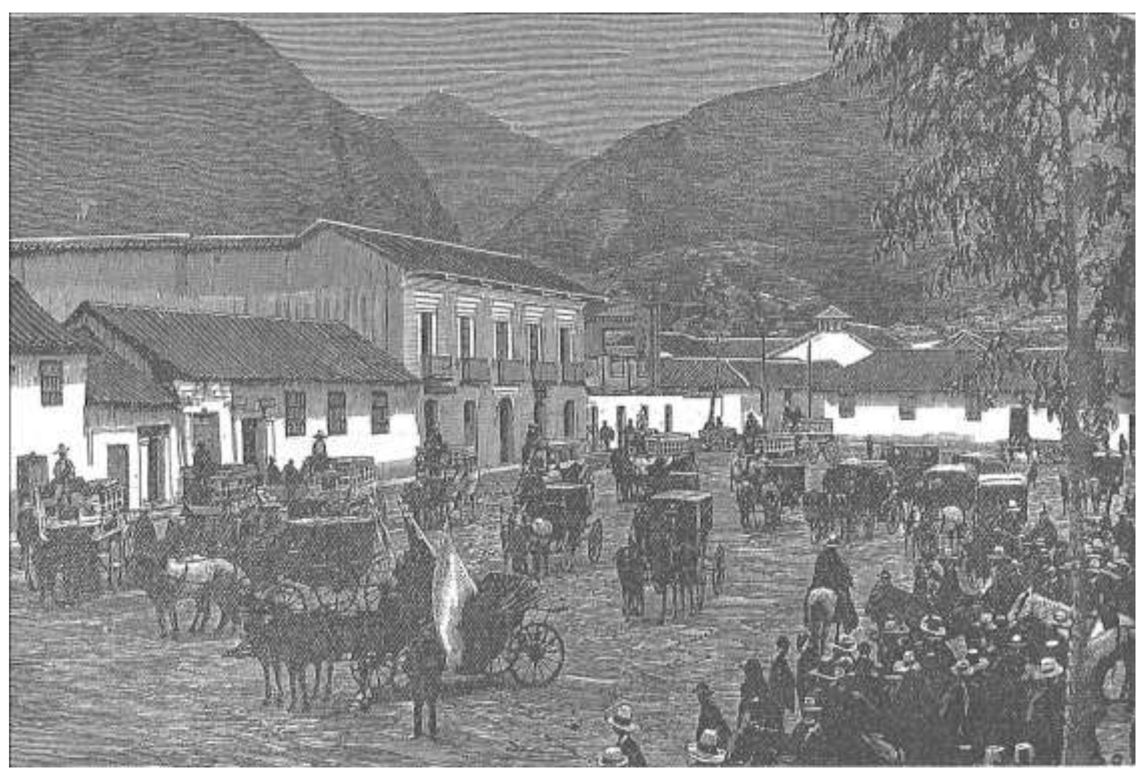


Photo 25: PLACE DE *SAN VICTORINO* (1888).
Pris de: FUNDACIÓN MISIÓN COLOMBIA. *Historia de Bogotá.* Bogotá: Villegas Editores, Volume 3, 1988, p. 62.
NOTE AU PIED DE LA GRAVURE: « Voiture à cheval sur la Place de Nariño. Ces véhicules subsistèrent jusqu'au début du XXème siècle, quand ils furent remplacés par les automobiles et le tramway comme moyen de transport plus efficients et plus rapides. Cependant, les premiers taxis qui opérèrent à Bogota furent des voitures à quatre sièges, tirées par un cheval ». Observez qu'il n'y a sur la place aucune allusion à une église ou à un symbole patriotique, ce qui veut dire que durant tout le XIXème siècle la place de San Victorino maintint une condition très distante des grands discours idéologiques qui luttaient pour donner une orientation au projet national.

Cependant, comme conséquence des dommages causés aux fragiles pavages en pierre du XIXème siècle, on imposa des restrictions à l'emploi de voitures dans la ville, en les limitant aux pont de *San Victorino* et de *San Francisco*, car ces dommages « …se répétèrent à partir de la moitié du XIXème siècle, quand les améliorations des chemins de Facatativá et de Zipaquirá augmentèrent l'emploi de charrettes sur ces voies » (Mejía, 2000: 141). Ces restrictions à l'entrée se firent par des péages internes ou par des prohibitions expresses, ce qui pousse à penser que la place de *San Victorino* fut la scène d'un de ces péages urbains. Ainsi, la place se convertit en zone d'emplacement principal des omnibus et des voitures louées qu'eut la ville, ce qui lui donna sa fonction de stationnement et de terminal de la ville durant tout le XIXème siècle.

José María Cordovez raconte de cette manière l'expérience dans un omnibus de *San Victorino*:

> « Le démarrage de l'omnibus sur la plazuela de *San Victorino* vers la Savane mettait en mouvement le quartier. Les voyageurs pris au dépourvu demeuraient enfermés dans le véhicule, pris de terreur en se voyant à la merci de deux brutes, se résistant à tirer, du cocher encore plus brute, fouettant les chevaux et lançant des torrents de jurons; d'une autre brute, en guise de crasseux portillon, attrapant l'arçon de la paire de chevaux pour les aider à sortir et des assistants de l'entrepreneur, excitant, donnant des coups de bâton et martyrisant les rétifs coursiers jusqu'à ce qu'enfin ceux-ci s'élancent furieux avec la vitesse fiévreuse qu'aurait le diable s'il se voyait monter par un curé avec des éperons d'eau bénite » (Cordovez Moure, 1988: 169).

Le développement des transports par le fleuve *Magdalena* et l'apparition du chemin de fer furent décisifs pour la gestation d'un nouveau panorama de la ville:

> « Ce ne fut qu'au milieu du siècle que la navigation à vapeur par le fleuve *Magdalena* put se développer régulièrement. En 1866 il existait déjà trois compagnies de vapeurs sur le *Magdalena* avec des bureaux à Bogota., qui mobilisaient un total de dix bateaux entre Honda et Barranquilla. (…) En 1901 c'étaient au moins trente bateaux à vapeur ceux qui parcouraient régulièrement le fleuve dans les deux directions. (…) Depuis le temps de la colonie jusqu'au milieu du XIXème siècle, la durée du voyage pouvait être de plus de soixante dix jours quand on allait contre le courant. Avec le service de la navigation à vapeur le temps du voyage de la côte à Honda se réduisit à sept ou dix jours et de trois à cinq jours celui de Honda et l'océan. (…) Il est donc possible d'affirmer que le temps de voyage entre Bogota et les ports colombiens dans les Caraïbes, diminua fortement durant le XIXème siècle: d'une durée de trois mois, en remontant le courant, quand le temps était

beau, on passa à un peu plus d'une semaine dans la même direction et les mêmes conditions climatiques » (Mejía, 2000: 114-118).

L'apparition du chemin de fer dans la Savane de Bogota serait le complément de la révolution de la vapeur dans les transports en Colombie: « Le 20 juillet 1889 arriva le premier chemin de fer à Bogota [chemin de fer de la Savane]. Ceci fut le point culminant des travaux entrepris le 28 février 1882 qui donnèrent lieu à une voie de chemin de fer de 40 kilomètres entre la capitale et Facatativá, et à une réduction du temps de voyage, qui avant prenait un jour, à deux heures et demie. (…) Le voyage de Bogota à Honda dut [ainsi] se diminuer d'un jour, réduisant à deux les trois jours que l'on dépensait auparavant pour ce trajet » (Ibid.: 115-116).

Avec la construction du chemin de fer, le marché de Facatativá, principale agglomération de la zone occidentale et port d'entrée des marchandises provenant de l'étranger, resta étroitement lié à la capitale: « Le chemin de fer généra une dynamique différente entre Bogota et Facatativá à l'occident, Soacha et Sibaté au sud et Zipaquirá au nord. Ces agglomérations structurèrent un système régional à petite échelle dans lequel ils gravitaient comme des satellites autour de la ville centrale. De plus, depuis 1910, le chemin de fer prêtait le service régional et le service sous urbain: en sortant de Bogota en train, on pouvait arriver à Chapinero, à Fontibon, à Soacha, à Bosa et à Usaquén » (Montezuma, 2000: 479).

L'apparition du chemin de fer jouera un rôle décisif dans l'urbanisation croissante et la valorisation du sol urbain de *San Victorino*: « Avant 1920, le rôle que jouent les chemins de fer nationaux dans le processus d'urbanisation est modeste mais pas négligeable. D'un côté, la Gare de la Savane se convertit en centre d'un pôle de développement; d'un autre côté, les chemins de fer du nord accentuèrent l'axe principal dans cette direction. *La Gare de la Savane généra une tension urbaine vers l'occident de la Place de Bolívar et ouvrit la porte à l'urbanisation des quartiers de* San Victorino *et du* Voto Nacional » [Nous avons souligné] (Montezuma, 2000: 479). L'apparition de la Gare de la Savane dans la partie basse du *Camellón*, fortifiera l'activité du secteur et lui confèrera un développement urbain important, qui terminera par rassembler une bonne partie du commerce en gros de la capitale (Photo 26).



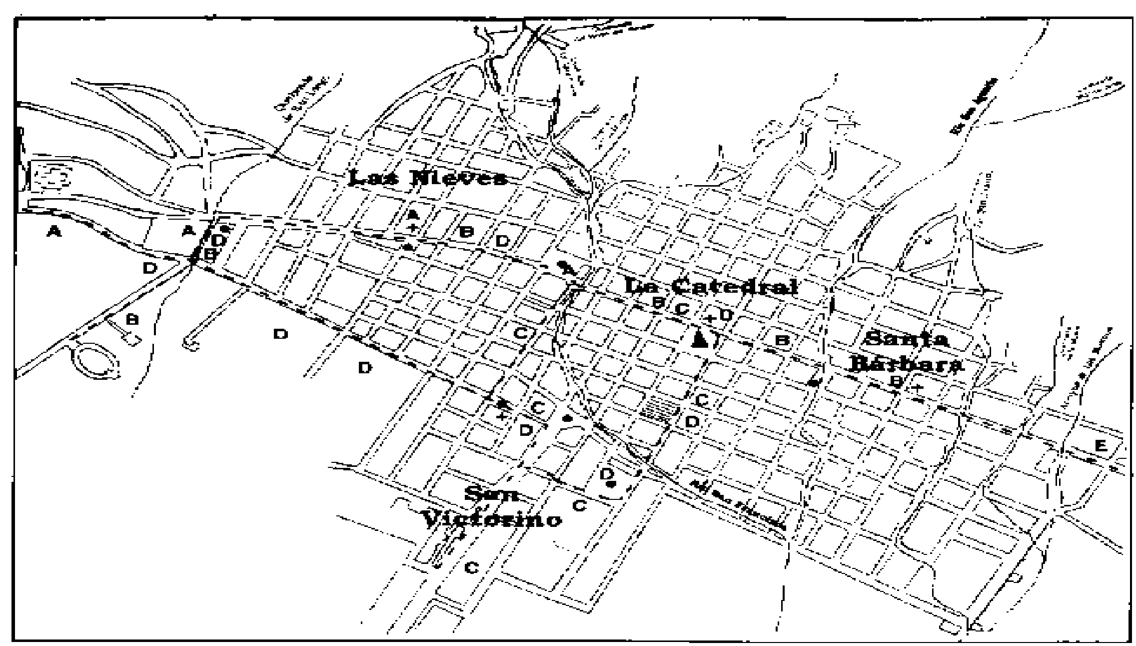
Photo 26: GARE DE LA SAVANE (1890).
Pris de: BUREAU DES DEFENSEURS DE L'ESPACE PUBLIC. C.D., 1999.

En connexion avec *San Victorino* et la Gare de la Savane apparaîtra, alors, le marché connu comme la *Plaza de Maderas*, qui prendra après le nom de *Plaza España* [Place d'Espagne] et qui remplacera le marché à ciel ouvert de *San Victorino* à la fin du siècle:

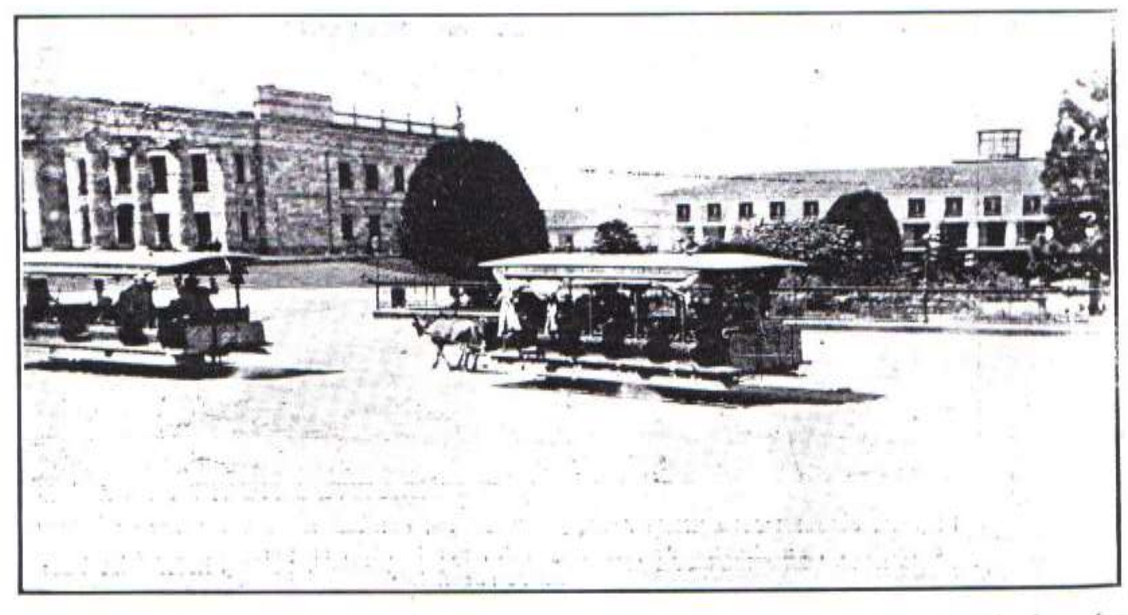
> « Au moyen de l'Accord 11 de 1883, le Conseil autorisa l'investissement de dix mille pesos pour l'achat d'un terrain pour déplacer le marché public de *San Victorino*. Cette place était alors destinée à la vente de matériaux de construction et d'autres produits qui incommodaient et rendaient laide l'entrée de la ville. Don Juan N. Valderrama facilita le déplacement de ce service sur le terrain de sa propriété qui reçut le nom de *Plaza de Maderas* [rebaptisée *Plaza España* en 1902]. La municipalité acquit par la suite, par achat cette Place » (Martínez, 1976: 136).

Cette même année apparaît, de manière significative, la Place de la Constitution au lieu de la Place Majeure, construite en hommage au centenaire de la naissance de Bolívar, donnant ainsi son commencement à l'essor des parcs républicains dans la ville. A la fin du XIXème siècle, on construisit la ligne du tramway vers l'occident (Ligne de la Gare de la Savane), qui sortait de *San Victorino* et communiquait avec la zone de Paiba, après un parcours circulaire à travers la ville. De *San Victorino*, on pouvait aussi prendre le tramway qui allait jusqu'au Chemin de Fer du Nord (Ligne de la Gare du Nord) (Carte 16) (Mejía, 2000: 144). L'apparition du tramway aura un effet fondamental dans la ville, car entre 1890 et 1940 il contribue à modifier la densité de celle-ci, ce qui permet à la fois

de s'interconnecter avec des noyaux de plus grande envergure (Photo 27), phénomène duquel le Centre-Ville est l'axe articulateur par sa position dans la géographie urbaine (Gutiérrez, 2000: 18).



Carte 16: LIGNES DU TRAMWAY (1884-1910).
Pris de: MEJÍA, Germán Rodrigo. *Los años del cambio: historia urbana de Bogotá 1820-1910.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 2000, p. 145.
Sur cette carte on peut apprécier le passage du tramway de *San Diego* par *San Victorino*, semblable à la ligne qui s'établirait entre cette place et Fontibón.



Así era hace 36 años la Plaza de Bolívar, con su parque enclaustrado y el lento tranvía de mulas que por allí pasaba de rato en rato.

Photo 27: TRAMWAY DE MULES SUR LA PLACE DE BOLÍVAR (1890).
Pris de: Estampes de *Santa Fé* et de Bogota.

San Victorino était le port de Bogota et le chemin vers Honda en était l'axe articulateur avec un grand nombre d'agglomérations existantes aux alentours, ce qui commençait à donner à la ville le caractère d'une ville-région avec une influence remarquable sur le territoire chaque fois plus étendu dans la géographie nationale et mondiale: « …le système de l'organisation spatiale [tourné vers l'Europe] prend son sens avec le port, sortie indispensable, lien maritime entre l'espace dominant et l'espace dominé, et point de référence pour distinguer l'*intérieur*, la province, et *l'extérieur,* l'étranger. La logique de ces localisations se réaffirme avec l'établissement des infrastructures de circulation, créées comme des axes de pénétration » (Zambrano, dans Mejía et Zambrano, 2000: 32). De cette manière, les réformes aux infrastructures de transports et les conditions climatiques et géographiques du haut plateau furent décisives pour consolider Bogota comme la capitale de la nouvelle république.

Au milieu de ces changements transcendantaux, la place, la paroisse et le quartier de *San Victorino* préserveraient leur nom et leur structure urbaine jusqu'au début du XXème siècle (Photo 28).



Photo 28: PLACE DE *SAN VICTORINO* (1900).
Pris de: CÁMARA DE COMERCIO DE BOGOTÁ. *Bogotá: estructura y principales servicios públicos*. Bogotá: Cámara de Comercio de Bogotá, 1978, p. 164.
NOTE AU PIED DE LA PHOTO: « Cela a été une coutume de décorer avec des arcs et des arrangements floraux l'entrée par l'occident à la place de *San Victorino*. Ces évènements se produisaient les jours où on recevait dans la capitale des personnages

distingués pour leur haute position politique ou religieuse. La photographie signale un de ces évènements dans les premières années de ce siècle ».

Chapitre 4. Le rond-point de la Place Antonio Nariño et le parking (1910-1948).

Au début du XXème siècle, la ville présentait un grand dynamisme. La migration croissante de la campagne à la ville stimula la croissance démographique et commença à amplifier les limites de la Bogota coloniale vers le nord et vers le sud. La ville passa de 20.000 habitants en 1801 à 120.000 habitants en 1912, ce qui est un reflet de l'agitation qui commence à se vivre dans la ville. Depuis la fin du XXème siècle, avait commencé une expansion importante, capitaliste et commerciale, qui pousserait le passage définitif de la ville à la modernité. A travers les rues « déambulaient des charrettes, des tramways et des passants vêtus de sobres costumes noirs avec leurs chapeaux respectifs, ce qui (…) était caractéristique de la mode de l'époque et en accord avec les jours gris et nuageux » (Silvia, 1983: 63).

Malgré son développement comme ville moderne Bogota était, plus qu'une ville industrielle, une ville commerciale et bureaucratique. De plus, la densification urbaine avait généré le début d'un phénomène de ségrégation spatiale dans le Centre Historique, qui ne se suspendra qu'en 1948, quand la population commence à émigrer de manière volontaire vers d'autres zones de la ville.

C'était le temps de la République de la Constitution de 1886 et de l'hégémonie conservatrice. La guerre des Mille Jours avait finalement défini les débuts d'une stabilité pour le pays sous le modèle républicain. À *San Victorino*, on vécut une série de transformations qui marquèrent un tournant définitif dans son histoire, la liant avec un idéal plus proche des exigences de la société moderne.

Le déplacement du marché de la place de *San Victorino* n'empêcha pas ce secteur de maintenir une activité commerciale significative, due au fait que la Place du Marché de *Santa Inés* était placée à peine à deux pâtés de maison plus au sud (Photo 29). Cependant, une des choses intéressantes à la fin du XIXème siècle et au début du XXème, c'est que toutes les places deviennent des places-parcs, sauf *San Victorino*, dont la hiérarchie dans la ville avait baissé comme conséquence de la disparition de l'église et de ses fonctions comme marché. En plus, les phénomènes de transport urbain la privilégièrent comme un endroit de croisement et de confluence et un des nœuds fondamentaux pour la circulation. Ceci donne à sa transformation un sens distinct à celui que l'on concéda aux autres places de la ville.

Les unes s'appelèrent parcs et les autres places, mais en réalité elles participaient des deux caractéristiques. La place ou parc de *Los Mártires*, ainsi que la Place de Bolívar, est semée d'arbres. Statue, jardin et grille sont les trois éléments constitutifs de ce nouvel emploi des espaces publics. Ceci configure la base de la nouvelle « religion civique »,

tronquée par la réhispanisation et la régénération du catholicisme dans la ville au début du XXème siècle.



Photo 29: PLACE DU MARCHÉ DE *SANTA INÉS* (1900).
Pris de: *El Espectador.* s.f.

Ce retour au monde hispanique fut clairement démontré par l'installation des monuments consacrés à Christophe Colomb et à la reine Isabelle La Catholique, qui se découvrirent dans l'Avenue qui commença à s'appeler alors « *de Colón* », le 20 juin 1906 (Mejía, 2000: 205). Les statues de Colomb et d'Isabelle la Catholique « …sont de taille héroïque et manifestent une extraordinaire majesté. Colomb signale avec la main les terres d'Amérique et avec l'autre empoigne le bâton de navigateur. Isabelle a dans la main la permission qu'elle donne à Colomb » (Florencio, 1962: 52).

Le chemin à Fontibón deviendra, à partir de ce moment, une somptueuse avenue qui signale une voie d'avenir pour le futur (Photo 30):



Photo 30: STATUES DE CRISTOPHE COLOMB ET ISABELLE LA CATHOLIQUE À LA GARE DE LA SAVANE.
Pris de: FUNDACIÓN MISIÓN COLOMBIA. *Historia de Bogotá*. Bogotá: Villegas Editores, Volumen 3, 1988, p. 25.
Les statues de Colomb et Isabelle La Catholique furent placées sur le chemin de Fontibón à l'occasion du Quatrième Centenaire de la Découverte de l'Amérique en 1892, près de l'endroit où se trouvait antérieurement la *Pila Chiquita* [Petite Fontaine] de *San Victorino*.

> « …En général, l'asphalte et le ciment sont maîtres du pavement des trottoirs et des chaussées, et le vent ne mobilise plus des tonnes de poussière, désespoir des passants. Les chemins royaux primitifs, c'est-à-dire les voies d'entrée à la ville par le nord et par l'occident, ont été dès leur origine d'une largeur considérable, de telle manière qu'en les asphaltant et en les illuminant avec profusion elles sont devenues de plus belles avenues, celles de meilleur développement et d'aspect le plus frappant. Ce sont l'Avenue de la République tout le long de la *Carrera*Septième, l'Avenue *Colón*, qui forme la *Calle* 13 de la *Carrera* Douze à l'occident; l'Avenue du Centenaire, qui a son origine dans l'Avenue *Colón* et va vers l'occident, jusqu'au quartier de Puente Aranda, une des voies les plus somptueuses de Bogota… » (Cortázar, 1938: 552).

Le début de cette voie délimitera le passage entre la ville et les territoires au-delà de la capitale:

« … il y a deux savanes: celle au fond de laquelle se trouve Bogota et celle qui se voit du bord. (…) Une double agitation se dispute notre attention quand le train court vers la ville. (…) Le réseau de certains rails qui après nous emprisonnent en rêves, l'échappement de la vapeur d'une machine qui attend, la gare avec ses horloges arrêtées et le temps endormi, l'éveil de la lumière sur la Place et, finalement, le brouhaha forcé de l'Avenue de *Colón* avec ses étalages bien garnis de charrues, de paquets de graines et de nombreux outils qui sont de trop pour la ville. Sur elles se promènent tous les jours de l'année des régimes de mandarines, des troupiales transis et l'étirement féminin et angélique, éthéré et marin, des orchidées… » (Fernández, 1943: s.p.).

A *San Victorino*, de son côté, la fontaine publique est restée sur la place jusqu'en 1910, année où elle a été remplacée par la statue de Antonio Nariño (Photo 31). La statue fut inaugurée le 20 juin 1910, sur le motif des fêtes de célébration du Centenaire de l'Indépendance et fut l'œuvre du sculpteur français Enrique León Greber, disciple de Tenerani. Dans cette statue d'Antonio Nariño « l'artiste le représente le moment où il répondait au peuple de Pasto qui demandait sa tête: 'Je suis le général Nariño' » (Florencio, 1962: 52). La célébration du Centenaire fut une occasion très spéciale pour restaurer les symboles de l'imaginaire de l'État National et ceci se plasma sur la place de *San Victorino*. *Avec l'installation de la statue, la place changerait de nom et commencerait à s'appeler « Place de Nariño » pour la première fois dans son histoire.*

Mais en plus de la signification symbolique, l'espace public créé autour de la statue avait un caractère fonctionnel. Les lignes du tramway qui venaient de *San Diego* et de Fontibón arrivaient à *San Victorino*, ce qui fit que l'on créa un rond-point autour de la statue pour que les tramways tournent à cet endroit (Photo 32). Ainsi se conjugua l'importance de la place dans le contexte de la culture nationale et son caractère d'équipement urbain. C'est à cette époque que se produisit la municipalisation du tramway, après une grève historique qui représenta la non conformité et les iniquités générées par l'essor d'un capitalisme qui laissait les meilleurs dividendes aux chefs d'entreprise privés et étrangers. En 1917, de son côté, on construisit la Place de Taureaux de *San Diego*, raison pour laquelle *San Victorino* ne fut plus la scène des courses de taureaux traditionnelles dans la ville.

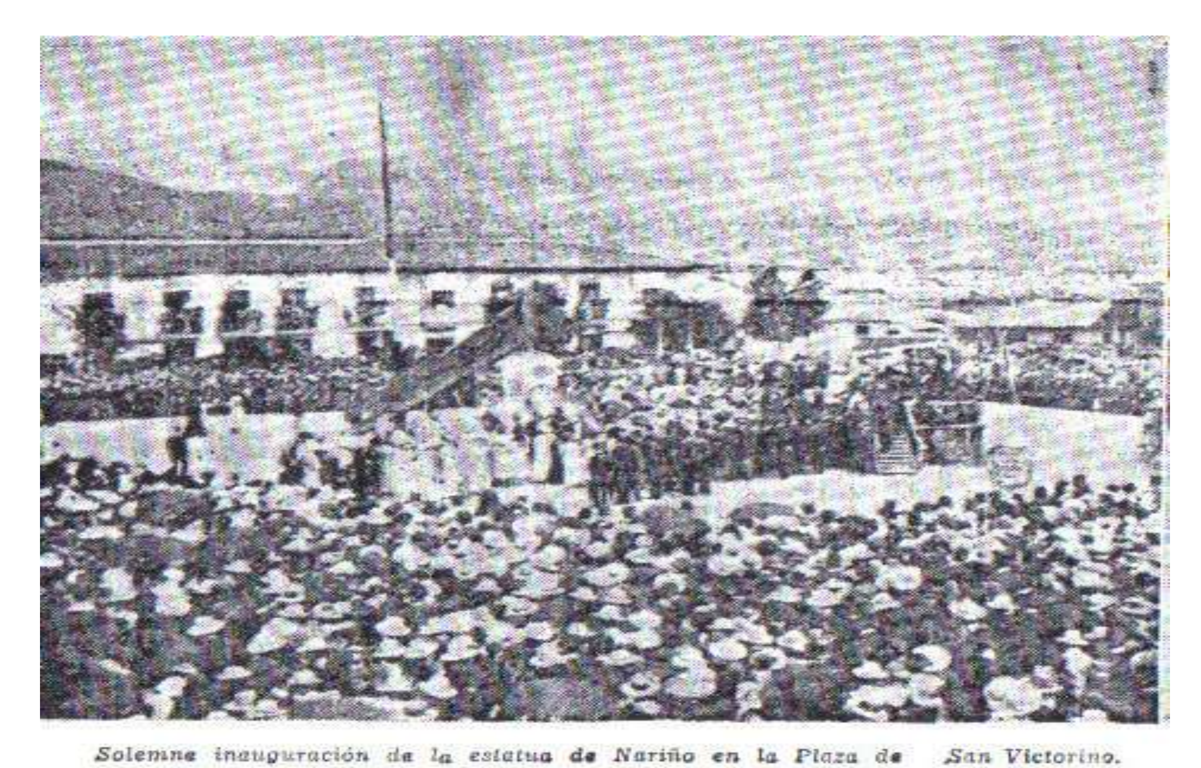


Photo 31: INAUGURATION DE LA STATUE DE NARIÑO À *SAN VICTORINO* (1910).
Pris de: *El Tiempo*. Bogotá: le 20 juillet 1960, p.6.



Photo 32: PLACE DE NARIÑO (1928).
Pris de: FENALCO. « San Victorino añora su espacio público ». Dans: *Fenalco (Bogotá)*. Mayo 13 de 1994, p. 9.

Alberto Lleras, président de la Colombie entre les années 1958 et 1962, vécut dans le quartier de *San Victorino* durant ces années et fait une description bien suggestive de ce qu'était le quartier à cette époque:

> « La ville, en 1915, quand nous y retournâmes, était très petite. Qui sait pour quelle raison, tout ce qui était à nous se trouvait du côté de *San Victorino*. Dans l'église de *La Capuchina*, j'avais été baptisé. En face se trouvait l'hôtel Cote et plusieurs années plus tard, le collège de Ramírez. Don Diego Camargo avait vécu face aux statues de Colon et d'Isabelle La Catholique, une de chaque côté de l'Avenue qui portait le nom de l'Amiral. À côté, un peu plus haut, à l'orient se trouvait la maison de Jorge Lleras, haute, avec une cour immense, des corridors qui l'entouraient, des murs épais, des pièces obscures. (…) Et à *San Victorino* se trouvait la maison de Don Santiago Barriga, un vieil hidalgo sage, qui vivait avec ses sœurs sur l'Avenue Colón, dans une immense demeure dont la cour était un grand jardin avec des arbres grands et forts, avec une fontaine, des recoins de verdure et une grotte où s'abritait une petite vierge en faïence (…) Pas très loin de la place de *San Victorino* vivait Sixto López, marié avec une de mes cousines, aux yeux bleus et au teint très blanc, mère de Rudesindo et de Sixto Enrique, le premier des deux revenait de France, transformé en un abbé parfumé, avec une réputation méritée d'orateur sacré, très admiré par les femmes et vu avec ennui par les mâles. Au coin de *San Victorino* et de la *Alameda*, rue puante remplie de boue et de poussière, selon la saison, se trouvait l'épicerie d'Epaminondas, frère de Don Sixto, qui supportait comme il pouvait son nom illustre et le répétait sur mille avis dans les rues et dans les chemins, et même sur une pierre qui sortait du Chute du Tequendama. Je ne sais pas ce dont avisait Epaminondas, en plus de ses *empanadas* exquises et des prodiges de sa confiserie, que je trouvais irrésistible. Cela semblait un petit restaurant, mais on ne voyait pas de clientèle sérieuse de repas substantiels, si ce n'est des postillons de voiture de louage et des personnages désoccupés *de la place triangulaire et paisible.*
>
> (…) « Cette partie de la ville,j'obtins de la dominer rapidement. Elle n'était pas beaucoup plus grande que Chipaque. De là, dans mes explorations, je grimpais vers l'orient par la *Calle* 13, dans une série d'étapes que j'aurais pu faire même endormi. Il y avait la petite boutique du barbier, en haut de la *Carrera* Douze, avec son signe caractéristique où des jeunes filles aimables et très actives me coupaient les cheveux. Ce furent les dernières femmes que je vis exerçant ce métier (…). Plus haut, il y avait l'Énergie Électrique, des Samper. Après la Demeure du Très Haut, un édifice en brique, comme la Maison des Lettres, du même style, mais avec plus d'étages, dans lequel on louait des pièces à des étudiants universitaires sérieux et bons payeurs.

(…) En moins d'une année, je pus anticiper à une rue de distance qui venait, comment il était, c'est-à-dire s'il s'agissait de quelque étranger ou d'un personnage local défini, en particulier les types les plus définis, les crétins, les fous, les boiteux, les goitreux, les aveugles, cette immense population de tarés qui déambulait par les rues, occupés à des travaux actifs et inconnus. C'était comme les points importants d'une caravane, pour le reste grise et indéfinie, de personnages sans signes particuliers, qui grimpaient avec décision la *Calle* 13 ou se glissaient vers *San Victorino* avec rapidité, comme s'il allait pleuvoir. Il pleuvait presque toujours, naturellement » [Nous avons souligné] (Lleras, 1998: 245-246).

Le président lui-même confirme la forme triangulaire de la place de Nariño, encore en plein XXème siècle. Le secteur, comme on peut l'apprécier, est résidentiel et composé de gens illustres. Cependant, malgré l'exclusivité du secteur, il continuait à s'y trouver des personnes de toutes les sphères sociales. La place de marché de *Santa Inés* était un des points névralgiques où se concentrait une grande activité caractéristique du secteur:

« Pomponio allait à la place grande qui se trouvait entre la *Carrera* Dixième et la Onze avec la *Calle* 10. Là, on préparait de bonnes *mazamorras chiquitas* selon la règle: des haricots, des fèves, des petits pois, des maïs et plusieurs viandes. Cela avait un goût de pur maïs. C'était à s'en lécher les babines. On vous servait une bonne platée et si quelqu'un voulait répéter on lui en donnait plus.

« Les gens de la campagne sortaient pour vendre dans de grands paniers et ils vendaient de tout. Dans la *Carrera* Onze se trouvait la grande boucherie. Des gens de toute la ville y allait et l'après-midi c'était *pelao*. Dans ce secteur, le commerce bougeait à grande échelle. Il y avait du travail pour tout le monde. Les conducteurs de charrettes en profitaient et travaillaient du matin au soir. La majorité d'entre eux vivait dans le quartier » (Pineda, 1998: 21).

Ces récits, ainsi que ceux de Blair Niles (1923) soulignent la connotation populaire liée aux dynamiques des marchés traditionnels:

« Le marché est bruyant et rempli de gens aimables. Avec beaucoup de 'pardon' et 'si vous permettez', des pieds sans chaussures ou avec des espadrilles, ils se meuvent sur le sol de terre battue. Je m'arrêtai à regarder un homme qui avec deux petites perruches et un orgue de barbarie essoufflé annonçait que pour une monnaie les perruches disaient la bonne aventure. Elles s'arrêtèrent de bouger dans la cage sur un ordre et parurent comprendre l'élection qu'elles devaient faire entre les papiers couleur saumon dans la boîte porteuse de chance.

« Je vis aussi un étrange couple qui attirait des multitudes: c'était un indien petit et fort, comme la plupart de ceux des tribus américaines du sud, et un cagneux grand et robuste aux traits à prédominance négroïde. Celui ci proclamait avec un sonsonete chanté que 'l'indigène' venait de la Guajira, sa terre natale, pour donner aux habitants de Bogota l'opportunité d'acheter des remèdes merveilleux, fruits des découvertes secrètes de sa tribu. Il y a, disait-il, une pommade… particulièrement miraculeuse en cas de rhumatisme…

« En même temps, l'indigène fumait un cigare très grand et crachait à droite et à gauche; dans sa figure peinte en noir, je ne trouvais aucune expression.

« Sur le marché de Bogotá, unique au monde, on vend de la poésie jointe aux oiseaux. Des va-nu-pieds vont et viennent offrant pour quelques centimes des petits cahiers avec ce qu'ils appellent des poésies; leur prix est encore plus bas que celui des feuilles détachées avec des vers imprimés sur du papier rouge. Fréquemment l'acheteur ne sait pas lire et le vendeur doit lui déclamer à haute voix sa collection pour que le client choisisse, face à une foule de gens pressés les uns contre les autres qui écoutent. J'ai suivi ces enfants et je leur ai acheté des copies de ces poèmes sélectionnés par ces métis aux pieds nus » (Niles, dans Martínez, s.f.: 146-147).

Comme on le voit clairement dans les récits antérieurs, le centre historique continuait à être le noyau principal de l'activité dans la ville: « La ville croit en quartiers. Cependant, la grande quantité d'urbanisations délimitées entre 1930 et 1950 ne correspond pas à un taux de construction parallèle: ces quartiers périphériques ont eu une période très longue de consolidation. Cela a fait que malgré les prétentions d'autosuffisance urbaine, le centre continue à conserver son rôle nucléaire d'activités commerciales et publiques pour toute la ville » (Zambrano, 1998: 46). La ville continue à être une ville provinciale, encore très liée aux traditions de la société coloniale, mais avec des nuances de civilisation et d'urbanisme qui marquent le chemin vers la modernité culturelle. Même ainsi, une atmosphère de vie rurale et de « bas fonds » caractérisait à Bogota, ce qui se reflétait clairement dans le secteur de *San Victorino*:

« Ce qu'il y avait de plus, si je ne trompe pas, c'était la désoccupation et ce que les économistes appellerais le chômage déguisé. Les offices et les supposées occupations d'une immense quantité de gens de la classe la plus basse économiquement, étaient innombrables et absurdes. Naturellement, les *aguateras* qui portaient l'eau du Jet de Padilla, dans des cruches aux larges becs bouchés par des morceaux de bois, enveloppées dans des herbes de la montagne. Et celles qui vendaient du bois de La Calera, région que j'imaginais dévastée par de telles tâches incessantes. Les cuisines fonctionnaient, dans la plupart des cas, au bois et au charbon. Il y avait aussi les producteurs de charbon de bois, travail que je connaissais bien, parce que je l'avais vu se faire à grande échelle dans les fours fumeux au *páramo* des

Quentes, sous les ordres de mon oncle Santiago. Venait ensuite un autre sous-prolétariat, les gens qui vendaient des tiges, pour redresser les plants dans leurs plate-bandes, du sable pour rendre plus apte la terre dans la quelle on sème, et mille choses inutiles, mais avec une valeur minima, en centimes, qui comme conséquence de la grande dévaluation s'appelaient encore, et disaient dans leurs propres écriteaux, *pesos*. Les gens qui recueillaient et même achetaient des vieux journaux, des bouteilles des enveloppes déchirées, de la poubelle. Et tous ceux qui du matin au soir annonçaient, avec de grands cris de gitans, des friandises de toute sorte, ce qui nous faisait nous précipiter à la porte avec tous les gosses du voisinage. Toutes ces formes d'une culture de la pauvreté avaient été enlacées par les auteurs de tableaux costumbristes, comme démonstrations gracieuses du folklore local, de la même manière que les 'types' curieux et difformes, les fous, les faibles d'esprit qui abondent dans la ville » (Lleras, 1998: 246).

La ville, comme toutes les principales capitales du sous-continent, commence à expérimenter un trajet accéléré vers la vie moderne à partir des années 30. Peu à peu, mais de manière imminente, commencent à disparaître ces scènes d'une ville tranquille et paisible, pour commencer à vivre l'intensification du processus d'industrialisation et la concentration démographique correspondante dans les villes qui donnera lieu aux grandes surfaces métropolitaines d'Amérique Latine. Des entreprises, comme Ciments Samper, celle de l'Énergie Électrique et la fabrique de ver « Fenicia » inaugurent leur production. La possibilité d'importer du fer et de construire des machines génèrent les conditions et les symboles de la modernité.

À la fin du XIXème siècle, la Colombie est déjà un pays de culture du café, ce qui explique l'arrivée du chemin de fer à Bogotá et l'essor de l'urbanisation, outre l'influence que va à avoir le grain dans la culture du pays: « En plus du café, la construction des chemins de fer d'Antioquia, du Cundinamarca et du Pacifique mirent Bogotá, Medellin et Cali dans une position définitivement avantageuse depuis cette époque [1870-] et qui a été renforcée de manière importante au cours du temps. (…) La construction des chemins de fer (…) a continué à structurer de manière importante le territoire jusqu'à la fin de la décade des années trente et eut beaucoup à voir dans l'emplacement des nouvelles industries, aménagement auquel s'ajoutèrent les routes » (Zambrano, dans Mejia et Zambrano, 2000: 41).

La « substitution des importations », qui eut lieu dans les années 30, a représenté une importante transition vers le capitalisme industriel dû aux effets de la crise de l'année 29 et a favorisé la création d'un état de bien-être et d'économie mixte qui essayait de répondre aux revendications sociales des premiers mouvements syndicalistes existant en Colombie. A ce moment là, les artisans, les commerçants et les étudiants étaient les principaux groupes sociaux de la ville. La classe travailleuse de Bogotá, ce sont les ouvriers qui la constituent principalement; hommes et femmes forment des sociétés,

mais le syndicalisme tarde à apparaître. Jusqu'en 1930, Bogota est une ville d'artisans pour la faible industrialisation de la ville.

L'une des luttes fondamentales qui se livra alors entre l'élite de la ville et les mouvements populaires fut celle des révoltes de la *chicha*, importantes pour le récit de *San Victorino* dans la mesure où le secteur était une des scènes de rencontre du peuple et qu'il existait beaucoup d'établissements de vente de chicha dans le voisinage de la Place du Marché. En 1907,

> « …les autorités de Bogotá (…) décidèrent de mener une bataille frontale contre le négoce de la *chicha*, pas tellement pour l'extirper totalement, mais plutôt dans le but d'éloigner les *chicherias* sales du Centre-Ville. Malheureusement, les dignitaires élaborèrent le décret sans se préoccuper des moyens de le rendre applicable. Ce décret défendit le fonctionnement de *chicherías* dans l'aire comprise entre les *Calles* 5 et 22 et les *Carreras* Quatrième et Dixième. Cette disposition, ainsi qu'on l'écrivit, resta sur le papier. Le message donné par un journaliste de l'époque est éloquent sur le spectacle repoussant que présentaient les *chicherías* en plein centre de la capitale: 'à deux pas de la Centrale de Police, entre le coin ouest de la Place du Marché et le Pont des Martyrs, il n'est plus possible de circuler à n'importe quelle heure du jour ni de la nuit, avec les maisons des deux côtés de la rue de tout le pâté de maison occupées par les *chicherías*. Avec l'autorité se désintéressant de donner des garanties aux passants, le peuple s'amoncelle et se bouscule aux portes des *chicherías*, et ivre, s'étend et s'empare des trottoirs et des pavés, formant des barrières impénétrables. Les fortes émanations de la *chicha* fermentée; l'exhalaison chaude et fétide de mille *ruanas* et *jipas* sales, de mille châles et *corroscas* malpropres; les urines et même les matières fécales…; la boue que des milliers d'espadrilles déposent sur le trottoiret les rend glissantes, rendent le trafic de la rue impossible'. Le principal problème qui s'est présenté à l'autorité a été la résistance qu'opposèrent les *chicherías* de la *Calle* 10 comme étant les plus proches du marché hebdomadaire très fréquenté où se donnaient rendez-vous, logiquement, les plus assidus consommateurs de la boisson » (Fondation Mission Colombie, 1988: 165).

La lutte contre la *chicha* était telle qu'on essaya de substituer sa consommation par celle du café, comme une boisson inoffensive et comme une forme de civilisation des coutumes, étant donné que l'aspect des *chicherías* et leur hygiène étaient préoccupants pour la ville. Cependant, le véritable problème était, en réalité, le désir d'introduire par la force le négoce de la bière, une fabrication de caractère industriel dirigée par les familles les plus représentatives de la ville, auquel la *chicha* enlevait toute possibilité de substituer la consommation et d'augmenter le volume de vente dans la ville:

> « Entre 1935 et 1936, on observa une augmentation inquiétante de consommation de la *chicha*. En octobre 1936, les autorités municipales se

virent obligées d'augmenter de manière considérable la zone défendue pour la vente de la boisson. Les vendeurs furent drastiquement relégués à la périphérie de la ville. Selon les nouvelles normes, aucune *chichería* n'était autorisée à opérer du sud au nord entre la *Calle* 1 et le point habité à l'autre extrême. De l'orient à l'occident la zone défendue était comprise entre la *Carrera* Cinquième et la Dix-neuf » (Fondation Mission Colombia, 1988: 167-168).

À cette époque:

« Dans la société colombienne complexe, Bogota pesait chaque fois davantage. Au commencement de la décade [des années 40] c'était une ville de près d'un demi-million d'habitants et elle se consolidait en même temps comme un centre multiple, géographique, industriel, politique, économique et éducatif. (…) Par les rues de Bogota circulaient, en 1940, 4.899 automobiles et quelques 500 bus. Bogota était déjà une ville qui pouvait être sentie comme étrange, même par ses propres habitants. Quelques-uns d'entre eux déambulaient dans la ville par inertie, sans pouvoir s'adapter jamais à la 'réalité' d'une *mare magnum* qui, cependant, fonctionnait parfois avec l'efficacité d'un mécanisme incompréhensible mais bien huilé » (Sánchez, 1997: 83-84).

Cela était dû, plus que tout, aux premiers pas donnés dans la ville conduisant à l'application des fondements de la planification urbaine moderne, dont le but consistait à rationaliser le fonctionnement de la dynamique urbaine d'alors et à la projeter vers le futur. En 1933 apparaîtra un premier antécédent de ces transformations: le Plan *Bogotá Futuro*. Selon la presse de l'époque, le plan voulait rompre avec la forme traditionnelle de la ville, en s'inspirant des travaux d'Haussmann à Paris » (Montezuma, 2000: 479). C'est-à-dire que les dirigeants de la ville aspiraient à produire une série de réformes inspirées des tendances idéales de la modernité de cette époque, avec des boulevards coupant le tracé métropolitain et des pâtés de maison sillonnés de diagonales qui rendraient plus efficace la circulation urbaine:

« La Junte Municipale des Travaux Publics, existant depuis des années, fut alors le bureau chargé initialement de veiller au contrôle de la croissance démesurée que présentait la ville. On chargea ce bureau du Plan de 'Bogota Futur', ou bureau du Plan, comme on le connut généralement. Il est important de signaler à ce sujet que l'introduction de ce plan comme élément rationnel, diraient les hommes de cette époque, scientifique, pour ordonner la croissance de la ville n'est pas antérieur au phénomène mais s'en détache. En d'autres termes, la planification fut la réponse de la politique, aussi bien sur le plan normatif que sur celui de l'exercice de l'autorité de la part du Conseil, à un désordre déjà créé et sans orientation à suivre. Précisément, ce que cherche le plan 'Bogota Futur' c'est créer cette orientation, mais il devra

> entrer en concurrence avec les forces qui avaient fait déborder cette croissance; l'immigration croissante, la faiblesse et même l'absence de contrôle [politique] et les intérêts des urbanistes » (Zambrano et Mejía, 1998: 48).

Les travaux de Luis M. Bautista et de Karl Brunner durant la décade de 1930 seront considérés comme les principaux antécédents d'une planification urbaine en Colombie. Brunner était un urbaniste reconnu mondialement et sur le plan local il obtint de se distinguer par les égouts et le pavage du fleuve *San Francisco*, ouvrage qui donnerait lieu à l'Avenue *Jiménez* actuelle, en 1925 (AMB, 1999: 26). Cette Avenue aura une signification fondamentale dans la vie de la ville, car les ponts sur le fleuve disparurent et on ouvrira la voie à une plus grande agilité du trafic de véhicules par le Centre-Ville, contribuant de plus de manière substantielle à son hygiène et à son assainissement. Pour *San Victorino*, ce sera très important car cela permettra d'obtenir la consolidation d'un espace urbain qui connecte de manière efficace l'extérieur avec l'intérieur de la ville.

De plus, le secteur de *San Victorino* complète cette dynamique avec une autre des initiatives de Brunner: « Le déplacement du tracé du Chemin de Fer du Nord, de la Carrera Quatorze vers l'occident, constitue un des travaux les plus importants de Brunner. Ce changement permit de construire l'Avenue *Caracas* qui, entre les rues 26 et 45, se convertit rapidement en un des espaces les plus importants de la ville » (Montezuma, 2000: 489). L'Avenue *Caracas* devient, à partir de ce moment, une des limites urbains du secteur de *San Victorino*, et la voie de l'ancienne *Alameda* (*Carrera* Treize) perdra définitivement son importance comme voie du périmètre de la ville.

Karl Brunner a été désigné à de multiples occasions comme le pionnier de l'urbanisme en Colombie. Une des principales caractéristiques de ses travaux est reliée à la conception d'espace public dans la ville, qui n'était pas encore enraciné, ni dans le tracé urbain, ni dans la pensée des gens, bien que la Constitution de 1886 instaurait ce principe comme un aspect fondamental de la vie sociale colombienne:

> « Dans ses projets il a conçu une manière de construire la ville et, de sa place d'urbaniste au service de la municipalité, il a défini l'attitude de dessiner la ville comme promoteur de l'espace public.
>
> (…) « Le plan ou code urbain le traduit directement dans des projets d'élargissement, de quartiers, de parcs, que lui-même dessinait dans son Bureau Municipal. Il les a conçus comme entités autonomes intégrées à la structure des voies de la ville et dans lesquelles il définissait avec exactitude un plan d'urbanisation, la forme du tracé urbain, la hiérarchie et la position des espaces publics. Dans tous il détachait l'importance des bois ou des parcs, comme élément structurel, aujourd'hui mal appelés zones vertes, et la proportion d'espace public par rapport à l'espace privé » (Vallejo, dans *El Tiempo*, le 6 mai 1989: 8-B).

C'est alors que l'on commence à concevoir la ville en termes de claire opposition conceptuelle entre le public et le privé, élément structurel de l'ordre urbain qui n'atteindra son point culminant qu'à la fin de la décade des 80.

Au cours des années 40, de son côté, il y aura une vague de référents à l'urbanisme mondial exprimés par divers architectes, qui seront appliqués à l'espace métropolitain de la capitale colombienne, tous orientés à établir un similaire avec le modèle de ville européenne et nord-américaine.

Entre 1943 et 1944, on promulgue le Plan Soto Bateman, qui « introduit le concept d'aire d'utilité publique ou d'intérêt social pour l'expropriation et propose la création de l'Avenue *Carrera* Dixième et la division de la ville en diverses aires » (Montezuma, 2000: 480). Se fondant sur cette initiative, la Société Colombienne d'Architectes énonce en 1944 un plan dont le pilier est la construction de l'Avenue *Carrera* Dixième:

> «Comme résultat d'une série de débats public effectués autour du Plan Soto-Bateman, la Société Colombienne d'Architectes concréta la proposition d'un plan qui consistait essentiellement en l'élargissement de deux grandes voies, à l'orient et à l'occident de la *Carrera* Septième, qui devaient traverser le Centre-Ville qui manquait de voies d'accès en direction nord-sud.
>
> « On proposa d'abord l'ampliation des *Carreras* Neuvième et Quatrième. L'étude des possibles coûts d'acquisition des zones trouva qu'en déplaçant la voie occidentale de la carrera Neuvième à la Dixième on obtenait une économie de plus de six millions de *pesos* qui, à cette époque de 1944, était un chiffre très élevé et en conséquence on adopta la solution d'élargir la *Carrera* Dixième » (DAPD, 1964: 83).

Avec ce projet, on finit de structurer la maille de voies de la Bogota moderne, qui aura comme principal épicentre la place de *San Victorino*, car c'est là où confluera le trafic et la mobilité de ces trois axes de voies conçus entre les années 30 et 40: l'Avenue *Jiménez*, l'Avenue *Caracas* et l'Avenue *Carrera* Dixième. Bien que cette série de transformations n'aient pas d'impact significatif durant la période 1910-1948, elles résulteront décisives pour définir l'orientation urbanistique et la fonction du secteur postérieurement dans le contexte de la ville.

Avant de cette date, une énumération qui se fit des places et parcs de la ville, ne comptait plus la Place de Nariño entre les remarquables. On citait à peine: « Nariño, le précurseur de la grande guerre, a sa statue de bronze sur la plazuela de son nom » (Cortázar, 1938: 552). La place, comme nous l'avons mentionné et comme le confirme la rétrospective cartographique, était triangulaire jusqu'au début des années 40 (Photo 33). Cependant, à cette époque commença une transition fondamentale pour le futur de la

place et du secteur dans son ensemble: l'élargissement de l'espace de l'ancienne petite place.



Photo 33: PHOTO AÉRIENNE DE *SAN VICTORINO* (ANNÉES 30).
Pris de: PALACIOS, Víctor Manuel. *Intervención en la Avenida Jiménez de Quesada y Plaza de San Victorino*. Bogotá: Tesis de Grado, Universidad de los Andes, Facultad de Arquitectura, 1996, s.p.

On apprécie sur cette photographie une vue aérienne unique de la Place de Nariño au temps où elle était encore un triangle et qu'il ne s'était pas produit l'élargissement de la zone. Nous voyons que l'Avenue *Jiménez* existe déjà, mais pas l'Avenue *Caracas* ni la *Carrera* Dixième. Par conséquent, cette photographie aérienne correspond à *San Victorino* durant la première partie des années 30, quand commencèrent les travaux de la *Caracas*, au début de la Bogota moderne, et elle a été prise dans les premières années de l'aviation en Colombie. Ce document est donc très important, si on tient compte que c'est un document palpable et réel du maintien de la forme triangulaire de la place jusqu'à ce moment.

On peut apprécier sur la photo, sur la place Antonio Nariño vers l'orient (dans la partie supérieure de la place dans la photo), le pâté de maisons triangulaire qu'on a détruit pour permettre son élargissement, ainsi que le marché couvert de *Santa Inés* (à droite) et la place de *Los Mártires* (partie inférieure vers la droite), arborisée conformément aux directives de l'époque.

> « 1945. La place de Nariño, ancienne place de *San Victorino*, présentait depuis un certain temps, pour l'incurie des constructions qui l'entouraient, un aspect chaque jour plus déprimant, en détriment du notable développement acquis alors par le secteur occidental de la ville. Cet espace ouvert avait surgi sans plan préalable et sans normes urbaines qui règlent sa croissance et avait ainsi configuré un périmètre pentagonal propice au désordre et à la malpropreté. Le Conseil, dans le but louable de régler et d'orner la place, expédia en 1945 l'Accord 11 par lequel on autorisa la rénovation de la place. *Il disposa également l'acquisition du pâté de maison triangulaire compris entre la* Calle *12, la* Carrera *Onze et le côté oriental de la place jointe avec les zones dont on avait besoin à cet effet dans le pâté de maison compris entre la* Calle *12, l'Avenue* Colón*, la* Carrera *Quatorze et la place de Nariño, en accord avec les plans élaborés par le Secrétariat des Travaux Publics* »[Nous avons souligné]. Disponible sur: (http://bitacorasdebogota.blogspot.com/2007/01/sucesos-historicos-siglo-xx.html. [Réf. du 19 Octobre 2008]).

L'ampliation de la place constitue un fait historique fondamental pour cette recherche. Il est évident qu'il y avait un grand contraste entres les avances urbanistiques importantes qui se présentaient aux alentours du secteur et la détérioration visible des constructions avoisinantes à la place, bien que de nombreuses familles de l'élite de Bogota habitaient dans cette zone. Telle situation rend compte des contrastes et du désordre urbain latent dans la ville, ce qui exigeait des réponses décidées de la part de l'administration.

> « *1948*. Le Conseil Municipal expédia cette année deux Accords en relation à la rénovation de la place de Nariño. L'Accord 16 par lequel il autorisa l'acquisition des immeubles et des zones prévues à l'Article N° 100 qui assigna dans ce but la somme de $1.162.036, en incluant dans cette somme les démolitions, les travaux de construction et ceux de pavage. L'exécution des accords antérieurs suivit le rythme qu'imposent dans ces cas l'acquisition des immeubles, les démarches de licitation et l'exécution des travaux. Et il arriva que la place une fois agrandie dut céder une partie de sa surface pour l'élargissement de l'Avenue *Jiménez de Quesada*, ouvrage qui défigura l'image urbaine que l'on prétendait avoir obtenue là, et en fait la statue de Nariño devint hors lieu. Les excavations artisanales que l'on fit en 1950 pour le stationnement de véhicules intervinrent aussi dans l'altération des fonctions civiques de cette enceinte (…) [(Photo 34)].



Photo 34: PANORAMIQUE DE *SAN VICTORINO* (1948).
Pris de: BUREAU DES DEFENSEURS DE L'ESPACE PUBLIC. C.D., 1999.
On peut apprécier sur cette photographie la marque laissée sur le sol par les vestiges de l'ancienne place triangulaire, et la différence établie avec le parking des automobiles qui commença à fonctionner dans le pâté de maison triangulaire situé à l'orient de la statue de Nariño, démoli pour l'élargissement de la place. Nous voyons, de même, l'Avenue *Jiménez* complètement asphaltée.

> La statue de Nariño se retira de la place cette même année; elle se trouve actuellement dans le jardin face à la façade postérieure du Capitole [(Photo 35)] » (Ibid.).

Il se produisit, alors, une sorte d'unité d'ensemble entre l'ample espace pour le parking et la gloriette que le tramway prenait pour retourner à Fontibón. Il n'y avait pratiquement pas plus de limites entres les deux espaces que ceux marqués sur le sol. Le tramway passait juste à côté des autos de l'historique parking, sans que n'intervienne aucun trottoir ou séparateur. Cela conduisit, pour la première fois, à l'existence d'un ample espace à vocation étroitement liée au transport urbain, qui quitta tout fondement à l'esprit civique et national que l'on prétendit communiquer à la Place de Nariño, qui ne dura que 40 ans, ceux là même, pratiquement, qu'arriva à avoir le commerce semi-formel des *Galeries Antonio Nariño*.



Photo 35: STATUE D'ANTONIO NARIÑO DANS LES JARDINS DU PALAIS DE NARIÑO.
Pris de: BEER, Paul. Dans: *Colombia, país de ciudades.* Bogotá:Editorial Pío XII, 1960, s.p.

Chapitre 5. Vicissitudes du « bas centre » dans la Bogota moderne (1948-1998).

C'est la période la plus importante pour la compréhension du conflit entre l'administration d'Enrique Peñalosa et les commerçants informels, car elle correspond au moment de la fondation des « *Galeries Antonio Nariño* » dans la ville et c'est en même temps l'époque durant laquelle le phénomène de la marginalité sociale prend de la force dans le secteur de « *El Cartucho* », proche à *San Victorino*.

Les révoltes déchainées par l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán en 1948 détruisirent une bonne partie du centre historique de la ville. Dans ce sens, le « *Bogotazo* » a représenté une opportunité sans précédent pour prendre en main la transformation substantielle d'une zone qui générait déjà de la préoccupation dans certains secteurs sociaux, pour le désordre et la dégradation dans laquelle elle se trouvait.

> « L'entrée au capitalisme financier exigeait à Bogota de rendre adéquat de nouveau le vieux Centre de la ville coloniale indienne, déjà obsolète et converti en un obstacle. Il existait un remarquable désajustement entre le contenu nouveau du Centre et sa forme archaïque, entre une société nouvelle et les vieilles scènes construites. (…) Cette contradiction disparaît le 9 avril 1948, quand les flammes anéantissent les principaux obstacles pour la

> modernisation et que le jour suivant le proclament, avec une joie mal dissimulée, aussi bien les idéologues indigènes de la Lettre d'Athènes que les grands spéculateurs du sol » (Niño, 1996: 170).

Dans ce contexte, *San Victorino*, en plus d'être une des zones de la plus grande dégradation, était devenu « une des zones les plus affectées » par les évènements: « ...la veille de l'historique 9 avril 1948, la revue PROA réclame la modernisation du Centre de Bogota, indiquant l'objectif dans ces termes: 'Urbaniser de nouveau le secteur le plus malpropre, celui appelé Place du Marché, compris entre les *Calles* 2 et 7, entre les *Carreras* Neuf et Douze B' » (Ibid.: 170-171). Il semble à beaucoup étrange et de plus curieux que ce qui arriva durant le *Bogotazo* affecte de manière tellement positive cet intérêt de reconstruction. En effet, après le 9 avril, « La zone la plus affectée (…) incluse les *Calles* 10, 11, 12 et 13, entre la *Carrera* Quatrième et la *Carrera* Treizième. (…) La zone de *San Victorino*, avec moins de dix pâtés de maisons qui présentent des destructions » (Avril, 1983: 36).

En accord avec d'autres versions, « Les incendies du néfaste 9 avril 1948 mirent en cendres et remplirent de décombres le côté oriental de la place de *San Victorino*. *Avec l'alignement imposé pour la reconstruction de l'aire démantelée, la place a gagné en extension et en régularité géométrique de ce côté* [Nous avons souligné] (Martínez, 1978: 165). Cependant, cette description ne correspond pas à la réalité, car le côté sud-occidental est celui qui fut le plus affecté par les excès (Photo 36).

À partir de ce moment, l'industrie de la propriété immobilière commença à se convertir en une de celles de plus grande influence dans un grand nombre « d'activités commerciales » de la ville: « Plus rapidement que le secteur public, le secteur privé réagit. (…) Apparait la Lonja, concrétant la manière selon laquelle, à la suite du 9 avril, le marché immobilier de Bogota se modernisa et entra pleinement dans l'ère capitaliste » (Aprile, op. cit.: 129). Cependant, la situation dans laquelle les mandataires de la ville étaient en même temps les représentants de l'immobilier, empêche d'établir une scission entre le milieu public et le milieu privé d'influence dans la ville.

Le secteur de *San Victorino* ne s'exempta naturellement pas de ce processus et fut l'objet de diverses propositions pour sa reconstruction:



Photo 36: *SAN VICTORINO* APRÈS LE 9 AVRIL (17-05-1948).
Pris de: « Reconstrucción de Bogotá ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 17 mai 1948, p. 11.
NOTE AU PIED DE LA PHOTO: « Dans cette photo aérienne on voit la Place de Nariño de Bogota à l'endroit où débouche l'Avenue *Jiménez de Quesada* et d'où part l'Avenue *Colón* qui se prolonge à l'occident tout le long de l'Avenue du Centenaire. Sur le côté sud-ouest de la place - partie inférieure de la photo - on apprécie le vide qui a laissé la dévastation par la démolition de plusieurs édifices où fonctionnaient des magasins et des dépôts de divers matériaux ».
Nous pouvons aussi observer sur cette photo de quelle manière la place était divisée exactement en deux « triangles » remplis d'automobiles, dû au fonctionnement du service de parking qui se prêtait dans le secteur. Un des triangles correspond à l'ancienne petite place, tandis que l'autre correspond au pâté de maisons dégagé entre 1945 et 1948, et qui permit l'agrandissement des surfaces communes dans cette zone. Tout l'espace était la propriété de l'administration de la ville.

« Que la place de *San Victorino* doit être convertie en une grande centrale de stationnement de transports urbains, intermunicipaux et interdépartementaux, c'est l'initiative que lança l'avocat local bien connu, Alfonso Lozano Caballero, qui dans des déclarations qu'il fit hier à l'un de nos reporters dit ce qui suit:

« 'Le secteur de *San Victorino*, qui fut l'un des plus affectés par les ravages du mois passé, a clairement la perspective de l'ampliation considérable de la

Place de Nariño, à l'angle occidental de laquelle se dresse la statue du héros Nariño. Et cette ampliation se justifie non seulement comme tribut au précurseur de l'indépendance et second président de Cundinamarca, mais aussi parce qu'elle constitue une nécessité immédiate pour la ville capitale, étant donné que la zone mentionnée est devenue un port commercial et terrestre de Bogota; c'est comme l'épicentre des transports de marchandise, aussi bien que de celui des passagers urbains et de la province'.

« L'avocat Lozano Caballero, se référant à la transformation et à l'ampliation de la place, dit que 'ce serait extraordinairement facile de changer la forme irrégulière et rhomboïde que présente la place en dégageant un rectangle du cul de sac de la *Carrera* Onze jusqu'à la *Carrera* Quatorze ou Avenue *Caracas*, entre les *Calles* 12 et 13 qui lui servent de flanc. On gagnerait ainsi, dit-il encore, un grand espace pour y concentrer le stationnement, le chargement et le déchargement des bus et des camions inter-municipaux, étant donné que le fonctionnement actuel de ces transports se réalise avec difficulté et préjudice pour la circulation dans ce secteur et les rues avoisinantes. Il conviendrait également de profiter des ruines de la *Carrera* Onze, entre les *Calles* 11 et 12, pour ouvrir un large terre-plein qui communique la Place Nariño avec la Centrale du Marché, dans le but de donner un accès facile aux nombreux véhicules qui y arrivent journellement pour l'approvisionner.

« Etant donné l'état en ruine actuel de la zone signalée et des édifications contigües qui sont restées debout, ce serait bien économique pour la municipalité l'achat de lots pour l'ampliation définitive de la place monumentale de Nariño, qui servira aussi pour les grandes réunions du peuple, dans le but que les manifestations et les meetings qui sont fréquents à Bogota, n'obstruent plus aussi souvent la circulation des voies artérielles et des rues centrales » (*El Tiempo*, le 12 mai 1948: 11).

Cette proposition montre avec évidence la vocation historique de *San Victorino* comme « port sec » et terminale terrestre de la ville, ainsi que l'existence d'agences de transport des passagers dans le voisinage du secteur, activité qui s'étendait alors jusqu'à la Place des Martyrs. Mais il est aussi évident que, dans l'amplitude de cet espace urbain, se trouvent présente une grande quantité de vendeurs et d'artistes ambulants qui commencent à apparaître avec force, comme protagonistes sociaux de la quotidienneté urbaine:

« La joyeuse place de *San Victorino*, attractive et pittoresque dans tous ses aspects, encadrée par des décombres et des édifices modernes et avec ses milliers d'automobiles, les uns en stationnement et les autres en continuel mouvement, est le centre principal de la congestionnée Avenue de Quesada [Avenue *Jiménez*]; maintenant le parking a dû s'étendre vers le sud, au moyen de la démolition de divers édifices.

> « Sur les espaces laissés libres, en grande partie par les ruines d'avril, les colporteurs, les prestidigitateurs et les vendeurs ambulants ont établi leurs étalages et leurs postes de vente et de tous jeunes artistes, musiciens venus de terres lointaines, en plein midi, font écouter leurs instruments à cordes et leurs chansons, au milieu de la multitude de curieux qui les applaudit et leur achète leurs cahiers de vers, pour récompenser ainsi leurs ingénieux efforts et leurs habiletés naturelles.
>
> « Sur ces postes de vente à l'air libre on vend bon marché tous les ustensiles mécaniques que l'on a pu sauver des incendies dévastateurs [du 9 avril] et la place de *San Victorino*, avec ses librairies et ses stations de véhicules, est une véritable circonscription de marchands et de spectacles gratuits, sur laquelle les troupes de gitans et de saltimbanques ont pris aussi leur place et se rafraîchissent de temps en temps avec des boissons glacées et des menthes gelées, tandis que les bus arrivent constamment aux stations, de toutes les régions du pays. Des couples de *polismens* déambulent de bas en haut, dans le but de conserver la circulation en bon ordre et des demoiselles bien vêtues rient des plaisanteries des clowns de la rue et des extravagances et des habillements des gitans » [Nous avons souligné] (Del Castillo, dans *El Tiempo*, le 27 février 1949: 9).

Bien qu'il existe une continuité depuis l'époque coloniale dans le fait social du marché sur les places de la ville, au début de la ville moderne l'apparition de la figure du vendeur acquiert deux connotations qui le différencient et lui assignent une identité comme tel: sa relation avec l'offre de marchandises liées à l'ère industrielle et aux besoins de la métropole moderne, et son déracinement par rapport à la propriété du sol urbain en des temps de haute spéculation immobilière.

La présence de nouveaux habitants de la ville dans le secteur s'était étendue à des zones voisines, créant un ample domaine de déambulation de divers personnages appartenant aux groupes de moindres entrées et opportunités à ce nouveau moment de l'histoire urbaine:

> « Le Parc des Martyrs, familial, est devenu aujourd'hui une station du sud de 'l'Avenue Caracas' grâce à l'impulsion rapide et progressiste incitée par les autorités municipales. Le périmètre, autrefois arborisé, est aujourd'hui la résidence de véhicules, de bureau de photographes ambulants et une place commerciale de vente au détail de fruits, de glaces et de bonbons, avec une déambulation continuelle de paysans, d'ouvriers, de gitans, de vagabonds et de bourgeois, ce qui lui enlève l'aspect un peu mélancolique qu'il avait il y a peu de temps, augmenté par les cris des *guatos* migratoires en fin d'après-midi.

« Aujourd'hui, en échange, il y a de la musique et de l'animation de tout côté et à toute heure, grâce au concours de machines à sous et à musique des bistros et des bars adjacents, sans compter les troupes de musiciens ambulants et le continu aller et venir des tramways par la *Calle* Dixième, transformant cette artère en un simulacre de boulevard » (Del Castillo, dans *El Tiempo*, le 13 janvier 1948: 12).

Le grand volume de vendeurs qui commença à apparaître dans les rues, sur les places et dans les autres centralités urbaines, s'explique par les taux élevés de migration que la ville commençait à recevoir depuis le début de l'industrialisation, impulsées par ce qu'on a appelé « l'époque de la violence », qui se déclara entre les libéraux et les conservateurs après les funestes faits du 9 avril; « La violence dans les campagnes et les petits villages était un facteur qui générait de grandes vagues de migration, principalement à la capitale du pays. Si en 1905 la population de Bogotá était le 2,4 pour cent de celle de la Colombie, au recensement de 1951 les habitants dépassaient 715.250 et correspondaient au 6,2% du total national. Ce saut de population qu'enregistrait le comptage en 1951, marquait le début de la « macrocéphalie » de population de Bogotá aux dépens du rachitisme d'autres régions du pays » (Sánchez, 1997: 100) (voir Table 1)).

TABLE 1
RECENSEMENT DE BOGOTA JUSQU'EN 1985

1870:	40.883
1918:	143.994
1938:	330.312
1951:	648.324
1973:	2'571.548
1985:	4'236.490

Pris de: ZAMBRANO, Fabio. « Ville, territoire et peuplement (1800-1985) ». Dans: *Bogotá*, N°99.

La transformation démographique fut, de cette manière, bien significative, car elle recevait l'impulsion de la violence politique et le lent passage de la ville à l'urbanisation et à l'industrialisation. De plus, « La migration de la campagne à la ville est radicalement différente de celle qui se présenta dans le processus d'industrialisation en Europe, où il y eut une migration très forte de l'agriculture au secteur manufacturier. Ici, la migration se présenta de la campagne à la ville avec un taux très élevé de participation du secteur informel, compris comme un secteur non moderne lié à une faible relation salariale » (Misas, dans Valencia, 2001: 345). Les rues se remplirent alors de personnes sans travail, cherchant des moyens de subsistance spontanés, dans une ville qui n'offrait pas tellement d'alternatives.

C'est dans la décade des années 50, quand apparaissent les premières conséquences de la violence politique vécue dans les zones rurales pour les aires métropolitaines, exprimées fondamentalement dans les dynamiques migratoires qui devaient amener des milliers de sans abri et de déshérités de la terre, de la campagne à la ville. Beaucoup d'entre eux finirent par chercher leur subsistance dans les rues, face au défaut d'opportunités et des difficultés d'insertion dans la vie urbaine:

> « À la suite des exodes en provenance des campagnes, les démographes calculèrent qu'en 1964 les migrants totalisaient le 52,4% de la population de la capitale, mais plus qu'une supposée 'armée de réserve industrielle du capitalisme', ce qui était en train de croître à Bogotá c'était une armée populaire de sans abri et sans emploi. Pour très peu de migrants le déplacement campagne-ville signifiait une ascension sociale. La règle fut que le transfert résidentiel générait un déclassement de travail et de résidence, la misère accompagnait les exodes et beaucoup auraient à résoudre leur besoin de toit par un véritable travail de 'colonisation urbaine' » (Niño, op.cit.: 178).

De nombreux témoignages furent recueillis parmi les commerçants informels des *Galeries Antonio Nariño* sur l'odyssée qu'ils durent vivre pour se garantir à eux-mêmes une forme de survivance dans ce nouveau monde de la ville qu'ils commençaient à peine à connaître et à habiter:

> *« C.C.: Et vous,¿ vous aviez de la famille, ici, à Bogotá?*
>
> *E.L.: Non, je n'avais pas de famille à Bogotá, je suis uniquement venue avec les sœurs, parce qu'alors ma maman grand mère m'a interné avec des sœurs!!*
>
> *C.C.: ¿Quel âge aviez-vous?*
>
> *E.L.: J'avais dix-huit ans à peu près.*
>
> *C.C.: ¿Et dans quel quartier êtes vous venue?*
>
> *E.L.: Je suis arrivée avec la sœur, la mère supérieure, elle m'a emmenée chez un parent à elle. Ce parent avait un autre parent qui travaillait dans l'institution* Materno Infantil. *Alors, comme j'étais déjà préparée pour être infirmière, alors là on m'a donné à moi, comme on dit, un emploi, mais pas avec un salaire mais en prêtant un service, au moyen des sœurs, puisque cet hôpital est manié par des sœurs. Alors, Sœur Thérèse qui était celle qui maniait ça, et Sœur Ana, alors elles, et bien elles me reçurent là bas, et je fus avec elles, et tout d'un coup j'ai connu un homme avec qui je me suis mariée. Je me suis mariée, et j'ai continué à travailler là bas, mais alors on m'a donné un demi-salaire, c'est-à-dire, sept centimes mensuels.*
>
> *C.C.: Bon, racontez-moi, ¿quand avez-vous commencé tout ce négoce là, à* San Victorino*?*

E.L. : Bon, je suis arrivée à la conclusion que j'étais mère de famille, j'avais des enfants, et la crise économique a commencé et je n'y arrivais pas parce que l'époux gagnait pour l'éducation et pour tout, et l'Hôpial s'est liquidé, là où je travaillais, où on me donnait ces centimes, alors… Parce que ça c'était pour le compte de la Bienfaisance. Alors ça y est les sœurs le rendirent, déjà elles se retirèrent et la Bienfaisance est arrivée pour rendre cela à l'Université Javeriana. Alors l'hôpital devint de l'Université. Déjà l'Université commença à manier ça. Alors ils nous dirent qu'aussi tôt qu'ils commenceraient de nouveau à organiser l'hôpital, qu'il commencerait à fonctionner, ils nous appelleraient de nouveau pour travailler!! Nous sommes restées à attendre et ça n'a pas été possible qu'on nous réintègre. Des compagnes obtinrent du travail d'un autre côté, avec le ministère de la Santé. Alors, moi, j'étais préoccupée parce que je n'avais pas de revenus nécessaires pour l'éducation des enfants. Alors, parce que j'avais appris avec les sœurs à confectionner, je savais, ou je sais confectionner; je me suis mise à confectionner et mon fils petit aîné, qui était celui qui avait dix sept ans, il commença à amener aux dépôts. Il s'est tellement rempli de commandes, que j'ai dit: 'Ça, ça va marcher, c'est du lucre. Nous allons nous en sortir', et il arrive que ça ne s'est pas passé comme ça. Parce qu'on a livré la marchandise dans les dépôts et quand on est allé pour encaisser, les chèques étaient sans fond!! El les comptes retirés de la Banque. Comme j'avais un crédit à Coltejer*, alors ce que j'ai fait ça a été que j'ai dû vendre des machines pour répondre à* Coltejer *pour les dettes. Et je suis restée sans emploi, sans rien, alors j'ai dit: 'Mon homme, pourquoi ne prends-tu pas des petits vêtements et on les met ici, qu'ici ça se vend!!'*

(…)

C.C.: Et quand vous êtes arrivée à Bogota, ¿à quel quartier êtes-vous arrivée?

E.L.: Je ne m'en souviens pas. Si je ne me trompe pas, c'est au Ricaurte.

C.C.: ¿En quelle année?

E.L.: Ça a été comme en 52. Puis je me suis mariée et je suis partie avec mon époux là où il m'a emmenée, à vivre par là aux Ferias*, et après il m'a emmenée par là-bas à* Tunjuelito*, et de là peu de temps après, car on avait déjà quatre enfants, après il m'a emmenée au* San Carlos*, et là on a eu un autre enfant, et alors je lui ai dit: 'Non, ça peut pas continuer comme ça, il faut trouver la manière de solutionner ce problème, parce que réellement, qu'est-ce qu'on va faire!! Alors j'ai fait le devoir d'obtenir l'endroit d'un logement. Inés González de Castro, qui était le membre du Conseil, m'a collaboré et m'a aidée à ce que à la Caisse Populaire on me donne une petite maison.*

C.C.: ¿Et où vous a-t-on donné la petite maison?

E.L.: Aux Laches.

C.C.: C'est en haut!!

E.L.: Oui, monsieur.

C.C.: ¿Et vous continuez à vivre là?

E.L.: Je vis là depuis 37 ans.

C.C.: Toute la vie!!

E.L.: Oui, pratiquement!!

C.C.: ¿Et comment était le quartier avant?

E.L.: Eh bien, quand on a démenagé là-bas, c'était très… on commençait à peine à construire les maisons. Et c'était que de la boue, c'était terrible!! Alors Inés Zarate de Castro a réunie à un comité pour chercher l'amélioration du quartier. Et nous sommes allées au Conseil, et nous avons assisté à une session là-bas jusque tard dans la nuit, jusqu'à quatre heures du matin, j'arrivais à la maison et il y avait des problèmes avec l'époux pour arriver tard, mais on a obtenu qu'il y ait le pavement qu'on a mis la première fois!!

C.C.: Ah, vous êtes tout une leader communautaire!!

E.L.: Et alors de là on a obtenu la route des bus, le transport Expreso de Choferes *[Express de Chauffeurs]. Et de là nous avons obtenu en communauté avec d'autres dames, nous avons obtenu d'avoir une aide pour les plus pauvres du quartier, les personnes qui en avaient le plus besoin. Nous avons obtenu une aide, on leur donnait la* mogolla*, le lait pour les enfants les plus mal nourris, pour les moins favorisés, pour les vieux qu'il y avait là, et alors nous avons obtenu, je suis arrivée à obtenir avec un docteur, le docteur Angela… aie, je ne me rappelle pas le nom. C'était une travailleuse sociale. Avec elle nous sommes arrivées à obtenir, et avec le docteur Diva de Rincón, de la Caisse de Logement Populaire, nous sommes arrivées à obtenir qu'on nous envoie le Centre de Santé. Quand nous avons obtenu le Centre de Santé, alors nous avons cherché une autre manière de solutionner quelque chose d'autre pour aider le quartier, et alors nous avons obtenu un service nocturne pour les personnes qui avaient le plus besoin de ça, ou pour n'importe quel cas où il y aurait une urgence!! Comme des cas de maternité, comme des cas de blessés, n'importe quoi qui soit aussi grave, alors qu'on s'en occupe là. Bon, on a obtenu un peu de temps, ça-… après ils l'enlevèrent, parce que nous nous sommes retirées, nous avons laissé ce Comité, nous avons vu que nous avions… eh bien, on avait obtenu du progrès pour quelques personnes, non? Ou de l'aide pour quelques personnes. Mais nous n'obtenions pas de bien-être pour nous, ni un emploi, ni rien. Alors je me suis vue obligée de me mettre à confectionner, et après avoir été en confectionnant, en voyant*

que je suis arrivé à fournir les dépôts, et les dépôts pratiquement me firent tomber, pour ne pas dire qu'ils me volèrent!! (Rires). Oui, alors, dû à ça, je me suis vue obligée de vendre dans la rue le peu qu'il me restait, parce que j'ai dû sortir des machines et de tout pour remplir mes engagements avec Coltejer, *le crédit que j'avais.*

C.C.: ¿Et que vendiez-vous dans la rue?

E.L.: Des petits vêtements, des petits pantalons, des petites chemises… et puis, je suis allée en vendant ainsi peu à peu, il y avait un lieutenant qui s'appelait Le 'Lieutenant Lombo'; le lieutenant Lombo nous poursuivait, il ne nous laissait pas travailler. Alors nous nous sommes placées en haut, là où était la Papeterie Tequendama, *et j'ai demandé la permission au monsieur pour mettre une caisse contre le mur et il m'a donné la permission que oui, que je pouvais la mettre là, et alors il m'aidait à rentrer, il m'envoyait un employé pour qu'il m'aide à rentrer, pour que la police ne m'enlève pas la marchandise et comme la police ennuyait tellement j'allais en voyage par là dans les villages pour vendre… après je suis venue et je me suis placée là où j'avais la caisse et j'ai continué à vendre là, et là est venu le Docteur Becerra et il nous déplaça plus bas pour faire les modules. Alors, comme la police ennuyait tellement, eh bien j'ai obtenu quelques sous et j'ai acheté par ici, ou plutôt on ne dit pas acheter, mais qu'on te cède le local »* (Ernestina Lombana, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999);

« C.C.: ¿Où êtes-vous né, Don Daniel?

D.P.: Je suis né dans un petit village très joli appelé Copey, en Boyacá.

C.C.: ¿Quels souvenirs avez-vous de ce village?

*D.P.: Bon. Je me rappelle que c'est un très bon climat, très joli, il produit les produits de là bas qui sont très bons, non? Mais ce dont je me souviens le plus c'est… la Violence!! La Violence s'appelait à cette époque '*chusma*' ou '*bandoleros*'. Et à cause de ça, il n'y avait pas de futur, il n'y avait pas de garanties, alors j'ai dû m'en aller parce qu'on ne pouvait pas travailler.*

C.C.: ¿Qu'est-ce que vous faisiez là bas?

D.P.: Bon, je travaillais au courrier, comme livreur, j'ai travaillé dans un centre de santé, et après j'ai dû aller à l'armée et j'ai vu qu'il ne me convenait pas de retourner là-bas, parce qu'à mes grands parents les bandoleros *leur demandaient leurs enfants, la même chose que maintenant. Ce qu'ils volaient et qu'ils ne pouvaient pas emporter alors ils disaient 'en tel endroit on vous laisse telle chose', 'allez-y, on vous a laissé une pièce de bœuf, on vous a laissé ça', et naturellement c'était un problème pour nous. Une autre chose, je me rappelle que j'ai travaillé comme livreur du*

courrier et dans un poste de santé, et une autre chose qui m'a fait sortir c'était que le gouvernement ne donnait pas de garanties, non ? Il n'y avait pas de développement, ni de voies de pénétration, ni de communications et ça, ça t'empêche d'aspirer à quelque chose. Alors, je suis allé dans l'armée et comme j'avais des idées de travailler pour mon compte, je me suis mis à travailler à ça, naturellement dans la rue, parce que je n'avais pas de capital. Et j'ai travaille dans la rue, dans la Calle 12 *avec la* Carrera *Dixième, et après un monsieur, que Dieu l'ait dans sa gloire, monsieur le Maire Gaitán Cortés, par l'intermédiaire d'un dirigeant, Antonio Zárate, nous a organisés et nous avons obtenu les* Galeries Antonio Nariño. *Alors ça fait 43 ans à peu près, ce n'était pas un espace public. C'est maintenant qu'au gouvernement il lui est venu l'idée de le déclarer comme un espace public, je crois que c'est une erreur des fonctionnaires. Parce que nous sommes ici pour cette raison, parce qu'il n'y avait pas non plus de travail et les gouvernements ont toujours quitté leur appui à l'humanité. Je ne sais pas ce dont ils s'occupent, ou à quoi ils se consacrent, mais ils oublient beaucoup leurs enfants, leurs descendants.*

C.C.: ¿À quel âge êtes-vous arrivé ici à Bogota?

D.P.: Je suis arrivé à dix-neuf ans.

C.C.: ¿Et vous avez fait votre servie militaire où ça?

D.P.: Je suis allé d'abord à Melgar, puis je suis allé à l'Ecole de Santé, ici à Bogota, parce que j'avais été dans un Centre de Santé, alors j'avais l'idée de travailler là-bas. Après je suis passé à l'artillerie qui se trouve face à ce qu'on appelle la Prison de La Picota*, aujourd'hui, et là on m'a libéré.*

C.C.: ¿Ça a été très dur le changement entre votre village et venir ici à Bogota?

D.P.: Bon, non, eeehhh … alors plutôt bien, dans l'armée ça a marché et je n'ai eu qu'une anecdote, mon altercation avec un officier de haut grade, naturellement mon appétit s'est réveillé, j'étais à Melgar et on m'a transféré ici, alors j'étais en train de faire la queue pour déjeuner là, dans le centre de l'artillerie dans la ville de Bogota et je me suis distrait; je suis passé inconnu et je n'ai pas pris de viande et j'ai pensé à prendre de la viande et je l'ai mangée et comme elle était tellement petite, je l'ai portée à ma bouche, et alors quatre PM's sont venus, et avec ce plateau je leur ai donné des coups, je me suis défendu et je me suis mis derrière un poteau, et je me suis caché dans le dortoir et le sergent dit: 'PM [Police Militaire], vous devez sortir de là, c'est défendu de se mettre là' et il me dit 'vous devez parler de ça dans votre relation parce que ce sont des berracos*, ils s'occupent spécialement de vous et ils peuvent vous faire du mal plus tard quelque soit l'endroit où vous serez'. Bon, alors j'ai dû parler avec un lieutenant, j'ai parlé de ça alors, et de toute manière de façon très humiliante il m'a dit: 'où veut prendre monsieur Pedrosa l'alimentation?', et je lui ai dit: 'non, mon Lieutenant, il ne s'agit pas de ça, mais à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César', je lui ai répondu. Alors il m'a amené au gouvernement, mais je le*

regrettais beaucoup et je commentais à beaucoup de personnes: 'comment c'est ça, que la maman, avec beaucoup de sacrifices, vous éduque, vous élève bien ou vous élève mal, comme on le dira cette fois, et après on doit servir au gouvernement gratuitement?' et cela, oui, ça me surprenait. J'avais une sœur qui s'était mariée avec un monsieur qui travaillait dans les mines, dans les mines de Muzo, qui sont à la limite de mon village, et lui, depuis le début, il travaille dans le commerce. Alors je pris l'initiative de travailler là et de faire du commerce avec de la marchandise. Il est clair que j'avais eu cette idée de faire du commerce avec de la marchandise, parce que ceux qui ont surgi là bas avaient surgi avec le commerce, parce qu'ici vous pouvez travailler six heures, huit heures, vous pouvez travailler dix heures, quinze heures, dix-huit heures, le temps que vous voulez. Par l'effort de chacun, par la volonté et par l'esclavage on surgit, ¿non? Bon, alors cette sœur me donna le logement initialement, et après j'ai eu la pression des neveux parce que comme dit le chanteur, 'il n'y avait pas de lits pour tellement de gens', alors j'ennuyais. Mais je savais travailler et un certain jour je m'affrontais avec le beau-frère et je me retirais pour cela. Alors je me suis mis par là, du côté de El Cartucho *et j'ai pris une petite pièce à quinze mille pesos, après une de vingt, après une de vingt-cinq et ainsi de suite jusqu'à trente-cinq. Et j'ai continué à travailler, mais je devais obtenir une place dans la rue depuis une heure du matin!!* (Daniel Pedroza, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

Et alors, après l'exil forcé des familles réputées qui habitaient les quartiers de *San Victorino* et de *Santa Inés*, à la suite des faits du « *Bogotazo* », l'intense dynamique urbaine générée par les agences de transport et la Place du Marché de *Santa Inés* (ou de *La Concepción*) avait fait de ce secteur une centre de réunion de la « *chusma* » ou de la « plèbe », nom qu'avaient l'habitude de donner les familles réputées de la ville aux « secteurs populaires » de l'agglomération de Bogota. Mais de plus, dans le secteur, il commençait à s'accumuler de manière accentuée les pires formes de l'anomie et de la délinquance, ce qui amena la diminution de la valeur du sol urbain du secteur et la création spontanée de zones de tolérance où se réfugiaient les voyous, les prostituées et les groupes humains de la plus basse catégorie:

« Dans les années 50 apparurent les *pipos*. Puis des gens de nombreuses régions arrivèrent et envahirent le secteur. Il y avait beaucoup de confiseries, des épiceries et du commerce en général. La ville progressa à mesure qu'elle grandit. Avec l'exode de la campagne, des femmes arrivèrent aussi qui devinrent des gardiennes de nuit. Elles venaient de différents points du pays. Le secteur se convertit en arrêt de grande importance de bus inter-municipaux, spécialement sur la *Caracas* et la *Carrera* Treize avec la Neuvième. Le commerce augmenta, la population crût et les problèmes apparurent » (Pineda, 1998: 26).

La démolition du marché de *Santa Inés* pour ouvrir la voie à la construction de la *Carrera* Dixième faciliterait la circulation des véhicules par ce secteur de la ville, mais donnerait

lieu en même temps à une division importante du Centre Historique qui serait décisive pour l'histoire de *San Victorino*:

> « Etant donné la situation de la zone centrale de la ville comme espace de conflit, on réalisa une espèce de classification par zones, selon l'usage de la ville. Le Centre resta divisé par la *Carrera* Dixième. En haut de la Dixième fonctionnaient les organismes administratifs et gouvernementaux de la ville et le commerce plus ou moins organisé et formel. En bas de la dixième se situa l'endroit du désordre marchand et social des secteurs populaires, qui, d'une manière ou d'une autre, devait être réglementé » (Rojas et Reverón, 1998: 236).

La *Carrera* Dixième a ainsi l'objectif délibéré de favoriser cette division du Centre-Ville entre le « haut centre », le centre des classes puissantes et de l'élite politique, et le « bas centre », celui des secteurs métisses, migrants et avec les ressources les plus faibles de la ville, qui avaient l'habitude de se concentrer au voisinage de la place (et maintenant parking) de *San Victorino*. Cette situation de dissemination fut encore plus claire quand les familles les plus influentes de la ville, qui habitaient ce secteur, se déplacèrent vers le nord après les faits du 9 avril et construisirent des villas champêtres vers le secteur de Chapinero: « À partir de ce moment, les processus de migration des élites aux secteurs situés au nord de la ville, se consolidèrent et ces élites abandonnèrent finalement l'espace commun qu'ils avaient partagé avec des centaines de personnes tellement distantes socialement et symboliquement » (Ibid.: 234). Ainsi, de seuil, de point de rencontre qu'avait été la Place au cours de son histoire, elle passa à être remplacée par la limite classificatrice de la moderne Avenue, et les secteurs de *San Victorino*, de *Santa Inés*, de *San Bernardo*, de *Los Mártires* et la Place d'Espagne se convertirent, à partir de ce moment, en zones d'exclusion urbanistique et socioculturelle, créant un caractère clair de frontière qui, comme nous l'avons signalé, se situa entre la *Carrera* Dixième et l'Avenue *Caracas*.

Cependant, ces divisions imaginaires n'avaient pas grand-chose à faire face à la réalité sociale que souffrait une ville débordée par la grande quantité de personnes qui se mobilisaient à travers, ou occupaient, ces corridors de circulation. Bien que l'informalité et la marginalité génèrerent des noyaux d'existence d'une importance singulière dans les zones mentionnées, la présence de mendiants, de vagabonds, de délinquants de moindre catégorie et de vendeurs ambulants ou semi-stationnaires pouvait s'observer dans de multiples endroits de la ville, spécialement dans les zones centrales. Le caractère ambulatoire des pratiques des acteurs sociaux, déracinés dans l'espace urbain, faisait que leur présence dans la ville soit difficile à contrôler par les autorités, mais dans un bon nombre de cas leur existence recevait aussi l'aval d'une institution permissive et faible au moment de faire respecter la loi. C'est ainsi « qu'une sphère de l'informalité et de la marginalité » a réussi à se caractériser clairement à Bogota, en particulier dans le secteur amplifié de *San Victorino*, au début des années 60.

L'existence de ce « sous-monde » ou de ce « bas monde », jointe aux difficultés qui se présentèrent pour la récupération urbanistique du secteur, après les évènements du 9 avril, contribuèrent à diminuer la valeur du sol urbain de manière significative dans cette zone stratégique de la ville. Les graves inondations qui affectèrent la Place de San Victorino finirent par asséner un coup définitif à la dégradation de la zone du point de vue de sa position sur le marché immobilier. Le 17 novembre 1954, « Les eaux débordées du fleuve *San Francisco* se précipitèrent par l'Avenue *Jiménez de Quesada* avec une violence colossale. Un lac se forma dans le *Parque de los Periodistas* [Parc des Journalistes], sur la *Carrera* Quatre, et un autre, beaucoup plus grand, à *San Victorino* où fonctionne le plus grand parking » (*El Tiempo*, le 18 novembre 1954: 15). La « piscine-parking » de *San Victorino* sera désormais une manière de nommer l'extrême crise dans laquelle se submerge cette zone urbaine à partir de la grave inondation qui, jointe à ce qui arriva le 9 avril, donnera l'estocade définitive aux projets urbanistiques projetés pour le secteur, le laissant, pour au moins dix ans, à la merci du laisser faire et de l'abandon (Photo 37).

Il existait déjà à cette époque une sérieuse préoccupation pour la sécurité de Bogota et on commençait à identifier la grave problématique sociale déchainée par les faits qui s'étaient produits dans le secteur de *San Victorino* durant les dernières années: « Bogotá dénonce la grave situation sociale qu'offre le quartier de *San Victorino*, antre de femmes de mauvaise vie et de malandrins » (Le *Tiempo*, le 3 janvier 1959: 14). *San Victorino* était déjà considéré, dans l'imaginaire des habitants de Bogota, comme une « zone rouge », à la suite de la ségrégation qu'il avait souffert par rapport au reste de la ville, à l'activité du commerce informel, à sa condition de terminale de transports de la ville et des faits insolites qui l'ont accompagné et ont accompagné son destin.



Violenta Inundación Sufrió Ayer Bogotá

— El Más Fuerte Aguacero de los Ultimos Años Cayó Sobre la Ciudad —

Photo 37: INONDATION DU 17 NOVEMBRE 1954 DANS LE SECTEUR DE *SAN VICTORINO*.
Pris de: ZULUAGA, s.n. et CASASBUENAS, s.n. « Violenta inundación sufrió ayer Bogotá ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 18 novembre 1954, p. 1.
NOTE AU PIED DE PHOTO: « Le niveau des eaux est arrivé à couvrir, à quatre heures et demie de l'après-midi, une grande parties des automobiles stationnées dans l'Avenue *Jiménez de Quesada*, un des endroits où l'inondation a acquis son caractère le plus alarmant. Les véhicules stationnés entre les *Carreras* Quatrième et Cinquième étaient partiellement couvertes par les eaux. A six heures et demie de l'après-midi, la place de Nariño, transformée en une énorme piscine, a servi pour que M. Oscar Boza et un de ses amis collaborent pour sauver plusieurs personnes isolées, à l'aide d'un bateau muni de rames, de moteur et de ceinture de sauvetage ».

Curieusement, c'est à ce moment là qu'on commence à débattre la désignation de ce secteur comme lieu préféré pour le replacement des vendeurs ambulants qui se trouvaient dans les rues du Centre Historique:

> « On annonça le projet de concentrer sur la place de *San Victorino*, à l'endroit où fonctionne actuellement un parking, tous les vendeurs ambulants qui sont un obstacle dans les rues de la ville, avec leurs installations portables.
>
> « Il semble que ce projet ne fut pas bien reçu par les autorités du district pour diverses raisons, qui en réalité avaient de bons fondements. Une d'entre elles était que la concentration des vendeurs ambulants à *San Victorino* équivaudrait seulement à l'installation inadéquate d'une nouvelle place de

> marché. Que dans le futur, celle-ci aurait été tellement mal installée, dans des conditions tellement peu propices et tellement malpropre, exactement comme celles qu'on a installées ça fait quelques années, après qu'on ait démoli les édifices correspondants de construction spéciale.
>
> « On comprend que ce fait causerait, certainement, des préjudices considérables pour le reste du commerce établi dans le secteur de *San Victorino* et cela ajouterait une nouvelle 'zone noire' à toutes celles qui préoccupent déjà les autorités de la capitale » (*El Tiempo,* le 2 juillet 1959: 5).

Nous pouvons nous rendre compte que cette vision du futur, vue rétrospectivement, n'aurait pas pu être plus ajustée à la réalité qui apparut au cours des décades postérieures du XXème siècle. Cependant, le doigt accusateur placé sur les vendeurs ambulants, dénote la stigmatisation réitérée à laquelle avaient été soumis les nouveaux habitants de la ville, n'ayant pas fait autre chose que d'essayer de s'insérer dans sa dynamique complexe, à partir des options et des ressources disponibles qui, dans un contexte de pauvreté et de sous-développement, résultaient précaires, même pour les grands projets urbains. L'association directe des vendeurs avec les « zones noires » de la ville était une preuve du rejet et de la prévention qu'eux-mêmes et que leurs activités généraient dans la société de Bogota.

Face au manque d'opportunités de travail, l'expérience des vendeurs ambulants leur faisait affirmer que cette activité est « la première chose honorable que peut faire une personne récemment arrivée à la ville », en particulier si elle a été dépouillée de toute ressource permettant d'obtenir une digne génération de richesse. Les déplacés arrivent dans les grandes villes pour continuer à déambuler d'un endroit à l'autre, et finissent par être obligés d'installer leur logement et leur lieu de travail de manière auto-générée, sans pouvoir compter sur l'aval de l'État. Les tactiques des vendeurs sur l'espace urbain agissent, ainsi, comme des opérateurs logiques qui répondent aux facteurs de caractère socioculturel dans lesquels se mélangent les pratiques culturelles de communautés, comme celle des indigènes (dont la coutume, en relation avec l'espace urbain, jusqu'au milieu du XXème siècle, fut d'installer leurs postes de vente sur le sol avec l'aval – ou pour le moins sans rencontrer trop de résistance – des autorités), et les dynamiques des populations en condition de subalternité, qui essayent de s'installer quelque part, dans un monde qui les ségrégue, dans le but de perpétuer la survivance des individus, des familles et des groupes humains qui participent de cette situation commune d'exclusion.

Au début des années 60, la zone que les autorités continuent à voir avec la plus grande préoccupation, est celle qui correspond au secteur de *San Victorino*, laquelle paraît avoir irradié son influence néfaste sur d'autres secteurs de la ville: « Ce qu'on appelle la 'zone noire', *qui se limitait antérieurement à la périphérie de* San Victorino, s'est étendue de manière incompréhensible et occupe aujourd'hui tout le centre de Bogota. (…) Ce ne sont plus seulement les vendeurs ambulants qui convertissent la *Carrera* Septième en

une foire du peuple, mais aussi les bandits qui se sont chargés d'en faire la scène permanente d'attentats contre la tranquillité publique » (*El Tiempo*, le 25 juin 1962: 5).

C'est pour cela que *San Victorino* a commencé à appeler l'attention des autorités du District[25] comme un des principaux épicentres de l'informalité et de la marginalité à Bogota, fait qui demandait des solutions urgentes, étant donné la situation chaotique qui se présentait déjà dans tous les secteurs du Centre Historique et son impact sur la valeur du sol urbain dans le secteur:

> « Le Maire du District Spécial, le docteur Jorge Gaitán Cortés, annonça hier (…) qu'une des principales préoccupations de son administration sera de doter Bogota de places de marché adéquates et l'assainissement de la 'zone noire' de la ville, située, comme l'on sait, au voisinage de la Place d'Espagne et de la place de *San Victorino*.
>
> « Monsieur Jorge Enrique González Prieto, vocal du commando, a pris la parole en son nom et a amplifié la communication, en insistant sur la situation impossible créée, pour les voisins du secteur, par la présence de centaines de femmes de mauvaise vie ambulantes et de mauvais sujets qui s'emparent du manque de contrôle des autorités sur des centaines de mal appelés hôtels et maisons de voisinage. *Il a ajouté que la situation créée a causé une immense diminution de la valeur des biens immobiliers et que même ces biens sont devenus impossibles à louer pour toute autre chose que pour les fins auxquelles se destinent les locaux signalés auparavant* » [Nous avons souligné] (*El Tiempo*, le 13 septembre 1961: 12).

C'est ainsi que l'administration de Jorge Gaitán Cortés assuma la tâche de transformer la « zone rouge » de *San Victorino* en un marché pour les vendeurs installés sur les voies publiques. On avait déjà prévu que les vendeurs installés sur la *Carrera* Dixième seraient déplacés à l'endroit où fonctionnait l'ancien parking qui, en 1962, était pratiquement un dépôt de poubelles. Cependant, l'apparente bonté de ces mesures était nuancée par les préoccupations relatives à l'inefficience de celles-ci. Ces inquiétudes se trouvaient justifiées par les graves conditions dans lesquelles se trouvait l'endroit, qui continuait vers une décadence accélérée. Il est important de souligner le fait qu'en 1962 (année de la promulgation de la législation pour le repositionnement des vendeurs dans le secteur de *San Victorino*) et en 1964 (année durant laquelle les vendeurs furent effectivement repositionnés), la situation sociale du secteur présentait un cadre marqué par la délinquance commune, la prostitution, la toxicomanie, l'insalubrité et quelques ventes dans la rue organisées de manière précaire (Photo 38).

Après de nombreuses dilations et difficultés qui se présentèrent aussi bien dans le processus urbanistique que dans l'organisation sociale qu'impliquait ce processus de

[25]En 1955, et en vertu d'une réforme constitutionnelle, Bogota se converti en District Spécial.

repositionnement, au mois de mai 1964, on commença à déplacer les vendeurs ambulants des rues du Centre Historique aux *Galeries Antonio Nariño*, à *San Victorino*.



an Victorino, Zona Roja de Bogotá

OGOTA. — A la izquierda, un aspecto general de la Plaza de San Victorino donde serán concentrados los llamados vendedores bulantes. Ya han invadido el costado sur, sobre la calle 12. A la derecha, una de las construcciones truncas que se adelantan el antiguo parqueadero y que han sido convertidas en basureros y muladares, como puede apreciarse en la foto. (Fotos de Caicedo, para EL TIEMPO).

Photo 38: *SAN VICTORINO*, ZONE ROUGE DE BOGOTA (1963).
Pris de: CAICEDO, Carlos. « San Victorino, zona roja de Bogotá ». Dans: *El Tiempo*.
Bogotá: le 16 mars 1963, s.p.
NOTE AU PIED DE PHOTO: « À gauche, un aspect général de la place de *San Victorino*, où seront concentrés ceux qu'on appelle les vendeurs ambulants. Ils ont déjà envahis le côté sud, sur la *Calle* 12. À droite, une des constructions tronquées qu'on édifie sur l'ancien parking et qui se sont convertis en dépôt de poubelles et en tas d'ordures, comme on peut l'apprécier sur la photo ».

Après l'installation des vendeurs, *El Tiempo* lançait un soupir de soulagement dans lequel il montra clairement l'opinion qu'il avait des vendeurs et de leur présence dans la ville:

> « Sans problèmes ni protestations appréciables, on a commencé hier la concentration, sur la place de *San Victorino*, des postes hétérogènes de commerce qui se multipliaient de manière alarmante sur la *Carrera* Dixième et dans d'autres secteurs du centre de Bogota, en détriment remarquable non seulement de l'esthétique mais aussi de la propreté. Une campagne, menée par la presse et par de nombreuses entités civiques, presque depuis qu'apparurent ces horribles souillures de la physionomie de la capitale, se

termine ainsi. Succès un peu tardif, mais de toute façon digne d'une célébration unanime.

« …les baraques de trottoirs et les vendeurs ambulants prospérèrent jusqu'au point de constituer une authentique tare urbaine parce qu'on a eu l'inexplicable indulgence avec eux quand ils commencèrent leurs activités. Après - naturellement - ils se sont considérés avec des droits un peu moins qu'inaliénables et c'est pour cela qu'il fallut, au dernier moment, agir avec eux avec l'énergie nécessaire, proportionnée qu'on a déployée.

« Qu'il n'y ait, donc, ni contemplations, ni exceptions d'aucune espèce. Une seule suffirait pour que ces ventes réapparaissent peu à peu dans les zones desquelles on a réussi, enfin, de les déplacer. (…) Une fois concentré ce commerce dans la place mentionnée, les vendeurs récalcitrants iront là-bas, de manière spontanée, si la respective clientèle s'abstient de fomenter de quelque manière que ce soit leurs activités dans le Centre-Ville » (*El Tiempo*, le 26 mai 1964: 5).

Le mépris envers les vendeurs était évident et il était imprégné d'une claire connotation de classe. Ce mépris non seulement était manifeste de la part des médias de l'époque, mais aussi de celle de l'administration du District elle-même, qui consacra à ce repositionnement le pire des endroits possibles existant à Bogota, scène des plus grandes infamies qui pourraient affecter une ville dans l'ère moderne, laissant les commerçants de la rue abandonnés à leur propre sort.

Il est important de comprendre cela, car au moment du repositionnement des vendeurs, la valeur du sol sur le futur Grand Carré était dérisoire et n'avait aucune projection dans le contexte urbain; après, à l'époque de l'administration de Peñalosa, l'Atelier de l'Espace Public lui assignera une nouvelle valeur conforme à la représentation basée sur un imaginaire historique et appuyée par la relative récupération que les commerçants replacés donneraient à ce secteur durant leur permanence dans la zone:

« Dans cette perspective, ce n'est pas étrange de comprendre que l'on ait remis des zones de l'espace public aux vendeurs ambulants. C'était une double stratégie, répondant, d'une part, à la croissance des industries nationales autour du renforcement de la demande ajoutée, de l'urbanisation et de la migration, avec l'attachement conséquent de grandes masses de travailleurs aux processus de l'industrialisation. D'un autre côté, cela répondait au besoin de récupérer les espaces qui avaient été partiellement ou totalement détruits par les incendies, les pillages et la fureur des faits du *Bogotazo* et qui, au moyen de la régulation d'une activité commerciale, permettrait, au moins dans un long délai, sa mise en valeur progressive. Dans ce sens, les vendeurs ambulants étaient un simple outil pour le futur d'une rénovation urbaine que l'on voyait arriver sur le Centre. Dans cette mesure, la

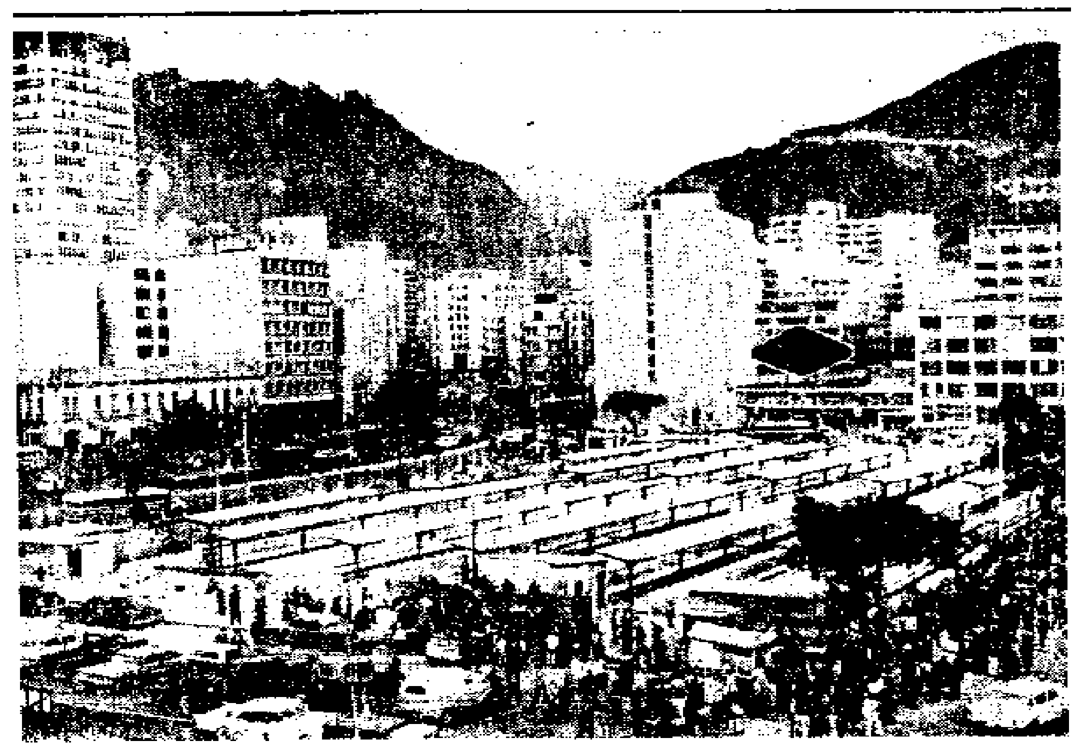
> politique paternaliste du Maire Gaitán Cortés cherchait à répondre à des besoins spécifiques de contrôle économique et spatial d'un ensemble d'habitants qui se trouvaient dispersés sur le centre stratégique de Bogota » (Rojas et Reverón, op. cit.: 237).

La création des Galeries Antonio Nariño donna un tournant fondamental à l'histoire du secteur, car ce fut le fait extraordinaire qui permit de caractériser cette centralité urbaine comme une zone éminemment et prioritairement commerciale (Photo 39). Au cours des époques antérieures, la place et le secteur de *San Victorino* avaient été destinés à de multiples fonctions urbaines: port de la ville, axe de circulation, terminale de transports, espace de loisirs et de distraction, marché, lieu de rencontre et zone de tolérance. Avec l'arrivée des commerçants aux Galeries et l'instauration d'une scène de stabilité pour la constitution d'une dynamique socioculturelle, *San Victorino* commença à laisser de côté un bon nombre de ces fonctions pour acquérir une vocation commerciale, qui arrivera à être le facteur principal de sa projection et de sa reconnaissance par la ville, le pays et le monde, vocation qu'il n'abandonnera plus jamais.

C'est ainsi que la modernité commence à s'imbriquer dans les pratiques populaires menées dans la quotidienneté de l'échange mercantile, à travers des petits éléments technologiques, architectoniques ou urbanistiques qui poussent peu à peu l'orientation des villes latino-américaines aux paradigmes de l'idéal Occidental. C'est pour cela que cette époque pourrait se résumer en ce que *El Espectador* a appelé « le douloureux accouchement de la ville moderne »:

> « Bogota a changé depuis le 9 avril. (…) Le changement ne fut pas seulement le fruit des évènements matériels. Les incendies – c'est certain – ont consommé un bon nombre d'édifications dans l'aire centrale. Les pillages, de leur côté, ont causé des dommages dans beaucoup d'autres. De ces ruines a surgi une autre ville, ou dit d'une autre manière, ont surgi les fragments d'une autre ville insérée dans les vides laissés par le feu et par les dommages. Au-delà de cela, qui parait évident, une transformation plus profonde s'est produite qui pourrait s'appeler la fin d'une illusion et le commencement d'une autre. La ville républicaine est morte et la ville moderne est née ».
>
> (…) « Ce n'a pas été la fantaisie des élites, mais la rationalité des jeunes professionnels ce qui a forgé l'illusion. (…) Les premières propositions pour la reconstruction de la ville furent ambitieuses et… appuyées sur les décombres elles ont ouvert la voie à la destruction du peu que la ville républicaine avait laissé. La présence (…) du grand architecte et urbaniste Le Corbusier (…) stimula les élans modernisateurs. (…). Dans tout cela il y avait un désir fébrile de se dépouiller de ce passé qui paraissait un fardeau inutile et d'atteindre une modernité prometteuse, mais fantomatique ».

« Il est bon de ne pas se laisser tromper. La modernisation est arrivée, c'est certain, mais elle n'a pas été accompagnée de la conscience et de la volonté d'un changement profond dans une société qui le réclamait fortement. Ce qui est moderne, de même que ce qui est néoclassique, s'est converti en une mode pour les élites, en un simple instrument pour les professionnels qui amplifièrent leur domaine de travail et en un recours de dernier moment pour les classes populaires qui tarderaient de nombreuses années avant de pouvoir compter sur quelques avantages de cette nouvelle manière de vivre » (*El Espectador,* le 5 avril 1998: 8-C).



La Solución de un Problema

BOGOTA. -- Las Galerías Nariño (San Victorino), ya completamente terminadas, albergarán desde la semana de Pascua a 700 vendedores ambulantes que actualmente ocupan andenes y zonas centrales de la ciudad, constituyendo un problema que ahora ha encontrado solución. Al fondo, el modernísimo aspecto que ofrece la ciudad, en torno a la Avenida Jiménez de Quesada. (Foto EL TIEMPO, de Guzmán).

Photo 39: LES *GALERIES ANTONIO NARIÑO* AU MOMENT DE LEUR FONDATION (22-03-1964).
Pris de: GUZMAN. « La solución de un problema ». Dans: *El Tiempo.* Bogotá: le 22 mars 1964, p. 27.
NOTE AU PIED DE PHOTO: « Les *Galeries Nariño* (*San Victorino*), déjà complètement terminées, abriteront à partir de la Semaine de Pâques sept cent vendeurs ambulants, qui actuellement occupent des zones centrales de la ville, occasionnant un problème qui maintenant a trouvé sa solution. Au fond, le très moderne aspect offert par la ville autour de l'Avenue *Jiménez de Quesada* ».

Les commerçants des nouvelles *Galeries Antonio Nariño* se « bénéficièrent » de cet élan du District Spécial vers l'utopie de la modernité, égratignant, depuis les gouttières de la

ville, une partie des richesses que l'élan du capitalisme financier, industriel et urbain avaient semé dans les endroits privilégiés de cette métropole proche à naître.

Cependant, cette condition ne va pas réussir à éloigner le secteur des conditions de marginalité qui le caractérisaient déjà depuis longtemps. La délinquance et l'indigence continueront à exister dans la zone, bien que la présence des vendeurs informels contribuera de manière décisive à définir des espaces d'emplacement différenciés entre l'activité du commerce semi-formel et informel (comme ce qui est établi dans le secteur d'influence de l'ancienne petite place) et celui de la délinquance et de l'indigence (qui commencèrent à se placer dans des secteurs connus comme « *El Cartucho* » et « *El Bronx* »). Ceci arriva parce que la Police ne mena jamais d'actions décidées contre les mauvais éléments, ce qui obligea les vendeurs à prendre dans leurs propres mains la question d'assainir le secteur des voleurs et des délinquants: « *Les vendeurs des Galeries commencèrent alors à attraper les voleurs pour défendre leurs postes: celui qui volait était 'roué à coups de bâtons' et alors on le corrigeait et il ne recommençait pas à voler par là. Comme c'était des gens de Santander, des gens* berraca *capables de prendre les armes, même capables de tuer, les gens ont pris peur et ainsi le secteur augmenta son crédit* » (Francisco Romero, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*). En plus, les vendeurs avaient même un cachot où ils confinaient les voleurs que la police n'était pas capable d'appréhender et qui, à de certaines occasions, selon les versions des vendeurs, étaient en connivence avec eux.

Toute l'histoire de *San Victorino* est l'histoire d'une transformation qui, dans les derniers temps, est devenue plus radicale et évidente. La transition progressive de la ville vers la modernité devait passer par la conjuration de ces éléments qui constituaient un retard face à l'idéal civilisé de la société. Dans ce sens, les *Galeries Antonio Nariño* et toutes les actions menées dans la « zone rouge » de Bogota essayaient de gagner des espaces au centre dégradé de la ville, dans le but d'améliorer les conditions sociales et économiques existantes dans ces secteurs, reflet et symbole du retard et du développement précaire des pays et des métropoles latino-américaines.

De cette manière, l'agglomération urbaine hasardeuse qui conflua peu à peu vers *San Victorino* commença à acquérir un principe d'unité, facteur qui se vit aussi favorisé par la cohésion que les syndicats de vendeurs de la rue donnèrent à ces migrations provenant de diverses régions du pays. Aussi bien le noyau qui se consolida progressivement autour des Galeries comme « lieu social » du commerce informel et semi-formel dans le Centre de Bogota, que la raison sociale des mouvements syndicaux, ont conféré à ces groupes conformés par des individus et de petites unités familiales procédant de diverses parties du pays, les bases pour la gestation d'un univers socioculturel qui peu à peu acquerrait identité et reconnaissance face à la ville, au pays et au monde.

Ce panorama se complète avec la situation vécue à proximité, dans la zone du quartier *Santa Inés*, un secteur qui après la désoccupation des familles renommées qui y

habitaient dans des temps antérieurs au « *Bogotazo* », « commença à expérimenter une dégradation structurale et sociale accélérée, situation qui conduirait à l'apparition du secteur connu comme « *El Cartucho* »:

> « Au cours des décades 60-70, *San Victorino* tournait autour d'une ample place de vivres et de grains qui se complétait avec un marché de rue, une espèce de 'place de marché' connue comme *Santa Inés* et qui s'étendait sur la *Carrera* Douze vers le sud et fournissait des produits à un ample voisinage, présentant à l'époque une configuration urbaine d'importance. En plus de fournir de produits, '*El Cartucho*' et *San Victorino* se comportent comme un endroit d'arrivée, de distribution et de congrégation de la ville qui donne leur place à tous les services: centrale de transports, cantines, hôtels, pensions, quincailleries, salles de billard et de jeux, épiceries, ventes de *cocinol*, de vieilles pièces de rechange d'automobile, de cartons, de papiers et de bouteilles… Ces facteurs créent un système de production et de commercialisation propre à *San Victorino*, très attractif pour les 'nouveaux venus', *rebuscadores* urbains.
>
> « [La décentralisation postérieure de la ville] occasionna l'émargination et la clandestinité de '*El Cartucho*'. (…) À partir de ce phénomène, le secteur paralysa son développement et le sous-prolétariat social s'en empara. *El Cartucho* n'est plus à tout le monde, il n'appartient pas à la ville, c'est un ghetto avec toutes ses caractéristiques humaines » (Alape, dans *El Espectador*, le 11 avril 1999: 2-D).

C'est ainsi que se configure une nouvelle version du « monde de l'informalité urbaine » dans le secteur de *San Victorino* et de *Santa Inés*, qui embrasse le commerce informel, les ventes de la rue et d'autres phénomènes socioculturels comme la prostitution, l'indigence, la toxicomanie, le trafic illégal d'armes et de stupéfiants, la contrebande, les documents faux, la traite des personnes et, en somme, tout un univers bigarré de situations diverses qui constituent ce qu'on appelle populairement « le bas monde ».

Les débuts difficiles des *Galeries Antonio Nariño* commencèrent à se conjurer après les inondations de 1966 et de 1970 qui, comme cela était arrivé auparavant, inondéraient la zone où étaient les commerçants. Parmi ceux qui vécurent cette situation, quelques uns considéraient que ces débordements avaient été l'évènement le plus important de l'histoire des Galeries:

> *C.C.: « ¿Quels aspects de l'histoire de* San Victorino*, de la vie quotidienne de* San Victorino*, pouvez vous souligner*?
>
> *A.P.: Bon, quand j'ai connu ça, que je suis venu ici pour travailler, dans ces ruelles, ces passages, c'était un grand fossé très profond. Alors, je ne me rappelle pas bien si c'était dans les années soixante-huit, ou soixante-neuf, il y eut une inondation là. Et*

ici nous avons perdu beaucoup de marchandise à ce moment là parce que le niveau de l'eau monta jusqu'à trois mètres, comme ça à cette hauteur. Cette après-midi là, c'était une très bonne après midi, il y avait du petit soleil et d'un moment à l'autre une petite pluie fine a commencé, mais pas une averse forte, mais tout doux. Et quand on s'y attendait le moins, l'eau est entrée, et beaucoup, et nous avons dû sortir un tas de marchandise, ce qu'on a pu, soulever des tuiles, la mettre là-haut, sur le toit. J'étais avec mon beau-frère, avec qui je travaillais, moi. Et ça a duré beaucoup et il a fallu chercher… on a amené des barques de pompiers et les gens sont sortis de là pour pouvoir échapper, parce que tout était plein d'eau. Beaucoup de marchandise est partie, on l'a perdue pour toujours » (Alvaro Piña, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999);

« *C.C.: Racontez-nous quelque anecdote ou des situations que vous avez vécues ici…*

R.R.: Ah, oui, des anecdotes ici, disons que durant tous ces 36 ans que nous sommes ici, il y en a beaucoup. Par exemple quand nous avons eu en 1968 (sic) une inondation ici que tout était comme un trou, qu'il n'y avait pas de carrelage ni rien, il y avait comme quatre-vingt centimètres là, par en bas, où descendait l'eau, et le fleuve s'y est mis, alors nous ici au lieu de sortir cette marchandise, celle qui était en bas et de la monter, alors nous avons fait le contraire: nous avons entré celle qui était là et nous l'avons mis ici, c'est-à-dire que nous l'avons mis dans l'eau parce que l'eau est montée comme jusque là, à ce niveau. Alors nous… le cas c'est que l'eau n'aille pas emporter la marchandise, même si elle se mouillait…

C.C.: ¿Et comment avez-vous fait pour vous arranger, comment êtes vous sortis d'ici?

R.R. : Non, bon, attendre que l'eau descende, car les pompiers sont arrivés, tous sont arrivés, jusqu'à ce qu'enfin l'eau reprenne son niveau en bas!! Et elle a commencé à s'écouler par en bas jusqu'à la Carrera *Treize. Mais ça a été une tragédie terrible cette année. Mais depuis ça, la grande vente est venue, parce que Galeries s'est donnée de la force avec toute la propagande qu'on nous a fait, et ça a été comme trois ans très bons pour les ventes à la suite de ça* » (Ramón Rodríguez, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

La profonde impression que laissèrent ces faits dans la mémoire des employés et des adjudicataires des Galeries, permet de se faire une idée de l'amplitude de la tragédie. Cependant, en accord avec les témoignages des commerçants, la diffusion que l'on fit de la situation par les moyens de communication poussa les habitants de Bogota à manifester leur solidarité aux vendeurs des Galeries, qui furent ainsi reconnus et vus dans le panorama urbain.

Finalement, l'eau fut canalisée en 1972, mettant fin à cette série d'inondations qui affectèrent la capitale durant presque vingt ans. En Colombie, encore aujourd'hui, il est

nécessaire d'attendre qu'un drame terrible arrive pour prendre des décisions relatives à la transformation sociale et territoriale. Mais, paradoxalement, cette situation critique fut la cause de ce que les habitants de Bogota finissent par se rendre au marché populaire des Galeries, ce qui contribua de manière décisive à l'accréditation de ce secteur commercial. Les personnes comprirent que c'était un endroit où l'on pouvait trouver de la marchandise à très bas prix et que ce n'était pas tellement dangereux ni tellement hostile que ce que les moyens de communication avaient fait croire: « Les deux inondations eurent comme résultat que *San Victorino* augmente son affluence d'acheteurs » (Rojas et Reverón, 1998: 240).

C'est ainsi que naquit ce qui se fera connaître populairement comme « L'*Unicentro* des pauvres », en allusion à *Unicentro*, qui a été considéré comme le premier Centre Commercial créé au nord de la ville, en 1976 (Photo 40). Cependant, pour les commerçants des Galeries, celles-ci furent le premier Centre Commercial de la ville, bien qu'il soit un Centre Commercial semi-formel et populaire, non reconnu officiellement dans les annales de l'histoire urbaine.



Photo 40: CENTRE COMMERCIAL *UNICENTRO*.
Disponible sur:
http://www.google.com.co/imgres?imgurl=http://www.esacademic.com/pictures/eswiki/85/UnicentroB.jpg&imgrefurl=http://www.esacademic.com/dic.nsf/eswiki/916585&usg=__sRVcIOyeedMVUYuEZpk1LiUz9p8=&h=632&w=1024&sz=148&hl=es&start=0&zoom=1&tbnid=vDkYo9J513aglM:&tbnh=108&tbnw=175&prev=/images%3Fq%3Dunicentro%2Bbogota%26um%3D1%26hl%3Des%26sa%3DN%26biw%3D1362%26bih%3D589%26rlz%3D1R2SKPB_enCO357%26tbs%3Disch:1&um=1&itbs=1&iact=rc&dur=168&ei=acQsTdzNAsKqlAfamY2RDA&oei=vMMsTZTgEYSClAfLrvy8CQ&esq=6&page=1&ndsp=19&ved=1t:429,r:0,s:0&tx=71&ty=48.

Dans les accords de l'époque de la fondation des Galeries, on avait établi que l'on n'admettrait pas d'autres baraques dans les espaces publics voisins après le repositionnement des vendeurs. Cependant, avec l'accréditation des Galeries à Bogota et en Colombie, à la suite des inondations, des centaines de personnes, spécialement des pauvres et des migrants, provenant de différents points de la ville, des villages proches ou, même, du pays entier, commencèrent à arriver à ce secteur pour commercer avec n'importe quel type de marchandise. C'est ainsi que l'intense dynamique commerciale a créé peu à peu des agglomérations de vendeurs ambulants qui, au cours du temps, se sont converties en associations et en syndicats liés au secteur du commerce informel, la plupart d'entre eux avec l'aval de l'Administration ou des lois de l'État:

« C.C.: Plus ou moins, ¿à quelle époque commencèrent à apparaître les autres baraques?

G.A.: Ah, quand je suis arrivé ici il n'y avait pas de baraques. Plus ou moins par là, en 1975,1976 ç'en a été couvert.

C.C.: ¿Et cela a été bon ou mauvais pour le secteur?

G.A.: Et bien, il y en a qui disent que ça a été bon, mais en réalité ça a été mauvais, parce qu'ils nous ont étouffés ici. À mesure que les rues commencèrent à se couvrir de vendeurs, ils commencèrent à boucher les entrées et là dedans, il n'y avait personne et les ventes commencèrent à baisser, et à se détériorer les ventes ici à l'intérieur. Et le secteur aussi se détériora beaucoup, parce qu'il y avait beaucoup de manières pour la délinquance de se mettre dans les baraques, même quand les gens des baraques n'étaient pas des voleurs, mis ils s'abritaient à l'intérieur des baraques.

C.C.: ¿Qui a pris l'initiative de faire des baraques autour des Galeries?

G.A.: Les syndicats, par exemple SINUCOM.

C.C.: ¿Mais cette initiative fut appuyée par la Mairie?

G.A.: Non, la Mairie simplement…. quelques maires donnèrent des licences, mais elles étaient comptées les licences qu'ils donnaient. Mais c'est devenu un bordel… la police poursuivait les vendeurs de tout côté, et ils arrivaient ici et ils stationnaient et peu à peu commencèrent à arriver un, et un, et un, et un… et à la fin tout le monde arma sa baraque et ¿qui allait leur dire 'partez'? Si c'était un espace public dehors. Les seuls qui avaient le droit de dire cela c'étaient les fonctionnaires de la Mairie, l'Administration du District, mais l'Administration du District n'a jamais voulu le faire, parce qu'à elle, ce qui l'intéressait, c'était de laisser que les gens… il n'y eut pas d'organisation de la part de la Mairie.

C.C.: ¿Et qui maniait le négoce des baraques ou des caisses qu'il y avait dehors? ¿Ou comment se sont-ils organisés?

G.A.: Que je me rappelle, je ne me rappelle pas qu'il y ait eu de chefs, qui étaient ceux qui organisaient les vendeurs et les maintenaient là » (Gilberto Ardila, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

En effet, à la fin de 1980, la Mairie et la société urbaine étaient décidées à « …chercher une solution rationnelle au problème des vendeurs ambulants, dont la prolifération a pris des proportions alarmantes dans toute la capitale, pour la désorganisation et le manque de contrôle dans la manière avec laquelle ils opèrent » (*Quartiers et personnes*, 1979: 11). Une vision plus complète de ce processus d'invasion du secteur et de l'apparition de nouvelles organisations syndicales est relatée par José Lopera:

« *C.C.: ¿Quels souvenirs avez-vous de quand vous êtes arrivé?*

J.L.: Que c'était une aire où les gens maneaba *plus ou moins, il n'y avait pas tellement de vendeurs comme il y en a maintenant, il n'y avait pas l'informalité de la rue, les gens* maneaba *mais d'une manière très discrétionnaire et très restreinte, pratiquement il n'y avait pas tellement d'arrivée de gens vers ici, vers la capitale d'autres parties du pays, parce qu'à cette époque la violence n'était pas tellement enracinée que maintenant.*

C.C.: ¿Et où était ce qui correspondait à SIMESCO, il y avait des locaux quand vous êtes arrivé ici?

J.L.: Il y avait des locaux, naturellement. Les locaux y étaient depuis 1978.

C.C .: Ah, c'est-à-dire, c'était relativement récent!! L'installation de cette partie…

J.L.: Oui.

C.C.: Et le reste des gens maneaba…

J.L.: Maneaba, maneaba *avec des appareils d'enregistrement, avec des radios, avec des lanternes, avec toutes ces affaires…*

C.C.: ¿Et comment était, disons, cet endroit?

J.L.: ¿La partie de la Carrera *Treize? Et bien, c'était une aire complètement pleine de vendeurs, mais alors d'une manière plus restreinte, parce que l'on freinait les organisations et la prolifération de ventes ambulantes. C'est-à-dire, les Galeries étaient récemment installées ici, et alors, pratiquement nous avons été les patrons, les régulateurs de l'espace public, pour le dire comme ça, à cette époque. Il n'y avait pas le concept d'expansionnisme qu'il y a maintenant, quant aux organisations*

syndicales. Les syndicats à cette époque étaient très fermés. Ils n'impliquaient ni n'affiliaient pas n'importe qui, mais ils affiliaient des gens qui démontraient qu'ils étaient des gens sérieux et des vendeurs. Ils n'impliquaient pas n'importe qui.

C.C.: ¿Combien de syndicats y avait-il alors?

J.L.: Il y avait SIVECABOCUNDI, ACUGAN et SIMESCO!! Pas plus.

C.C.: ¿Seulement?

J.L.: Seulement. Après est apparu le fameux SINUCOM, après est apparu SINULTRAGRAVEMICOL, après est apparu ASINCOMODIS, après diverses organisations sont apparues. Car, les centrales ouvrières mêmes répandirent ce concept de syndicalisme, de l'économie informelle, pour pouvoir protéger la stabilité du travail.

C.C.: ¿C'est-à-dire qu'à cette époque il y avait une plus grande préoccupation pour avancer en matière de cohésion des vendeurs?

J.L.: C'est correct. Il n'y avait pas cette prolifération de syndicats; les gens maneaba*, mais sans appartenir à aucune organisation. C'est-à-dire que, pratiquement, ceux qui générèrent ce concept expansionniste de l'économie informelle dans la rue ont été les syndicats comme SINUCOM; celui-ci a été le patron de toutes ces organisations. Celui-ci a été celui qui a fait qu'ils se positionnent dans les rues, qu'ils se positionnent dans les corridors et jusque dans les rues proprement dites, pour défendre le droit des personnes qui venaient chercher de nouveaux horizons.*

C.C.: ¿ASOPECO existait?

J.L.: Ça existait, mais de manière très restreinte. Il n'existait qu'une vingtaine de baraques. C'est après qu'ils se sont répandus, parce qu'ils ont commencé à passer de petites organisations à de grandes organisations syndicales.

C.C.: Bon, ¿comment étaient les relations entre les syndicats?

J.L.: Non, très cordiales, très unies et très cohésives.

C.C.: ¿C'est-à-dire qu'il n'y eut jamais de problèmes?

J.L.: Si, il y eut quelques problèmes, mais légers, pour le moins sur des questions de méthodologie pour le placement des baraques, et l'uniformité avec laquelle on devait placer ces baraques.

C.C.: Mais ils ne voyaient pas mal que…

J.L.: Non, non, non, parce que c'était une question de libre concept, parce que le syndicalisme, un des postulats de toute organisation syndicale, est de se répandre jusqu'où la communauté l'accepte. Il n'y a pas de concept restreint. SIMESCO oui, a eu un concept restreint permanent. SIMESCO ne fut ni n'a été une organisation expansionniste, c'est-à-dire… nous disons SIMESCO, 'Syndicat de Vendeurs Commerçants Stationnaires de Bogota' et ils auraient pu se répandre dans diverses zones de Bogota, mais l'épicentre de son travail a été San Victorino*, pas plus. Il ne s'est jamais permis d'étendre davantage ce concept, d'affilier plus de vendeurs dans d'autres zones de Bogota, parce qu'il ne le considérait ni noble ni sain. Ce n'a pas été le cas d'autres organisations qui s'étendirent et de syndicats qui sont arrivés à avoir une représentation pour Bogota et aujourd'hui sont des syndicats de caractère national, comme SINUCOM, qui sont nés à Bogota et ont déjà des affiliés dans diverses capitales du pays.*

C.C.: ¿Ah, oui?

J.L.: Oui, évidemment. SINUCOM est un syndicat national. SINUCOM est né à Bogota et actuellement il a plus de 10.000 affiliés dans tout le pays.

C.C.: Mais ici, ¿il y a toujours SINUCOM?

J.L.: Non, tout maintenant dans cette périphérie de San Victorino*, il a déjà disparu.*

C.C.: Et avant ¿qui était chargé de SINUCOM?

J.L.: Il y avait un monsieur Avelino Niño. C'est un vieux vétéran du syndicalisme de Bogota, et le grand trameur de toutes les licences pour les vendeurs ambulants.

C.C.: ¿Et en ce moment il continue ici?

J.L.: Non, en ce moment, il se trouve dans une retraite méritée. Précisément, tenant compte de toute cette prolifération de licences qui se donnaient à cette époque dans les Mairies Locales, et c'était qu'à cette époque des années quatre- vingt et avant, les Mairies Locales donnaient des licences de fonctionnement pour que les gens s'installent et travaillent!! C'est pas comme maintenant.

C.C.: ¿C'est-à-dire que la vente ambulante a été promue par l'Administration de cette époque?

J.L.: Naturellement!! Dans la décade de soixante jusqu'à soixante-dix-huit tout a eu l'aval des administrations: des maires comme Hernando Durán Dussán et avant; Gaitán Cortés lui-même et d'autres maires qu'il y a eu.

C.C.: Pourquoi jus qu'en 1978?

J.L.: Parce qu'il y avait tellement peu de gens de l'économie informelle, l'Administration n'a jamais pensé qu'il allait y avoir de l'immigration des autres villes vers la capitale et qu'alors allait se former un problème d'ordre social quant à l'économie, quant à la génération d'emploi; alors, à cette époque, les Mairies Locales donnaient des licences sans malice, et sans arriver à penser que cela allait s'étendre et quadrupler, et arriver au point que les rues allaient être absolument fermées par l'informalité (José Lopera, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

Cette situation commença a prendre des proportions non maniables, dû à la grande quantité de gens qui cherchaient « un endroit dans le monde », une alternative de survie dans le contexte urbain.

Entre temps, durant la décade des années 60 à 70, la dynamique urbaine avait atteint un degré élevé de pouvoir spéculatif et productif, au point d'être arrivé a concentrer dans des entreprises oligopoleuses une bonne partie du développement de la ville. Un article dans *El Espectador,* écrit par María Teresa Herrán et Clemente Forero en décembre 1978

« …démontre comment quatre entreprises monopolisent presque toute l'activité urbanistique et de construction dans la capitale du pays. Entre celles-ci se trouve *Ospinas y Cía.,* dont est associé le sénateur Mariano Ospina Pérez, qui a présenté un projet de loi rien de moins que sur la 'réforme urbaine', qui fut reçue par [le président] Turbay en contresens à la proposition faite par Arenas Bonilla [thème de l'article] sur la même matière. Si la réforme vient des propriétaires du sol urbain, ¿que peut-on en attendre?

« Les quatre grands groupes monopoles (…) sont *Luis Carlos Sarmiento Angulo Ltda.*, *Pedro Gómez y Cía.*, *Ospinas y Cía.*, *Fernando Mazuera y Cía*. Le premier d'entre eux a créé un puissant groupe financier et se consacre à la construction de logements pour la classe moyenne. Le deuxième, associé avec le groupe *Grancolombiano* pour le projet de *Unicentro*, construit des logements pour la classe haute. Le troisième – Ospinas y Cía. – est un des plus anciens, et s'est consacré initialement à la spéculation sur des terrains du périmètre urbain, et s'est tourné vers l'activité de construction pour les classes moyenne et haute. *Mazuera Villegas y Cía.* a continué à être l'urbaniste traditionnel, consacré à l'achat et à la vente de terres.

« Ospinas et Mazueras sont les plus importants urbanistes, tandis que Sarmiento et Gómez sont à la tête de la construction. De toute la terre urbaine de Bogota, Mazuera a urbanisé le 27,6% et *Ospinas y Cía.* le 16% » (Alternativa, 1978: 18).

L'intérêt pour l'amélioration de l'aspect de la ville a donné lieu à la recherche de réformes substantielles qui améliorèrent la planification presque spontanée dans laquelle elle avait été submergée au cours de son histoire. C'est ainsi que « Vers les

années 70 les directives du BCH assumèrent comme prioritaire le dessin de politiques de rénovation urbaine » (Carrizosa, 2000: 22).

Ces politiques conduisent à la création d'instruments de planification orientés à la rénovation urbaine, entre lesquels se détachait le Plan Centre comme un des principaux secteurs objet de ces projets de transformation: « En 1979 on institue le 'Plan de Rénovation du Centre'. En 1980 se crée la Corporation 'La Candelaria', qui commence un important plan de récupération du patrimoine du Centre Historique et en 1987 naît le bureau 'Plan Centre' dans le but de définir des politiques, des alternatives et des stratégies pour l'intervention de cette zone. Son travail s'est orienté à la récupération de l'espace public et à l'identification de zones de récupération » (Carrizosa, 2000: 23).

A ce moment là, le Centre était reconnu comme le principal endroit de la ville. Tout le monde parlait du « Centre » comme d'un point de référence urbaine de premier ordre. Dans certains milieux, on parlait du « centre comme de la rose des vents de Bogota » (Nueva Frontera, 1982: 12). De là, son importance croissante dans le contexte de la ville et la valeur qu'avait atteint le secteur de *San Victorino* dans la métropole naissante. Et de là, l'intérêt des urbanistes de procéder à une amélioration de cette zone centrale, étant donné les avances technologiques en matière de construction et d'urbanisme qui permettaient d'intervenir dans le secteur en améliorant les conditions existantes.

Dans le cadre du Plan de Récupération du Centre, sur l'initiative du Maire Augusto Ramírez Ocampo, on identifia diverses zones d'intervention, en signalant *San Victorino* comme une de celles qui mérite le plus d'attention:

> « La deuxième zone est celle appelée du 'redéveloppement', du fait que sa détérioration devra être replantée dans sa structure urbaine. Il s'agit de l'aire située sur la partie sud de la *Calle* septième et sur la même partie sud de l'Avenue *Jiménez*, depuis la *Carrera* Dixième jusqu'au secteur de *Sans Façon*. La perte de valeur de la terre dans ce secteur est grande et la Planification du District pense le soumettre à des projets globaux qui embrassent des aires de pas moins de 5.000 mètres carrés.
>
> « Le secteur actuel qui opère comme terminale de transport de passagers, entre l'Avenue *Caracas*, la *Carrera* dix-sept, et la *Jiménez* et la [*Calle*] 19 devra changer d'usage, en transférant ce secteur de transport au nouveau siège en construction en dehors du Centre-Ville. C'est une zone très détériorée et dangereuse, dont on étudie un nouvel usage » (Ibid.: 13).

Il est important de comprendre que « C'est la première fois que l'on fait un plan global pour le Centre-Ville » (Ibid.: 14). De là l'importance qu'eurent ces mesures dans l'histoire urbaine de Bogota.

Cela représentait la première annonce de ce qui devait arriver vingt ans après pour le commerce informel du secteur. Face à de telles mesures, les vendeurs commencèrent à penser à des alternatives pour leur repositionnement dans un Centre Commercial qui leur offrirait toutes les garanties. Il y avait déjà eu, à des époques antérieures, des propositions pour l'installation de tout le commerce informel de *San Victorino* dans un grand Centre Commercial placé dans le même secteur de la zone centrale:

> « Une grande concentration similaire à celle de *Unicentro*, mais de type populaire, à laquelle seraient amenés les vendeurs ambulants et les stationnaires, se propose de construire le gouvernement de Bogota en plein Centre-Ville.
>
> « [Julio] Nieto Bernal [Secrétaire du Gouvernement de Hernando Durán Dussán] annonça (…) le but de l'administration de transférer à la future concentration commerciale les vendeurs placés depuis plusieurs années à *San Victorino* » (*El Tiempo*, le 19 mai 1977: ÚLTIMA–C).

Après, on commença à analyser la possibilité d'acquérir le terrain de la Police Nationale dans la *Carrera* Dixième avec la *Calle* 10, pour atteindre ce but. Luis Prieto Ocampo présenta pour la première fois en 1980 cette possibilité, et dans les premières années de la décade des années 80 apparaissaient dans la presse les fameuses annonces du Centre Commercial qui serait construit sur le terrain de la Police Nationale, où se trouve aujourd'hui le *GranSan Victorino*, un des centres commerciaux où les vendeurs des *Galeries Antonio Nariño* terminèrent par acheter ou louer un local après voir été expulsés des Galeries en 1999.

Au début de la décade des années 90, on proposa de repositionner les commerçants des *Galeries Antonio Nariño* au Centre Commercial *Tampico*, action qui ne prospéra pas non plus. Alors on reparla de l'ancienne place Antonio Nariño. Durant des dizaines d'années, le thème de la place n'avait pas été mentionné. Cette tendance fait partie de l'esprit civique et citoyen qui a réveillé l'intérêt pour l'espace public et le patrimoine de la ville, dans le contexte du resurgissement de la conscience pour ce qui est ancien, mais sous un déterminé idéal urbain, idéal qui reprenait les éléments fondamentaux de l'histoire nationale et les revitalisait, pour donner un sens à la ville en fonction d'une narrative patrimoniale de caractère officiel.

Dans ce contexte, on approuva l'Accord 6 de 1990 du Conseil de Bogotá; sa priorité était « la création, la production, la réhabilitation et la mise en valeur de l'espace public ». Ce contexte avait mis de nouveau sur le tapis la question de *San Victorino*, ainsi que la possible reprise des plans de rénovation urbaine dans le Centre-Ville. Les deux thèmes seraient l'objet d'un débat récurrent dû à l'importance qu'entraine la revalorisation du Centre-Ville, dans une métropole qui a atteint ses frontières de croissance jusqu'à la fin du siècle.

Les habitants mêmes du Centre-Ville étaient conscients de l'importance et de la signification de cette zone pour tout environnement métropolitain: « Ils furent tous d'accord que le Centre est indispensable pour le développement de la ville. Bien que Bogota ait grandi, le centre continuera à être un point de rencontre pour tous ceux qui veulent vraiment la connaître » (*El Espectador*, le 31 décembre 1992: 2-D).

Les commerçants mêmes de *San Victorino* palpaient cette situation au milieu de leurs tracas quotidiens, dans le contact permanent avec les clients qui venaient de tous les côtés, ce qui conduisit à répéter cette devise: « Le Centre est le Centre », comme un des arguments principaux pour rejeter les offres de replacement dans d'autres points de la ville. Et cela était particulièrement certain pour *San Victorino*, une centralité qui revêtait depuis des temps immémoriaux un caractère stratégique dans le contexte urbain, mais en même temps un endroit indésirable par ses caractéristiques sociohistoriques accumulées et sédimentées là depuis très longtemps:

> « Il y a (…) des endroits par lesquels personne ne voudrait passer, parce qu'ils sont laids et dangereux, mais qui sont parfois inévitables. Ceci arrive avec *San Victorino* et ses alentours. Cependant, du fait de l'endroit où il se trouve, il y a des moments où on doit y passer et être horrifié.
>
> « Parmi les plans tracés pour le centre de Bogota (…), cette zone, qui a grandi et s'est infectée sous la protection des autorités et la tolérance du reste de la ville, est restée en suspens.
>
> « Je suppose que l'Administration Caicedo Ferrer, en reprenant le Plan Centre, donnera la priorité à certaines formules, pour commencer à récupérer le secteur de *San Victorino* qui se trouve absolument dégradé.
>
> « Si on a célébré avec enthousiasme la solution des baraques de la *Carrera* Treize à Chapinero, obtenue par le Maire Pastrana, avec plus de raison encore on appuiera les formules pour organiser le commerce informel démesuré de la *Calle* 13 et de ses alentours » (Salgar, dans *El Espectador*, le 7 Août 1990: 3-A).

Tout ce que le centre ne voulait pas, retombait sur *San Victorino*, comme cette partie du Centre-Ville « qu'on ne veut pas voir ». Cependant, à ce moment là, *San Victorino* était le secteur de plus grande importance de Bogota malgré – ou plutôt, grâce à – la grande dynamique que le commerce informel avait généré dans cette zone durant les dernières décades (Photo 41):



Photo 41: PANORAMIQUE DES *GALERIES ANTONIO NARIÑO* (1994).
Pris de: FENALCO. « San Victorino añora su espacio público ». Dans: *Fenalco (Bogotá).* Mayo 13 de 1994, p. 9.
NOTE AU PIED DE PHOTO: « Les images parlent par elles mêmes. Sous les centaines de baraques qui s'emparèrent de *San Victorino*, un jour il y eut un parc… ». Ceci n'est pas historiquement certain; c'est une image irréelle, car il n'y eut jamais de parc à cet endroit. Cette photo - et sa légende - est une preuve de la manière dont on construit l'histoire à partir des nécessités idéologiques qui orientent les postulats d'un nouveau projet de ville, à partir des conceptions philosophiques consacrées dans le cadre constitutionnel de 1991.

> « Même si cela paraît incroyable, le secteur de *San Victorino* est le plus estimé du pays. Les mouvements commerciaux qui s'y réalisent chaque jour lui ont permis de se positionner comme l'investissement le plus productif pour les grands commerçants.
>
> (…) « Les raisons qui avantagent le secteur par rapport aux autres zones commerciales de la capitale et de tout le pays, sont nombreuses. Le fait d'avoir une relation constante avec les fournisseurs en gros de Bogota et de la Colombie, d'être leader dans les tendances en produits et en lignes, d'avoir la possibilité d'accéder à presqu'un million d'acheteurs chaque jour et de vendre toute la marchandise en un temps record, font de *San Victorino* le lieu qui, commercialement et comme produit immobilier, soit le plus précieux du pays, avec un $1'000.000 le mètre carré pour la vente et $100.000 le mètre carré mensuel, pour la location [prix de 1995].

> (…) « La trajectoire et la croissance que peu à peu acquit cet endroit, joint aux volumes de vente, suscita entre les propriétaires des établissements un travail urgent d'organisation, dans le but d'améliorer la zone et d'offrir les meilleurs prix aux acheteurs de Bogota et de tout le pays » (*El Espectador*, le 30 décembre 1995: 4-E).

C'est dans ce contexte qu'apparaît le premier grand Centre Commercial construit dans ce secteur et situé sur l'ancien terrain de la Police Nationale, celui là même qui avait été destiné, sans succès, au replacement des commerçants des *Galeries Antonio Nariño*:

> « Le *GranSan Victorino* se classe dès maintenant comme le nouveau cœur du secteur, car il offre aux commerçants de toute la Colombie un espace idéal pour monter leur établissement. Ce sont plus de 580 locaux modulaires qui vont de 5 à 200 mètres carrés,… ».

> « Le Centre Commercial *GranSan Victorino* comptera sur une place de postes de nourriture, une zone de parking, un service de téléphones et des cabinets, une surface de chargement et de déchargement de marchandises et un groupe assuré d'acheteurs » (Ibid.).

Nous voyons de quelle manière le meilleur de tous les projets pour la construction d'un Centre Commercial destiné à abriter les vendeurs informels et semi-formels de *San Victorino* fut définitivement retardé, dans le but de laisser la place à un investissement des grands capitaux privés, certains d'entre eux correspondant à des entreprises de constructions et à des corporations financières. Malgré qu'il soit situé très près de la célèbre rue de *El Cartucho*, ce projet avait de grandes perspectives dans le futur, mais aussi dut passer par l'expulsion et l'assainissement d'un petit marché informel situé dans la partie postérieure de l'édification depuis plusieurs années. Le Centre Commercial fut finalement conclu au milieu de 1997.

Ce projet démontra la vocation que ce secteur commencerait à adopter, à partir de l'intérêt des grands capitaux nationaux et internationaux pour les zones centrales de la ville, en Amérique Latine et dans le reste du monde, dans le cadre d'une tendance à la récupération du patrimoine historique et de la valeur potentielle que le sol urbain commençait à acquérir dans ces secteurs des grandes aires métropolitaines.

Des entités comme FENALCO, et d'autres organismes représentants du secteur formel dans le secteur, furent les principaux promoteurs des initiatives de restitution des espaces publics à *San Victorino* et dans les zones centriques de Bogota, protégés dans la rénovation des normes constitutionnelles et dans la volonté politique exprimée par les administrations du jour dans cette matière:

« Les dernières décades n'ont pas été favorables au secteur. Son indubitable importance et la prospérité générée par le commerce formel établi à *San Victorino*, commencèrent à se détériorer avec l'apparition des ventes ambulatoires et stationnaires qui s'emparèrent de l'espace public, du parc, des trottoirs et des voies, jus qu'à le convertir *en un paysage désordonné et chaotique*, où la prolifération des vendeurs, la malpropreté, la prostitution, l'indigence et la délinquance commune asphyxiaient le résident et le commerçant formel et empêchaient la circulation normale des véhicules et des piétons » [Nous avons souligné].

(…) « La Corporation des Commerçants Associés de *San Victorino* et FENALCO ont sollicité avec insistance, de manière réitérée, l'attention des autorités. L'une et l'autre entité ont appuyé des campagnes orientées à obtenir le repositionnement de ces négoces informels à des endroits adéquats, pour récupérer ainsi, pour les habitants de Bogota, le droit d'user l'espace public » (FENALCO, 1994: 11).

Comme on peut l'apprécier, le commerce formel tendit à s'attribuer le resurgissement de la dynamique économique du secteur, méconnaissant le rôle des vendeurs informels et semi-formels dans ce processus et soulignant seulement les aspects négatifs de leur présence à *San Victorino*. Ceci constitue une forme de stigmatisation et de ségrégation symbolique du commerce de la rue qui était en train d'être éradiqué par tous les moyens de la zone.

Nombreuses étaient les voix qui de tous les coins de la réalité nationale se prononçaient autour du sujet de la rénovation urbaine et de la récupération de l'espace public durant les années 90, ce qui confirmait l'intensité et l'importance qu'avait obtenu ce débat après les réformes constitutionnelles de 1991. Cet environnement légal, dans lequel ces inquiétudes se fixèrent, tentait de donner une cohérence urbanistique et architectonique à la planification de la ville et à la création d'espaces communs là-dedans:

« L'espace public actuel est une espèce de raccommodage, fait à partir de ce qui reste des constructions. Ce pour quoi il n'est ni harmonieux, ni fonctionnel.

« C'est pour cela que l'apport des nouveaux décrets de l'Accord 6, selon le directeur du Département Administratif de Planification du District, Andrés Escobar Uribe, est la conception de l'espace public comme un tout intégral. Un élément qui, dans les nouveaux travaux, ne doit pas être considéré comme quelque chose en plus, mais comme un apport à la configuration de la ville » (*El Espectador*, le 12 janvier 1994: 3-D).

La nécessité d'intégrer la notion de l'espace public à un concept de ville et à une structure urbaine commença à être un thème fondamental:

> « L'action de l'État, en relation avec la ville, s'est caractérisée par l'improvisation et la dispersion des actions, car de nombreuses entités ont une intervention directe sur l'espace public, entités qui opèrent de manière désagrégée sur un patrimoine qui est aujourd'hui totalement négligé, sans qu'on se préoccupe pour la qualité de vie qui dérive de l'amélioration et de la croissance permanente du patrimoine spatial collectif.
>
> « Il n'existe pas de plan général de l'espace public qui oriente, au moyen d'une politique unique, globale et intégrale, les actions étatiques et privées » (DAPD, 1995: 20).

Cette conception structurante de l'espace public est un des principes fondamentaux esquissés dans les façons de poser le problème de quelques architectes et urbanistes qui stimulèrent ce débat dans les années 90. Clifton Hood

> « assume l'espace public (…) comme un support de l'espace structurant d'un projet de ville qui doit être mené au moyen d'un processus politique et culturel de participation des citoyens, qui intègre dans sa planification, sa concertation, sa construction et son gouvernement tous les acteurs sociaux (État, entreprise privée et société civile), dans un pari pour une ville (une société) démocratique: inclusive dans le politique, équitable dans le social, compétitive dans l'économique et soutenable dans l'environnement pour le XXIème siècle » (Virviescas, s.f.: 286).

Ce type de propositions mettent en évidence l'importance de la participation des citoyens dans le projet de construction de la ville, ce qui va au rencontre des dispositions conceptuelles d'une architecture qui préétablit les formalités techniques de la forme urbaine, en annulant, en effaçant, en excluant ou en corrigeant ce qui n'est pas à l'intérieur de ces canons pour le conduire par le « bon chemin », par la « correcte morale de l'architecture ». Dans ce contexte, « …l'urbanisme assumera son thème central: projeter des codes civilisateurs sur le territoire » (Koolhaas, dans Ibid.: 291), au lieu de privilégier la participation citoyenne et l'adoption de propositions socioculturelles innovatrices, en dialogue avec des techniciens et des urbanistes: « …le premier rôle que doit proposer la planification urbaine en Colombie est celui de convoquateur de la participation citoyenne (…) qui, consacrée dans les développements constitutionnels comme une des plus grandes revendications sociopolitiques de la nation, est (…) un outil méthodologique de projectation (sic) et de construction de la ville » (Ibid.: 291-292).

Il est cependant nécessaire de souligner que ce but de récupération de l'espace public se plaçait dans un nouveau contexte politique et économique global, par rapport auquel on définit les énoncés promulgués par les organismes supranationaux promoteurs des Sommets mondiaux sur les questions urbaines.

A cette époque, la population de la ville avait grandi à pas de géant, dépassant toutes les expectatives et les projections des recensements antérieurs: « …nous sommes à peine en 1994 et la capitale a déjà 100.000 habitants de plus que ce que l'on avait projeté pour après l'année 2000. (…) 6'314.605 personnes habitent Bogota, quand l'on estimait qu'on n'arriverait à un chiffre similaire qu'en l'année 2000. (…) …tandis que l'on supposait que la ville croitrait, entre 1990 et 1995, à un taux du 2,09 %, les données du DANE confirmèrent que la croissance se meut au 4,58% annuel » (*El Espectador,* le 1er juillet 1994: 2-E).

De son côté, Maria del Pilar Granados, chercheuse de l'étude sur la population de la Mission XXIème Siècle, affirmait que « La capacité d'investissement était chaque fois plus faible face à l'expansion continue et rapide des nécessités importantes exigeant d'être résolues'. (…) …la transition démographique aggrave les tensions des marchés de travail, produit une chute relative aux salaires, intensifie les déficits quantitatifs de logements et exige de repenser la composition de l'offre d'éducation publique » (Ibid.).

Cette tendance, impensable des années auparavant, avait été stimulée par la migration accélérée de la campagne à la ville, provoquée par les groupes armés depuis la décade antérieure, conduisant le pays à une situation inusuelle de déplacement forcé qui le plaça au deuxième niveau mondial en flux de déplacés, après le Soudan.

> « En Colombie les gens changent de lieu de résidence pour des pressions économiques, pour des offres de travail en époques de récolte, pour des maniement d'intérêts dans lesquels les plus défavorisés apparaissent 'faisant leurs valises' et, entre autres beaucoup de raisons, on ne peut le nier, pour être entre les balles de l'armée, des groupes subversifs, des auto-défenses et des groupes paramilitaires.
>
> (…) « Un rapport préliminaire que le gouvernement colombien présentera dans la IIIème Conférence Internationale sur la Population et le Développement, qui aura lieu en Egypte en septembre de cette année, signale que la migration en Colombie est un des facteurs démographiques qui a pesé énergiquement sur la transformation sociale et économique du pays, en reconnaissant, cependant, que c'est un des sujets le moins quantifiés. Le recensement de 1985, dit le document, n'offre pas de données fiables sur la migration interne et il n'existe pas d'enquêtes spécifiques qui comblent ce vide.
>
> (…) « L'augmentation des déplacés internes, pour cause de la violence, vers des destins sans aucun type de réseaux sociaux d'appui, conduit à l'augmentation de la marginalité sociale, économique et culturelle de ces populations et à la faible satisfaction des nécessités basiques de la part des entités gouvernementales et des administrations locales » (Palacios, dans *El Espectador*, le 3 juillet 1994: 11-A).

L'administration urbaine même se trouvait empêchée d'adopter un autre type d'actions face à la situation de déplacement et à l'accroissement de la taille de la ville. Les chiffres de déplacement pour l'année 1997, juste avant l'administration de Peñalosa, étaient très préoccupants. Dans les premiers six mois de cette année, 30.000 personnes arrivèrent à la capitale du pays:

> « Quelques 180 déplacés, 34 familles en moyenne, arrivent chaque jour de différentes parties du pays aux quartiers périphériques des localités de *Ciudad Bolívar*, *Usme*, *Bosa*, *Kennedy* et *San Cristóbal*.
>
> (…) « En seulement deux ans, entre 1995 et 1997, Bogota a reçu une moyenne de 108.305 personnes, chiffre préoccupant face aux 117.000 qui sont arrivées entre les années 1985 et 1994.
>
> (…) « Face à la menace imminente, les déplacés, la plupart d'origine rurale, abandonnent leurs terres pour se diriger initialement à la ville la plus proche du site où l'exode a eu son origine. Mais plus tard, dans la plupart des cas, on pense à la capitale de la République comme la grande alternative, parce qu'on croit que la proximité à un centre de pouvoir peut produire des solutions plus rapides et plus effectives.
>
> (…) « Cependant, les déplacés, quand ils arrivent à un environnement étranger ne trouvent que du déracinement, de la marginalité et une dramatique détérioration de la qualité de vie » (Gutiérrez, dans *El Espectador*, le 12 janvier 1998: 15-A).

Nous avons déjà vu les effets que le phénomène de déplacement forcé ont générés sur la ville en époques antérieures: haute pression démographique, croissance désordonnée, augmentation du taux d'informalité, misère et occupation des espaces publics, proscrits et des terrains vagues de la ville. Et bien, les mêmes situations, dérivées de ce phénomène qu'on a expérimenté durant les années 50 et 60, devront se présenter à Bogota durant les années 90 et la première décade du nouveau millénaire.

En réponse à ces situations, à partir des années 90, et en particulier depuis l'administration Mockus (1995-1997), différents plans de développement pour la ville, congruents avec les nouvelles idées d'une métropole projetée à l'environnement global, et inscrite dans les canons urbains établis par les organismes et les institutions supranationales, commencent à apparaître:

> « Les faits urbains à Bogota paraissent être le fruit du hasard ou, pour le moins, de décisions et d'actions qui ont leur origine dans des sources disperses et assument des directions divergentes, qui finalement se rencontrent en quelque point de l'espace urbain. Une société qui agit de cette

> manière peut difficilement réclamer une condition d'ordre dans l'espace urbain et encore plus difficilement peut-elle proposer des lignes continues de coordination et d'action gouvernementale et citoyenne.
>
> « La structure des usages de l'espace urbain de Bogota, dans sa forme actuelle, ne met pas en évidence la présence d'une 'planification' de la ville. Au contraire, elle met en évidence une forme particulière de quelque chose que l'on peut appeler 'plan de désordre urbain'. Parce que, finalement, le chaos actuel de la ville a été rigoureusement planifié depuis que la ville a adopté ce schème moderne de décisions et de normes connu usuellement sous le nom de 'plan' » (Saldarriaga, dans *El Espectador*, le 9 mars 1997: 3-E).

Ceci met en évidence que les efforts pour réaliser une planification urbaine à Bogota avaient eu plus d'échecs que des succès, ce qui conduisit à une tendance à donner de la cohérence et de l'unité aux décisions qui s'adoptent pour l'amélioration des conditions de vie dans la ville. En ce sens, on a pris diverse initiatives, au cours de ces dernières années, pour essayer de respecter les paramètres que les nouvelles tendances urbaines fixaient. Dans ces linéaments de planification on considérait les thèmes de l'espace public et l'éradication de l'économie informelle comme deux aspects fondamentaux que la ville devait - écoutez bien, devait - organiser dans le but d'atteindre les standards internationaux exigés, et de cette manière accéder aux lignes de crédit concédées par les organismes internationaux. Ce n'était pas inadéquat, en soi même, puisque, comme nous le verrons dans le cas d'autres expériences de rénovation du Centre Historique, comme c'est le cas de Quito, ces organismes ne stipulaient pas que les actions entreprises doivent l'être dans le dos des habitants urbains ou sans compter sur leurs opinions dans le cadre d'une planification participative.

La tendance a été, à Bogota, à élaborer les plans urbains comme des propositions programmatiques pour la ville, ce pour quoi les candidats respectifs devaient avoir déjà formulé le plan avant de compter sur l'aval des citoyens en relation avec leurs propositions. De plus, l'emphase du maniement de l'image médiatique mettait sur un second plan les projets urbains, donnant lieu ainsi à des élections qui légitimaient l'image du candidat et non son programme de gouvernement qui finissait par être pratiquement méconnu jusqu'au moment de sa mise en œuvre. De plus, les stratégies de la campagne et les règles du jeu établies dans les débats, faisaient que les votants allaient voter sans informations ou avec une vision très générale des mesures qu'adopterait l'un ou l'autre candidat au moment d'assumer la charge, sans connaître de manière très précise l'effet que ces dispositions auraient sur sa vie quotidienne. Bien que dans les années récentes les débats et les actes de la campagne aient amélioré la visibilité des programmes respectifs, cela continue à être la tendance prédominante.

Mais dans les années 90 les logiques hégémoniques étaient celles du capital privé dans un contexte d'orthodoxie néolibérale et le discours culturel de la démocratie et de ce qui est public, auxquels les gouvernements du district de Antanas Mockus et de Enrique

Peñalosa firent cas de manière enthousiaste. Durant leurs gouvernements des organisations furent convoquées, qui cherchaient à être représentatives de la société civile pour formuler le Plan Stratégique Bogota 2000, considéré par Acebedo comme « le plan d'investissements des organismes de crédit international » (Acebedo, dans 1999: 79). L'espace public était l'un des sept grands groupes de projets stratégiques consignés comme prioritaires pour l'élaboration de ce Plan.

La même tendance s'observait pour le Plan Monitor, appuyé sans réserve par les secteurs les plus rances de la société colombienne et par la Chambre de Commerce de Bogota: « Nous voulons inviter l'administration du District pour que cette année nous commencions une grande étude avec la compagnie Monitor, dans le but d'analyser les facteurs qui affectent la compétitivité de Bogota (…). L'exercice que nous commencerons dans les prochains mois prétend changer l'attitude des chefs d'entreprise et du secteur public pour garantir une ambiance adéquate vers l'innovation et l'insertion des activités productives de la vie dans l'économie mondiale » (Fernández de Soto, 1995: 9).

Cette recherche d'insertion au processus globalisateur, qui constitue aujourd'hui le référant suivi par la société mondiale dans le cadre du capitalisme, commença à influencer de manière décisive les destins des principaux centres métropolitains: « Les tendances de globalisation ont fait que les villes se convertissent en acteurs importants et cruciaux du processus de compétitivité. Une ville compétitive est celle qui a de l'habileté pour offrir une plateforme qui génère et retienne les firmes compétitives. Une plate-forme compétitive s'obtient avec la qualité en infrastructure, la qualité de l'environnement et l'efficience dans les salaires [selon la firme Monitor] » (Gutiérrez, 2000: 19).

Dans ce contexte, les dynamiques participatives et les processus culturellement partagés avec la diversité démocratique des habitants se bouleversent pour des décisions de caractère vertical qui sont prédisposées par les institutions et acceptées de manière résignée par les citoyens:

> « Les néolibéraux, naturellement, ne se mirent pas à écouter et encore moins à trouver une idée partagée de ville. Avec le 'Plan Monitor' [qui signale des stratégies pour augmenter la compétitivité de la ville dans le contexte international] sous le bras et préalablement conseillés par les compagnies multinationales, ils arrivèrent pour décider. La Chambre de Commerce, les grands constructeurs, le PNUD, *El Tiempo* et d'autres 'représentants de la société civile' occupèrent les tables directives et concrétèrent entre eux leur idée de ville.
>
> « La ville-entreprise est la grande conclusion. A partir de son nom même on a prétendu introduire les critères de la planification stratégique de type entreprise, efficiente, rentable, compétitive, de sûre inversion de capitaux

étrangers, qui offre des services, de la technologie et de la qualité de vie… » (Acebedo, dans 1999: 79).

Dans ce sens, l'opinion de Jordi Borja est bien illustrative quant au commerce des villes globales:

> « La culture et le commerce définissent les villes. C'est-à-dire, l'échange est la base de la richesse. Dans une économie globalisée, les villes restent ouvertes à tous les vents des produits et des idées du monde. C'est leur risque, mais c'est aussi leur opportunité. C'est leur privilège. Aujourd'hui, les avantages des positions acquises se réduisent, mais aussi les possibilités de se situer dans l'économie internationale augmentent. Nous dépendons de notre capacité de flexibiliser notre production, d'innover continuellement dans nos procédés, de connaître l'évolution des marchés externes, de réduire les coûts généraux et d'incorporer la vitesse de la communication dans toutes nos activités. Notre futur dépend, surtout, de nous-mêmes » (Borja, 1994: 12).

Il est évident qu'en affirmant cela, Jordi Borja ne pensait pas aux gens déplacés, aux commerçants de la rue ni aux diverses modalités de la microéconomie informelle encore liée à des facteurs précaires de génération de revenus. Ce genre de déclaration reflète une vision de la ville compromise avec des processus de production de première ligne dans le cadre d'une économie formelle dont les actions retomberont sur les petits commerçants dans une tendance à la création globale d'oligopoles économiques, régentés par les principales corporations des pays les plus développés.

Les plans de rénovation urbaine des années 90 se sont dessinés dans ce sens, ainsi que les formules de planification qui se présentèrent pour Bogota durant cette décade. Ceci aurait forcément des conséquences: l'Accord 6 de 1990 obligea le développement de programmes macro, en décourageant les petites interventions, ce qui accéléra la détérioration des grandes zones du Centre. De plus, la recherche du montage et la promotion d'opérations urbaines intégrales à travers les outils de planification et de gestion qui commencèrent à régir avec la Loi 388 de 1997 qui réglementa le POT, (Plan d'Aménagement du Territoire de Bogota) avaient comme objectif d'attirer l'investissement privé.

Chapitre 6. L'idéologie néolibérale de l'espace public comme facteur de réaménagement urbain dans le secteur de *San Victorino* et de *Santa Inés* et ses effets sur la mise en patrimoine du *Grand Carré Antonio Nariño* (1998-2011).

Vers 1997, le secteur de *San Victorino* accueillit toute une multiplicité d'usages et de pratiques urbaines qui avaient existé dès la fondation même de la ville: place urbaine, porte et port de la ville, terminale, hangar, zone de frontière, point d'arrivée, point de rencontre, lieu de culte, endroit de passage, endroit de réunion d'indigènes,

d'espagnols, de créoles et de métisses; lieu de commerce et d'échanges, point de distribution de l'eau à la ville, lieu de rencontre de porteuses d'eau, lieu de commérages et de sortie pour la promenade, scène de loisir et de distraction, champ de bataille, marché agricole, marché de bois, magasin, point de chargement et de déchargement de marchandises, lieu de voitures, de zones de stationnement, arrivée du tramway, endroit de *chicherías*, place de marché, secteur d'hôtels et de pensions, zone de tolérance, du *cachaco* et de celui de *ruana*, du campagnard et de l'indigène, de l'étudiant et du margoulin, de la dame et de la prostituée, de délinquants, de voyous, de commerçants, de marché informel, de marché formel, d'espace public et de bien fiscal, patrimoine historique de la ville et de la nation.

Cependant, aucun de ces usages peur être considéré ni « public » ni « populaire ». Ils ont simplement constitué des manières de vivre et d'habiter la ville, au-delà de toute mise en catalogue. Les agglomérations humaines qui se produisaient à *San Victorino* correspondaient aux dynamiques historiques propres aux conditions dans lesquelles se développèrent les villes latino-américaines et, dans ce cas, andines, car cet environnement géographique communique socialement et culturellement le processus historique des populations qui ont habité dans cette région avant la conquête et des centres urbains construits par les espagnols. Cependant, la Place de *San Victorino* et ses alentours ont une série de caractéristiques spécifiques de cet endroit socioculturel, qui peuvent contribuer à orienter la réflexion urbanistique sur ce secteur.

Le premier trait fondamental est celui de *San Victorino* comme scène de confluence d'oppositions: seuil entre la ville et la campagne, entre le civilisé et le naturel, entre les terres hautes et les terres basses; point de rencontre entre espagnols et indigènes, lieu de contact, d'échange, de communication, de commerce, d'hybridation et de métissage.

L'autre élément signalé est sa fonction comme terminale de transports et port sec de la ville; cette atmosphère de « port », elle l'atteint avec les allées et venues des passagers et des marchandises, le flux constant de personnes, d'objets et de symboles et les scènes de la clandestinité, les bas mondes ou les espaces de l'informalité: les *chicherías*, les lieux de réunion des groupes subalternes, les maisons de prostitutions, les indigents, les « anormaux »…

Une facette importante, bien qu'elle ait été reléguée sur les chemins de l'histoire, c'est celle de *San Victorino* comme lieu de congrégation religieuse pendant l'époque coloniale. Ce phénomène, bien que peu étudié, doit avoir été important quant aux modes de réunion des habitants de Santa Fé, en particulier les dimanches, jours d'assistance au rite et de promenade champêtre.

Il y a un élément commun dans toutes ces formes d'habiter l'espace de *San Victorino*: *la diversité de pratiques exercées dans cet environnement urbain au cours de son histoire*. Ce ne serait qu'en 1964 que la place de *San Victorino* commencerait à acquérir une vocation éminemment commerciale, avec le rétablissement des commerçants informels du Centre

Historique aux *Galeries Antonio Nariño*; en réalité, sa forme comme place républicaine, comme « espace public », n'avait duré qu'un peu plus d'un siècle. Pour cela, je considère qu'au delà de toute hiérarchie, *le principe de diversité est celui qui devrait orienter la réflexion sur l'identité du lieu*. Dans une entrevue, Gianni Vattimo affirme:

> « - Je me suis toujours engagé avec le côté des gens qui imaginent un monde futur plural, et non un monde fondé sur une idée particulière de justice. Ce qui est concret dans le plural c'est une société qui n'oublie pas ses traditions multiples. La pluralité est aussi une question de mémoire, de ne pas cacher ni oublier les multiples racines de nos traditions. Un des risques d'aujourd'hui c'est l'homologation consommatrice et sans multiplicité.
>
> (…) « - ¿Et qu'est-ce qui affecte nos racines?
>
> « - Le modèle unificateur d'une technologie universelle prise comme base de la vie sociale. J'aimerais énormément faire la différence entre une unification de type basique-technologique et une multiplication de possessions esthétiques, c'est-à-dire, de manières d'interpréter le monde. (…) *Nous devons éviter que la technologie unificatrice tue les différences esthétiques, non seulement de l'art, mais aussi des styles de vie et les croyances* » [Nous avons souligné] (Bello et Becerra, dans *El Espectador*, le 10 juillet 1994: 3-D).

Cela même peut s'appliquer aux considérations sur l'espace urbain. Le passage de l'hétérogénéité à l'homogénéité identitaire, appelez-la espace public ou culture citoyenne, génère des dynamiques d'exclusion socioculturelle et de ségrégation socio-spatiale. L'idéal de la vie civilisée et de la rationalité technocratique ne peut pas faire table rase des multiples éléments historiques sédimentés et accumulés au cours de l'histoire d'une territorialité singulière, appuyée simplement sur la souveraineté de la loi. Par ce regard généalogique, on a identifié de nombreux éléments qui posent des points de vue différents, alternatifs à ceux de l'histoire officielle, intéressée à offrir une vision unitaire, centralisée et totalitaire du fait urbain à Bogota et au secteur de *San Victorino*.

Rappelons que la pluralité est caractéristique de ce que nous avons appelé « populaire ». La dualité est une forme de pluralité, raison pour laquelle, dans une conjoncture historique de confrontation et de conflit social, les positions affrontées tendent à adopter des positions opposées qui sont l'objet de lutte, de soumission, d'exclusion et/ou de négociation. Dans le cas qui nous occupe, ¿que pouvons-nous dire de la Place de *San Victorino*? Cela a été un espace public ou une scène d'agglomération et d'identité des classes subalternes? ¿Cela a été un espace destiné à la rencontre collective, ou cela a été un espace privé ou cédé en propriété et en usufruit à un groupe en particulier? La réponse paraît être: les deux choses. Dans une zone de frontière, il ne peut exister autre chose que des scènes et des possibilités de rencontre… et de non rencontre. Mais ce qui est certain c'est que *nier une des parties de l'histoire dérive en l'omission de groupes humains*

déterminés ou d'acteurs sociaux qui ont aussi construit leurs fondements socioculturels et identitaires sur un territoire comblé de diversité, laquelle peut subsister dans la mémoire des lieux, non seulement sous la forme de plaques commémoratives, de monuments et de corps de pierre, mais aussi comme une présence vivante qui a le droit de maintenir en vigueur ses dynamiques sociales. La possibilité de coexistence pacifique dans des territorialités de frontière dépendra de la capacité des différents acteurs sociaux d'obtenir des accords en ce qui concerne l'usage du sol et les pratiques culturelles, même en condition d'inéquité et d'asymétrie éco-systémique.

Ce n'est malheureusement pas ce qui arrive dans le monde d'aujourd'hui. L'hégémonie de la civilisation Occidentale a défini les bases de « la ville désirée », diminuant ainsi les possibilités de « la ville désirante ». Les principes d'orientation du fait urbain continuent à s'établir en fonction des paramètres de la modernité Occidentale comme mouvement socioculturel et soit disant universel, ce qui fournit à la ville un horizon étique, juridique et historique:

> [Révision d'un manifeste pour une ville désirée]
> « La poétique de la ville: L'objet de la ville est de créer un espace pour le bonheur. La ville ne peut pas se construire pour être soufferte ou supportée. Sa poétique s'exprime dans la jouissance esthétique de ses espaces, dans son caractère affectif et aimable.
>
> (…) « L'espace public: l'espace public est le fondement de la ville. Il s'est construit à travers son histoire et possède le caractère spécifique que lui a concédé son plan fonctionnel. C'est un bien commun dans lequel doivent se donner les conditions pour être approprié par le citoyen. Il n'est pas et ne peut pas être propriété des représentants de l'État, ni des autorités militaires, ni d'entreprises privées, ni de caprices individuels qui l'enferment ou empêchent son usage communautaire. L'espace public doit être l'axe des normes urbaines » (*El Espectador*, le 10 juillet 1994: 2-E).

Même ainsi, les options de construire la ville dans le cadre de ce même processus civilisateur, ont été multiples et ne se restreignent pas à l'interprétation idéale de la ville Occidentale faite depuis la reformulation de la Renaissance et de la modernité. La ville gréco-romaine ne peut pas se comprendre comme la fusion entre l'*agora* et le *castro* militaire. Il y a quelque distance de l'idéal grec de la *polis* à la ville romaine, de l'*agora* au *forum*, de la conception unitaire d'une démocratie ségrégationniste, protectionniste et exclusive à la pluralité urbaine dérivée du croisement de chemins et des scènes de rencontre collective entre divers groupes humains:

> « La *polis* ou ville hellénique, en s'établissant dans les contrées conquises par les grecs, marqua dans les nouveaux sols sa trace unique avec de prodigieuses créations: des plans de ville préalablement dessinés, des édifices publics monumentaux, des services municipaux d'importance vitale et des

agoras nettement civiques. Rome, face à ces innovations, ainsi qu'à d'autres, assimila la nouveauté de l'*agora* et avec le nom de *forum* l'imposa dans ses villes principales. Mais l'idée grecque ne dura pas; elle ne fut plus l'unique et avec des fonctions diverses culmina dans les *forum* impériaux. Le *forum*, comme centre populaire, réunissait chaque jour les spéculateurs, les usuriers, les devins, les joueurs et la clientèle croissante des tribunaux, dont s'occupaient les juges avec leur siège dans les basiliques. Le visiteur devait se mouvoir dans une planimétrie résultant de continuels agrandissements et altérations successives. Ce fut, cependant, l'un des symboles de la grandeur de Rome » (Martínez, 1976: 57).

D'autres interprétations de l'histoire peuvent conduire à des perspectives différentes de gestion des territoires. Mais il est certain qu'une vision unitaire et centralisée des espaces historiques conduit à la négation des principes fondateurs de l'idéal démocratique, comme la pluralité, la décentralisation et l'équité, en fonction d'une série d'intérêts particuliers qui opèrent depuis les lieux privilégiés du pouvoir politique et social, appuyés sur le contrôle des dispositifs juridiques et institutionnels qui règlent les sociétés modernes:

> « Il est certain que nous ne sommes pas aux temps de la sacralisation de la loi initiée sous le Code Napoléonien et raffinée après par l'école de l'exégèse. Il est certain aussi que ce qui s'appelle l'État Constitutionnel de Droit porte l'esprit et la signification de la loi plus loin que sa soumission à la Constitution comme norme supérieure, car son contenu – celui de la loi – doit répondre de la même manière aux exigences sociales qui s'inspirent d'une nouvelle philosophie politique. Et la philosophie politique régnante, par opposition à la loi comme expression d'une volonté unique, se dérive d'un ordre de compétences basé sur les dispositions d'une Carte Politique qui garantit une ample gamme d'intérêts et de valeurs.
>
> (…) « Les grands vides, les grandes supplantations par la voie de la remise et de la superposition de l'intolérance privée sur l'autorité publique débouchent tôt ou tard sur la substitution de l'État par les frénétiques agitations des groupes enhardis qui grandissent à cause de sa faiblesse. Les grandes crises naissent des entrailles de cette soumission inexplicable du pouvoir public à la vocifération qui escamote la légitimité de son exercice » (*El Espectador*, le 3 juin 1993: 2-A).

Dans la conjoncture historique de Bogota et de *San Victorino*, au début de 1998, le trait fondamental fut celui de la sacralisation du cadre constitutionnel et juridique qui concédait des facultés aux dirigeants urbains pour interpréter les normes en accord avec une philosophie radicale qui configura un empire et une idéologie de la loi autour de la question de l'espace public dans la ville, clairement orientée à privilégier des intérêts particuliers et des tendances idéologiques spécifiques, connexes aux conditions

hégémoniques existant dans l'actuelle modernité globale. Ceci altéra de manière substantielle les dynamiques socioculturelles qui s'étaient produit sur la place et dans le secteur de *San Victorino* pendant, au moins, la deuxième moitié du XXème siècle.

En 1998, les projets urbains de l'administration d'Enrique Peñalosa donneraient une nouvelle orientation à l'histoire de *San Victorino* et à ses alentours, posant une option radicale de transformation urbanistique qui reflète *la projection idéologique du public libéral sur l'espace urbain* de cette zone de Bogota. Dans cette transition socio-spatiale *il est possible de mettre en évidence une situation dans laquelle on passe d'une ville où le privé se subordonne au public, depuis la fin du XIXème siècle, à une autre où le public se subordonne au privé a la fin du XXème.*

Il y a deux actions urbanistiques qui conduisent à cette première phase du processus de réforme de ce secteur de la ville, avec ses effets correspondants sur les usages du sol et sur le réaménagement des pratiques socioculturelles: la construction du *Grand Carré Antonio Nariño* et celle du Parc *Tercer Milenio*.

Le processus de récupération de l'espace où se trouve actuellement le *Grand Carré Antonio Nariño* a dû passer par l'expulsion du marché semi-formel et informel qui s'était établi depuis 1964 et qui se consolida dans les années suivantes. Ceci impliqua le début d'une série de processus d'expulsion, forcée ou négociée, que le gouvernement de la ville entreprit avec les commerçants de la zone, conformément à la situation que chacun d'entre eux avait établi en relation avec l'espace public et avec l'administration du district.



Photo 42: « PAPILLON », SCULPTURE D'ÉDGAR NEGRET DANS LE *GRAND CARRÉ ANTONIO NARIÑO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

À la fin de 1999 ce processus avait culminé et la construction du nouveau Grand Carré devait se faire entre janvier et juin de l'année 2000 (Photo 42). Enrique Rodríguez, leader des négociations par ACUGAN fit un synthèse du processus dans les termes suivants:

« C.C.: ¿Comment a été le processus de négociation dès ses débuts, comment a-t-il commencé et évolué?

E.R.: Bien, le processus de négociation commença dès le mois de mars de l'année 1998, quand l'Administration, par l'intermédiaire du Fond de Ventes, nous exigea de remettre la Galerie et pour cela on autorisa que l'on ne nous reçoive plus le loyer. À partir de ce moment, on nous informa qu'ils avaient besoin que nous libérions l'endroit où nous avions travaillé pendant 37 ans et on arriva à la proposition qu'ils voulaient nous offrir un endroit appelés Biblos *situé dans la* Carrera *treinte-huit avec la* Calle *10, cas qui fut rejeté par nous, étant donné que le déménagement était une situation très chaotique puisque nous, notre commerce, nous nous étions soutenus les 38 ans dans le même endroit et que nous déplacer d'ici après 38 ans, c'était pratiquement perdre notre commerce.*

C.C.: ¿Comment se conforma le Comité Intersyndical?

E.R.: Eh bien, le Comité Intersyndical commença à se conformer en 1987, date à laquelle nous nous agglutinâmes plusieurs organisations syndicales dans le but de défendre les postes de travail des Galeries Antonio Nariño*, dans lequel participèrent près de 37 syndicats.*

C.C.: ¿Quel a été l'objet de ce Comité?

E.R.: L'objet de ce Comité a été celui de toujours: donner une solution au problème des vendeurs au niveau de Bogota, obéissant à ce que depuis des administrations antérieures, depuis les administrations du docteur Pastrana quand il a été Maire de Bogota, dans les années 1989, 1990, il exigeait qu'il allait récupérer l'espace public et qu'ils ont commencé à appliquer l'expulsion dans la Calle *19, où on déplaça les compagnons qui vendaient des livres et des disques dans ce secteur.*

C.C.: ¿Comment a été la relation avec l'Administration à ses débuts? ¿Elle a été cordiale ou conflictuelle?

E.R.: Eh bien, initialement elle est devenu soudain quelque chose de conflictuel, parce que nous, à partir d'une pétition que nous avons présentée, étant donné que l'Administration nous disait que nous devions rendre les Galeries, nous avons cherché la manière de concerter, mais eux en aucun moment se montrèrent très aimables à cela, mais après cela nous cherchons la relation par l'intermédiaire d'un membre du Conseil qui s'appelle Jorge Ernesto Salamanca Cortés, personne qui a servi de pont entre les parties et avec lequel on a initié le processus de concertation .

C.C.: ¿Comment a évolué le processus jusqu'à une solution négociée?

E.R.: Ceci commença sous la forme d'une proposition de l'Administration vers un repositionnement et nous, nous avons accepté, étant donné que nous avions présenté six propositions dans des endroits différents, mais elles furent rejetées, et nous nous sommes mis d'accord qu'au lieu d'avoir un repositionnement, obéissant à ceux qui avaient été déjà repositionnés et avaient eu des problèmes, nous nous sommes mis d'accord que plutôt on nous donne une indemnisation économique, pour que nous cherchions un endroit où nous abriter, et obéissant à ce que ce qu'on nous reconnaisse directement c'est les améliorations que nous avons faites pendant 38 ans; c'est ça ce que l'Administration est en train de nous payer.

C.C.: ¿Pour quelle raison a été la dispute juridique pour la querelle qu'a présentée monsieur Roberto Ramírez?

E.R.: Eh bien, monsieur Roberto Ramírez a présenté une querelle de récupération du centre de Bogota dans laquelle il sollicitait qu'on récupère l'espace public de la Calle *Dix à l'Avenue* Jiménez *et de la* Carrera *Dixième à l'Avenue* Caracas*, mais à ce moment là il n'a pas pu présenter une demande contre les Galeries Nariño, étant donné que nous en aucun moment n'avons été envahisseurs de l'endroit; à nous on nous a repositionnés par un Décret de la Mairie, étant Maire Majeur de Bogota le docteur Jorge Gaitán Cortés, et postérieurement, par un Accord du Conseil, on ratifie notre stabilité dans l'endroit où nous travaillons jusqu'à présent.*

C.C.: ¿Comment a été, disons, la définition de l'espace public ici?

E.R.: Eh bien, pour la querelle ils ont expulsé à plus ou moins mille personnes qui travaillaient aux alentours, sans leur donner aucune solution. Mais après cela ils cherchèrent un endroit où repositionner quelques-uns, à partir d'une décision de la Cour Constitutionnelle qui exigeait au gouvernement de donner une solution à 620 vendeurs qui avaient été affectés au cours de ce processus.

C.C.: ¿Ces vendeurs étaient ceux qui étaient aux alentours?

E.R.: Exactement, ils étaient sur les trottoirs, dans les baraques, dans ces endroits.

C.C.: ¿Comment est-on arrivé à un accord avec la Mairie? ¿Quelle a été la première signature de l'accord qu'il y eut?

E.R.: Eh bien, ça s'est fait en obéissant à ce que le Secrétaire du Gouvernement nous a fait une proposition, que peut être on pourrait parler d'une indemnisation, ce qui a commencé avec une offre de trois millions six cent mille pesos pour chacun des postes, mais nous en aucun moment nous pûmes accepter, car cela ne se justifiait pas qu'on nous donne une somme tellement faible pour trouver une solution à notre problème.

On a commencé une Assemblée à laquelle nous avons invité le Secrétaire du Gouvernement, avec la participation du Représentant du Peuple, la Procuraduría, l'Inspection des Finances et le Bureau des Défenseurs du Peuple; là, on est arrivé à une première négociation, dans laquelle nous avons commencé ce processus. On a nommé une Commission Négociatrice conformée par quelques compagnons, deux avocats et les membres de la Junte Directive de notre organisation. En tout, nous avons fait entre dix-huit la Commission Négociatrice.

C.C.: Le six août…

E.R.: Le six août 1999 on signa un accord préliminaire avec la Mairie Majeure, mais on avait déjà défini le prix, la valeur de la négociation, dans laquelle on a calculé un coût approximatif de dix millions par poste. Quelques-uns reçoivent neuf millions huit cent, d'autres reçoivent dix millions huit cent; ceci s'est manié de cette manière en obéissant à l'ancienneté, à l'âge, si c'était une mère chef de famille, et ainsi une quantité de choses qui réellement remplissaient quelques exigences pour qu'ils reçoivent cette quantité d'indemnisation.

C.C.: ¿À quoi attribuez-vous le changement d'attitude de la Mairie par rapport à vous, les vendeurs informels?

E.R.: Je l'attribue à ce que dans un travail que l'on a fait à niveau pratiquement international et au niveau du dialogue qui se forma, on a fait comprendre à l'Administration que nous, en aucun moment, étions en train d'aller contre la loi, étant donné que nous avions été repositionnés et que cette nouvelle emplacement avait été définitive. C'est pour cela qu'on est arrivé à une base d'accord à partir de certaines recherches qu'a fait l'Administration et que nous avons fait nous-mêmes; ils ont toujours dit que ça, c'était un espace public, mais nous ne pouvions pas accepter cela, car quand nous avons connu cet endroit c'était un parking, et c'étaient des personnes particulières qui l'administraient, et à eux pratiquement on leur avait payé le contrat du parking pour nous l'assigner à nous, pour travailler, comme nous l'avons fait jusqu'aujourd'hui.

C.C.: ¿Vous semble-t-il que la Cour Constitutionnelle a joué un rôle important dans le changement d'attitude de l'Administration?

E.R.: Évidemment!! Évidemment, parce que c'est avec cet arrêt de repositionnement de 620 vendeurs d'un côté, et de l'autre, on avait besoin de démontrer que nous n'étions en aucun moment en train d'envahir, et qu'ils ne pouvaient pas non plus démontrer que c'était un espace public, parce que c'était un bien de l'État et que pratiquement on pouvait dire que c'était un bien fiscal.

C.C.: ¿Le rôle des syndicats?

E.R.: Le rôle des syndicats a été décisif, parce que nous nous sommes toujours soutenus mutuellement, nous avons été groupés, il y eut toujours de l'unité jusqu'au dernier moment, là où le 14 février qu'ils ont fait partir les compagnons qui nous entouraient, pratiquement le Comité Intersyndical s'est dispersé parce que chacun est allé de son côté, mais on continue encore à lutter; le Comité est en stand-by, *mais nous allons continuer à travailler où que ce soit, parce qu'ici ne meurt pas notre activité commerciale. L'endroit meurt, mais nous, non.*

C.C.: ¿Et la Confédérations des Travailleurs?

E.R.: La CGTD a représenté un rôle très important, car la CGTD, au niveau international, même par la OIT, par Genève, se prononcera un jour face à l'Administration en lui sollicitant qu'elle tienne compte de notre situation et si elle pouvait faire aller en avant ce processus sans porter préjudice à personne. Le cas est que nous nous sentons satisfaits en ce moment, pas totalement mais au moins il y a une meilleure reconnaissance de notre secteur.

C.C.: Alors, ¿vous vous sentez satisfait avec le négociation?

E.R.: Ben oui, c'est différent de ce qui s'est passé avec les autres compagnons qui ont été expulsés violemment, nous réellement nous avons eu une situation de meilleur traitement, et pour cette raison nous nous sentons un peu plus satisfaits » (Enrique Rodríguez, Président de la Junte directive de ACUGAN, 1999).

Cependant, malgré cette volonté de chercher une sortie négociée avec un secteur des commerçants, il n'y a pas eu de la part de l'Administration une conscience au sujet de l'importance historique et patrimoniale des *Galeries Antonio Nariño* pour l'histoire de Bogota et du pays. Le témoignage anecdotique de quelques-uns des vendeurs des Galeries, un peu après l'expulsion, résulte significatif dans le sens que la plaque en béton située au centre des Galeries, unique vestige historique matériel où on a consigné la mémoire du lieu, avait pratiquement roulé, de jour en jour, par toute la *Calle* 12 jusqu'à l'Avenue *Caracas*, où elle tomba entre les mains des indigents de *El Cartucho*, qui certainement durent la vendre comme ferraille à un des postes de recyclage du bas monde (Photo 43) . Ceci confirme la pleine absence de volonté de l'élite de la ville, des Institutions du District, des hauts cercles intellectuels et des « Académies » de « l'Histoire officielle » pour conserver la mémoire et le registre historique et patrimonial de ce qui fut, sans aucun doute, le premier Centre Commercial de Bogota et du pays.



Photo 43: RESTES DE LA BASE OÙ SE TROUVAIT LA PLAQUE DE LA FONDATION DES *GALERIES ANTONIO NARIÑO* (2000).
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Entre temps, *Renovación Urbana* [Renouvellement Urbain] a été l'entité du District créée pour démolir et reconstruire le secteur du Parc *Tercer Milenio*. On commença dans ce but un processus d'acquisition de terrains et la création d'une gérance spécifique pour le projet. La stratégie était de terminer avec l'économie informelle, aussi bien des ventes ambulantes que des affaires illicites concentrées dans le secteur de « *El Cartucho* », à travers la création du Parc, dans le cadre d'un processus des gentrification, c'est-à-dire, de récupération de zones déprimées de la ville, qui implique des déplacements de population vers d'autres aires dans le but d'un repeuplement de la part des habitants de meilleure condition sociale (Photo 44). L'idée vers le futur consistait à construire dans le secteur des centres commerciaux de luxe pour des personnes avec un plus grand pouvoir d'acquisition, en particulier des commerçants en gros et de grands exportateurs. La *Lonja de la Propiedad Raíz* [Bourse de Proprieté Immobilière] de Bogota fut chargée d'évaluer les sols de la zone objet du projet, ainsi que d'appuyer le processus d'acquisition des terrains. En tout, près de 750 terrains furent l'objet de négociations de la part de la direction du projet.



Photo 44: PARC *TERCER MILENIO* – MONTAGE DE PHOTO AÉRIENNE (21-11-2001). Pris de: ENTREPRISE DE RÉNOVATION URBAINE. Bogotá: Mairie Majeure de Bogota, 2002.

Au début du nouveau millénaire on commença à avancer l'achat des terrains et les actions de dialogue avec les personnes et les groupes affectés par la proposition: Il y avait entre eux une grande diversité d'acteurs sociaux: des magasins de pièces de rechanges, des hangars, des monts de piété, des ventes de vieux vêtements, des ateliers d'art graphique, des pensions, entre autres. Et, naturellement, il y avait le groupe humain et social le plus important de tous ceux qui se trouvaient dans la zone qu'on interviendrait, le lieu de la plus grande marginalité de toute la ville, où se concentraient les indigents, les délinquants et les personnes qui avaient des problèmes d'addiction aux drogues, ainsi que les ventes de stupéfiants, d'armes et d'autres activités illicites. Malgré les marches, malgré les sollicitudes que l'on fit au gouvernement du District pour garantir leur permanence dans le secteur, les habitants de « *El Cartucho* » furent progressivement expulsés de la zone pour permettre la finalisation du Parc *Tercer Milenio*.

Ces interventions, qui prirent fin au milieu de l'année 2002, définiront de manière claire un grand espace de réaménagement urbanistique situé entre la *Carrera* Dixième et l'Avenue *Caracas* (de l'orient à l'occident) et l'Avenue Jiménez et la *Calle* 6 (du nord au sud), qui comprend le secteur connu comme « *San Victorino* » et l'ancien quartier de *Santa Inés*. À la fin de ce processus on pouvait distinguer là quatre zones, du nord au sud: le secteur du *Grand Carré Antonio Nariño*, entre l'Avenue *Jiménez* et la *Calle* 12 (zone 1); le secteur du commerce formel, situé dans des maisons et des édifications dont

l'ancienneté varie, entre la *Calle* 12 et la *Calle* 10, plus le Centre Commercial *GranSan,* entre la *Calle* 10 et la *Calle* 9 et les *Carreras* Dixième et Onze (zone 2); le terrain vague où se construira dans le futur le Centre Commercial *San Victorino*, entre la *Calle* 10 et la *Calle* 9 et la *Carrera* Onze et l'Avenue Caracas (zone 3); et le Parc *Tercer Milenio*, entre les *Calles* 9 et 6 (zone 4). Cependant, la transformation des usages du sol ne se refléterait pas seulement dans le plan spatial, mais aussi dans la reconfiguration des dynamiques socioculturelles de ce secteur au cours de la première décade du nouveau millénaire.

Dans ce sens, ce dont on doit le plus tenir compte pour la nouvelle lecture des dynamiques qui se produisirent dans ce secteur, consiste en ce que les interventions urbanistiques avancées ne tinrent pas compte des processus de repositionnement et de resocialisation des groupes humains existant là, ou que les actions entreprises dans cette direction ne donnèrent pas les résultats espérés. C'est ainsi qu'un bon nombre des vendeurs ambulants et semi-stationnaires ou les employés de l'ancien commerce semi-formel installés en 1999 dans le secteur de l'actuel *Grand Carré Antonio Nariño* retournèrent à ce secteur pour continuer avec leur activité, bien que cette fois sur les bords ou sur le périmètre de la place, ainsi que sur les trottoirs placés sur la *Carrera* Dixième ou l'Avenue *Jiménez*. D'autres commerçants se placèrent dans les rues du secteur du commerce formel, ou feraient parties des « *madrugones* », ancienne pratique commerciale qui commencerait à ressurgir avec force dans les hangars de la zone de manière presque parallèle à la fin du commerce sur l'aire de l'actuel Grand Carré. De son côté, la présence d'indigents, de délinquants, de toxicomanes et d'autres personnages de la population marginale n'auraient pas disparu du secteur, mais se seraient positionnés quelques rues plus bas, dans le secteur du « Bronx » et dans les immédiations de la Place d'Espagne, acquérant dans l'aire étudiée une présence ambulatoire de caractère quotidien.

L'augmentation de la population de la ville à la suite du déplacement a été évidente aussi pendant ces années, ce qui, comme à d'autres époques, a produit un impact direct sur ce qui continue à être encore, après l'intervention urbanistique d'expulsion du commerce dans l'aire de l'actuel *Grand Carré Antonio Nariño*, le pole du commerce informel et semi-formel le plus important de la ville. Bien qu'il n'existe pas de données statistiques sur le nombre de personnes qui réalisaient ce type d'activités dans le secteur à la fin de la décade des 90 et de ceux qui y sont présents actuellement, - calcule qui est, en plus, très difficile d'établir, étant donné l'immense mobilité des facteurs -, il est possible d'affirmer, à travers l'observation, que la densité du commerce informel et semi-formel dans l'aire a augmenté dans ces dernières années. Ceci est particulièrement latent aux époques de commerce temporel, quand l'affluence des commerçants et des acheteurs dans le secteur rend pratiquement impraticable la circulation dans les rues et les pâtés de maison dans lesquels se trouve installé le commerce formel de la zone (Photo 45).



Photo 45: *SAN VICTORINO* AU NOËL 2008.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

En résumé, la libération de l'ancienne place du commerce informel et semi-formel, joint à l'augmentation de la population et à la faible effectivité des programmes de repositionnement des vendeurs, a généré dans l'espace de la zone 2 une pression de la population remarquable, qui est en concurrence avec les acteurs de la demande commerciale, dans laquelle se mélangent les personnes qui vont dans le but expresse de faire des achats et ceux qui simplement passent ou traversent le secteur et réalisent casuellement quelque type d'acquisition.

Entre temps, l'ample espace du Parc *Tercer Milenio* et ses équipements correspondant à vingt hectares du Centre-Ville, demeure depuis huit ans dans une situation de sous-utilisation extrême, à tel point que pas même la Mairie Majeure de Bogota n'y programme des évènements de grande envergure (Photo 46).



Photo 46: ASPECT DU PARC *TERCER MILENIO* (2002).
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Cette disparité, remarquable dans les usages et l'appropriation du sol urbain, sont le résultat d'une claire discordance entre la planification du territoire et les besoins d'une population qui s'est maintenue en relation avec ce secteur depuis plus d'un demi-siècle. Les fonctions établies pour le Parc continuent d'attendre une série de réformes urbanistiques qui ne se résolvent pas, comme la construction du Centre Commercial *San Victorino* dans la zone 3 et l'expansion du centre patrimonial vers le sud, en connexion avec le secteur des hôpitaux de *La Hortúa* et de *San Juan de Dios*. En attendant que cela arrive, la revitalisation du Parc en relation avec sa dynamique socioculturelle continuera à être une affaire non conclue, face à quoi les autorités du District n'ont pas exprimé de préoccupation majeure, jusqu'à présent, ce qui fait que le Parc *Tercer Milenio* soit actuellement un immense terrain vague dans la ville. Ainsi, le bénéfice attendu pour la remise en valeur à travers des actions d'expansion de l'espace public dans la zone centrique de Bogota s'est diluée et le calcul des pertes pour ce concept continue d'être un estimatif que la ville tarde trop à réaliser.

De son côté, la dynamique dans la zone 1, c'est-à-dire le *Grand Carré Antonio Nariño*, n'a pas non plus fourni les résultats attendus. Durant l'administration d'Enrique Peñalosa, on affirmait que le nouvel espace du Grand Carré constituerait un espace pour la culture, le loisir actif et la récréation, ce qui s'obtiendrait à travers la revitalisation de l'endroit à partir de programmes de la Mairie et d'initiatives de caractère privé. Mais dans la réalité quotidienne, le Grand Carré est occupée par des vagabonds ou des chômeurs, quelques uns desquels profitent de la proximité des bureaux de tabac et des

dépôts des alentours de la place, pour se consacrer à la boisson ou à la consommation de drogues. La dimension esthétique de la place a été dégradée par les passants mêmes qui s'approchent de cet endroit et abîment la sculpture d'Edgar Negret (Photo 47) ou les bancs installés autour, et jettent de la poubelle au miroir d'eau qui s'est converti en une poubelle de plus, avec lesquels on a voulu donner une nouvelle vie à cet endroit (Photo 48). Il y a même quelques vendeurs ambulants dans le périmètre interne du Grand Carré et d'autres qui circulent par là, ou s'installent sur la frange piétonnière de la *Calle* 12 entre *Carreras* Onze et Treize. De plus, plus qu'un espace pour la génération d'une « citoyenneté active » il y a là un fort flux de passants, ce qui est une constante du secteur, celui de la plus grande affluence de personnes à Bogota (près de 500.000 personnes par jour, selon certains estimatifs), conséquence de la proximité de la *Carrera* Dixième et des stations du *Transmilenio* de l'Avenue *Jiménez* et l'Avenue *Caracas*.


Photo 47: « PAPILLON » DE NEGRET AVEC DES GRAFFITTIS.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Tout ce qui précède indique que le phénomène de l'informalité et de la marginalité dans ce secteur de la ville, loin d'avoir été éradiqué par les mesures urbanistiques des administrations récentes, a continué à affirmer sa présence, mais reconstitué en fonction des diverses zones qui se sont établies et des modalités d'usage des habitants urbains. Comme s'il s'agissait de « la loi du destin », en accord avec les paroles d'un des commerçants des anciennes *Galeries Antonio Nariño*, le phénomène du déplacement de la campagne à la ville génère de nouveaux besoins d'emploi dans les villes qui ne sont pas proprement absorbés par le système productif, donnant lieu à une recrudescence des conditions de vie pour des segments chaque fois plus amples de la population, les

lançant aux armées de l'indigence et de la presque-indigence, sous les formes du chômage vagabond et du sous-emploi ambulant et semi-stationnaire.



Photo 48: MIROIR D'EAU ET PAPILLON.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Cependant, en ce moment il reste à voir l'impact que peut générer la construction du Centre Commercial *San Victorino* dans la zone 3, un méga projet pour le commerce en gros qui devait être inauguré dans un délai de un ou deux ans, mais qui actuellement se trouve dans l'incertitude par la fait de la liquidation en juillet 2011 des contrats donnant cours à ce projet dans le Centre-Ville, du à des situations de corruption (Photo 49). Beaucoup attendaient qu'avec ce projet il serait possible de solutionner les besoins du commerce informel, et que grâce à lui pourrait être absorbé une bonne partie des vendeurs ambulants et semi-stationnaires qui occupent les alentours du terrain vague où se construira ce grand complexe commercial. Cependant, ce projet, de même que le Parc *Tercer Milenio* et le *Grand Carré Antonio Nariño*, a été conçu pour servir aux intérêts du grand capital, à travers des processus de mise en valeur du sol qui éloignent de manière systématique les usagers de l'espace en conditions d'informalité et de marginalité. La valeur des postes dans ce nouveau cadre du commerce n'est à la portée d'aucun vendeur informel qui vend ses produits au détail.

Ainsi, la population appartenant au milieu de l'économie informelle qui conflue dans le secteur de *San Victorino*, continuera sans trouver de solutions à sa problématique et il est probable qu'avec la culmination des projets urbanistiques dans la zone, des opératifs de police commencent à s'organiser dans le secteur pour l'obliger à se déplacer vers

d'autres points de la ville. Mais, comme l'histoire l'a confirmé, étant donné ses caractéristiques de scène commerciale privilégiée dans la ville et endroit de passage de milliers de personnes de tous les coins de la planète, ce secteur résulte être un inévitable pole d'attraction pour tous ces habitants urbains qui dérivent leur subsistance et leur survivance de l'activité informelle.



Photo 49: PROJET DU CENTRE COMMERCIAL GROSSISTE DE *SAN VICTORINO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Otto Quintero, un des architectes qui participa au projet du nouveau Centre Commercial, affirme que celui-ci s'est conçu au début comme un des projets qui jalonnent une stratégie d'impact urbain conduisant à une réactivation de la zone. Cependant, jusqu'à l'année 2005, on décida que ce soit un projet éminemment commercial, au lieu de s'ériger comme un processus de rénovation intégrale qui couvre tout le secteur de *San Victorino*.

Cependant, selon les paroles de Quintero, le projet de la zone 3 ne devrait pas avoir été mené comme un projet immobilier commercial, mais que, pour les caractéristiques du secteur, on devrait avoir accepté la proposition d'une perspective de rénovation intégrale. La stratégie était orientée, au début, à l'acquisition des sols de la zone 2, en échange des locaux commerciux dans le projet, ce qui aurait permis que le District termine par entrer en possession de ces terrains pour générer des processus de rénovation dans la zone 2 vers le futur. Cependant, le processus de rénovation se fait chaque fois plus difficile par le fait que la mise en valeur de la terre comme conséquence de la construction du Centre Commercial et les travaux du *Transmilenio* par la *Carrera*

Dixième conduira à ce que les terrains de la zone 2 augment leur valeur de manière démesurée. De plus, étant donné que dans la zone 2 il y a 4,000 propriétaires, la récupération de ces terrains sera très difficile pour l'appareil institutionnel existant dans la ville.

Les propriétaires de la zone 2 se sentent étrangers au projet du Centre Commercial, et ce sera beaucoup plus difficile de négocier avec eux dans la mesure où il existe une aire de 10.000 mètres carrés du nouveau complexe commercial pour le commerce en gros prévue pour la réalisation de « *madrugones* ». Cependant, étant donné que les « *madrugones* » de la zone 2 continueront à exister dans ce secteur, ce qui se génèrera dans le futur ce sera une compétence entre les nouveaux « *madrugones* » et ceux qui existent actuellement. Ceci aurait pu se résoudre si le projet du Centre Commercial ne s'était pas converti en une enclave économique dans le secteur et la négociation du sol par locaux s'était planifiée intégralement avec les autres acteurs de la zone.

Quant au commerce informel, rien que dans la zone 3 il y avait 270 vendeurs informels déplacés dès divers lieux de la ville, lesquels s'installèrent sur les trottoirs du futur Centre Commercial, à partir d'un accord selon lequel ils entraient à faire partie du projet. En effet, le dessin urbanistique de l'aire affectée inclue un système de locaux spéciaux localisés dans les corridors de circulation massive, qui sont une aire privée mais peuvent être occupés par des activités de commerce de ce type. Cependant, les disparités entre les coûts des locaux font que les différences ne se résoudraient pas entre les commerçants formels et les informels qui seraient repositionnés là, car cela génèrerait une compétence insoutenable pour ceux qui ont payé plus pour leur local et pour les services associés à celui-ci. Ceci fait que le projet, dans ce contexte, ne soit pas viable pour donner une solution au commerce informel, pas même pour les 270 qui s'intégrèrent initialement à la proposition. Ce qui précède obligera à des milliers de commerçants informels, une fois que le Centre Commercial commence à opérer, à se positionner dans ses alentours ou à chercher de nouveaux bords de ville où s'installer, situation qui, jour après jour, tendra à générer de nouvelles pressions sur les espaces publics et privés du secteur.

RÉFLEXIONS FINALES PREMIÈRE PARTIE

On pourrait affirmer que la détérioration architectonique et la forte présence des phénomènes de l'informalité et de la marginalité à *San Victorino* à partir des années 50 explique le fait que la place de *San Victorino*, (aujourd'hui le *Grand Carré Antonio Nariño*), une des trois places de la fondation de la ville, lieu stratégique dans le contexte urbain et partie fondamentale de la mémoire historique de la Nation, n'ait pas été reconnue comme partie du Centre Historique patrimonial de Bogota. Les efforts de rénovation urbaine entrepris par les dernières administrations de la ville visèrent à améliorer les conditions esthétiques et architectoniques de l'espace construit dans ce secteur pour attirer l'investissement et le tourisme, ainsi que pour stimuler la diversion, passive et active, dans l'aire du Grand Carré, mais ceci n'a pas encore conduit à une reconnaissance patrimoniale effective de la part des organismes institutionnels chargés de ce genre de gestions dans la capitale colombienne.

Cependant, ces intentions entrent en conflit avec une conception plus ample de *San Victorino* comme lieu de diversité. Cette diversité fait référence aux multiples identités qui composent la complexe trame socioculturelle d'une ville, capitale d'un pays, ainsi qu'à la pluralité des usages urbains qu'a eu la Plazoleta tout le long de son histoire, et spécialement aux temps récents. C'est ce qu'essayait d'expliquer Wilson Ariza, un des adjudicataires des *Galeries Antonio Nariño*, quant il se référait aux postes de commerce informel, déclaration qui nous permet de comprendre de manière plus ample quelques-uns des éléments fondamentaux de l'identité socioculturelle du secteur de *San Victorino* et l'importance qu'a eu son devenir pour l'histoire de Bogota et du pays:

> « *…Aujourd'hui on se rend compte tout d'un coup de ce que dans un Centre Commercial les gens sont différents. C'est comme quand vous allez à une* fritanguería *de village. Vous rentrez sur une place, on vous donne vos pommes de terre et vos saucisses, et c'est ce qui est bon du village. Alors, ¿pourquoi vont-ils envoyer tous ces gens, qui sont honnêtes, à un Centre Commercial? Tout cela a été le produit de la pensée de ces gens [il se rapporte aux fondateurs des Galeries]. Ce sont eux qui se sont mis à coordonner, qui sont allés en levant. Si on fait ici un Centre Commercial, ceci tout de suite perd cette… c'est-à-dire, cette… ce qu'il y a de bon à cet endroit. Parce que cela, généralement, le grand avantage qu'il y a c'est que vient beaucoup de monde de diverses parties du pays, vous comprenez?*
>
> *C.C.: Par exemple à Vélez, les postes dans le village étaient ainsi, ou …*
>
> *W.A.: Par exemple, regardez, si vous analysez, vous vous demandez pourquoi cette ville s'est remplie de ce genre de commerce? Et que tout d'un coup les gens ont rempli les rues, et tout ça. Non!! Nous, nous ne pouvons pas oublier que cela est arrivé avec l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán et toutes ces questions politiques qui vinrent.*

Alors les gens vendaient leurs choses et venaient ici aux villes et s'y installaient et ils devaient chercher leur système pour pouvoir survivre, hein!! Alors tout ça, ça a facilité cette situation et tout d'un coup nous, aujourd'hui, nous voulons oublier ça, mais maintenant c'est le même facteur qui arrive avec les déplacés. Vous voyez des déplacés, soyez sûr que les déplacés se mettent à trente, quarante personnes dans un édifice, et ils y restent comme des oiseaux en cage, parce que cela je l'ai vu moi, ¿oui? Alors ils se voient dans la nécessité physique de sortir, parce que c'est une question: à chacun ce qui le pousse à faire ces choses, c'est le besoin. Vous pouvez me dire: 'asseyez-vous ici', mais le besoin oblige à chacun à sortir. Et vous pouvez me mettre dans un bon endroit et je vous dis: 'non, je m'en vais dans la rue', parce que réellement… Ça fait partie de notre culture. Voyons, nous, notre culture, si vous analysez, vous pouvez avoir la pleine sécurité que vous allez, vous prenez votre bière ou votre guarapo*, vous le prenez à l'air libre et c'est un* guarapo*, mais vous vous rentrez à un bon restaurant et lors on vous sert autre chose. Nous sommes la même chose. Alors ça, c'est notre endroit. Pratiquement du jour au lendemain ils veulent nous enlever toutes ces choses mais ce sont des choses qu'on a cultivé pendant beaucoup de temps.*

C.C.: ¿Vous connaissez, disons, les Centre Commerciaux du nord de la ville?

W.A.: Oui, naturellement, je connais les Centres Commerciaux. Mais ce qui se passe c'est que… regardez, ce qui se passe c'est que nous, les colombiens, nous ne sommes pas authentiques, ¿oui ? Et c'est là qu'on se rend compte, mais ¿pourquoi nous pensons ainsi? Ce qui arrive, c'est que nous avons perdu toute notre authenticité réellement notre; disons, nous regardons pour les questions du dehors, pas celles du pays, et réellement c'est ce qui nous met à nous un peu mal, ¿oui? Si nous analysions les choses, nous devrions dire: 'd'abord CE QUI EST NOTRE', ¿oui? Mais si nous faisons de la conscience, nous avons des gènes espagnols, alors notre race on l'a fait comme ça, et c'est pour ça que nous sommes ainsi, nous ne sommes pas authentiques, alors c'est pour ça que nous parfois nous buvons du chocolat, du cacao, du café et tout ça, mais nous avons perdu notre authenticité, ¿oui?, comme colombiens. Alors, à cause de tout ça se manifeste cette situation. Si vous analysez, disons, les principes de ce monsieur, le Maire, ¿oui? Vous analysez: Mais ce monsieur [Enrique Peñalosa], ¿pourquoi a-t-il agi de cette manière? ¿N'est-il pas en train de connaître les témoignages des gens, leur manière d'être? Celles du Santander, celles du Tolima, celles du cachaco*, et ainsi successivement, ¿oui? J'analyse, c'est-à-dire, on se met à voir la tradition du* cachaco *et le* cachaco *pense différemment pour le moins de celui de la côte, ses vêtements et ainsi de suite. Alors tout ça il faut le respecter, ¿oui? Il faut le voir comme un patrimoine. Alors c'est pour ça qu'ils se sentent ainsi, ces messieurs. Une personne vient avec un commandement et il veut transformer les choses du jour au lendemain mais il ne respecte pas cette tradition qu'ont les différentes personnes.*

C.C.: Ce peut être aussi qu'il voit convenable ces changements, mais il n'est pas en train de respecter que pour vous cela peut être joli comme ça, disons.

> *W.A.: Regardez, je dis ça : un Maire, … c'est-à-dire tous, nous avons nos défauts, comme êtres humains. Tandis qu'eux, ils veulent voir ça joli, nous voyons ce qui à eux est laid, mais ils tiennent queue de la poêle, ¿oui? Alors tous ces détournements qui arrivent, dans les grandes entreprises du gouvernement, eux-mêmes les réalisent, alors pour nous ça c'est laid, nous pensons que ça c'est laid, c'est malhonnête, ceux qui sont en train de finir avec le patrimoine de notre propre nation. Maintenant, comment est-il possible qu'on pense que la notre est une mentalité colombienne, si nous voulons sortir beaucoup de lucre aux choses, alors nous voulons désajuster les choses du soir au matin. Et ça c'est la pensée d'aujourd'hui, le colombien arrive dans une entreprise et tout d'un coup il veut en finir avec le choses du soir au matin!! Mais si nous nous rendions compte que les choses li faut les soigner, il faut leur donner de la valeur, et travailler avec plus d'honnêteté, parce que nous avons une mentalité très destructrice, nous ne donnons pas de valeur aux choses. (…) Ici généralement vient beaucoup de gens, et c'est comme quand vous allez visiter une place de marché: je crois que les meilleures choses on les trouve sur une place de marché, ¿oui? Et l'impression qu'on emmène des places de marché c'est différente de celles des supermarchés, ¿oui? C'est-à-dire, ce qui se passe c'est que nous, les colombiens, nous avons perdu tellement notre authenticité, qu'on appelle aujourd'hui commerce ce qui a une vitrine en verre, ou parce qu'il y a une lampe là, alors… mais nous avons perdu toutes les traditions de nos parents. Soyez sûr que nous ne méconnaissez pas ce qui vient du peuple, ¿oui? Alors à moi, ça me plait la* chicha*, ça me plait cette nourriture… alors vous arrivez à cette ville, et à vous on vous met en face un plat fin, croyez moi que vous dites… peut être sur le moment, parce que vous êtes avec* fulano *ou avec* zutano*, alors vous mangez. Nos aliments sont ceux-ci et ainsi successivement. C'est-à-dire, nous, les colombiens, nous avons perdu beaucoup d'authenticité, nous aimons beaucoup les choses du dehors!! Aujourd'hui, peut être les étudiants ont pris une certaine conscience, ¿oui? Ça, c'est bon. Mais il ne faut pas le laisser que cela se termine, arrive ce qu'il arrive »* (Wilson Ariza, adjudicataire des *Galeries Antonio Nariño*, 1999).

Ce témoignage reflète une grande conscience historique des propres vendeurs par rapport à leur endroit commercial et à la position sociale qu'ils occupaient dans le contexte national. Ils se reconnaissent comme une partie de cette culture propre de la tradition qui était encore en train d'opérer un saut vers la modernité, phénomène caractéristique des villes en Amérique Latine pendant le XXème siècle. Ce que l'administration de Enrique Peñalosa faisait, à l'abri de la poussée modernisatrice qu'avait expérimenté Bogota, la Colombie et le monde à partir de la chute du mur de Berlin, la Constitution Politique de 1991 et les Plans de Développement de la ville qui intégraient Bogota aux standards définis par les organismes supranationaux c'était, précisément, d'approfondir les racines du processus historique de la modernité qui était en train de se consolider sous le paradigme du capitalisme démocratique libéral dans les régions périphériques de l'Occident, aujourd'hui répandues par le monde. Ceci comportait une dynamique systématique de déracinement territorial qui commença par les campagnes et continua dans les centres urbains, complété par une négation et une

reformulation des pratiques socioculturelles propres en fonction des paradigmes de la modernité.

Comme nous le verrons de manière plus claire dans les cas de Quito (Équateur) et de Mexico, D.F., et comme nous pouvons nous en rappeler de la vie quotidienne de la Santa Fé coloniale, le vendeur qui s'installe sur les trottoirs des grandes villes a ses antécédents historiques dans le « tianguis » ou « tianguez », le marché traditionnel des communautés indigènes qui installaient leurs postes de vente sur les places et les rues des agglomérations colonisées par les espagnols. Le commerce informel de la ville moderne représente la continuité de cette pratique d'installer directement les produits sur le sol urbain; de son côté, les marchés populaires des métropoles latino-américaines, qui commencèrent à apparaître à la fin du XIXème siècle et au milieu du XXème siècle, représentent la première fusion entre les logiques traditionnelles de l'activité mercantile et le projet fondateur des marchés reconnus par l'institution de l'État national. Ce fut le cas des *Galeries Antonio Nariño*, tandis que les vendeurs installés aux alentours répondaient aux formes primaires du marché de la rue. Le lien des Galeries avec l'institution étatique moderne leur délivra une série de prérogatives dont ne furent pas bénéficiaires les autres vendeurs; cependant, tous ces vendeurs étaient unis, pas seulement par les liens de solidarité provenant d'une pratique commune autour des ventes de la rue, mais aussi par une longue série de traits socioculturels partagés par des personnes provenant des régions rurales de la Colombie, auxquelles se rapporte Wilson dans sa déclaration, et qui font partie de l'identité « populaire » colombienne. La grande diversité de gens, le fait que les Galeries aient été la scène représentative de beaucoup de régions du pays, la provenance campagnarde et indigène de ses traditions, de se habitudes et coutumes, placées dans un nouveau contexte sur la scène urbaine et l'affluence d'acheteurs provenants de tous les coins du territoire national, fit que cette agglomération urbaine ait été reconnue et s'identifie elle-même come le plus autochtone de la culture colombienne, où l'autochtone s'identifie comme le hybride, le métisse, le croisement socioculturel et la culture pluraliste comme traits caractéristiques de l'identité national. C'est pour cela que Lucho, un locuteur de vieille date de *San Victorino*, promotionnerait ainsi ce secteur commercial: « les *Galeries Antonio Nariño*, le Centre Commercial le plus colombien des colombiens ».

Le fait que dans les Galeries et dans les autres baraques voisines on commerce des produits exclusivement nationaux comme le *batan*, *les ruanas* ou les vêtements manufacturés dans les petites micro-entreprises du secteur informel de Bogota; qu'à l'intérieur on vende la *gallina criolla*, la *fritanga*, les *tamales,* les *caldos de costilla*, les *menudencias*, la *pajarilla* et le classique déjeuner courant ou « *corrientazo* »; que l'on joue à la *rana* et au *minitejo* dans certains locaux à la chaleur de l'*aguardiente* ou de bières « *al clima* » du haut plateau, étaient d'autres traits caractéristiques de ce 'Centre Commercial', qui lui donnaient une identité propre ayant beaucoup d'affinité avec les classes populaires urbaines, une scène de concentration de personnes provenants des quartiers de faibles ressources de la ville et d'autres venant du milieu rural, où ils pouvaient se trouver et trouver des éléments clairs et concrets d'appartenance et

d'identification avec ce qu'ils avaient observé dans le milieu où ils étaient nés, où ils avaient grandi ou vécu la plus grande partie de leur vie. Une situation complètement différente de celle des actuels Centres Commerciaux de la hypermodernité, où l'on trouve des magasins comme *Jeans and Jackets*, *Tower Records, Zara, Hard Rock Café, Swatch, Casio, Hewlett Packard*; des places de nourritures avec des établissements comme *McDonald's,* hamburguers, pizzeries, nourriture arabe, japonaise, chinoise et d'autres délices de la cuisine « gourmet »; des mini-parcs de diversions au style *Disney* où nous trouvons toute sorte de jeux électroniques, des montagnes russes et des mini-trains; et la pratique civilisée de prendre du café globalisé au lieu de la *chicha* ou du *guarapo,* dans des établissements hautement sophistiqués comme *Oma* ou *Juan Valdez*, pour une boisson qui en Colombie est d'usage quotidien et que tu peux trouver dans n'importe laquelle des cafeteries du coin, le classique « *perico* » de tous les matins que vendent les ambulants dans tous les coins de la ville

À cela conduisait la transformation progressive et substantielle de cet espace qui aujourd'hui, à la fin de la première décade du XXIème siècle, est à peine en train de culminer. Il est indubitable que la transformation urbaine opérée dans les années 90 à Bogota a été décisive pour cette transition à une métropole globalisée, pas seulement dans les espaces privés, mais aussi sur les scènes collectives de la ville, où devient évidente cette vocation de l'influence Occidentale dans le processus actuel de globalisation.

D'un autre côté, dans les liens sociaux conçus entre les commerçants et les vendeurs informels de *San Victorino* et les *Galeries Antonio Nariño*, il existait une série de valeurs que revendiquaient beaucoup d'entre eux, comme l'honneur, la dignité et l'honnêteté, en tant qu'aspects qualitatifs de l'identité. Lamentablement, la stigmatisation que depuis l'extérieur on en faisait montrait le pire d'eux-mêmes, ce qui répercutait négativement dans leur propre auto-estime:

> *« L'auto-estime a failli, parce que si quelqu'un a une mise en valeur suffisante de soi même, il élève aussi l'estime du peuple qu'il dirige. Mais quand quelqu'un commence par dire que c'est un pays de* cafres*, on commence à lui dire qu'il est en train d'avoir recours à une stratégie de vente au détail pour gagner quelques* pesos*, pour soutenir les familles, pour gagner l'éducation, pour payer la santé, qui ne sert à rien »* (Rafael González).

La stigmatisation provoque le rejet de la propre identité et ce sont les dirigeants latino-américains mêmes qui, tout le long de leur histoire, ont méprisé et nié les formes culturelles de notre peuple jusqu'à le conduire à un rejet de soi-même et de ses propres traits identitaires comme conditions de leur propre survivance socioculturelle. Et je ne fais pas seulement référence à ces traits créés de temps immémorial, mais à ceux qui continuent à se produire dans l'histoire récente, annulant toute possibilité de construire à partir de nouveaux référents un processus intégrateur dans les communautés de bases, ou entre celles-ci et les secteurs majoritaires ou privilégiés.

La diversité caractéristique du « populaire », fait que ceci soit un nom donné au lieu, non à une société ou à un ensemble d'individus. Ce type de communautés subalternes ne peuvent pas arriver à exister sans une référence à un endroit, à un contexte qu'ils peuvent visualiser comme « concret ». Les cultures populaires qui s'instaurent dans les non-lieux, ou dans les lieux de la virtualité, sont des phénomènes récents, auxquels les nouvelles générations sont habituées. C'est pour cela qu'il est possible que la cause des Galeries ait été importante seulement pour un groupe d'individus dans la ville, tandis que la construction du *Grand Carré Antonio Nariño* pourrait bien se considérer comme une cause de la ville toute entière, surtout au cours du temps. Mais ce qui importe, dans cette réflexion, c'est de pouvoir rendre compte des dynamiques de rasement socioculturel qui font que cette nouvelle situation se produise.

Il est possible que ce contexte historique soit celui qui donne tellement de sens à la phrase composée à un certain moment par Rafael González, qui brille comme un cri de dignité au milieu de tant de souffrances créées par le propre appareil étatique et par ses dispositifs d'exil socioculturel où ils ont pu, malgré tout, mener dignement leur existence et celle de leurs familles: « *Les Galeries ont été, sont et seront à nous!! »*.

D'un autre côté, le facteur esthétique se trouve lié aux dynamiques du patrimoine. L'« esthétique populaire », une esthétique qui revendique la beauté intime malgré son aspect extérieur dégradé ou inusuel, quelque chose dont tous, même les commerçants des Galeries, étaient conscients, a été substituée par un Grand Carré qui satisfaisait tous les impératifs de l'exquise esthétique créée par les architectes, couronnée par une grandieuse œuvre d'art moderne créée par le renommé artiste colombien Édgar Négret: « *La Mariposa* » [Le Papillon] de *San Victorino*, sculpture contemporaine qui devrait devenir le sommet symbolique et le référent urbain par excellence du nouveau Grand Carré. *La Mariposa* nous renvoie de nouveau au thème de la toponymie comme forme de nouvelle fondation du monde, comme cela est arrivé au temps de la Colonie, quand on assigna un nouveau nom à tous les endroits, se superposant à l'histoire sédimentée des indigènes et essayant d'effacer - ou plutôt d'arracher définitivement - les traces qu'ils avaient laissées sur leurs territoires. Cela se reproduisit avec cette version de la Renaissance de Bogota: le nom de *San Victorino* fut substitué par celui de Antonio Nariño, dans une claire négation de la connotation populaire du nom du lieu, et en affirmant l'idéal du projet absolutiste et impérialiste de l'État National moderne et bourgeois.

Dans ce désir véhément, persiste le sempiternel idéal de « ressembler à l'Europe », de suivre les pas indiqués par la civilisation Occidentale, au détriment de nos propres traits culturels et identitaires. Peñalosa avait l'habitude de commenter que les colombiens étaient obnubilés par Londres, New York et Paris quand il y a d'autres modèles comme Amsterdam ou Copenhague; cependant, Peñalosa réitérait toujours l'idéal des villes au style Occidental (Beccassino, 2000: 28), comme si nos conditions historiques aient été les mêmes que celles des pays appartenant à l'Occident industrialisé, ou comme si nous

devions les suivre en tout et pour tout, même dans leurs erreurs historiques, qui en ce moment, avec la crise et la presque débacle du capitalisme, commencent à devenir évidentes.

Peñalosa argumentait l'inévitabilité de ce qui était arrivé à *San Victorino* come s'il s'agissait d'un « destin manifeste », quand en réalité la transformation urbanistique à été le produit d'un processus de reproduction socioculturelle des paramètres de la ville selon le style du modèle civilisateur de notre temps qui lui a été transmis, à lui et à ses assesseurs, dans les principales universités du monde Occidental.

Les logiques d'exclusion et de ségrégation qui se sont appliquées dans cette zone urbaine étendue du centre de Bogota, composée non seulement par diverses spécialités mais par une grande mutiplicité d'acteurs sociaux, jointes aux dynamiques complexes du secteur, ont généré une scène où confluent deux distinctions bien marquées: la première, est celle existant erntre les projets d'investissement du grand capital, qui a acquis avec chaque fois plus de force une projection globale, et l'hyperatomisation des référents du commerce ambulant et semi-stationnaire, ainsi que des hordes de la marginalité, dans un panorama de claire inégalité socioéconomique qui reflète les tendances du capitalisme néolibéral; la deuxième est celle crée autour d'une claire segmentation entre les espaces publics et les privés dans le secteur, dans une synergie qui bénéficie les acteurs privées, mais qui tend à exclure de dynamiques spatiales ces acteurs situés en marge, dans les interstices, et qui, comme conséquence des dynamiques mêmes du sol urbain, tendent à rester en dehors de l'usufruit du public et de la jouissance du privé. Tout ce qui précède est un claire reflet d'un projet de ville qui n'a pas atteint, au cours de l'histoire, la construction de projets collectifs et incluants, où puissent s'intégrer les divers acteurs des scènes urbaines, en particulier dans le contexte de haute complexité et où confluent des intérêts économiques d'une certaine envergure. À moyen terme, et dû à la grande force d'attraction des facteurs qu'a une scène urbaine avec ces caractéristiques, cette situation peut engendrer de sérieux conflits sociaux historiquement non résolus et qui auraient pu être conjurés avec une planification du territoire et social prévue de manïëre adéquate, dans une perspective de ville qui ne soit pas liée à des intérêts politiques et économiques spécifiques.

Ce qui précède a donné lieu à une situation urbaine complexe, dans laquelle s'affrontent de manière directe et sans perspective de solution deux modèles de ville: celle rêvée et attendue par les grandes logiques du capital privé et de l'élite politique, et la réelle vécue par les commerçants et les groupes marginaux dans leur devenir quotidien. Dans ce contexte, les buts proposés par les processus de rénovation patrimoniale et urbaine ne fournissent pas les effets espérés et au lieu de se rapprocher, se distancient d'une formule conciliatoire des divers intérêts en jeu, donnant lieu à une ville qui ne finit jamais de résoudre ses paradoxes sociaux et ses nécessités urbaines.

DEUXIÈME PARTIE
Analyse comparée de cas dans « l'espace latino-américain »

« Voyager à travers la culture populaire
serait une forme 'd'enchantement du monde',
et non proprement dit une connaissance scientifique de la réalité »
Renato Ortiz, *Otro territorio*, 1998: 10



Photo 50: PONT DE *LA CARO*, LIMITE NORD DE BOGOTA.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

…« le monde est grand et étrange », et il ne se termine pas au pont de *La Caro* (Photo 50). La conscience et l'intuition de ce qu'il pourrait exister d'autres réponses dans un monde au-delà des frontières réelles et imaginaires créées par la « bulle d'immanence »[26] du débat et de l'opinion érigée autour de la problématique de l'espace public et du patrimoine historique à Bogota, m'a amené à une exploration constante et profonde de la réalité des lieux urbains des parties du monde que je voudrais bien visiter. De plus, c'était clair pour moi que l'anthropologie est une « science sociale et culturelle générale

[26] Je fais allusion au terme employé par Marc Augé autour des « régimes de fiction » dans Augé, 1997a: 169.

de l'homme », ce qui me poussait à scruter les multiples manifestations humaines reliées aux faits sociaux analysés ici et à leurs interactions avec les espaces collectifs des centres urbains dans diverses géographies de la planète, au-delà de l'étroite réalité locale.

Dans certains cas, cette exploration a été le principal motif des voyages réalisés; dans d'autres, elle est devenue un motif annexe à d'autres parcours et recherches; mais dans tous les cas, cette motivation n'a été qu'un simple prétexte existentiel pour naviguer par les chemins de la connaissance du monde. L'impulsion phénoménologique de l'ethnographe me poussait à aller « aux choses mêmes », avant que d'accepter d'un seul coup les affirmations tranchantes et définitives que font les techniciens et les spécialistes sur l'espace urbain, soit disant « autorisés » pour parler de la ville et des vérités supposées.

L'idée, dans cette partie du texte, est de condenser les expériences auxquelles j'ai eu l'occasion d'être présent quant à leurs effets sur la mise en patrimoine des Centres Historiques par rapport aux « zones de frontière » marchandes existants dans les espaces urbains de diverses villes latino-américaines. Cette réflexion tente de dépasser la sphère de l'imaginaire créée par une idéologie de l'espace public et la rénovation du patrimoine qu'a expérimenté un long temps d'élaboration dans l'histoire de la globalisation, jusqu'au point de convaincre la population mondiale, à travers les plans de développement territorial et les propositions que les membres de la classe politique font circuler dans les médias autour de « l'orientation due » des réformes urbaines, de l'existence d'un consensus global quant à la gestion des centres urbains qui a terminé par se convertir en un dogme et un paradigme idéologique.

Dès le moment de l'inscription de la thèse au fichier de Nanterre, j'avais déjà établi le besoin d'un regard à d'autres villes du sous-continent, pour voir comment s'étaient produites les réformes urbanistiques dans les Centres Historiques par rapport au sujet de l'expulsion des vendeurs ambulants et d'autres acteurs sociaux ou des modalités spatiales « non désirées » dans la conception idéologique des « nouvelles villes » du XXIème siècle, ce que je considérais comme une exigence pour la réalisation d'une « anthropologie »: c'est-à-dire, pas seulement une généalogie historique et une ethnologie localisées, mais une exploration anthropologique dont le centre de réflexion est la planète entière, ou une autre région sociohistorique de haute signification culturelle, comme c'est le cas de ce que certains auteurs ont cru bon d'appeler « l'espace latino-américain ». J'avais écouté et j'avais lu de différentes sources la référence relative à quelques-uns de ces processus de récupération urbaine dans d'autres pays, et c'était de plus une tendance dictée par les patrons de « la ville globale » établis par les organismes supranationaux de logement, d'urbanisme et de patrimoine, ce pour quoi dans mon voyage se mélangeaient le besoin de connaissance de la réalité socioculturelle latino-américaine et la réalisation d'un processus de recherche ethnographique sur les Centres Historiques visités et leurs respectives « zones de frontière ».

J'ai fait cette recherche en différentes étapes, en accord avec la réalisation de voyages à différents endroits d'Amérique Latine. Cependant, deux de ces voyages furent conçus de manière délibérée pour obtenir un regard plus ample sur une région géo-historique dans le cadre de cette proposition académique: le périple par l'Amérique du Sud et le voyage au Mexique en 90 jours. Je savais que ces régions importantes d'Amérique Latine trouveraient des manifestations de premier ordre pour comprendre les phénomènes de l'informalité et de la marginalité, ainsi que leurs expressions sur les scènes urbaines, spécialement dans les villes capitales. Je considère qu'on peut établir une réflexion ethnologique de la région latino-américaine à partir d'une analyse comparée de cas qui ont quelques éléments communs: la profonde tradition ancestrale, mélangée avec l'importante influence européenne à partir du XVème siècle; la présence de grandes civilisations américaines dans les deux contextes régionaux; l'importance des pratiques mercantiles dans la région et la communauté de leurs formes socioculturelles dans les espaces urbains; les éléments communs de l'influence de l'Europe et de l'Occident qui ont défini les traits urbains et ont créé une relation d'hégémonie-subordination entre l'européen et l'indigène, ce qui subsiste dans les prolongations de leurs mélanges et la particularité de leurs formes actuelles; le fait d'avoir configuré dans ce processus des « zones de frontière » par rapport aux Centres Historiques de villes capitales latino-américaines, avec de claires références socio-spatiales et identitaires.

L'exploration anthropologique qui se présente ici a été effectuée dans le cadre d'une narration discontinue qui intègre de multiples territorialités autour d'un rhizome ou réseau d'expériences socioculturelles appréhendées de la perspective subjective d'un ethnographe voyageur chargé d'articuler l'hétérogénéité de visions du monde, associées à la thématique problématique de la mise en patrimoine, qui se produisit dans les zones de frontière des espaces latino-américains pris en considération, dans le but de les contraster avec l'expérience de Bogota.

Il est important de signaler que l'ethnographie présentée ici consiste en une « ethnographie panoramique » qui se différentie d'une « ethnographie généalogique » présentée dans la première partie, car elle ne se préoccupe pas trop de connaître les détails de la constitution sociale et historique de ces centres urbains, mais elle constate simplement la présence de ces éléments dans les villes visitées à travers le regard fugace du voyageur durant son passage par ces espaces urbains. La description de l'ethnographe-voyageur constitue, ainsi, une certaine modalité méthodologique et un témoignage de son expérience vitale orientée a une dimension spécifique de celle-ci qui s'est concentrée sur les dynamiques socioculturelles de l'informalité et de la marginalité existants dans les centres urbains par où est passé son itinéraire et par les relations établies avec les scènes patrimoniales des villes.

Chapitre 1. Quito (Équateur).

Le jour où je suis arrivé à Quito, en juin 2003[27], il s'y produisait un fait sans précédents qui transformerait toute la dynamique du commerce informel dans les rues du Centre Historique de la ville, reconnu en 1978 par la UNESCO come Patrimoine de l'Humanité, étant le premier des Centres Historiques latino-américains à recevoir cette désignation.

Pour comprendre ce qu'est le commerce de la rue en Équateur il est nécessaire de jeter un regard sur ses antécédents, qui se trouvent fermement enracinés dans l'histoire indigène du pays.

Quito est la capitale de l'Équateur et l'endroit où se concentre une grande partie de la population du pays, qui durant très longtemps avait pris les rues du Centre-Ville, en occupant les trottoirs et les passages piétonniers avec de ventes de la rue. Je me rappelle la première fois que je suis allé à Quito, en 1995, et j'ai l'image de rues entières complètement envahies par les vendeurs ambulants. Mais quand je suis arrivé cette fois, tout avait changé, car les rues se voyaient déblayées et il y avait la présence de la police à tous les coins de rues des principaux endroits historiques. Je sus rapidement que cela se devait au processus de récupération de l'espace public dans le Centre Historique à travers un grand plan de repositionnement des vendeurs dans des Centres Commerciaux construits avec l'argent d'organismes internationaux dans divers points de la ville. Ceci m'indiqua que j'avais voyagé au bon moment pour assister au processus de réaménagement de l'espace urbain dans le Centre-Ville. Je le consignais ainsi dans mon journal de voyage:

> *« (…) Je me trouve à Quito, en train de marcher par les rampes du Centre Commercial* Granada *qui se trouve juste sur un côté de l'Église de* San Francisco*, et en face de* La Merced*. Réellement ce projet est très bien conçu, très près de l'Église de* San Francisco*, en plein Centre Historique, où je vois un flux énorme de gens qui au moins au moment de cette inauguration est en train de connaître le Centre Commercial, et fait des tours; l'espace est très agréable,* [(Photos 51 et 52)] *il y a beaucoup de personnes avec leurs enfants en train de marcher; c'est un Centre Commercial qui offre des garanties et une possibilité digne aux vendeurs ambulants pour réaliser leur travail. Cela sent encore la peinture fraiche; les peintres sont là en train de faire leurs arrangements et de terminer l'endroit. Aujourd'hui c'est dimanche, un jour pour s'approcher du Centre, pour y aller faire le marché, pour y faire des achats; je suis surpris et ça me plait de voir ce que je vois ici. Je crois que cela*

[27]À cause des restrictions de l'information nécessaire pour une actualisation de la recherche ethnographique effectuée, il est important de tenir compte des temporalités historiques inhérentes aux narrations présentées ici, spécialement en ce qui se rapporte aux cas latino-américains différents à Bogota, sur lesquels on ne peut pas disposer d'information de première main. C'est pour cela que ce que l'on résume ici est une radiographie de Quito et de Lima en juin 2003 et de la ville de Mexique en novembre 2006, avec quelques actualisations disponibles en Internet et d'autres sources d'information.

ouvre les yeux de trouver ces expériences dans d'autres villes latino-américaines; je suis absolument enthousiasmé et je n'ai plus qu'à faire des entrevues aux gens pour savoir ce qu'ils pensent de ce projet.

Il y a une dame qui annonce à haute voix ses marchandises, on entend le murmure des gens qui visitent le Centre Commercial et par là un appareil de son s'entend, un micro, des filles qui ennuient avec ce micro et qui annoncent aussi par les haut-parleurs toutes les choses qu'elles ont encore à vendre selon le style des ventes ambulantes 'Chemisettes à un dollar!!'.

La mécanique du déplacement des piétons n'est pas par des escaliers mais par des rampes. Cela donne une sensation agréable et aux gens ça leur plait de marcher sur les rampes; c'est une inclination douce, et aussi bien dans le Centre Historique de Quito ils sont accoutumés à monter des pentes et des montagnes, alors ça ne les étonne pas [(Photo 53)]. *Il y en a aussi à Bogota, mais les secteurs commerciaux se trouvent plutôt sur des terrains plats; au contraire, ici pratiquement tout est en pente, alors le concept de rampe donne aussi le concept d'inclination propre au Centre Historique, ce qui est un joli concept, et les gens se sentent bien en montant ces pentes légères jusqu'au quatrième et cinquième étage, où se trouvent les vendeurs les plus cachés, ce qui est un problème que nous avons-nous dans quelques uns de nos centres commerciaux à Bogota »* (Cahier de terrain).

J'ai eu l'occasion de parler avec quelques uns des vendeurs qui vendaient avant dans les rues et de consigner leurs témoignages:

« C.C.: ¿Quel est ton nom?

E.L.: Emilio Loguisben.

C.C.: ¿Comment a été le processus de repositionnement? ¿Comment ça s'est fait, ça a été une négociation avec la Mairie?

E.L.: Le processus a été comme le commande la municipalité, nous devons prendre un poste dans ces locaux et on ne nous permet plus de travailler dans la rue.

C.C.: Ça y est, ¿c'est défendu de travailler dans la rue?

E.L.: C'est défendu, on ne nous laisse plus travailler, ni la municipalité ni les policiers [(Photos 54 et 55)].

C.C.: ¿Et comment voyez-vous la perspective dans le futur de ce Centre Commercial?

E.L.: Eh bien, nous venons de commencer à travailler et on va voir comment ça marche et comment ça s'améliore.

C.C.: ¿Vous croyez que c'est bien, ça vous paraît bien le changement?

E.L.: Oui, pour moi le changement c'est bien. Tous les clients viennent ici pour acheter et c'est très tranquille, il n'y a aucun problème.

C.C.: ¿Vous avez peur, par exemple, que les clients ne vous trouvent pas? ¿Vous pensez que les gens vont arriver facilement?

E.L.: Pas tellement facilement, mais les gens nous trouvent et on cherche les clients par là. Il n'y en a plus, il n'y a pas de raison d'être parce qu'ils doivent s'accoutumer à venir ici dans les centres commerciaux, les clients que nous avons dans la rue.

C.C.: ¿Comment a été le financement de ce Centre Commercial?

E.L.: Ceci a été à partir de la Municipalité qui nous l'a donné à nous pour y travailler.

C.C.: ¿Vous avez dû apporter quelque chose?

E.L.: Ici nous avons les notes de l'eau et de la lumière, du téléphone…

C.C.: Ah, bon, ¿mais l'édifice, la municipalité l'a construit?

E.L.: Oui.

C.C.: ¿Qu'est-ce que c'était avant d'être un Centre Commercial?

E.L.: C'était un cinéma, le cinéma Granada.

C.C.: C'était un cinéma et ils ont construit ça. ¿Combien de vendeurs se sont repositionnés ici?

E.L.: 430.

C.C.: En total dans le Centre Historique, ¿combien y en avaient-ils approximativement?

E.L.: Je ne sais pas vous dire. Ils y avaient 7.000, je crois. Mais ils ne sont pas tous ici. Ils sont de tous les côtés:au Camal, au Chillogallo,…

C.C.: Le Centre Commercial Hermano Miguel*, et d'autres centres commerciaux, ¿c'est aussi la municipalité qui les a faits?*

E.L.: Oui, la municipalité' ».

Cette expérience m'a paru impressionnante, et cela a été une véritable révélation d'avoir trouvé à Quito un processus de réaménagement urbain aussi bien conçu par rapport à la problématique des vendeurs ambulants dans les Centre-Villes. Il était évident que les politiques du Maire d'alors, Paco Moncayo, avaient eu un profil complètement distinct de celles adoptées à Bogota pendant la mairie de Enrique Peñalosa.



Photo 51: QUITO, ÉQUATEUR – CENTRE COMMERCIAL *GRANADA* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 52: QUITO, ÉQUATEUR – CENTRE COMMERCIAL *GRANADA* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 53: QUITO, ÉQUATEUR – CENTRE COMMERCIAL *GRANADA* III.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 54: QUITO, ÉQUATEUR - DÉGAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC FACE AU CENTRE COMMERCIAL *GRANADA* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 55: QUITO, ÉQUATEUR - DÉGAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC FACE AU CENTRE COMMERCIAL *GRANADA* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Ces réformes commencèrent quand Quito fut déclaré Patrimoine de l'Humanité par la UNESCO en 1978, pour le fait de compter avec un des Centres Historiques le plus grand et le plus majestueux d'Amérique Latine, par où circulaient chaque jour près de 300.000 personnes en activités de travail, commerce ou tourisme. Pour cette raison, le gouvernement municipal de la ville créa en 1994 la *Empresa del Centro Histórico de Quito* [Entreprise du Centre Historique de Quito], dans le but d'administrer et de gérer des plans de récupération urbaine: « Le Plan de Développement du Centre Historique contempla, de plus, des programmes de logement, de réhabilitation commerciale, de projets de tourisme, de conservation d'églises et d'édifices historiques » (Lucas, s.f.: 3).

L'histoire de la ville nous permet de comprendre l'importance de cette centralité sur la scène du pays, en Amérique Latine et dans le monde:

> « [Au XVème siècle] Quito, qui avait surgi comme siège de nombreux seigneuries ethniques, était déjà un prestigieux centre d'articulation interrégional. Sa domination par les Incas fur suivie immédiatement par la conquête espagnole qui, profitant de sa position stratégique et de sa densité démographique consolida ses caractéristiques de centre administratif, rituel et politique. Fondé par les conquérants européens dans la troisième décade

du XVIème siècle, ce serait une des plus importantes villes de la vaste galaxie urbaine en Amérique coloniale » (Caicedo, s.f.: 1).

Déjà à cette époque, on peut enregistrer dans la ville, plus spécialement à l'endroit occupé actuellement par l'Église et par la Place de *San Francisco*, l'existence d'un important marché composé par les diverses communautés indigènes qui peuplèrent la région (Photos 56 et 57):



Photo 56: QUITO, ÉQUATEUR - *TIANGUEZ* SUR LA PLACE DE *SAN FRANCISCO*. Disponible sur: http://co.kalipedia.com/fotos/iglesia-san-francisco-tianguez.html?x=20080801klphishec_63.Ies.

« Différentes recherches déterminent qu'à l'époque précolombienne il existait sur l'emplacement actuel de la place de *San Francisco* un *tianguis*, c'est-à-dire, un centre d'articulation et d'échange interrégional très important politiquement et économiquement. Les conquérants respectèrent et utilisèrent ce noyau. De cette manière, 'la signification aussi bien du marché que de l'endroit de l'édification s'est maintenu, mais la forme architectonique inca, symbole indigène, fut remplacée par le symbole religieux catholique de l'Église'.

« ….la forme de la place de *San Francisco* est trapézoïdale. Elle a une extension de 35.000 mètres carrés et c'est l'espace le plus grand du centre colonial de Quito » (Caicedo, s,f.: 2).

Cette information nous indique que le marché et, en particulier, la pratique du marché dans les rues et les places, eut une continuité dans la ville coloniale sous la forme du *tianguis,* mot employé dans toute l'Amérique Latine pour nommer les traditionnels marchés indigènes. Il résulte curieux de trouver que c'est la même expression trouvée aussi bien en Méso-Amérique qu'en Amérique du Sud pour se référer aux marchés natifs des époques anciennes et, bien que pratiquement il n'a aucun usage en Colombie, il résulte une manière de désigner les marchés indigènes qui jouit d'une ample reconnaissance et acceptation dans une bonne partie du sous-continent.



Photo 57: QUITO, ÉQUATEUR – ÉGLISE DE *SAN FRANCISCO*.
Disponible sur:http://www.app.org.pe/quito1.jpg.

Plus tard, durant l'époque républicaine, « commence une lente mais invariable invasion de ce qui s'appelle avec euphémisme le 'commerce informel', une série de colporteurs et de *vivanderos* » (Ibid.). Depuis lors, sur la place de *San Francisco* toutes sortes d'activités se mélangeaient, depuis des vendeurs ambulants et des artistes de la rue jusqu'à un grand nombre de personnes qui passaient là pour se rencontrer, ou simplement pour traverser cet endroit au cours de leurs activités quotidiennes.

Cette situation conduisit au besoin d'un travail de récupération de cette importante place historique coloniale pour améliorer l'aspect et la dynamique du Centre Historique de la ville. Aujourd'hui, aussi bien la place de *San Francisco*, que celle de *Santo Domingo*, -l'autre place coloniale particulièrement significative (Photo 58) - se trouvent complètement libres de vendeurs ambulants, qui ont été repositionnés dans l'ensemble

des Centres Commerciaux construits dans divers endroits de la ville, spécialement dans les parties hautes de la zone centrale.

Mario Vásconez, le directeur de *Centro Ciudad*, un centre de recherches urbaines reconnu à Quito, me racontait que durant une entrevue qu'il a réalisée au sujet de son expérience de recherche sur le thème de la mobilité urbaine, qui est très intéressant, il a pu expliquer la dynamique de la zone centrale durant le XXème siècle. Il me disait que le Centre Historique est le nœud de cette ville longue comme l'est Quito, un noyau de connexions entre le nord et le sud, mais en particulier un espèce de centre commercial populaire pour les habitants des quartiers qui se consolident aussi bien dans tout le sud de la capitale que dans quelques noyaux du nord de classe moyenne, moyenne basse et basse. Ces centres commerciaux populaires obéissent à la dynamique qui s'était présentée préalablement dans le Centre-Ville, aussi bien pour le commerce formel qu'informel, qui s'est géneré depuis les migrations qui peu à peu ont occupé Quito. Il y a un noyau vers le nord du Centre Historique de population plus aisée, et entre le nord et le sud il s'est établi un lien de la parte des personnes qui sont en train de voyager et qui doivent passer par le Centre Historique et qui en profitent pour y faire des achats.



Photo 58: QUITO, ÉQUATEUR – ÉGLISE DE *SANTO DOMINGO*.
Disponible sur: http://farm2.static.flickr.com/1188/1019769924_03e6f303f0.jpg.

Ceci est la base de l'étude qu'a réalisée Mario. D'un autre côté, il m'a parlé de la place Marín, qui est le point où se concentre la grande quantité de bus qui génèrent la mobilité vers le sud, le nord et le centre de la ville. Il est important de voir dans la place Marín - située sur le bord du Centre Historique- comme l'endroit où se sont concentrés tous les

vendeurs ambulants qui ne se sont pas repositionnés, et qui conforme pratiquement une des marges du Centre Historique. C'est alors dans ces marges que se concentre le commerce informel, et le commerce informel – qui maintenant est formel – dans le Centre Historique s'est restreint à ces centres commerciaux populaires nouveaux. Cela a à voir avec le centre comme une espèce de passage, comme un espace de mobilité, et plutôt de faible résidence, car les gens ont émigré vers d'autres quartiers, ils ne sont pas restés là, et comme ils se sont déplacés vers d'autres régions, cela a transformé le Centre Historique en un non-lieu, c'est-à-dire en un lieu de passage, un lieu d'affluence et de confluence, mais non comme un lieu de résidence, bien qu'il y ait eu des améliorations urbanistiques qui tendent à stimuler l'usage commercial des premiers étages et l'usage résidentiel des étages plus élevés. Mais persuader les gens pour qu'ils aillent vivre dans le Centre Historique n'est pas une tâche facile.

L'autre sujet consiste dans le fait que les centres commerciaux étaient avant des parkings et l'idée était de décongestionner le Centre Historique à l'aide de ces parkings, pour en faciliter la mobilité, mais ce plan n'a pas fonctionné. Alors on a pris la décision de les transformer pour y abriter les vendeurs ambulants.

Un des aspects intéressants de ce grand conglomérat commercial situé dans le Centre Historique, est sa connectivité. Par les corridors internes de ces centres commerciaux, ou par les ponts piétonniers, il existe une interconnexion entre les différentes constructions qui s'y sont accumulées durant les dernières décades:

> *« (…) Je suis dans le secteur de* El Tejar*, au milieu des centres commerciaux qui y ont été créés à la suite de la progressive occupation par les vendeurs ambulants du Centre Historique: le Centre Commercial* La Merced*, de la Coopérative des Vendeurs Autonomes; le Centre Commercial* Ipiales*, un autre des centres commerciaux traditionnels et de plus grande tradition dans le commerce populaire de Quito, avec 500 locaux offrant des électrodomestiques, des toiles, de la confection, des jouets, de la parfumerie, de la bijouterie de fantaisie et des confiseries; ces marchés sont très semblables à ceux qu'on peut trouver à Bogota. Nous pouvons voir ici le genre de marchandise qu'on y offre: souliers pendus sur les grilles métalliques, vêtements, costumes… Sur l'autre côté du trottoir se trouve le Centre Commercial* Hermano Miguel*, un édifice d trois étages avec d'excellentes installations et des conditions optimales pour le repositionnement digne des vendeurs ambulants* [(Photos 59 et 60)]. *Ce Centre Commercial a été construit récemment sous l'administration de Paco Moncayo et il fait partie du Plan de Réaménagement du Commerce Informel de l'Administration Métropolitaine, dont le leader est, entre autres, l'Entreprise Centre Historique et financé par le BID et par d'autres entités, dans le cadre d'un Accord interinstitutionnel. Ce sont 1.592 locaux avec des espaces de circulation piétonnière, illuminés de manière adéquate par la lumière solaire, avec d'amples accès sur les quatre côtés. L'édifice est très grand; il a de bonnes conditions de travail pour les vendeurs informels et son aspect intérieur est très clair et agréable* [(Photo 61)]. *Ce Centre Commercial connecte avec un autre qui se trouve plus haut,*

le Centre Commercial El Tejar [(Photo 62)] *et il se trouve dans le même secteur que les anciens centres commerciaux de* La Merced [(Photos 63 et 64)] *et du Nuevo* Amanecer [(Photos 65 et 66)]. *Au point de fusion entre un édifice et l'autre, on a construit une place de nourritures. Les corridors des postes de vente sont amples et la couleur blanche des murs aide à voir cet endroit plus illuminé. Les corridors permettent l'ample circulation des gens.*

Je suis très content de ce que je vois à Quito: c'est une solution réelle pour le commerce informel et cela ouvre les yeux sur tellement de conceptions provinciales qui nous font croire que les choses qui se réalisent à partir des jeux d'image sont la grande chose; il faut donner des solutions réelles à cette situation. En d'autres mots, quelle que soit la situation, on peut faire des choses bonnes et intéressantes et il existe véritablement des accords entre institutions, comme ceux qui se sont mis en marche pour la réalisation de ces centres commerciaux, permettant une solution pour le moins partielle, ou pour le moins pour un bon nombre de personnes, dans un sens positif, pour améliorer autant leur qualité de vie dans des conditions de dignité, que leur possibilité réelle de vendre leurs produits: aussi bien pour le concept architectonique et urbanistique que pour leur position stratégique dans le Centre Historique. Toutes ces choses sont importantes; et de plus, c'est un projet simultané de repositionnement et d'application de la loi. C'est-à-dire, que l'on repositionne et en même temps on applique la loi de défendre le commerce ambulant. C'est légitime: je pense que ce devrait être un exemple à suivre.

(…) « Je me trouve maintenant au point de confluence entre le Centre Commercial Ipiales *et le Centre Commercial* Granada*: c'est intéressant de voir comme peu à peu les centres commerciaux populaires se sont intégrés à partir d'un noyau créé par les Centres Commerciaux* Ipiales *et* El Tejar. *Tous les centres commerciaux sont interconnectés, ce qui a permis de générer une promenade interne par les postes de vente qui communique avec divers points de la ville. Depuis la place de* La Merced, *face aux Centres Commerciaux* Granada *et* La Merced, *jusqu'à l'entrée nord-ouest du Centre Commercial* Ipiales, *qui donne sur le Centre Commercial* Hermano Miguel [(Photos 67 et 68)]. *Ceci donne une nouvelle physionomie au Centre-Ville, en recouvrant et en amplifiant les terrains adaptés pour l'échange des vendeurs avec la population de Quito, et en donnant aux passants la possibilité d'exercer en même temps l'activité de la promenade urbaine par le Centre Historique et celle de consommation et d'échange commercial »* (Cahier de terrain).



Photo 59: QUITO, ÉQUATEUR - CENTRE COMMERCIAL *HERMANO MIGUEL* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 60: QUITO, ÉQUATEUR - CENTRE COMMERCIAL *HERMANO MIGUEL* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 61: QUITO, ÉQUATEUR - ASPECT INTÉRIEUR DU CENTRE COMMERCIAL *HERMANO MIGUEL*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 62: QUITO, ÉQUATEUR - CENTRE COMMERCIAL *EL TEJAR*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 63: QUITO, ÉQUATEUR - CENTRE COMMERCIAL *LA MERCED*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 64: QUITO, ÉQUATEUR - ASPECT INTÉRIEUR DU CENTRE COMMERCIAL *LA MERCED*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 65: QUITO, ÉQUATEUR - CENTRE COMMERCIAL *NUEVO AMANECER*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 66: QUITO, ÉQUATEUR - ASPECT INTÉRIEUR DU CENTRE COMMERCIAL *NUEVO AMANECER*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 67: QUITO, ÉQUATEUR - CENTRE COMMERCIAL *IPIALES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 68: QUITO, ÉQUATEUR - ASPECT INTÉRIEUR DU CENTRE COMMERCIAL *IPIALES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Cette conception de l'espace a été le résultat d'une intervention architectonique faite avec une très bon critère et ajustée non seulement aux nécessites urbanistiques, mais aussi socioculturelles, des divers acteurs affectés par les activités de rénovation du Centre Historique. Dans une entrevue avec les architectes qui participèrent à la construction des nouveaux centres commerciaux, on nous expliquait les concepts techniques don on tint compte pour le dessin de ces constructions:

> *« A.: Le Centre Commercial* Hermano Miguel *est indubitablement l'exemple vivant qui appuie la possibilité d'un dessin architectonique, c'est-à-dire, la conception de l'insertion des rues à l'intérieur d'un édifice. C'est pour cela que la typologie d'avoir les circulations parfaitement définies selon les axes sud-nord et est-ouest de ces corridors, est ce qui positionne les 1.596 locaux commerciaux. C'est une structure absolument nouvelle qui repose sur un ancien ruisseau de Quito. C'est un boucher qui a été très mal rempli, du point de vue technique, ce qui obligea, une fois choisie cette proposition structurelle, à améliorer d'abord le sous-sol de ce secteur. C'est une surface de 5.500 mètres carrés à peu près; le concept était que nous devions remuer tout le sol, le nettoyer de toutes les impuretés, car il était très difficile d'importer un sol, et améliorer ce même sol avec du ciment, dans une proportion suffisamment étudiée et analysée et à une profondeur de 2,70 mètres, qui était celle dont on avait besoin; on a fait ce changement de sol. Alors, l'édifice repose sur une roche qui acquiert peu à peu plus de consistance. Du point de vue structurel, on la voit comme un tout, parce que sa structure a été posée ainsi. C'est-à-dire que c'est un élément monolithique dont le comportement va être totalement uniforme sur toute la surface du remplissage.*
>
> *« En ce qui concerne le concept fonctionnel, l'édifice est entouré par la rue* Hermano Miguel *et par la rue* Mejía, *dont le trafic est le plus agressif, car c'est la rue offrant la meilleure possibilité d'accès et de sortie, pour et du Centre Historique. En libérant les rues, en récupérant l'espace public, nous avons aussi repositionné des commerçants et nous avons également facilité la circulation, qui était chaotique dans le Centre jusqu'à des temps récents.*
>
> *« Les postes sont tous les mêmes, tous les locaux commerciaux. Nous avons dû établir cette typologie, excepté avec le* Granada *qui a un traitement spécial. Dans le Centre Commercial* Hermano Miguel *se trouvent les quelques quarante associations, je ne sais pas exactement combien il y en a au juste, mais elles sont dûment distribuées dans les trois étages d'un édifice qui compte sur tous les systèmes de sécurité. Surtout, le système contre incendie est fondamental: il doit être en accord avec le nombre d'usagers et avec la nature des matériels qui se vendent là. Nous avons fait très attention au fait que ces matériels sont très facilement inflammables. Alors, nous avons fait très attention à ce genre de considérations et le dessin propre de l'édification permet son évacuation rapide, aussi bien par la rue* Hermano Miguel *que par la rue* Mejía*; et verticalement, les escaliers généreux la permettent aussi. De plus, le dessin a présenté l'alternative de se communiquer avec le Centre Commercial* El Tejar. *La typologie architectonique est celle qui propose d'adapter le dessin à la*

topographie du sol et, à partir de celui-ci, à l'édifice El Tejar *qui, comme vous savez, est un édifice de stationnement dans lequel on a habilité deux niveaux; nous sommes sur le point d'en habiliter un troisième pour l'adéquation des locaux commerciaux. Ceci rend possible de générer un centre auquel l'usager va rentrer avec son véhicule au stationnement et de là se diriger aux autres locaux commerciaux qui sont unis dans ce secteur. Dans ce cas,* El Tejar, *le* Hermano Miguel, *le* Ipiales Mires *et le* Nuevo Amanecer, *qui est sur l'édifice même de* El Tejar. *Cet édifice est réellement* sui generis, *parce qu'il a été pensé et édifié pour satisfaire ces besoins. Nous aspirons à ce que dans le temps où se fortifieront ces processus de repositionnement, ils aient la fonctionnalité nécessaire.*

C.C.: ¿Combien de mètres carrés a approximativement chaque module?

A.: Le module est approximativement de 4,40 a 4,60 mètres carrés [(Photo 69)]. *L'édifice en soi a 17.500 mètres carrés; le coût monte à plus ou moins 2'700.000 dollars, ce qui veut dire que nous avons obtenu un coût de 150 dollars par mètre carré, ce dont il est aussi très important de tenir compte. Les caractéristiques de l'édification, une structure totalement solide: pour donner une information, nous avons utilisés 8.500 mètres cubiques de béton pré-mélangé, nous avons utilisé un million de kilos de fer, 14.000 quintaux de ciment et y ont travaillé près de 500 ouvriers pendant une année, le temps que dura approximativement le processus de construction, travaillant naturellement près de vingt heures par jour, car on devait respecter cet engagement; et si nous déduisons que le coût de l'édifice est de 151 dollars le mètre carré, c'est réellement plausible, ¿non?*

(…) C.C.: Le dessin du Centre Commercial Granada *a appelé énormément mon attention, surtout la rampe qui permet aux acheteurs de monter aux plus hauts étages parce que c'est un problème pour les vendeurs si ceux des étages les plus hauts ne vendent pas, ¿non?*

A.: Bon, le Centre Commercial Granada *est plutôt le résultat de deux processus: l'un, que c'est pratiquement la construction de l'édifice du coin de rue où se trouvait l'ancien cinéma* Granada *et d'autres immeubles classés comme patrimoine culturel et architectonique de la ville. Mais ces immeubles ont été complètement détruits dans un processus de super utilisation des espaces dans lesquels l'entassement était la caractéristique et ainsi ils ont complètement disparu. C'est pour cela que la mission de l'Entreprise a été de maintenir les façades et, à l'intérieur, les différents niveaux qu'avaient ces édifices seront traités de manière à permettre avec fluidité une interconnexion entre les différents niveaux des deux blocs: c'est pour cela que l'on a proposé ce système de rampes qui, en plus de sa dynamique visuelle et de sa proposition contemporaine, permet cela: une agilité totale pour que les gens y circulent. On observe la quantité de gens qui sont en train de circuler par cette rampe; il est certain qu'au début c'était une espèce de snobisme et il arrive la même chose quand dans un centre commercial on voit un escalier électrique; mais après le processus s'assimile et il commence à être utilisé comme un milieu de circulations*

pour accéder aux derniers niveaux. Dans le cas du Granada, *nous avos l'ubication stratégique d'une place de nourritures, qui est très bien accueilli parmi les gens à nous. Ce sont des nourritures typiques, alors les gens en arrivant au quatrième niveau sont obligés de se distribuer dans les différents centres commerciaux ».*



Photo 69: QUITO, ÉQUATEUR - ASPECT D'UN MODULE DE VENTES DANS LE CENTRE COMMERCIAL *GRANADA*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Il est évident qu'une solution de ce type a été une solution réelle au problème des ventes ambulantes, avec un critère urbanistique et un sens social. Les opinions, dans ce sens, étaient optimistes et pleines de gratitude envers ceux qui avaient entrepris l'initiative, même quand ils durent eux-mêmes négocier les locaux et reconnaître à l'administration un paiement pour l'espace commercial:

« C.C.: ¿Quel est ton nom?

J.: Juan.

C.C.: ¿As-tu été repositionné?

J.: Oui.

C.C.: ¿Ça fait combien de temps que tu vendais dans la rue?

J.: Trente ans, ma belle mère y vendait déjà.

C.C.: ¿Et ça fait combien de temps que toi, tu vendais avec elle ?

J.: Moi, plus ou moins cinq ans.

C.C.: ¿Comment vous semble le repositionnement qu'on vous a fait?

J.: Bien, ça a été le mieux pour tout le monde. Pour que l'endroit soit tout libre, parce que c'est laid que tout le monde soit dans la rue.

C.C.: ¿Est-ce que tu penses que le Centre Historique a gagné avec ça?

J.: Evidemment, c'est très bien.

C.C.: ¿La clientèle a gagné avec cette décision?

J.: Peut être que oui.

C.C.: ¿Est-ce que tu penses que la clientèle va arriver ici?

J.: Oui, vous savez, avec la foi. Avec la foi, on peut penser cela.

C.C.: Mais vous êtes très à l'intérieur. ¿Croyez-vous que la clientèle va arriver jusque là?

J.: Oui, elle arrive.

C.C.: ¿Croyez-vous que la manière avec laquelle on a construit ce Centre Commercial permet que les gens arrivent facilement à ces postes?

J.: Oui, ils arrivent. Ici nous sommes bien dedans, mais oui.

C.C.: ¿Vous devez payer quelque chose ici?

J.: Non, tout est déjà payé.

C.C.: Le loyer, l'eau, la lumière…

J.: L'eau, non, parce qu'on utilise rien que la lumière.

C.C.: ¿Et le loyer?

J.: Non, le loyer non, tout est déjà payé.

C.C.: ¿Qui a payé ça?

J.: Les commerçants mêmes.

C.C.: ¿Combien a couté ce local?

J.: Je ne sais pas, je ne pourrais pas vous dire. C'est ma belle-mère qui a fait l'affaire.

C.C.: ¿Vous devez payer l'administration?

J.: Peut être que oui.

C.C.: ¿Appartenez-vous à une association?

J.: Oui, l'association Granada.

C.C.: ¿Combien de vendeurs a cette association?

J.: Je ne sais pas »;

« C.C.: ¿Quel est ton nom?

C. R.: Clemente Ruiz.

C.C.: ¿Tu travaillais avant dans la rue?

C.R.: Oui.

C.C.: ¿Et qu'est-ce que tu vends?

C.R.: De la lingerie.

C.C.: ¿C'est ton local?

C.R.: Oui.

C.C.: ¿Comment te sens-tu avec le repositionnement?

C.R.: Nous nous sentons contents, pour la différence que c'est de travailler dans la rue.

C.C.: ¿Croyez-vous que c'est possible que la clientèle augmente dans le futur?

C.R.: Évidemment.

C.C.: Vous êtes dans une partie haute, au troisième étage. ¿Croyez-vous que cela va affecter vos ventes?

C.R.: Oui, mais nous avons l'avantage qu'il y a beaucoup de clarté dans cet étage, et nous allons en profiter pour l'orner et tout ça.

C.C.: ¿Pensez-vous que ce nouvel espace est favorable pour les commerçants?

C.R.: Oui, naturellement. Ça a beaucoup d'avantages, comme de ne pas travailler à l'intempérie, que la marchandise se détruise, la délinquance… je pense que ça va changer

C.C.: ¿Qui vous a assigné cet espace?

C.R.: La municipalité.

C.C.: ¿Et la municipalité a construit l'édifice?

C.R.: Oui.

C.C.: ¿Et les fonds, d'où viennent-ils?

C.R.: Je ne saurais pas vous expliquer.

C.C.: Mais à vous, ¿avez-vous dû apporter quelque chose?

C.R.: Oui.

C.C.: ¿Combien avez-vous apporté?

C.R.: Je ne me souviens pas; nous devons payer encore, nous avons payé, mais il nous manque à payer. Quand nous allons terminer de payer, ils vont nous donner l'écriture.

C.C.: ¿Depuis combien de temps vous êtes en train de payer ces locaux?

C.R.: Ça fait une année, plus ou moins.

C.C.: ¿Et vous avez confiance en ce que l'administration va vous donner l'écriture une fois que vous aurez fini de payer?

C.R.: Évidemment que nous sommes sûrs que cela va arriver.

C.C.: ¿Que pensez-vous de la Mairie actuelle?

C.R.: Cette œuvre est magnifique. C'est évident qu'elle nous convient.

C.C.: Il y a d'autres compagnons dans d'autres centres commerciaux. ¿Combien vous êtes en tout?

C.R.: Je ne sais pas.

C.C.: Et toi, en particulier, ¿appartiens-tu à une association ?

C.R.: Oui, j'appartiens à l'Association 6 de Diciembre.

C.C.: ¿Où se trouvent-ils?

C.R.: Dans divers endroits, dispersés dans divers points du Centre. Spécialement en dessous d'où est cet édifice maintenant.

C.C.: Aux alentours du marché Ipiales…

C.R.: Oui, monsieur.

C.C.: ¿Combien de membres y a-t-il dans cette association?

C.R.: Nous sommes 80.

C.C.: ¿C'est-à-dire qu'ici il y a différentes associations ensemble?

C.R.: Oui.

C.C.: ¿Quel âge avez-vous actuellement?

C.R.: J'ai 38 ans.

C.C.: ¿Et croyez-vous que vous allez pouvoir résoudre votre situation économique?

C.R.: Beaucoup l'ont fait, je suis sûr qu'ici nous allons le faire.

C.C.: ¿Votre optimisme est partagé par d'autres personnes?

C.R.: Évidemment, beaucoup de personnes voient d'un bon œil ce processus.

C.C.: ¿Vous payez quelque type de loyer?

C.R.: Non, nous allons payer pour l'administration, la propreté, tout.

C.C.: ¿Combien paieriez-vous?

C.R.: Je ne sais pas combien on va nous assigner, nous ne savons rien de ça ».

Les acheteurs étaient contents, eux aussi, de voir les résultats, bien qu'ils ne manquaient pas de critiquer les mesures du gouvernement et de l'Administration:

« (…) … Ça, c'est bien fait…

C.C.: ¿Préférez-vous ça à la situation antérieure?

C1: Évidemment, c'est cent pour cent mieux.

C.C.: ¿Et ça vous semble bien le repositionnement qui s'est fait, c'est-à-dire, le Centre Commercial comme il est et tout?

C1: Tout est très bien, très bienfait, très bien construit, et plus organisé.

C2: Très restreint, les gens sont très serrés.

C.C.: ¿Ça vous parait très serré?

C2: Rendez vous compte que c'est dimanche soir, mais dans le semaine ou dans une foire, il y a beaucoup de gens.

C.C.: Bon, ¿que pensez-vous de la situation des vendeurs ambulants, l'antérieure et l'actuelle?

C2: Bon, en ce qui concerne d'organiser les gens c'est bon parce qu'ici on donne même de la sécurité: dans la rue, il n'y avait pas de sécurité, ni pour les vendeurs, ni pour l'acheteur. De toute façon il y a quelque chose de bon qui nous concentre ici, et il y a de la sécurité pour les vendeurs et pour l'acheteur.

C.C.: ¿Pensez-vous que de toute façon cela aurait pu être mieux?

C3: Qu'ils fassent une bonne dépense et qu'il y ait des locaux plus grands, avec un peu plus d'amplitude, parce qu'ici on voit tout très étroit »;

(…) « Le premier client était un monsieur de couleur et le deuxième était plutôt blanc et avait un aspect, disons, plus de classe moyenne: l'autre aussi est de classe moyenne, c'est difficile de le définir, mais de toute façon on peut arriver à voir à travers l'habillement, d'où vient la personne, quelle est la capacité, le niveau intellectuel, le niveau de vie, ses manières de vivre, et elles sont distinctes, sans

prétention de condamner ou de juger. Simplement ce sont des formes de vie différentes.

C.C.: ¿Comment vous semble le nouveau Centre Commercial?

C1: Comme il est récemment inauguré, on ne sait pas comment ça va aller pour nous ici. Mais la position est excellente, parce qu'il a tout le Centre Historique véhiculaire, et nous espérons que dans peu de temps ça va donner de meilleurs résultats. La question ici est le décongestionnement véhiculaire, Dieu veuille qu'avec ça, cela se décongestionne, que tout le transport se solutionne ici dans le Centre, parce qu'il est un peu plus congestionné que ce qui vient du sud et du nord.

C.C.: ¿Vous êtes client ou vendeur?

C1: Non, moi j'ai l'habitude de venir ici pour faire des achats parce qu'on obtient les choses un peu plus économiques que dans les magasins et presque toute ma vie j'ai acheté ici. Il y a de quoi offrir, comment avoir du rabais dans les prix, ils ne sont pas fixes comme dans les magasins, ¿non? Et on trouve les mêmes produits, en soi.

C.C.: ¿Pensez-vous que cela va être facile pour les personnes de trouver les vendeurs ici, après qu'ils étaient dans la rue? C'est-à-dire, dans la rue ils avaient plus d'option de se retrouver avec le client, avec l'acheteur. ¿Pensez-vous que c'est une bonne position pour eux et que les gens vont arriver?

C1: Je crois que oui, ce que je vois c'est des moments de congestion. Ici il semble qu'il va y avoir, bien que il y a eu beaucoup de délinquance, ¿non? Alors les gens doivent tenir compte beaucoup de cela parce que dans les corridors il y a beaucoup d'affluence de public qui vient ici et spécialement les samedis ou les jours de foire qu'ils font ici, alors il faut faire très attention à ses affaires. Mais les locaux sont très agréables, et il manque peu à peu de les connaître d'avantage, parce que plus du 50% des locaux sont encore vides ».

En plus des centres commerciaux de la partie élevée, on a créé une importante centralité commerciale dans les parties basses des montagnes où se trouve localisée la zone centrale de Quito. L'Avenue *Pichincha* est la marge du Centre Historique et là se trouvent beaucoup de vendeurs ambulants (Photo 70). Un vendeur me commentait au sujet de son incertitude quant à son prompt repositionnement, et des vendeurs disaient qu'ainsi que certains d'entre eux se sentent bien, à d'autres - on ne sait pas si c'est pour le fait de s'opposer au repositionnement ou parce qu'il n'y a pas encore d'endroit pour eux - on va finir par leur faire du mal parce qu'on va les « faire descendre » de la colline du Centre Historique et on va les emmener à un endroit proche de l'Avenue *Pichincha* dans la partie basse, juste sur les flancs de la montagne, au gouffre de la montagne. Là il y a beaucoup de gens, acheteurs potentiels, mais pas dans les mêmes conditions, ni avec la même reconnaissance commerciale des centres commerciaux proches des places principales de la ville. Cependant, le fait que les commerçants aient la possibilité

d'acquérir un local et qu'il soit à eux, avec l'appui de l'État, résulte être une bonne occasion pour eux dans le processus de régularisation de leur activité.



Photo 70: QUITO, ÉQUATEUR - COMMERCE INFORMEL SUR L'AVENUE *PICHINCHA*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Il est évident que, derrière tout ce processus, il y a eu des gens avec un haut niveau technique, urbanistique et professionnel. L'un d'eux fut Henriette Hurtado, Directrice du *Fondo de Salvamento del Centro Histórico* [Fond de Sauvegarde du Centre Historique], nous avons parlé longtemps avec elle et elle m'a donné une excellente vision de l'évolution du Centre Historique jusqu'à ce jour. D'abord, pour commencer, la place de *San Francisco* s'appelait la place de *Tiangues* et on ne s'en souvenait pratiquement pas dans les processus de restauration du Centre; maintenant elle s'appelle la place de *San Francisco* mais, comme cela pourrait arriver pour la place de *San Victorino*, il y existait depuis longtemps ce genre de commerce que nous pourrions appeler de colporteurs ou commerce informel. Postérieurement, cette tendance continua avec la fontaine publique, qui s'apprécie dans quelques gravures de la place de *San Francisco*, à laquelle venaient les porteuses d'eau et d'autres types de personnes pour y vendre leurs produits. Elle m'a parlé du fait qu'en réalité beaucoup de maisons du Centre Historique ne sont pas en réalité coloniales, mais plutôt de caractère républicain, car Quito n'avait pas la condition de ville du Vice-royaume ou de grande ville, et par conséquent les maisons coloniales étaient des maisons très petites. Alors cette condition de petites maisons coloniales est faible dans le Centre Historique.

Henriette Hurtado me commentait aussi comment, à la suite du tremblement de terre de 1987, a surgi le Fond de Sauvegarde, dans le but de changer la conception qu'on a du Centre Historique, à partir d'un impôt qui se créa et se recouvra dans toute la province de Pichincha, pour réhabiliter le Centre Historique de Quito. Cela a permis de faire un investissement important en architecture, non seulement au niveau des monuments, mais aussi des constructions civiles, comme ils les appellent. Parce que la conception de Centre Historique a l'habitude d'être associée, à Quito, avec la conception de monumentalité de toutes les églises et de toutes les constructions qui s'étaient faites à des moments historiques antérieurs. En 1909, le chemin de fer arrive à Quito; ceci est quelque chose de très important parce qu'il y arrive à une époque tardive et que tardive a été aussi l'époque de son peuplement et du changement de conception du Centre Historique à Quito. Ce peuplement se produit à partir de la prospérité pétrolifère des années 70. Le processus qui se donne dans le Centre Historique est très semblable à celui qui se donne dans le Centre Historique de Bogota, car ici les gens aisés se déplacent aussi de leurs maisons dans le Centre jusqu'au nord de la ville, là où on avait créé d'autres centralités, spécialement depuis les années 70, avec la création du Centre Commercial *Iñaquito* qui se construisit au-delà du parc de La Carolina, sur un terrain vague où personne ne pensa qu'il allait prospérer, mais qui termina par créer un nouveau centre de la ville; postérieurement, on a créé de nouvelles centralités qui déplacèrent peu à peu le Centre Historique, et dans quelques-unes d'entre elles se générèrent des foyers d'urbanisation. Alors, le Centre Historique perdit peu à peu son caractère d'habitabilité et il a été très difficile de récupérer le sens de cette urbanisation, ou plutôt de cette occupation de l'espace du centre comme espace pour le logement; c'est alors qu'on a pensé à construire ce type de Centre Commercial populaire, qui est précisément un espace pour le commerce de la classe moyenne et basse. Durant l'époque où l'idée d'amener des vêtements de Colombie, fut une idée rentable, surgit cette idée « d'aller à Ipiales », de voyager à Ipiales, parce que voyager à Ipiales, signifie amener des vêtements de Colombie. C'est pour cela que se créa le Centre Commercial *Ipiales*, qui se trouve face à celui de *Hermano Miguel*. Les associations de commerçants ambulants sont très fortes et avaient obtenu de se maintenir dans différents points du Centre Historique comme *El Tejar* et le *Hermano Miguel*, où ils déplacèrent la statue du Frère Miguel et créèrent une nouvelle scène de commerce où ils s'approprièrent progressivement de l'espace, en générant ces nouveaux foyers du commerce populaire.

À ce moment, il y avait beaucoup d'activités et de dynamisme à la suite de l'inauguration récente des nouveaux centres commerciaux, ce pour quoi les vendeurs ambulants étaient à l'expectative de ce que serait leur futur dorénavant.

Dans l'entrevue avec Luis Cuenca, l'administrateur du Centre Commercial *Granada*, je pus obtenir une information très importante sur ce nouveau processus. Une des choses intéressantes c'est que les vendeurs ont payé, pour un droit d'étage, 240 dollars pour chacun des commerçants plus les séparations en verre et en aluminium qui coutèrent 700 dollars. C'est-à-dire, qu'ils considèrent que le Centre Commercial est à eux, parce que pratiquement ils l'ont payé, et ils attendent seulement qu'on leur résolve leur

situation avec la municipalité, après la publicité dans la presse, dans la radio et dans la télévision pour terminer d'accréditer ces centres commerciaux.

Une autre chose importante est le fait que la condition pour accepter le repositionnement a été la connexion avec le Centre Commercial *Ipiales*, qui a près de quarante ans d'activité. C'est un indicatif de ce que représente pour eux ce Centre Commercial, comme axe articulateur et d'expansion de l'activité du commerce ambulant dans le Centre Historique de Quito. Voici le texte complet de l'entrevue:

> *« C.C.: ¿Quel est ton nom?*
>
> *L.C.: Luis Enrique Cuenca Guillén.*
>
> *C.C.: ¿Pourquoi êtes- vous l'administrateur de ce Centre Commercial?*
>
> *L.C.: Réellement, je ne suis pas l'administrateur, je suis le président de la Association de Petits Commerçants de* El Salvador*, et je suis pour le moment chargé, jusqu'à ce qu'on nomme l'administrateur général.*
>
> *C.C.: ¿Comment ça marche, l'affaire de l'Administration?*
>
> *L.C.: Bon, le processus a commencé il y a quatre ans. Au moment de la Mairie du docteur Yamil Mahuad on a commencé à donner l'idée du repositionnement; et quand le docteur Mahuad est devenu président de la République, c'est Roque Sevilla qui est devenu Maire de la ville de Quito; c'est pratiquement alors que commencèrent les dialogues au sujet de savoir comment allait être le système du repositionnement. On a d'abord choisi des aires pour chaque organisation. Les aires des centres commerciaux populaires ont été concertées entre les commerçants et la municipalité. Chacun chercha la surface la plus propice; dans notre cas, nous avons choisi cette surface parce que nous occupions l'Avenue* Chile*, la rue* Cuenca*, la rue* Mejía *et la rue* Cotopaxi*, aux alentours de l'Église de* La Merced*. Alors cette aire a été expropriée: là il y avait un cinéma, ici il y avait une maison et là-bas il y avait un hôtel* [dit-il en montrant les endroits]. *Alors, nous nous sommes mis d'accord sur le fait que ce soit notre association qui se charge de l'expropriation de ces immeubles. Après cela, est venu le processus de la concertation des terrains et la vérification des commerçants. Nous avos 430 partenaires, et on a construit 430 locaux. La concertation a consisté dans le fait que la municipalité construisait toute l'infrastructure, et nos locaux, ceux que vous avez vus, qui sont des parois de verre et d'aluminium, ont été faites avec notre autogestion. Nous avons participé dans cette autogestion. Les terminer nous correspond. C'est pour cela que nous n'avons pas encore nommé d'administrateur, parce que nous sommes encore en train d'arranger les locaux, en essayant de nous y positionner et d'améliorer chaque local, ses surfaces, dans le but d'exhiber nos marchandises de la meilleure manière possible, pour offrir le service au public. De toute manière, nous sommes ici depuis vendredi offrant notre service au public et ça n'a pas mal marché. Parce que nous craignions*

que ce processus soit un échec. Mais il faut remercier Dieu d'abord, et ensuite la municipalité, parce que jusqu'à présent ça a bien marché. Nous avons besoin de plus de temps de publicité, nous avons besoin que la municipalité nous motive et qu'elle nous aide, parce qu'en vérité pour nous, c'est une vie nouvelle, de la rue à un Centre Commercial. Dans ce processus, nous avons payé une taxe à la municipalité de 240 dollars par individu pour l'étage, et le reste, nous l'avons mis nous. C'est pour cela que l'édifice va rester dans nos mains, ou plutôt qu'il est à nous et c'est pour ça que nous sommes en train de chercher un administrateur propre, parce que nous ne voulons pas que la municipalité manie tout le système du Centre Commercial. L'engagement avec la municipalité terminera à la fin de l'année, quand elle nous aura donné durant tout ce processus la propagande dans la presse, la radio et la télévision. Ça, c'est l'engagement de la municipalité; et laisser en fonctionnement de la meilleure manière possible l'infrastructure. Il y eu des défauts au cours de la construction, mais nous les avons surmontés peu à peu. C'est un processus de quatre ans. Pour déblayer les rues nous nous sommes mis d'accord sur un chronogramme par rue; chaque rue se libérait et on rentrait dans les centres commerciaux. Nous avons été les derniers à rentrer, les derniers à finir les adéquations des locaux. Le sol que vous voyez est porcelanisé, ce n'est pas un sol courant et alors ça nous a pris du temps et nous avons été les derniers à rentrer. Nous aspirons à ce que, de la même manière que nous nous sommes sacrifiés commercialement, parce que dans la rue on vend plus, nous aspirons à ce que la municipalité donne ce qu'elle a offert: qu'elle ne permette pas un seul vendeur ambulant dans les rues, parce que le public, pas seulement celui de la capitale, du pays, mais le touriste qui vient dans cette ville pour regarder la beauté de notre Centre Historique, vienne aussi admirer les centres commerciaux populaires. Alors, c'est ce que nous voulons, avoir l'occasion d'être visités par les gens du pays et de l'étranger, car notre intention a été cela, améliorer commercialement les choses ici, à l'intérieur. Quito s'est transformé, pratiquement sans vendeurs dans les rues. Alors nous pensons que nous avons apporté quelque chose de très valable à la ville et au pays et, si cette nouvelle sort du pays, ce sera pour stimuler nos centres commerciaux populaires. C'est ce que je peux indiquer; ce processus de repositionnement n'a pas été un processus violent; tout a été concerté. L'administration de Roque Silva a dialogué et grâce aux dialogues nous sommes arrivés à un accord. L'administration de Paco Moncayo nous a aussi appuyés pour terminer les centres commerciaux et cela a été aussi un processus de paix; nous ne pouvons accuser aucune des deux autorités d'avoir été violente. Tout a été concerté; maintenant nous aspirons à ce qu'on ne nous oublie pas et qu'on nous donne l'aide qu'on nous a offert, qui est ce dont nous avons besoin en ce moment.

C.C.: ¿Devez-vous payer un certain type d'impôts?

L.C.: Autour de cela nous allons nous unir aussi tous les commerçants pour aller au Congrès, et nous voulons aussi que le Maire y aille parce que nous croyons qu'on nous ferait du tort si le système d'impôts qui fonctionne dans le pays commence à encaisser des taxes. Nous savons que nous devons payer, mais pas à peine nous sommes rentrés, parce que nous ne savons même pas si le commerce va augmenter ou

diminuer, mais nous voulons qu'on nous donne des années de grâce pour après nous encadrer comme commerçants formels. Mais je pense qu'ils doivent nous donner de l'espace parce que nous sommes en train de donner des prix plus bas que dans la rue pour attirer l'acheteur. Mais ¿qu'arrive-t-il si nous commençons à payer des impôts? Pratiquement, l'acheteur va dire: 'ils sont en train de nous encaisser le droit d'étage', et cela va nous ruiner, va nous amener à la faillite. Alors, ce que nous aspirons, c'est qu'on nous donne des années de grâce, et que cela devienne un vrai commerce formel, et ainsi… oui, nous sommes conscients de ce que nous devons collaborer à l'État, mais l'État aussi doit nous collaborer pour que nous surgissons. Premièrement pour surgir et ensuite pour pouvoir payer des impôts, ¿n'est-ce pas? Au moins l'idée c'est ça.

C.C.: ¿Quelle a été la participation des organismes internationaux, par exemple le BID?

L.C.: Bon, le BID a participé directement avec la municipalité et il lui a concédé des crédits mous, quelques-uns non remboursables, pour pouvoir construire tout ça. Parce que ça a été un investissement très grand pour pouvoir construire les centres commerciaux. Parce qu'il y en a beaucoup, et tous ces centres comprenaient 7.000 commerçants. Alors, nous aspirons à ce que la partie primordiale pour le Centre Historique de Quito soit de trouver une ville propre, sans un commerçant dans la rue offrant des marchandises. Ce sera le plus salutaire qui puisse arriver dans ce processus et que cette situation fournisse de la sécurité au touriste national et au touriste étranger, spécialement à l'étranger, parce que nous pensons que le privilège pour nous c'est que viennent des gens d'en dehors pour connaître notre Centre-Ville. Parce que les gens d'en dehors, ils vont nous laisser des devises pour ce pays. Et si nous avons un Centre Histoique propre, alors nous allons garantir pour tous en général, un bénéfice. Pour ce pays, pour cette ville et pour nous comme commerçants ».

En effet, ces mesures étaient orientées à garantir une meilleure ambiance pour les touristes et les visiteurs de la nouvelle scène créée, pour satisfaire les exigences des organismes internationaux qui agissent en consonance avec les intérêts et les nécessités des principales tendances économiques et sociales sur le plan mondial (Photos 71 et 72). Dans ce sens, bien que les vendeurs puissent se voir bénéficiés par cette alliance et bien que le cas de repositionnement du commerce informel à Quito soit exemplaire pour l'Amérique Latine, ce qui s'est fait à travers ce processus de repositionnement consiste à satisfaire les paramètres de l'UNESCO pour la mise en patrimoine de la ville, dans un sens qui bénéficie principalement le capitalisme global: « Les politiques du patrimoine sont une partie d'un projet dominant de caractère excluant et homogénéisant qui n'incorpore pas les contradictions, ni n'aborde le conflit, il l'ignore et l'oblige au silence et finalement l'exclue jusqu'aux marges physiques de la ville, ceux qui échappent à l'inventaire du patrimoine. Ce que nous voyons s'ériger comme patrimoine, c'est un passé hispanique représenté par des façades et des temples, idéalisé du point de vue artistique, dans lequel on efface l'exploitation, le conflit, la différence » (Salgado, op. cit.:

22). Le patrimoine tend, de cette façon, à rendre invisible les conflits sociaux et à incorporer de manière rhétorique la différence, comme une mosaïque de diversité. Dans ce sens, il est significatif que dans certains programmes dessinés spécialement pour les visiteurs, le *tiangues* de l'époque coloniale ait été revécu comme une partie des attractions dominicales pour les touristes, tandis que les « *yuyeras* », ou les vendeurs qui n'ont pas été inclus dans les repositionnements et se trouvent encore dans la rue, sont systématiquement poursuivis, car la force des migrations vers la ville et la croissance démographique génèrent - dans les centres urbains où le problème de la pauvreté et de la marginalité n'a pas été résolu, et a tendance à s'agrandir - une pression infatigable sur les scènes de confluence et de rencontre urbaines.



Photo 71: QUITO, ÉQUATEUR – FORMES D'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LE TOURISME I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 72: QUITO, ÉQUATEUR – FORMES D'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LE TOURISME II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Chapitre 2. Lima (Pérou).

Le Centre Historique de Lima a été reconnu par la UNESCO come Patrimoine Mondial de l'Humanité en 1995. Cette reconnaissance a été motivé par les essais de récupérer depuis la fin des années 80 ce secteur détérioré, en tête du *Patronato de Lima*:

> « Aucune des personnes ayant parcouru les rues du Centre de Lima dans les années quatre-vingt, pourrait croire que la capitale péruvienne a mérité un jour quelconque le qualificatif de 'ville jardin'. La contamination de l'environnement et sonore, le manque de services urbains (bains publics, illumination adéquate), le trafic chaotique, le vandalisme et l'invasion des rues centrales par des milliers de vendeurs ambulants avaient fait fuir du Centre Historique les touristes et les entreprises privées et aussi les habitants de Lima.
>
> « En juin 1989, un groupe d'urbanistes, d'architectes, d'historiens, d'artistes et de critiques d'art, décidèrent de fonder le *Patronato de Lima*, une entité privée, apolitique, sans but lucratif, pour sauver le Centre Historique de la ville.

(…) « convaincus de ce qu'améliorer le Centre Historique exercerait une influence sur le reste de la métropole dans laquelle vivent huit millions de personnes (25% de la population péruvienne), les promoteurs du projet concentrèrent leurs efforts sur la rénovation du cœur de la ville, quelques 116 pâtés de maisons qui couvrent 123 hectares et renferment 570 reliques monumentales, témoins de l'architecture d'une ville coloniale espagnole » (Cisneros, 2000: s.p.).

Les premiers efforts dans ce sens permirent à la ville d'obtenir son inscription dans la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO en 1991, ce qui impulsa le projet initial, soutenu par les autorités municipales, et conduisit à commencer un projet ferme de rénovation urbaine dans le Centre-Ville. Il est évident qu'une des exigences de l'organisme supranational, pour lui délivrer le titre de Patrimoine Mondial, consistait à déplacer le commerce informel qui se trouvait dispersé sur tout le périmètre du centre de la ville:

« Cela fait cinq ans, le Centre Historique de Lima n'était pas un lieu où auraient voulu aller ceux qui donnent de la valeur au contenu de leurs poches. Celle qui avait été siège de l'empire espagnol n'était tout simplement plus le centre grandiose et élégant qu'elle avait été pendant des siècles. Les trottoirs de toute la zone centrale étaient couverts de kiosques improvisés en métal et en plastique, ou des parasols sous lesquels une interminable mer de vendeurs ambulants vendait ses produits.

« Les places étaient couvertes de poubelles et dévastées par les voleurs et par les *pirañas*, comme on connaît ici les enfants de la rue qui volent en masse. Fréquemment, les touristes qui arrivaient de l'extérieur, volaient directement à Cuzco, la principale attraction du pays, et ceux qui arrivaient par Lima, évitaient le Centre » (Elton, 2001: 1).

L'insécurité, le manque d'hygiène et le commerce informel, étaient les principaux facteurs de dégradation du Centre Historique, affecté par l'abandon des habitants locaux et par la détérioration de l'imposant capital architectonique exprimé dans des maisons, des églises et des balcons. Ce qui précède donna lieu à de continuels efforts de l'autorité pour éliminer le commerce informel et la délinquance de la zone centrale:

« Une des principales mesures consista à organiser le commerce informel. Pour arriver à la place *José de San Martín*, centrale, les automobilistes et les piétons devaient esquiver des milliers d'étalages et de postes de vendeurs ambulants qui envahissaient les chaussées et les trottoirs avec des milliers de bricoles de tout type'. (…) aujourd'hui on peut circuler avec moins de difficultés, car seulement les vendeurs dûment accrédités ont accès à la zone centrale et beaucoup d'autres ont été regroupés dans des galeries commerciales en dehors du circuit des monuments » (Cisneros, 2000: s.p.).

Voici ce que je consignais dans mon cahier de terrain pendant mon visite à Lima:

> « Le 15 juin 2003. *Je suis à Lima; j'ai constaté plusieurs choses ici. D'abord, le Centre sent mauvais de tous les côtés, même sur la Place* San Martín *et sur les différentes promenades piétonnières ou 'jirones' principales, qui conduisent à la* Plaza de Armas *[Place des Armes], dans laquelle l'hygiène est meilleure, bien que de toute façon on perçoive une intense odeur d'urine dans tout son voisinage. Et je n'ai pas pu trouver non plus de vendeurs ambulants dans le Centre Historique, excepté ceux qui ont été installés, avec leurs baraques vertes, face aux somptueuses églises de la ville* [(Photo 73)], *ainsi que quelques petits postes de pomme de terre frites, de gomme à mâcher, de café et d'autres boissons chaudes pour réconforter le corps durant les premières heures de la journée* [(Photo 74)]. *Bien qu'il n'y ait pas de vendeurs ambulants, le Centre Historique est un endroit dégradé et pas bien vu - bien que très fréquenté - par ses habitants.*
>
> *« (…) Ce qui a le plus attiré mon attention ici, à Lima, a été le* Jirón de la Unión*; c'est, évidemment, l'espace public piétonnier par excellence, où les gens se promènent entre la place* San Martín *et la Place des Armes. Ici nous pouvons voir d'autres manifestations importantes du commerce informel, par exemple la présence de petits postes verts et celle de toutes sortes de vendeurs ambulants, porteurs de leur marchandise, aussi bien sur ce* jirón *que dans beaucoup d'autres secteurs du Centre* [(Photo 75)]. *Vendeurs de ballons de baudruche, de gommes à mâcher, de bonbons, de cigarettes, etc. Il y avait aussi un vendeur de pendants lumineux sur le* Jirón de la Unión*, à la hauteur des arcs de* San Martín*, malgré les défenses expresses qui ont été placées dans ces promenades piétonnières* [(Photo 76)]. *Il y avait beaucoup d'autres espèces de manifestations, comme celle d'un nain qui vendait des glaces et j'ai eu mon attention fortement attirée par la vente de beignets, de pizzas avec du boisson à 1,99, au milieu de la vente de 'empanadas', de poulet broaster, qui est très courant, le MacDonald's… Bon, toute sorte de choses, et beaucoup de gens en train de circuler dans un flux de piétons qui se maintient jusqu'à des heures avancées de la nuit. Je suis sur la Place* San Martín *et il y a encore beaucoup de gens dans le Centre. Sur le* Jirón Lampa*, où il y avait avant des vendeurs ambulants qui ont été expulsés du Centre Historique, il y a maintenant un grand supermarché qui s'appelle* Metro*. Il y a beaucoup d'enfants qui vendent des bonbons et qui les offrent continuellement. Il y a beaucoup de bureaux de change de dollars et beaucoup de gens qui vendent des cartes de téléphone sur le* Jirón » (Cahier de terrain).

Le 12 novembre 1995, l'UNESCO a proclamé le Centre Historique de Lima, capitale du Vice-royaume du Haut Pérou, Patrimoine Culturel de l'Humanité. Le 1er janvier 1996, Alberto Andrade fut nommé Maire de Lima et, sous son administration, se produisit le repositionnement du commerce informel qui a eu la plus grande incidence politique et socio-spatiale:

> « La vente ambulante, phénomène principalement andin, générateur d'exclusion sociale, a contribué à accélérer le processus de détérioration urbaine, aggravé à la fois par la récéssion et la grève. (…) L'extension de ce type de commerce, représenté initialement par les colporteurs et postérieurement par la forme habituelle de vente ambulante, à partir de postes dans la rue, conduisit à la fermeture de plusieurs espaces publics pour les piétons et pour les voitures. De cette manière, le Centre Historique s'est converti peu à peu en un grand marché de la rue. Le succès obtenu à travers l'intervention municipale, en coordination avec les commerçants de la rue et l'investissement privé, leur repositionnement dans des aires de négoces de la métropole, et le réaménagement et la revitalisation d'importants espaces publics, a rendu possible que le Centre Historique de Lima récupère son identité comme endroit pour y vivre et y travailler » (s.a., 2000: 2).

Après cette intervention, vers juillet 1999, on avait réussi à récupérer le 100% des espaces publics du Centre-Ville. La plupart d'entre eux se trouvaient sur le *Jirón Lampa*, occupé par plus de 2.000 vendeurs stationnaires et ambulants, qui furent repositionnés dans le champ ferial *Las Malvinas*. Le processus d'expulsion des commerçants informels du Centre Historique se fit par la force et avec beaucoup d'expressions de violence et de faits arbitraires de la part de la police, ce qui différencie cette situation de celle vécue à Quito et l'approche de ce qui est arrivé à Bogota, sous l'administration d'Enrique Peñalosa. De plus, la presque totalité des coûts de repositionnement dut être assumée par les commerçants mêmes, car la municipalité de Lima ne destina à ce processus aucune classe de subventions.

Il est évident que cette situation a amélioré, dans une certaine mesure, les conditions du Centre Historique pour les effets de l'activité touristique et de l'investissement privé, mais les conditions des vendeurs ambulants s'aggravèrent dans certains cas et dans d'autres cas, finirent par diminuer leurs avantages par rapport à la position qu'ils occupaient avant dans le Centre Historique. Les vendeurs qui obtinrent une meilleure condition, avaient obtenu quelque capital dans les rues privilégiées de la zone centrale et ils s'unirent pour acquérir de nouveaux locaux dans les aires commerciales situées dans la périphérie du Centre, comme *Las Malvinas* (Photo 77), *Polvos Azules* (Photo 78) et quelques centres commerciaux réputés du secteur (Photo 79).



Photo 73: LIMA, PEROU – VENDEURS D'ARTICLES RELIGIEUX FACE AUX ÉGLISES.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 74: LIMA, PEROU – COMMERCE INFORMEL DANS LES RUES DU CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 75: LIMA, PEROU - COMMERCE INFORMEL SUR LE *JIRÓN DE LA UNIÓN*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 76: LIMA, PEROU - ANNONCE DE LA ZONE RIGIDE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 77: LIMA, PEROU - CHAMP DE FOIRES *LAS MALVINAS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 78: LIMA, PEROU - CENTRE COMMERCIAL *POLVOS AZULES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Au moment où j'y suis allé, la Municipalité de Lima était en train de construire le champ ferial *Las Malvinas*, un espace pour réunir les vendeurs ambulants repositionnés de

diverses zones de la ville, en particulier ceux qui avaient été expulsés du Centre Historique (Photo 80), parmi autres commerçants. Bien que je méconnaisse la suite de ce processus, au moment où j'y suis allé il ne m'a pas paru que cette dynamique de repositionnement ait eu des résultats satisfaisants pour les vendeurs. On pouvait percevoir beaucoup de mécontentement et les intérêts personnels, joints aux influences politiques et à la corruption, avaient généré beaucoup de divisions entre divers groupes de commerçants. Ceci fut ce que je pus apprécier durant mon contact avec les vendeurs repositionnés dans les espaces de foire de *Las Malvinas* et de *Cantagallo*:

> « *Je me trouve dans l'espace de foire de* Las Malvinas *et je viens de parler avec son président, monsieur Nicanor Alvarado. Il me dit qu'ils ont été repositionnés par le Maire de l'époque, en 1985, au marché de* Las Malvinas *et l'idée était de construire un marché là, mais à partir de la crise économique et de la hyper-inflation, il se généra une situation très compliquée qui obligea à l'abandon du marché et à partir de ce moment, ça devint un fumoir de drogues, un lieu de violence et de prostitution, jusqu'à ce qu'ils recommencent à organiser le marché en 1997. Cependant, le marché actuel, qui est avant tout d'électro-quincailleries, comme on l'appelle, d'articles électriques et de quincailleries, fut repositionné récemment, ce pour quoi le marché n'est resté que six ans à cet endroit* [(Photos 81 et 82)]. *Cela fait plus ou moins un mois ils viennent d'occuper cet espace du fait que dans d'autres centres commerciaux qui furent construits par le Maire, comme* Omnicentro, El Progreso *et* Nicoline, *on leur encaissait 8.000 dollars pour chacun des postes de 2 mètres par 2 mètres carrés, c'est-à-dire que c'était très cher et c'est pour cela qu'ils n'ont pas accepté le repositionnement là et ils sont venus avec toutes leurs baraques à cet espace de foire qui se trouve sur l'Avenue* Cantagallo, *très en dehors du Centre Historique, près de la colline où se trouve la croix illuminée que l'on peut voir de très loin, qui essaye de dissimuler le spectacle de misère qui s'orne de peintures de couleurs pastel, mais qui de toute façon n'arrive pas à cacher les conditions critiques dans lesquelles vit cette population.*
>
> « *Ici se trouvent plus de 2.000 personnes qui sont en train de vendre leurs produits, une activité très grande, et ce qu'ils disent c'est qu'ils sont en train d'essayer de récupérer leur clientèle, et le président Nicanor a réussi à déplacer la délinquance de la zone du marché de l'Avenue* Argentina, *parce qu'ils étaient situés au centre de l'avenue qui était un espace vide, et postérieurement ils ont fui de la zone de délinquance. Nicanor me disait qu'ils ne voulaient avoir rien à voir avec les maires parce que ce qu'ils font c'est de les voler, que les maires sont des voleurs, et qu'ils sont en train de chercher un moyen d'obtenir l'appui des ONG ou d'autres organismes internationaux. Le président a un appareil de radio et un mégaphone pour donner l'information; c'est grâce à lui qu'il se communique avec ses associés au jour le jour.*



Photo 79: LIMA, PEROU - CENTRE COMMERCIAL *UNICENTRO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 80: LIMA, PEROU - PROMENADE DE *LAS MALVINAS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 81: LIMA, PEROU - ASPECT INTÉRIEUR DU CHAMP DE FOIRES *LAS MALVINAS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

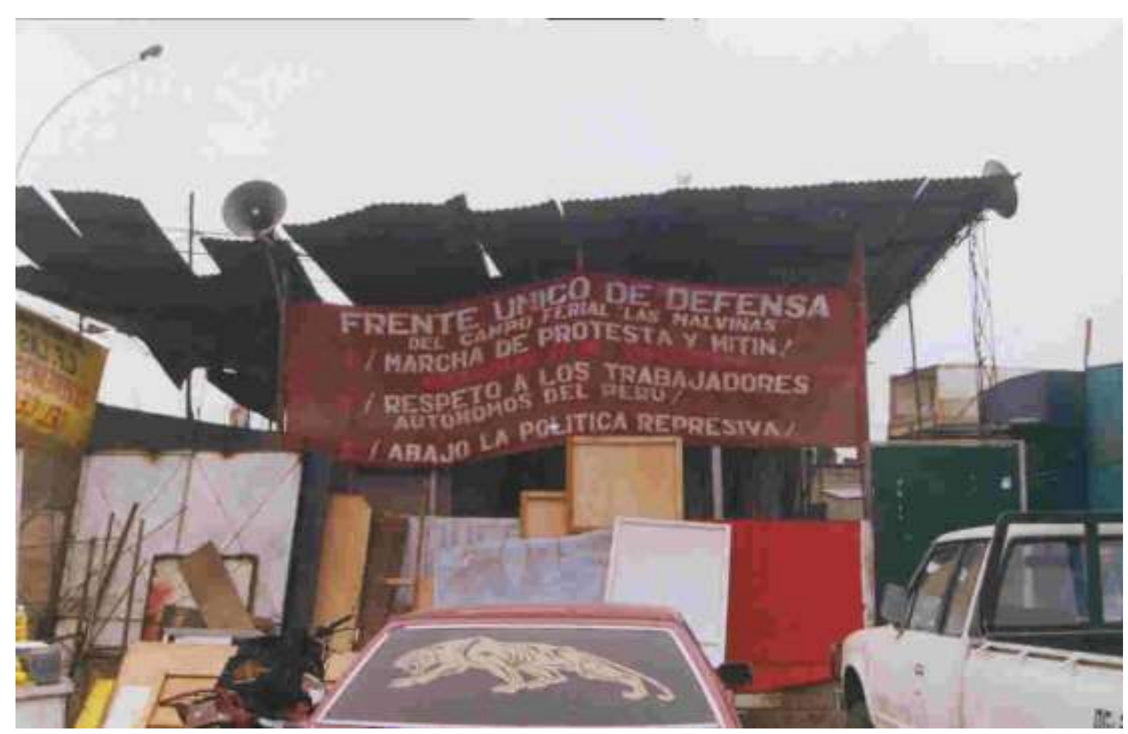


Photo 82: LIMA, PEROU - BARAQUE DE L'ADMINISTRATION DU CHAMP DE FOIRES DE *LAS MALVINAS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

« J'ai parlé avec les administrateurs de l'association civile des commerçants du Centre Commercial Cantagallo*, qui est juste adjacent au champ de foire* Las Malvinas*, et il me dit que les gens du Centre Commercial* Las Malvinas *n'ont pas été repositionnés ici, ils sont des envahisseurs de cet espace qui est patrimoine de l'État; qu'ils se sont installés de manière violente ici, au cœur de Lima, où affluent les routes du nord, du sud et du centre de la ville, qu'ils ont rompu les chaînes et ont pris quelques postes, qu'ils ont payé 500 '*rateros de cárcamo*' [des voleurs de trous] pour qu'ils viennent ici; à chacun d'eux, on donnait le petit déjeuner, le déjeuner et le diner, pour qu'ils fassent le travail de s'emparer des locaux, d'envahir cet espace et de se positionner dans les baraques. Ils ont fait ce qu'ils ont voulu et ils ont même battu les femmes, la plupart desquelles sont de l'Association. Cependant, ce qui est curieux, c'est que les dirigeants de cette association sont des hommes. C'est important de le savoir parce que cette situation de violence, c'est nécessaire qu'elle soit dirigée par quelqu'un de fort, parce que les femmes n'ont pas cette capacité de réponse face à ce genre d'agressions. Ils sont en train de protéger toute cette quantité de femmes, qui sont la majorité des vendeurs du Centre Commercial* Cantagallo*, et elles se sentent protégées par ce genre de figure masculine dans un environnement véritablement redoutable. Mais le plus important est de voir comment vivent ensemble les deux associations, l'une avec la permission de l'État, bien que ce ne soit pas leur terrain, et les autres, sans la permission de l'État, qui sont en train d'essayer d'avoir le terrain, à travers l'achat et la vente de l'espace et de la permission pour avoir ici leurs baraques. Alors, en réalité, l'espace de foire des* Nuevas Malvinas *c'est une invasion. Ceci implique que ce qui a généré toute cette politique d'expulsion des vendeurs ambulants ont été des faits de violence parmi des personnes de plus faibles ressources économiques et qui ont le moins de moyens pour se défendre »* (Cahier de terrain);

(…) Entrevue avec Carmen Poveda, Secrétaire d'Organisation de l'Association Civile Centre Commercial Cantagallo.

« C.C.: Mme. Carmen, ¿ça fait combien de temps que vous vous trouvez dans ce secteur?
C.P.: Nous sommes ici depuis six ans, par résolution présidentielle du gouvernement antérieur, et c'est pour cela que nous avons été surpris par l'arrivé des commerçants de Las Malvinas*, qui se trouvaient sur l'Avenue* Argentina*. Surpris dans le sens qu'ils sont venus avec de la prépotence s'emparer de cet endroit. Ils sont venus pour envahir; ils disent qu'il n'y avait personne ici. Ceci est complètement faux car nous sommes ici depuis qu'on nous a donné ce terrain. C'est tellement comme ça que le Maire de Lima et celui de Rimac, le Licencié Luis Lopatón Donaire, ont eu une entrevue avec les messieurs de* Las Malvinas *et ils leur ont demandé qu'ils leur donnent la licence de fonctionnement, ce qui leur a été refusé car ce n'était pas la manière avec laquelle ils auraient du rentrer à ce Centre Commercial: en nous maltraitant, en rompant les chaînes, en détruisant les portes, en jetant les*

marchandises et en maltraitant même les commerçants qui étaient en train de travailler ici. Je manifeste également que les modules, tout ce qui existe à l'intérieur de ce Centre Commercial Cantagallo*, a été remis par le gouvernement à cette Association Civile. Les modules sont aussi détruits: ils les ont ouvert, les ont brisés, les ont unis deux par deux, ou trois par trois, sans avoir demandé la permission aux propriétaires de ces modules. Alors, les autorités sont au courant de tout cela et elles verront ce qu'elles doivent faire.*

C.C.: ¿Aviez-vous vendu d'un autre côté avant de venir ici?

C.P.: Oui, nous avons été des vendeurs informels; nous avons travaillé dans différentes parties de Lima, dans les rues. Après, comme aussi le gouvernement local, le Maire Andrade nous a promis qu'il nous repositionnerait. Mais nous avons eu une mauvaise surprise parce que nous aussi avons été malmenés, maltraités; ils sont venus avec des Caterpillar*, avec des tueurs pour nous sortir des rues, bien que nous ayons demandé le dialogue pour pouvoir converser et qu'ils nous donnent du temps pour trouver un espace où aller travailler. Mais au moment où le Maire Andrade se rend compte que nous avions ce projet du gouvernement antérieur, que c'était quand était là Fujimori, ils sont informés qu'on va nous donner ce terrain, et immédiatement ils interrompent le dialogue et le jour suivant ils commencent à nous expulser des rues, nous maltraitant, nous volant les marchandises, et ainsi… Je crois que cela est sorti à niveau mondial, la nouvelle selon laquelle nous avons été maltraités.*

C.C.: ¿Que pensez-vous de toute cette situation, du fait que vous avez été maltraités par l'État, comme maintenant vous avez été maltraités par une série de commerçants qui ont été expulsés de leurs endroits de travail d'une manière arbitraire?

*C.P.: Nous, nous n'avons pas été maltraités par le gouvernement, puisque le gouvernement antérieur nous a reçus avec ce terrain. Peut-être cela n'a pas fonctionné parce que nous avons demandé à monsieur le Maire l'autorisation d'un pont, parce que nous avons ici, en face, la voie de l'*Aditamento*, une voie où il y a eu beaucoup d'accidents. Alors, nous avons demandé un pont pour notre Centre Commercial, un pont pour lequel nous avions déjà le financement de 115 mètres de long sur quatre mètres de large. Le Maire Andrade s'est formellement opposé et n'a jamais voulu nous signer cette autorisation. C'est pour cela que nous n'avons pas eu cet accès à ce Centre Commercial, et c'est pour cela qu'il ne fonctionne pas comme ça devrait.*

C.C.: ¿En quoi consiste le projet du parc du fleuve Rimac?

C.P.: On a dit plusieurs choses. Que cela allait être une terminale terrestre, que cela allait être un parc sportif… On a dit aussi qu'on allait y faire le téléférique. Mais en vérité nous ne savons pas ce qu'ils vont décider.

C.C.: ¿Et êtes-vous intégrés dans ce projet?

C.P.: Nous l'avons demandé mais nous n'avons pas eu de réponse. C'est-à-dire qu'il semble qu'ils n'ont pas encore décidé, mais ils ne nous ont pas maltraités, ¿non? Simplement ils n'ont pas fait attention à nous par rapport au mauvais traitement qu'il y a eu. Quant au Maire de Lima, il a annoncé que les messieurs de Las Malvinas *allaient venir. Alors eux se sont avancés à faire l'invasion de ce Centre Commercial, sans avoir parlé avec le Maire de Lima. C'est pour cela que je crois que le plus correct aurait été d'avoir parlé avec le Maire de Lima et de venir après par ici. Mais ça n'a pas été comme ça. C'est ce que nous savons, nous, qu'ils devaient d'abord converser avec le Maire.*

C.C.: ¿Mais ils avaient déjà été expulsés de l'Avenue Argentina*?*

C.P.: Non, ils n'étaient pas encore sortis des rues.

C.C.: C'est-à-dire qu'ils ont décidé de venir pour leur propre compte…

*C.P.: Évidemment, ils ont engagé des tueurs, ils ont rompu les chaînes, ils ont ouvert les portes, les gens étaient ici, en train de pleurer, désespérés et quand on les a empêchés qu'ils ouvrent leurs modules, leurs marchandises, leurs postes, ces tueurs les ont attrapés comme des bêtes sauvages, à coup de pieds, à coups de poings, hommes et femmes, sans respecter les vieillards; la plupart d'entre eux sont déjà majeurs. Ça, c'est la version précise et exacte, celle que je suis en train de donner. Antérieurement, avec le Maire Andrade, dans les rues, on nous a aussi maltraités de la même manière: ils ont engagé des tueurs, ils ont engagé les '*serenazgos*', ils en ont toujours, et avec eux ils ont commis des gros abus car ils ont rompu aussi les modules, ils ont mis des* Caterpillar*, des bombes,… il y a des vidéos dans lesquels le Maire lui-même sort en face, à dire des gros bêtises: 'ça sort d'ici' , et c'est ainsi qu'on nous sortit. Postérieurement, il a appelé la police pour qu'elle les appuie et bon, la police s'est comportée comme une personne humaine et ils nous ont dit que nous devions sortir. De telle manière que nous sommes sortis, et le président de cette époque nous a reçus dans ce Centre Commercial. C'est ainsi que nous sommes venus ici.*

C.C.: ¿Que pensez-vous au sujet de la politique qu'ont eu les gouvernements municipaux respectifs face au thème des vendeurs ambulants?

C.P.: Bon, il se peut qu'ils aient voulu que les rues soient ordonnées, qu'elles soient propres, sans commerçants,… Nous étions d'accord que ça s'arrange mais c'est toujours bon le dialogue, la conversation avec les intéressés, qui sommes nous. Nous ne nous sommes jamais niés à sortir de la rue, mais je crois que comme autorité ils devaient prévoir un repositionnement pour nous, parce que c'est notre milieu de vie, nous n'avons pas d'autre travail. Alors ils auraient du se mettre à penser que nous sommes des familles, que nous maintenons nos foyers et que nous devons amener du

pain à notre foyer. Ils ne pensent qu'à eux, parce qu'ils ont un salaire fabuleux, et nous, nous devons nous rompre l'âme pour pouvoir gagner le peu que nous pouvons gagner, parce qu'il n'y a même pas une entrée comme elle devrait être. Juste pour pouvoir payer la marmite, comme on dit ».

Ce triste panorama se répétait d'une certaine manière dans le Centre Commercial *Polvos Azules*, bien que dans un environnement commercial et de travail complètement distinct, mais avec les traces du mauvais traitement de la part des administrations qui les ont expulsés sans hésitation du Centre Historique, et au milieu d'une franche réticence envers la manière d'agir des autorités (Photo 83):



Photo 83: LIMA, PEROU - PLAQUE DE LA FONDATION DU CENTRE COMMERCIAL *POLVOS AZULES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

« (…) Des installations amples et illuminées par la lumière naturelle, de petits postes de commerce de tous types de produits, spécialement des bijoux de fantaisie, des jouets et des produits importés, ainsi que la principale activité commerciale du Centre Commercial Polvos Azules*, la vente de souliers et de vêtements dans un espace pourvu de bonnnes installations, de toilettes, d'endroits pour jeter les déchets, d'escaliers électriques et de caisses automatiques, décrivent ce point de repositionnement des commerçants qui travaillaient auparavant dans le Centre Historique de la ville* [(Photo 84)]. *La devise de l'Association qui créa ce Centre Commercial est gravéesur les carreaux de la place centrale:'La première force commerciale du Pérou', soulignant son caractère populaire et syndical. L'écu de l'association est accompagné apr une maquette du Centre Commercial, au centre de*

cet espace qui peut être vu dès trois étages dans lesquels sont distribués les locaux commerciaux. Avant tout, produits importés et articles bon marché ainsi que toute espèce de vêtements et de textiles. Ses corridors sont dûment marqués et numérotés et on respire une ambiance d'ordre, de propreté et de tranquillité pour les clients [(Photo 85)]. *Cela fait qu'il se produisent des relations de cordialité et d'amabilité entre les commerçants et leur clientèle* [(Photo 86)]. *En dehors, d'autres complexes commerciaux commencent à prendre de la force à partir de ce pole économique qui a réussi à se positionner dans la ville. Ici on vend des articles complémentaires à ceux qu'on trouve à* Polvos Azules*, comme la cristallerie, la bijouterie de fantaisie et des articles de cuisine. Dans la zone de la cave,* Polvos Azules *a aussi des locaux dont on vend des articles importés, qui s'annoncent à l'aide d'un annonce de néon attrayant: des machines, des vidéo-jeux, des CDs, des nouveautés d'Internet…*



Photo 84: LIMA, PEROU - ASPECT INTÉRIEUR DU CENTRE COMMERCIAL *POLVOS AZULES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 85: LIMA, PEROU - ASPECT INTÉRIEUR DU CENTRE COMMERCIAL *POLVOS AZULES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 86: LIMA, PEROU - ASPECT D’UN LOCAL DU CENTRE COMMERCIAL *POLVOS AZULES*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

« On peut apprécier les compositions des locaux, les souliers et d'autres produits qui pendent des étagères bien remplies, des sandales, des animaux, des vêtements, des serviettes de toilette… Il y a des ventes de couvertures comme en Équateur, tout cela dans une ambiance de la musique qui plaît à la classe moyenne et basse latino-américaine.

(…) « Le policier qui était en train d'accompagner le chef de la sécurité m'a commenté qu'il y a deux points principaux de repositionnement: l'un, celui du Marché de Las Malvinas*, duquel a surgi le Centre Commercial* Las Nuevas Malvinas*, sur la voie d'*Aditamento*, près du fleuve Rimac, et les marchés aux fleurs qui se trouvent sur la place centrale. Le deuxième pole principal de repositionnement est le Centre Commercial* Polvos Azules*: ici il n'y a pas eu de repositionnement d'aucune sorte; les commerçants eux-mêmes s'organisèrent pur acheter un terrain au voisinage du Centre, très en dehors du Centre, et obtinrent de créer le Centre Commercial grâce à l'union de 2.034 associés. Les marchés de fleurs ils les placèrent dans le stade et en d'autres parties. Le loyer, dans chacun des locaux de ce centre, vaut entre 9.000 et 10.000 dollars. Quelques uns coûtent jusqu'à 15.000 dollars, ce qui indique la mise en valeur qu'a obtenu ce Centre Commercial. Un Centre commercial très organisé, très beau; ils ont recueilli eux-mêmes l'argent pour pouvoir acheter le terrain et construire les locaux.*

« L'autre donnée importante est que les vendeurs ambulants, en général, ont acheté ce qu'ils appellent des zones de stationnement, ou parking, et se sont repositionnés dans le Centre Historique, mais dans ces parkings: c'est la manière avec laquelle ils se repositionnèrent. Je passe par la Promenade de la République, où il y a un tas de vendeurs ambulants offrant n'importe quel type d'articles, depuis des jouets, des canards mécaniques qui marchent, des poupons Yu-Gi*, des boules de* Bolitrón*, des règles en métal, des vis, des écrous, etc. Il y a de tout. Dans la Promenade de la République, il y a aussi des photographes qui prennent des photos à l'hôtel* Sheraton *et au Palais de Justice et j'ai vu toute sorte de commerce informel dans les rues qui se trouvent derrière le Quartier Chinois, sur l'Avenue* San Lorenzo de Nola *et à proximité de la zone de départ des bus inter-municipaux. Des zones vraiment sous-normales qui contrastent énormément avec ce que l'on peut trouver à* Polvos Azules*, qui est un Centre Commercial de toute première qualité, où l'on vend des souliers importés, des chaussures, des confections, etc. Il y a aussi des ventes de livres, des ventes de bracelets de montre, des ventes d'un tas de choses. Il y a de tout et pour tous » (Cahier de terrain);*

(…) Entrevue avec José Álamo, président de la Asociación Polvos Azules.

« C.C.: ¿Comment a commencé le processus d'expulsion du Centre Historique et de repositionnement de vous tous, qui êtes ici?

J.A.: Quand on a déclaré le Centre Historique comme Patrimoine Culturel de l'Humanité par la UNESCO, le Maire de cette époque promulgua l'ordonnance 062 pour récupérer le Centre Historique de Lima. À la suite de cela, on a commencé à convoquer tous les dirigeants des associations. Dès ce moment, tout se réglementa et on commença à exiger que les ambulants devaient sortir. Alors on essaya de trouver des terrains adéquats pour les déplacer. Au cours de l'Assamblée Générale, l'Association des Vendeurs Ambulants de Polvos Azules *nomma des comités de recherche de terrains et démocratiquement on choisit ce terrain qui était dans* García Naranjo*, dont l'acquisition compta avec l'appui de la Municipalité. Alors, dans ces conditions, l'Entreprise de Construction et l'Association, nous avons décidé d'acheter et de construire cela en même temps. Avec l'appui du District de* La Victoria*, nous avons obtenu qu'on nous donne la voie libre pour pouvoir construire sur le terrain. Une fois coordonnés et après un certain temps d'être restés dans la rue, nous avons fermé toutes les rues proches; quand nous avons terminé la construction de notre Centre Commercial, alors nous sommes rentrés un par un, après un tirage au sort, avec la présence d'un notaire et des dirigeants des commissions. Avant, l'entité d'appui avait fait une étude pour évaluer comment devrait être la distribution des espaces. On a fait l'étude, on a suivi ses recommandations et celles de la recherche de marchés, et nous nous sommes installés. Peu à peu, nous l'avons organisé mieux; chacun a son local de deux mètres par deux mètres.*

C.C.: ¿Quel type d'appui a donné la Municipalité?

J.A.: La Municipalité de Lima, le transport. La Municipalité a investi en mettant les camionnettes, les camions et les machines pour le transport des stands. Et après que nous nous soyons installés, un investissement d'un mois en publicité. De là, l'appui du District de La Victoria*, dont le maire nous a permis d'utiliser la rue, en attendant que l'on construise. Après, nous sommes rentrés.*

C.C.: ¿Avant c'était un terrain vague?

J.A.: Oui, c'était un terrain libre, de propriété privée. Une compagnie d'acier, le groupe 'Vulcano', y avait trois propriétés, et peu à peu nous les avons achetées; on a fait les évaluations du financement du projet, on a commencé à construire. Aujourd'hui tout est déjà construit.

C.C.: ¿Combien de temps a duré le processus de construction?

J.A.: L'entreprise constructrice nous a escroqués: elle n'a pas mis les matériaux qui avaient été accordés. C'est un problème que nous devons affronter maintenant; les mauvais dirigeants se sont laissé acheter.

C.C.: ¿Vous êtes président?

J.A.: Mon poste est secrétaire d'image.

C.C.: ¿Qui sont les dirigeants de l'Association?

J.A.: Ce sont six dirigeants: le Président, le Secrétaire Général, le Secrétaire de Ressources Économiques, le Secrétaire de Questions Internes, le Secrétaire d'Attention au Client, le Secrétaire d'Image. Nous sommes six.

C.C.: Je vois que les locaux se sont beaucoup valorisés, ¿non?

J.A.: Commercialement, oui.

C.C.: C'est à dire que vous avez contribué à valoriser commercialement ce secteur.

J.A.: Oui, commercialement oui. On est déjà en train de faire une étude, l'Université d'Ingénierie est en train de faire l'évaluation de cela. Avant, ici, chaque poste valait 8.000 dollars; maintenant il coûte entre 15.000 et 20.000 dollars, cela dépend de sa localisation. Commercialement, ça s'est valorisé. Nous sommes plus de 2.034 associés. Quelques uns ont trois locaux.

C.C.: ¿Comment voyez-vous le processus d'expulsion des vendeurs, ici à Lima?

J.A.: Ça a été très abrupt, très radical ce processus. La récuperation n'a pas été tellement du jour au lendemain, c'est tout un processus, il y a des problèmes. Nous voulions acheter à divers endroits, mais c'était un peu difficile parce que c'était au Centre Historique, il va y avoir un grand traffic, ce qui fait que ça na pas été tellement viable; ainsi, nous devions voir plusieurs terrains. Jusqu'à ce que peu à peu, quand on a obtenu le terrain, on a acheté et on a commencé à construire.

C.C.: ¿La Mairie a pris des mesures trop autoritaires?

J.A.: Pour une partie, elle a dû prendre des mesures très radicales, autoritaires: la Police Municipale, avec l'appui de la Police Nationale.

C.C.: En ce moment le Centre Historique a beaucoup changé, ¿non? C'est-à-dire, il est complètement libre de vendeurs…

J.A.: Des vendeurs ambulants, il y en a toujours un peu, mais ainsi, en grande quantité, qu'ils soient en train d'occuper toute la rue, non, mais il y a toujours des vendeurs ambulants… Surtout dans la nuit, à partir de 7 ou 8 heures du soir. A de certains endroits, pas partout. Il y a toujours des vendeurs.

C.C.: ¿La municipalité a résolu la situation de l'ensemble des vendeurs qu'il y avait dans le Centre Historique?

J.A.: Presque la majorité, elle l'a résolu mais elle les a expulsés. La plupart.

C.C.: ¿Et elle ne leur a donné aucune sorte de solution?

J.A.: Non, la solution a été qu'une partie des vendeurs ambulants elle les a repositionnés sur l'Avenue Argentina*, sur un espace de la Municipalité. Aujourd'hui le Maire Castañeda les a expulsés, ça y est. Mais auparavant quelques-uns avaient déjà construits leurs centres commerciaux.*

C.C.: Ça, ¿c'est le Marché de Las Malvinas*?*

J.A.: Oui.

C.C.: Mais on m'a dit que quelques-uns des vendeurs de Las Malvinas *sont sortis aussi à un autre Centre Commercial...*

J.A.: Ah, ça, c'est Cantagallo*, dans un local qui est de l'État. C'est une partie.*

C.C: ¿Et c'est l'État lui-même qui les leur a assignés?

J.A.: Oui, avec la coordination de la municipalité.

C.C.: ¿Les vendeurs ici sont contents avec l'endroit qui leur a correspondu?

J.A.: Pas très contents, parce que tout autour abondent les hôtels qui permettent la prostitution et par conséquent la délinquance, et ça, ça nous affecte. Il semble que le Maire actuel n'a pas beaucoup de budget et du personnel de la Police Municipal, et en partie il lui manque de la décision pour fermer ces hôtels louches, parce que ça nous fait du tort.

C.C.: ¿Quels sont les aspects dont il faudrait tenir compte pour un repositionnement adéquat des ventes ambulantes à Lima?

J.A.: Créer des conditions favorables, tout un type de services, de stationnement, de sécurité, toutes ces conditions de base pour que fonctionne un Centre Commercial.

C.C.: ¿Pensez-vous que les vendeurs ambulants devraient être positionnés dans le Centre Historique?

J.A.: Dans des locaux adéquats, oui. Bien que l'exigence soit qu'il y ait seulement certains postes, et des postes qui ne doivent pas y être, y sont: le poste d'artisanerie et de tourisme pour le Centre Historique, en accord avec l'Ordonnance 062.

C.C.: ¿Et les autres, en dehors?

J.A.: Il y a des Centres Commerciaux qui vendent des vêtements, des chaussures, de tout, mais ils sont dans des locaux déjà fixés. Des locaux privés. Il y a des gens qui ont leur local et qui l'ont aménagé pour centres commerciaux et qui fonctionnent comme ça.

C.C.: ¿Vous pensez que ce processus de repositionnement a affecté le vendeur?

J.A.: De la même manière que certains se sont bénéficiés, d'autres ont été affectés, parce que certains sont restés sans endroit où travailler, sans ressources économiques. D'autres, avec des ressources économiques, ont tout perdu et ont dû cherche autre chose. D'autres sont arrivés à bien s'organiser et à avoir leur marché.

C.C.: Et pour vous, ¿c'est bon le changement?

J.A.: Pour nous, oui, ça l'a été, parce que nous voyons le résultat de notre travail. Nous sommes plus sûrs, avec un Centre Commercial propre…

C.C.: ¿Et les autres?

J. A.: D'autres sont restés sans rien, ils sont restés dans la pauvreté, dans la misère.

C.C.: De un à cinq, ¿quelle note donneriez-vous au repositionnement des vendeurs ambulants que les mairies successives ont mené?

J.A.: L'administration doit donner d'abord toutes les facilités, que ce soit un processus permanent de dialogue et de négociation, et donner aux commerçants les conditions favorables, la publicité adéquate, parce qu'à partir de cela, la Municipalité perçoit aussi des impôts. Maintenant, nous somme en train de payer des impôts, peu à peu nous sommes en train de nous légaliser, de nous formaliser.

C.C.: ¿Pensez-vous qu'il était nécessaire d'expulser les vendeurs ambulants du Centre Historique?

J.A. : Oui, c'était nécessaire, mais il y a aussi d´'autres problèmes en dehors de ce problème des vendeurs ambulants. Le problème des vendeurs ambulants se donne parce que notre pays se voit dans une situation économique difficile, d'hyper-inflation, et les gens doivent sortir dans la rue, que ce soit pour vendre des caramels, un vêtement petit, pour, à partir de cela, peu à peu, pouvoir survivre. On a eu cette situation au Pérou, grâce au système ambulatoire qui est le matelas de la crise économique. On a créé ce matelas économique, alors on est obligé d'aller dans les rues. La consigne des autorités elles-mêmes était que ' La rue est du peuple et pour le peuple', alors le peuple a pris les rues et s'est fait ambulant. C'est une situation de caractère social: la société péruvienne a créé l'ambulant péruvien. Ce n'est pas comme dans d'autres pays, ils n'ont pas eu cette crise économique que nous avons eue, une crise économique dure, difficile.

C.C.: ¿Étiez-vous vendeur?

J.A.: Oui, j'étais vendeur dans le Jirón de la Unión*, au pâté de maison 8 du* Jirón de la Unión*. J'ai commencé très jeune, à 17 ans. D'abord nous nous sommes déplacés à la rue* Polvos Azules*; nous y sommes restés 16 ans, là, positionnés temporairement.*

C.C.: ¿Qu'est-ce que vous vendiez là?

J.A.: La même chose que nous vendons ici: des vêtements, des souliers… ils sont tous nés ambulatoirement. Personne n'est sorti ainsi d'un magasin.

C.C.: ¿Avez-vous votre poste ici?

J.A. : Le mien et celui de ma femme. Nous avons deux postes ici ».

*(…) « En complétant l'entrevue, José Álamo me disait qu'autant la différenciation que la situation de violence sont des facteurs qui influent aussi sur le surgissement du vendeur ambulant, comme sujet urbain ou comme personnage qui fait partie de l'environnement urbain. Tout ce que je suis en train de voir dans ce Centre Commercial a été le fruit du propre effort. Un des symboles qu'ils ont, c'est celui de la petite fourmi, pour signifier qu'ici on a beaucoup travaillé, et en équipe, et à partir de ce travail on a essayé de faire face à la grande crise économique qui est née avant le gouvernement de Fujmori et qui conduisit à toute une série de ventes ambulantes dans les alentours du Centre Historique, qui ont été très intenses durant cette période. Tout a une excellent organisation, et c'est ainsi qu'il y a une place pour les nourritures, pour les téléphones publics, pratiquement partout on permet le paiement avec la carte de crédit, il y a des magasins avec appel par portables... Si nous rentrons à d'autres sections, il y a des sections de confections de toute sorte, de chaussures… Ici au lieu de dire 'jaquettes' on dit '*casacas*'. '¿Des pantalons? ¿Tu veux des pantalons?' Ils ne sont pas aussi scandaleux que dans d'autres centres commerciaux, mais de toute façon on offre sa marchandise.*

« La conclusion est que tout cela a été le fruit de politiques complètement arbitraires de la part de l'administration et que l'on a mené un processus très autoritaire, dans lequel les commerçants informels n'ont trouvé aucune classe d'appui » (Cahier de terrain).

Malgré toutes ces initiatives d'expulsion et de repositionnement des commerçants informels du Centre Historique, il y avait beaucoup de zones dans lesquelles on pouvait trouver de nombreux contingents de vendeurs, spécialement autour de certains temples et d'endroits touristiques (Photos 87 et 88). Ceci pouvait s'apprécier, par exemple, à la Basilique de *San Francisco*, située près de la Place Majeure, lieu d'intérêt touristique et très fréquenté par les touristes dû à ce que c'est l'entrée des anciennes catacombes de la ville (Photo 89). Ils s'installaient autour de celles-ci, au moment de mon voyage,

vendeurs de divers produits, comme des articles religieux, de la nourriture et des boissons, quelques-unes très traditionnelles du Pérou, comme le *emoliente* et la *quinua* (Photos 90 et 91). Les visiteurs s'asseyaient aux petites tables improvisées aux alentours de chacun des postes, pour déguster ces produits offerts par les commerçants dans un espace éminemment patrimonial (Photo 92).

En tout, « près de 20.000 vendeurs informels péruviens non autorisés furent expulsés durant le processus de récupération du Centre Historique à Lima », car on disait que « l'occupation de l'espace public (près de deux cents pâtés de maisons) par approximativement 20.000 vendeurs ambulants a converti le Centre Historique en un grand marché » (s.a., 2000: 2). Cependant, comme dans d'autres villes latino-américaines, cette activité avait un antécédent dans l'époque coloniale. Au marché de *El Gato* on vendait

> « …toute sorte de fruits et de viandes; tout un chacun vend des noires et des indiennes, en nombre si grand que cela semble une fourmilière. Les choses qu'on trouve dans ce marché sont toutes celles qu'une république bien approvisionnée peut désirer avoir pour sa subsistance et son plaisir. Il y a de même une quantité de petits indiens, de petits marchands, d'indiens qui vendent mille petites choses: sur toute la chaussée du Palais s'étend une file de cageots ou d'étalages appuyés aux murs, des marchands de peu de capital, et d'autre tentes portables des deux côtés du chemin et dans le *tiangues*, ou marché; du côté des maisons du Conseil, il y a toujours des ventes aux enchères où l'on vend à de bas prix des vêtement amenés, et tout ce dont on a besoin pour orner une maison » (Romero, 1999: 97).

Le vendeur ambulant et de la rue remplissait un rôle de communicateur des mondes existants dans la complexe et bigarrée « société duele » de Lima, créant les scènes, ou étant lui-même l'auteur de l'intégration et de la rencontre entre les univers socioculturels qui s'étaient créés dans cette importante ville du monde espagnol en Amérique:

> « Le sociologue Eduardo Arroyo soutient que, durant la Colonie, les vendeurs ambulants communiquaient à la Lima seigneuriale avec celle populaire. Malgré la discrimination existante, le chercheur réfère que ces commerçants traversaient tous les jours le fleuve *Hablador* pour offrir ses produits et ses services.
>
> « Le *Puente de Piedra* [Pont de Pierre] - qui communiquait la ville avec l'ancien quartier de *San Lázaro* - était la frontière physique qui séparait les seigneurs espagnols et créoles des indiens et des noirs » (Pinedo García, 2002: 1).



Photo 87: LIMA, PEROU - VENDEUR DE CANNE À SUCRE DANS LES RUES DU CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 88: LIMA, PEROU - CHANTEUR HANDICAPPÉ DANS LES RUES DU CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 89: LIMA, PEROU - COMMERCE INFORMEL SUR LA PETITE PLACE DE LA BASILIQUE DE *SAN FRANCISCO* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 90: LIMA, PEROU - COMMERCE INFORMEL SUR LA PETITE PLACE DE LA BASILIQUE DE *SAN FRANCISCO* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 91: LIMA, PEROU - COMMERCE INFORMEL SUR LA PETITE PLACE DE LA BASILIQUE DE *SAN FRANCISCO* III.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 92: LIMA, PEROU - COMMERCE INFORMEL SUR LA PETITE PLACE DE LA BASILIQUE DE *SAN FRANCISCO* IV.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Ces rencontres se produisaient à n'importe quelle heure du jour, commençant dès très bonne heure le matin: à six heures du matin se levaient la laitière et le boulanger; entre neuf heures et dix heures du matin, les porteuses d'eau, les vendeurs de *tamales*, les *choncholíes* et le *zanguito de ñajú*; vers onze heures du matin, les mulâtres cajoleuses qui vendaient des douceurs, comme le frejol passé, les *chancaquitas de cancha* et le cacahuète, *ranfañote*; au milieu de la journée, apparaissait le vendeur de fruit frais et le crieur de *ante*, une espèce de sangria de vin de *chacra*; au milieu de l'après-midi, étaient fréquents le vendeur de *melcocha*, la *picaronera*, la *anticuchera*, le pâtissier, la *mazamorrera*, la *champucera* et les *picanteras* (Ibid.).

Malgré les continuels et radicaux opératifs, la présence des vendeurs de la rue continue à être un phénomène socioculturel impossible à éliminer totalement des rues du Centre Historique: changeurs de dollars, *emolienteros*, vendeuses de *picarones*, de *anticuchos*, de *tamales*, de *zanguito*, de *champús* chaud ou de *chicha de jora*, continuent à être présents dans beaucop d'endroits du secteur, comme témoignage de la profonde signification que revêt le commerçant informel dans les rues de n'importe quelle ville du monde: « Le *gasfitero*, qui survit comme travailleur informel, a surgi dans les temps de Ramón Castilla , quand commença l'installation du service de gaz. (…) Les *sorteros*, - en général des hommes bossus qui vendaient des *cachitos* de loteries - ont rempli une fonction similaire à celle que remplissent maintenant les vendeuses de '*tinka*' » (Ibid.).

Ceci ne signifie pas, cependant, que la situation dans le Centre Historique de Lima n'ait pas changé de manière substantielle:

> « Aujourd'hui, le Centre Historique de Lima est un endroit très différent. Les rues sont libres de vendeurs ambulants, les bords de la chaussée ne sont pas couverts de poubelles et les parcs sont sûrs et sont impeccablement soignés. Les dimanches, le Centre se remplit d'habitants de Lima qui arrivent de tous les côtés de la ville: les enfants jouent au ballon sur les places, tandis que leurs parents conversent, assis sur les bancs. (…) Tous les jours, on peut voir des touristes, seuls ou en groupes, en train de prendre des photos des nombreux monuments de la ville [(Photos 93-95)] » (Elton, 2001: 1).

Dans les endroits occupés auparavant par les commerçants de la rue, on peut apprécier des bancs pour le repos des piétons (Photo 96), et quelques zones qui ont été appropriées par le capital privé pour occuper l'espace public de manière régulée et orientée à d'autres fins, ce qui ne manque pas d'être polémique, mais donne aux environnements urbains un attractif spécial, fortement apprécié par les touristes et les visiteurs locaux (Photo 97). De la même manière, et ainsi qu'il arrive dans toutes les villes du monde, les *jirones*, les passages et les rues piétonnières libérés du commerce informel massif, ouvrent la possibilité aux artistes de la rue, aux vendeurs d'artisanerie et à d'autres activités de caractère culturel, d'interagir avec les touristes et les passants (Photo 98).



Photo 93: LIMA, PEROU - ASPECT DES RUES DU CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 94: LIMA, PEROU - ASPECT DU PASSAGE PIETONNIER DU *JIRÓN DE LA UNIÓN*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 95: LIMA, PEROU - TOURISTES VISITANT LE CENTRE HISTORIQUE DE LIMA.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 96: LIMA, PEROU - ASPECT D'UN PASSAGE PIÉTONNIER DANS LE CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 97: LIMA, PEROU - OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR DES ÉTABLISSEMENTS FORMELS DANS LE CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 98: LIMA, PEROU - ARTISTES DE LA RUE DANS LE CENTRE HISTORIQUE.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Toute cette dynamique contrastait avec les actions administratives pour avancer dans le processus de repositionnement et d'incorporation au travail des anciens vendeurs informels, qui n'était pas encore arrivé à sa culmination, en particulier entre ces commerçants avec moins de ressources et de niveau de vie:

> « Le 16 juin 2003. *Lundi, premier jour de la semaine, jour où commencent à fonctionner les bureaux, ce pour quoi je me suis dirigé au 177 de je ne sais pas quelle rue, pour connaître les bureaux chargés de la situation du commerce informel au quatrième étage, et la division du Repositionnement des Vendeurs Ambulants du Centre Historique, et en dehors du Centre Historique, au cinquième étage. Là, je me suis communiqué avec la secrétaire du fonctionnaire chargé du repositionnement des vendeurs ambulants. C'est impressionnant la quantité de personnes qui sont en train de faire la queue pour être repositionnées; toutes sont en train de chercher un emploi. Il y a trop de chômage; tous ont des uniformes et des casquettes qui disent 'promouvant l'emploi', de la Municipalité Métropolitaine de Lima. Ces casquettes et cet uniforme sont ceux qui leur ont été assignés durant le gouvernement d'Andrade, le Maire antérieur.*
>
> « *Il y a eu deux processus, et entre l'un et l'autre se sont présentés des incompatibilités qui ont retardé quelque peu les démarches. Je me suis rencontré avec des dames qui me disaient que tous les locaux avaient été payés par les vendeurs ambulants, comme ceux de* Polvos Azules *et un des points les plus importants, celui du Marché Central, a été aussi repositionné; les vendeurs ambulants légalisés, non seulement ont les postes verts que nous avons vus, mais on leur a également assigné le permis et les petites voitures de ventes ambulantes qu'ils ont dû aussi payer eux-mêmes. La seule chose que la Mairie a donné, ce sont les permissions.*
>
> « *(…) La dame était fatiguée, elle avait mal aux pieds et alors elle devait s'asseoir sur une chaise qu'elle-même avait apportée pour pouvoir se reposer. Ceci dit beaucoup au sujets des conditions de vie et de travail qu'ils doivent supporter, le fait d'avoir à vendre debout tous les jours, affecte notablement leur santé. Les vendeurs ambulants se sont plaints de ce qu'on leur quitte continuellement la marchandise, qu'on les a déplacés du Centre Historique, les laissant sans la possibilité de vendre dans le point le plus central, où il y a le plus d'affluence de personnes. L'autre circonstance qu'on peut remarquer est l'utilisation de l'espace public par le secteur privé de la part des restaurants qui sont maintenant clairement délimités, et qui l'on permet l'occupation, ou l'invasion, de cet espace public, avec l'aval de la légalité. J'ai vu aussi de grands groupes de touristes qui viennent connaître le centre de Lima. Un informateur touristique me disait que toutes les rues adjacentes à la Place des Armes étaient occupées par les vendeurs ambulants.*
>
> « Le 18 juin 2003. *En ce moment, à Lima, il y a un programme qui s'appelle ' je m'occupe de toi, je te soigne', qui est la raison pour laquelle les vendeurs ambulants sont en train de faire la queue ici, au dehors, tous les jours. Ce programme essaye de*

maintenir la propreté sur les voies publiques pour permettre de cette manière la présence de vendeurs ambulants, c'est-à-dire, ils ont leur licence et leur uniforme et de cette manière, à travers une bonne présentation, ils peuvent vendre leurs marchandises; L'assignation de leur tacho *et leur balais font que les vendeurs soignent la ville. Alors on est en train de les laisser travailler, mais dans des conditions de propreté et de responsabilité avec la ville et les citoyens. En même temps qu'on leur permet le commerce informel, on promeut un engagement avec les citoyens. Alors, c'est une des formes de solutionner le problème de l'informalité à Lima. Les vendeurs sont contents, surtout dans la mesure où on les laisse retourner à leurs postes de vente ambulante dans les rues proches du Centre Historique, en particulier dans l'Avenue* Abancay *et le* Jirón Lampa. *Alors ils sont bien d'accord parce qu'ils vont être près du Centre, pas comme d'autres ambulants que l'on déplace en dehors du Centre-Ville » (Cahier de terrain).*

J'ai eu l'occasion de faire une entrevue à quelques-uns de ces vendeurs, pour connaître leur point de vue sur la situation vécue alors. Adriana Aguilar était une des personnes qui se trouvait dans la queue:

« C.C.: ¿Participez-vous dans le programme 'Promouvant l'emploi'?

A.A.: Oui.

C.C.: ¿Et comment vous a paru ce programme de la Municipalité?

A.A.: Très bien, très bon, en réalité nous travaillons, beaucoup de personnes qu'on n'accepte pas dans les entreprises à cause de l'âge. Au moins nous avons un travail, pour pouvoir amener de l'argent à la maison.

C.C.: ¿En quoi travaillez-vous?

A.A.: Je vends des articles pour bureaux.

C.C.: ¿Où ça?

A.A.: À côté du journal El Comercio, *sur le* Jirón de Lampa; *là je vends des enveloppes de manille et des stylos.*

C.C.: ¿Et avez-vous choisi l'activité?

A.A.: Oui, je travaillais avec cette marchandise.

C.C.: ¿Et vous êtes sur la voie publique?

A.A.: Oui, dans la rue »;

« C.C.: ¿Quel est votre nom?

F.S.: Francisco Sarmiento Lizama.

C.C.: ¿Participez-vous dans le programme 'Promouvant l'emploi'?

F.S.: Oui.

C.C.: ¿Comment vous a paru ce programme de la Municipalité?

F.S.: Le programme est bien, et dans l'antérieure administration aussi. La seule chose que nous faisons c'est de respecter les positions que la Municipalité nous attribue, en ordonnant les gens comme ils doivent l'être. Nous sommes contents de la manière comme on nous a traités et nous sommes bien. Nous sommes en train d'attendre les ordres du Maire Castañeda qui est en train de nous donner l'occasion de travailler sur la voie publique, mais en ordre, et c'est pour cela que nous sommes en train de remplir nos engagements, les personnes qui voulons travailler, et avec notre balais et tacho*, en appuyant la Municipalité avec la propreté des voies publiques. Les personnes qui travaillent d'une manière désordonnée, nous les mettons à leur place, en tant que représentants de chaque zone, et en même temps pour pouvoir continuer à travailler ordonnés. Comme ça nous allons surgir, si la Municipalité nous appuie dans cet aspect, et en collaborant nous allons en finir avec les voleurs; nous aidons aussi et nous allons travailler conjointement avec eux comme une partie de la citoyenneté ».*

Finalement, j'ai eu l'occasion de rentrer dans les bureaux de la Municipalité pour avoir une entrevue avec Edwin Ugaz, un des fonctionnaires responsables de ce processus, qui travaillait alors comme Chef de la Division du Commerce Informel dans le Centre Historique. Cette entrevue constitue un résumé du processus que nous avons décrit, vu d'une perspective institutionnelle:

« C.C.: ¿Comment a été le processus de récupération, dans les dernières années, du Centre Historique de Lima?

E.U.: Je dois te raconter tout d'abord que le Centre Historique a été occupé pendant de nombreuses années par une migration suscitée de l'intérieur du pays, due aux phénomènes qui se sont donnés pendant les années 50 et 60. A cette époque, le Pérou était en plein essor industriel et au moyen de l'intervention du gouvernement militaire du Général Velasco, surgit ce que l'on a appelé la 'réforme agraire', c'est à dire le changement du capital agraire des mains des propriétaires, aux mains des travailleurs. C'est-à-dire que chaque travailleur a été le propriétaire de la parcelle qu'il travaillait pour le fermier, à ce moment là. Ceci amena comme conséquence la décapitalisation des ressources naturelles et une baisse dans la production, de telle manière que beaucoup des produits et des industries qui étaient en train de surgir

commencèrent à diminuer plus leur production, ce qui causa des renvois, des fermetures de fermes, des fermetures de production et, par conséquent, dans les zones de montagnes et sur la région de la côte, une baisse de toute l'économie. À cela s'ajoute que dans la décade des 70 au 80, commença à se générer du terrorisme dans tout ce qui est la partie de la Sierra Central du Pérou, et ceci provoqua aussi une migration très forte vers ce qu'était le Centre Historique de Lima. La ville de Lima se vit tout d'un coup occupée par une grande quantité de personnes originaires des montagnes du Pérou, qui ne savaient pas à quoi s'occuper. Ils ont alors vu comme seule alternative, de faire usage des voies publiques, le plus facile, ¿non? Faire de la vente commerciale. Des coutumes présentes dans les montagnes, mais qui, là bas, ne causent pas d'obstruction pour l'usage des voies publiques. ¿Que s'est-il passé? Qu'au cours de toutes ces années, ces commerçants qui se sont établis sur la voie publique, ont commencé à se transformer en d'autres genres de commerçants: ce n'étaient plus des commerçants qui gardaient leurs affaires à un autre endroit la nuit, mais qui ont commencé à créer des artefacts, des kiosques, des espaces où l'on pouvait garder la marchandise sur la voie publique. Cela est arrivé dans la zone du Marché Central, dans le champ de foire de Polvos Azules et dans bien d'autres zones centriques de la ville. On se trouve alors, en l'année 1994, avec une ville pleine de commerçants informels. L'UNESCO, ayant fait une évaluation du patrimoine culturel du Centre Historique de Lima, s'était prononcé officiellement en reconnaissant la ville comme Patrimoine Culturel de l'Humanité, tout en exigeant á la Municipalité de protéger ce patrimoine. Sinon, ils perdraient ce prix, si nous pouvons l'appeler ainsi. La Municipalité de Lima a promu, à travers son Conseil des Régions, le Maire Municipal en tête, une ordonnance, une loi de la Juridiction de Lima qui permettrait de mieux administrer ce Centre Historique, se fondant sur cette reconnaissance. Cette norme est l'Ordonnance 062 de 1994, du 4 avril; on y donne des indications de comment on doit éradiquer le commerce des voies publiques, en indiquant que cela doit être progressif, qu'on doit placer les commerçants dans des espaces en dehors des voies publiques du Centre Historique. Tout ce travail a commencé concrètement en 1996, étant Maire le Docteur Alberto Andrade Cardona qui employa, comme principale technique pour ces travaux la concertation entre les fonctionnaires de la Municipalité et les commerçants de la voie publique. Ces commerçants refusaient de quitter la voie publique, mais il y avait déjà une clameur populaire de toute la conscience citoyenne qui demandait à la Municipalité la récupération des espaces publics, car certaines zones s'étaient déjà transformées en zones impraticables: Le Marché Central, le Jirón Lampa, qui est l'accès à la ville de Lima, les rues de Camaná, les rues de Pachitea, et une grande quantité de vendeurs dans la rue Pizarro, dans laquelle selon ces normes, selon les recommandations de l'UNESCO, il ne devait pas y avoir de commerçants informels, et on devait promouvoir la préservation des monuments historiques. Le travail de conservation a été dur, et on a du même réaliser quelques opératifs d'éradication sans l'appui du gouvernement central. A ce moment, la conjonction politique ne permettait pas que le gouvernement central et le gouvernement Municipal aient une cohérence d'idées. Pendant les années 1997 et 1998 on a pu, avec l'aide de la Police Nationale, éradiquer les commerçants informels de la Zone du Marché Central; ces commerçants avaient

trente ans sur la voie publique, et ont été repositionnés vers une zone périphérique de la ville connue comme la Panamericana Norte*, dans un local connu comme* FEVACEL*. D'autres groupes ont été déplacés vers la zone de* Las Malvinas*, qui actuellement a été de nouveau récupérée.*

Le linéament de la Division du Commerce Informel et de la Municipalité de Lima est de promouvoir la formalisation des commerçants qui travaillent sur la voie publique. C'est á dire, on offre au commerçant, qui a déjà une entrée régulière qui lui permet de générer une entreprise ou d'assumer un local commercial, des conseils techniques et administratifs pour développer cette affaire de la meilleure façon possible. Toutes ces idées ont été exposées aux commerçants; quelques-unes ont été bien reçues, d'autres n'ont pas été reçues de la même façon. Mais il y avait déjà une autre tendance dans la ville, de nouvelles générations de commerçants informels, qui n'avaient pas la mentalité des premiers occupants, qui n'acceptaient que la voie publique. Ceux-ci ont décidé d'accepter le repositionnement, à la condition que la Municipalité leur offre tout l'appui. L'un des thèmes qu'on est en train de travailler actuellement est la récupération de l'Avenue Las Malvinas*. Ce groupe de commerçants a travaillé dans le Centre Historique de Lima, ils ont été repositionnés là-bas avec un engagement municipal, engagement qui avait déjà été interrompu cela faisait plusieurs années, et qui avec une nouvelle intervention municipale, leur permet de rentrer dans des locaux qui sont de leur propriété, et qu'ils ont acheté dans la plupart des cas de façon conjointe, à travers les organisations sociales qui s'étaient conformées au cours de leur fonctionnement dans le secteur. Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes qui avaient déjà obtenu une petite entreprise, un petit capital, qui pouvait les motiver à investir dans un local commercial; mais nous avons trouvé aussi des personnes qui n'ont pas le capital suffisant pour pouvoir se formaliser, c'est-à-dire, pour acquérir un local qui leur permette d´épandre leurs produits avec suffisamment de tranquillité et avec la normalité nécessaire pour ce genre de services. Avec ce groupe de commerçants, que nous avons identifiés, nous nous sommes réunis pour générer quelques programmes de commercialisation. Entre ceux là, il y a le programme de 'Je m'occupe de toi, je te soigne', qui est en ce moment en évaluation. Il comprend 500 intégrants, commerçants informels de la voie publique, lesquels vont être déplacés dans différents points de la ville, tenant compte de la diversité des petites activités économiques qui peuvent avoir lieu sur la voie publique au bénéfice des utilisateurs de celle-ci, en essayant de ne pas entraver les espaces publics, ni le déroulement des arrêts de transport. Ces messieurs commerçants seront placés à différents points de la ville, principalement dans les artères de Lima : Aditamento, Abancay, dans la zone centrique de la ville de Lima.*

C.C.: ¿Comment a été le processus avec Polvos Azules*?*

E.U.: Polvos Azules *est une esplanade qui a une fonction différente à celle pour laquelle elle fut créée dans un premier moment. Elle a été créée par le Maire Urrego, qui a généré l'esplanade pour qu'elle soit un grand parking de véhicules. Mais avec le repositionnement des vendeurs du Centre Historique, il est arrivé à un accord avec*

les vendeurs, leur offrant cet espace avec une moyenne de trois ans pour qu'il soit occupé. Ces commerçants l'ont occupé, mais n'ayant pas été l'objet d'un bon suivi, ce commerce a commencé sur le trottoir, et a été converti en kiosques et en structures métalliques qui permettaient un plus grand stockage. Ce marché fut déclaré terrain de foire et il a eu quinze ans de fonctionnement; au bout de ces années, et après des évaluations du gouvernement du moment, on a établi que la plupart des commerçants avaient capitalisé suffisamment. Dans une norme interne de la Municipalité, le capital minime que peut avoir un commerçant doit fluctuer entre les deux unités impositives tributaires, et chaque unité est environ de 3.500 soles *aujourd'hui, c'est-à-dire qu'avec 7.000* soles *les commerçants avaient dépassé ce mouvement de capital. Le mouvement de cet ensemble arrivait au million de dollars, et y on commercialisait une série de produits d'importation qui méritaient un autre type de fiscalisation, un autre genre de contrôle, et pour les utilisateurs, une meilleure garantie. Toute cette analyse a mis en relief que ce n'était plus un lieu adéquat pour ce genre de commercialisation, et des conversations ont été initiées avec les gens de* Polvos Azules *pour les déplacer: un groupe dans le Centre Commercial* Unicentro*, qui était un Centre Commercial structuré dans lequel étaient en vente des locaux; un autre groupe a décidé de s'organiser, avec l'appui de la Municipalité de Lima, pour initier l'achat d'un immeuble aux alentours de la* Vía Expresa*, dans le District de* La Victoria*, entre la Promenade de la République et le* Jirón García Naranjo*, un local qui doit faire une moyenne de 3.000 mètres carrés. Avec l'appui de la Municipalité, une structure a pu être conçue, non plus pour être un terrain de foire mais pour avoir un Centre Commercial pour les commerçants informels qui ont initié un processus de formalisation. Cette mesure, dans un premier lieu n'a pas été entreprise plaisamment, on dut intervenir par la force, plusieurs fois, faisant prévaloir l'autorité Municipale, mais à la fin tous les commerçants ont été déplacés pacifiquement vers les points de* García Naranjo*, oú des conversations ont eu lieu avec le District de* La Victoria *pour coordonner ces déplacements. Aujourd'hui le Centre Commercial* Polvos Azules *se trouve déjà dans une deuxième étape; c'est un Centre Commercial de trois niveaux supérieurs et un sous-sol; les deux premiers niveaux sont déjà pratiquement finis et en fonctionnement, parce que l'infrastructure le permet. Alors ils sont déjà en train d'entreprendre une autre étape, ils sont en condition d'investir dans un autre genre d'affaires, et sont déjà passés à un type diffèrent d'économie. Alors qu'ils étaient sur la voie publique, au milieu de quelque chose qui ne leur appartenait pas, maintenant, conjointement, ils sont les propriétaires d'un bien, un bien qui leur appartient, qu'ils peuvent éventuellement laisser à leurs enfants, et qu'ils peuvent utiliser comme garantie de capital pour obtenir des emprunts et pour réinvestir dans leur propre affaire, chose qu'ils ne pouvaient pas faire quand ils simplement occupaient la voie publique.*

C.C.: ¿Quel est le conflit entre les commerçants de Cantagallo *et les commerçants de* Las Malvinas *qui se sont installés là?*

E.U.: Bon, ceci est un problème un peu difficile à expliquer, puisque que le local de Cantagallo *est un local qui appartient à l'État du Pérou. Alors le gouvernement, á*

travers ses représentants, a bénéficié un groupe de commerçants avec ces espaces. Dans une intention d'invasion, un groupe de commerçants informels de Las Malvinas *sont rentrés par la force dans ce local. Dans ce cas, la Municipalité a agi comme médiateur, et actuellement, avec le consentement du Gouverneur de la ville de Lima, qui est l'autorité politique qui dépend du gouvernement central en ce qui concerne la juridiction de Lima Callao, des actes ont été signés, actes entre les envahisseurs et les envahis, dans lequel les envahisseurs demandent un espace dans l'immeuble en argumentant qu'ils prendront en charge la promotion de l'espace, pour obtenir que le Centre Commercial ou le champ de foire plaise au public, chose qu'on ne faisait pas avant, alors que les envahis étaient seulement des micro-producteurs. Ce qui s'envisageait donc comme un conflit, ne l'est plus, ¿non? Mais c'est devenu une alliance positive qui va permettre un meilleur développement économique dans ce local.*

C.C.: ¿Qu'est-ce que c'est le programme 'Promouvant l'emploi' que j'ai vu dernièrement?

E.U.: Le programme 'Promouvant l'emploi' est une idée de l'administration antérieure qui n'est pas arrivée à se consolider. Une série de commerçants ont été légalisés par la Municipalité pour ainsi avoir un espace pour qu'ils puissent, plus ou moins, subventionner leurs dépenses. Mais la normative légale n'a pas pu être conclue; alors nous sommes en train de créer un cadre légal qui s'adapte pas mal aux nécessités des commerçants qui se trouvaient enregistrés pour prêter le service de 'Je m'occupe de toi, je te soigne', une campagne municipale, dans laquelle nous sommes en train d'inclure ces gens qui, sans aucune normativité légale, ont choisi d'occuper la voie publique; alors, à travers le décret de la Mairie signé par monsieur Luis Castañeda Lossio le mois dernier, nous allons rediriger et faire un suivi réel à ces commerçants, dans le but que de façon conjointe ils se capitalisent en obtenant en même temps l'objectif de réarrangement de la ville; alors, ils pourront simplement opter pour un local ou créer une micro-entreprise, mais en l'organisant de façon conjointe, les possibilités sont beaucoup plus amples. Nous attendons que ce genre de personnes à travers cette campagne, commencent à travailler au cours ou à la fin de ce mois, personnes qui sont une série de commerçants offrant des garanties de services aux utilisateurs, permettant de faire une occupation ordonnée de la voie publique, et de leur faire un suivi économique pour qu'ils puissent se capitaliser et avoir d'autres options ».

Ainsi a fini mon expérience dans la majestueuse ville de balcons et d'églises baroques, de laquelle on peut dire qu'elle contraste ouvertement avec la situation observée à Quito. Cependant, les conditions structurelles de pauvreté et de marginalité des nations latino-américaines persistent, et les solutions que l'on donne à ces problèmes finissent par déboucher dans l'émergence de la problématique sociale à moyen terme, après quoi les organismes internationaux ont peu ou rien à faire pour résoudre ce genre de situations.

Chapitre 3. Mexico, D.F.

Entre août et novembre 2006, j'ai réussi à terminer la mosaïque des cas latino-américains que je considérais similaires à la situation vécue à *San Victorino*, profitant de l'occasion de ma visite au Mexique. L'Université *Externado de Colombia*, à travers la Faculté d'Administration d'Entreprises Touristiques et Hôtelières (avec qui je travaillais à ce moment), a contribué au financement de mon voyage et m'a fourni le temps nécessaire pour mener à bout cette exploration ethnographique dans le territoire « manito ».

Ce que j'essaye de faire dans ces pages est une narration de l'expérience vécue au Mexique en relation avec la problématique des « zones de frontière ». Je considère que le phénomène de l'informalité dans les principaux centres urbains du pays aztèque fait partie de l'immense richesse sociale et culturelle de cette nation, qui mérite toute ma sympathie et admiration. Cependant, je regrette que l'exubérance et la magnificence de ses expressions socioculturelles soient entachées par les profonds contrastes que les conditions historiques et géographiques, accumulées de temps immémorials sur l'actuel territoire mexicain, ont tracés dans sa dynamique sociale, toujours agitée.

Ce territoire a été une scène de croisements et de confluence de populations diverses depuis des temps anciens, et il existait déjà, au moment de l'arrivée des espagnols, des myriades de personnes de provenances multiples qui partageaient un espace socioculturel commun. L'ancien Tenochtitlán arriva à être, depuis le XVème siècle, la ville la plus peuplée du monde, situation qui a ébloui, sans doute, les premiers conquérants européens.

Mon impression n'a pas été différente en arrivant à la capitale mexicaine, alors que de l'avion même je pouvais apprécier les énormes proportions de cette mégalopolis de plus de 20 millions d'habitants. Par la suite, j'arriverai à me rendre compte de ce que, dans beaucoup de sens, cette grande ville débordait mes attentes. J'avais entendu dire que le phénomène du commerce informel était assez significatif et visible au Mexique, alors qu'il faisait partie d'une tradition socioculturelle profondément liée à leur héritage indigène, mais je n'avais jamais imaginé que sa présence dans chaque coin de la capitale serait aussi palpable. Dès le premier jour de mon exploration urbaine, des dizaines et des dizaines de postes de vente de rue, dispersés de tout côté, ont sauté à ma vue dans tous les coins du Centre Historique.

En réalité, je n'attendais pas cette situation. Au contraire, j'avais lu dans quelques journaux de la presse colombienne, qu'une bonne partie du commerce informel du Centre Historique du « D.F. » avaient été déplacé dans des centres commerciaux aux alentours, ou avaient été placé dans des établissements souterrains construits dans le propre centre. Cependant, la capitale des mexicains continue à maintenir une intense activité commerciale dans ses rues, préservant ainsi une pratique culturelle reliée à la forme acquise par les marchés dès les temps précolombiens (Photos 99 et 100).

Il a résulté très intéressant de constater que le terme « *tianguis* » est l'objet d'un usage fréquente parmi les mexicains, pour se référer aux marchés de la rue, alors que, comme je l'avais déjà mentionné, le même vocable est utilisé en Équateur et d'autres pays latino-américains. Je me demande si ce mot a été construit par les espagnols dans leur processus de colonisation, ce qui lui aurait proportionné une forme commune dans l'espace latino-américain, ou si effectivement le terme était le même pour les indigènes d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale pendant les époques précolombiennes; ceci dit, on se trouverait face à une coïncidence linguistique qui pourrait nous révéler beaucoup d´éléments significatifs des relations entre les sociétés indigènes avant l´arrivée des européens. Cependant, le terme « *tiangui*s » paraît être un terme provenant du náhautl, langue d'origine mésoaméricaine amplement répandue par les aztèques en Amérique Centrale, qui par la suite aurait été adoptée par les conquérants et les missionnaires pour la diffusion des prémisses civilisatrices Occidentales dans d'autres régions d'Amérique.



Photo 99: MEXICO, D.F. - ASPECT DE LA MAQUETTE DU *TIANGUIS DE TLATELOLCO* EXPOSÉE AU MUSEE D'ANTHROPOLOGIE I.
Disponible sur: http://www.mexicomaxico.org/Tenoch/Tenoch3.htm.



Photo 100: MEXICO, D.F. - ASPECT DE LA MAQUETTE DU *TIANGUIS DE TLATELOLCO* EXPOSÉE AU MUSEE D'ANTHROPOLOGIE II. Disponible sur: http://www.flickr.com/photos/lahernandez/1467975117/.

La grande influence que le Mexique est parvenu à acquérir avec l'arrivé des espagnols, n'est pas seulement due à un haut degré de sophistication culturelle des civilisations présentes dans les territoires méso-américains, mais plutôt à son importante position géostratégique dans le contexte mondial. Le Mexique est arrivé à constituer un centre démographique, économique, politique et socioculturel du processus de globalisation, généré à partir de la Renaissance européenne, ce qui lui a conféré une place privilégiée dans les dynamiques socioculturelles qui se sont produites dans ce contexte historique. Le Mexique fusionnait le nord et le sud du nouveau continent, avec l'orient et l'occident du globe nouvellement conquis par la conscience et la rationalité humaine, dans un croisement de chemins qui a fait surgir dans la capitale du Vice-Royaume de la Nouvelle Espagne, un des marchés les plus importants du monde, où convergeaient les principaux commerçants de l'Ancien Continent avec les formes locales de marché indigène existants dans les époques préalables à la rencontre entre les européens et les américains: Le « *Parián* », nom adopté par le Vice-Royaume de la Nouvelle Espagne des îles Philippines[28], territoire de l'Empire espagnol qui est devenu la porte d'entrée des marchandises asiatiques vers l'Europe, faisant transit à Acapulco, Ville de Mexico et Veracruz (Photo 101): « Au Mexique il y avait quatre foires 'avec une grande quantité de marchandises, de soies, de chiffons, tout ce qu'on peut trouver dans les plus fournies du monde', disait Vásquez de Espinoza; et la plupart des marchés, qui se faisaient sur la

[28] Il convient de rappeler qu'à l'époque les Philippines étaient une province du Vice-royaume de la Nouvelle Espagne.

Place Majeure, disait López de Velasco, où 'tiennent cent mille personnes et qui se trouve clôturé par des portails indiquant les lieux signalés par chaque office et pour chaque sorte de marchandise, dont il y a une grande diversité, et plein de bagatelles' » (Romero, 1999: 97). Avec ce marché, qui recevait de première main tous les produits provenant du galion de Manila et les articles européens qui allaient être commercialisés en Asie, envoyés du port de Séville, la Ville de Mexico s'est consolidée en peu d'années comme le principal centre d´échange commercial du système mercantiliste valable entre les XVIIème et XIXème siècle.

Mais de la même façon, cet important marché ramassait des échantillons de l'impressionnante richesse culturelle des différentes régions du Vice-Royaume et d'autres zones des Caraïbes et du continent américain, permettant la mise en relief de toute une mosaïque représentative des sociétés méso-américaines, y encourageant la confluence d'objets, de personnes et de symboles de sources très diverses: « …l'Empire Tarasco avait organisé une complexe division technique du travail artisanal (…): le cuir se travaillait à Nahuatzen, dans les villages de montagnes on travaillait le coton, ceux des lacs faisaient des tapis de jonquille et Tzintzuntzan de la poterie. L'échange commercial, dans laquelle l'artisanat était troqué avec les fruits et les légumes, fut très intense. Les marchés impressionnèrent fortement les espagnols pour leur taille et leur activité » (García Canclini, 1994: 110-111). Les anciens marchés indigènes se sont fusionnés, de cette façon, avec l'intense activité commerciale du mercantilisme global prédominant dans ces temps.



Photo 101: MEXICO, D.F. –MARCHÉ DU *PARIÁN* AU XVIIIème SIÈCLE.
Disponible sur: http://www.mexicomaxico.org/zocalo/zocalo.htm.

La tradition du "*tianguis*" ou marché de la rue a continué fermement enraciné au Centre Historique, malgré la disparition du *Parián* et les multiples transformations que le territoire mexicain et la propre ville capitale ont du affronter au cours des siècles subséquents. La croissance démographique démesurée du « D.F. » rend compte de l'échelle et des dimensions qu'a pris le phénomène du commerce informel dans les rues de la capitale mexicaine:

> «Le 27 Août 2006. *Nous sommes dans la Ville de Mexico, commençant ce registre oral, puisque nous avons réalisé déjà quelques filmations et nous avons pris beaucoup de photos sur ce qui est le commerce ambulant ici, dans le D.F., qui définitivement ne peut se qualifier d'autre façon que 'démesuré'. C'est impressionnant la quantité de commerce dans la rue qu'on peut trouver partout; en dehors de la* Plaza del Zócalo, *qui est la Place Majeure, les rues sont absolument pleines de commerçants informels, d'un côté et d'autre de la place, entourant et pénétrant tous les coins de rue. Il existe tout un phénomène de l'économie informelle, héritage de la société indigène. C'est-à-dire, ce que le tracé quadrillé des espagnols a fait, a été simplement de superposer une logique de ville à une autre logique de ville, qui dans un espace de vingt-cinq millions d'habitants est une manifestation impressionnante de cette spontanéité de l'économie qui interagit directement avec le piéton, avec le promeneur, dans tous les lieux de la ville et du Centre. Je ne connais pas les initiatives et les programmes de la Municipalité au sujet de ce phénomène, et si il y en a, ils n'ont pas été très efficaces, car on peut voir partout ce que c'est que le commerce de la rue, sous toutes ses manifestations: nourriture, souliers, vêtements, accessoires, livres, c'est-à-dire, tout ce qu'on peut imaginer, on peut le trouver dans les différents marchés qui bourrent le Centre Historique. Chaque rue est un marché; raison pour laquelle, une vendeuse me disait qu'il n'y avait pas un nom de marché spécifique, ou un genre de commerce différent. Le nom des marchés correspond au même nom des rues; ceci est suffisamment éloquent, c'est comme si on s'était approprié à tel point des rues que le nom est le même pour la rue et pour l'exercice du commerce. Ainsi, on ne peut pas classifier et catégoriser le commerce informel d'une façon spécifique, mais chacune des rues donne le nom a chaque secteur* [(Photos 102-104)] » (Cahier de terrain).

Le commerce informel de la rue est tellement établi que les mesures policières sporadiques ne servent que de peu ou de rien pour libérer les espaces publics des vendeurs, qui reviennent quelques minutes plus tard d'avoir été expulsés, pour occuper les plate-formes qui durant très longtemps ont été colonisées, dans le cadre d'un phénomène complexe qui involucre des générations de commerçants de la rue, leaders d'organisations et d'associations syndicales, et dynamiques sociopolitiques fortement enracinées qui transcendent les personnalités et qui sont devenues de véritables institutions avec une forte présence et une pleine intégration dans les dynamiques urbaines (Photos 105-107).

Cette situation contraste avec la désignation du Centre Historique de la Ville de Mexico comme Patrimoine Culturel de l'Humanité par la UNESCO en 1987(Photo 108); cela

oblige la Municipalité à adopter des mesures pour contrôler le phénomène du commerce informel, dans le but de préserver le patrimoine architectural des monuments. Cependant, il paraîtrait que la « mexicanité » - cette forme singulière et exubérante de l'identité mexicaine, qui a configuré de multiples et variées tactiques de résistance socioculturelle, face aux conditions hégémoniques, dans les diverses étapes historiques de sa conformation comme un des noyaux identitaires les plus robustes de l'Amérique Latine – aurais de la conscience suffisante de sa richesse patrimoniale, et en même temps, elle cherchait à persister, pour quelque autre raison, dans la défense silencieuse des pratiques caractéristiques de son héritage indigène et de sa tradition populaire.



Photo 102: MEXICO, D.F. - COMMERCE INFORMEL DANS LA RUE *CORREGIDORA*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 103: MEXICO, D.F. - ASPECTS DU COMMERCE INFORMEL DANS LE CENTRE HISTORIQUE I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 104: MEXICO, D.F. - ASPECTS DU COMMERCE INFORMEL DANS LE CENTRE HISTORIQUE II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 105: MEXICO, D.F. - EXPULSION DE COMMERÇANTS INFORMELS DANS LE CENTRE HISTORIQUE I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 106: MEXICO, D.F. - EXPULSION DE COMMERÇANTS INFORMELS DANS LE CENTRE HISTORIQUE II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 107: MEXICO, D.F. - EXPULSION DE COMMERCANTS INFORMELS DANS LE CENTRE HISTORIQUE III.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 108: MEXICO, D.F. - DÉCLARATION DU CENTRE HISTORIQUE COMME PATRIMOINE DE L'HUMANITÉ.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

À la fin de ma recherche à travers les différents coins de la capitale mexicaine, j'ai décidé de pointer mon attention au cas qui se paraissait le plus à la situation socioculturelle observée dans le secteur de *San Victorino*: le « *Barrio Bravo* » [Quartier Brave] de *Tepito*. Dû a une série d'éléments communs reliés avec la problématique centrale de ce travail, j'ai compris qu'il fallait apprécier avec une plus ample profondeur l'histoire et les conditions actuelles qui encadrent l'existence - ou, tout comme le signaleraient quelques-uns, la survivance - de *Tepito* dans le contexte urbain de la capitale mexicaine au XXIème siècle:

> « Le 27 Août 2006. *À présent nous sommes dans la zone de* Tepito*, face au marché des* Granaditas*, qui ressemble le plus à ce qu'étaient les* Galeries Antonio Nariño*. Tout le commerce ambulant dans la zone de* Tepito *est réuni autour de ce qu'eux-mêmes appellent 'le magasin de chaussures le plus grand du monde', un très grand Centre Commercial qui se consacre seulement à la vente de souliers, et qui est un des nœuds, une des centralités fortes, en matière de commerce informel dans le secteur* [(Photos 109 et 110)]. *C'est un commerce déjà formel, mais qui fait de toute façon partie de toute cette logique du commerce populaire, du commerce ambulant, de l''économie populaire', de l'économie des classes moins favorisées. Le marché de* Tepito *est l'un des marchés les plus importants de tout le secteur, et depuis les postes de revues, celui qui est le plus accepté dans tout le monde, jusqu'à l'offre d'articles de contrebande à tous les coins de rue, la vente aux feux rouges, les cireurs de bottes ou '*boleadores*', les vendeurs de '*tepaches*' (une boisson qui ressemble à la* panela*), enfin, toutes les modalités du commerce de la rue, qu'on trouve dans tous les coins de la ville. Cependant, le secteur de* Tepito *est spécialement important, c'est une zone avec un haut niveau de commerce de rue, et fondamentalement ce qu'on vend dans la rue ce sont des vêtements, des souliers, des babioles, avant tout* [(Photos 111 et 112)] » (Cahier de terrain).

Mais ce n'est pas seulement l'intense activité du commerce informel qui caractérise le secteur et le rend similaire à la situation vécue au secteur de *San Victorino* à Bogota, sinon une autre série d'éléments qui permettent de proposer d'intéressantes analogies: en premier lieu, la conjonction entre le commerce informel qui s'est établi historiquement dans le secteur et une dynamique plus ample d'économie informelle et de marginalité, reliée à des réseaux répandus au niveau national, et même global; sa situation géographique aux bords du Centre Historique de la ville, avec une voie qui divise de façon tranchante le noyau central de ce commerce et le secteur de principal intérêt patrimonial[29]; l'établissement d'une grande agglomération créée à partir d'un noyau central, qui a commencé á s'irriguer dans les rues adjacentes; l'existence d'un « monde du populaire », créé à partir d'une condition de subalternité dans cette zone de la ville par rapport à des lieux de plus grande projection sociale et urbaine; la construction de quelques signes d'identité assez liés à l'histoire du secteur, à l'espace qui

[29]Dans le cas de Tepito, cette voie est le Eje 1 Norte (Axe 1 Nord), une voie périphérique au noyau principal du Centre-Ville.

est occupé par la scène de l'activité commerciale et aux gens qui ont fait partie intégrale de cet univers social durant plusieurs générations.



Photo 109: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - CENTRE COMMERCIAL *GRANADITAS* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 110: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - CENTRE COMMERCIAL *GRANADITAS* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.


Photo 111: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - ALENTOURS DU CENTRE COMMERCIAL *GRANADITAS* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.


Photo 112: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - ALENTOURS DU CENTRE COMMERCIAL *GRANADITAS* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Au cours des jours j'ai pu identifier quelques personnes qui m'aideraient à mieux connaître le complexe et hétéroclite monde du « quartier brave »:

« Le 4 septembre 2006. *Je viens de me rencontrer avec Alfonso Hernández, le directeur du* Centro de Estudios Tepiteños, *dans le local de* Granaditas 56, *entre* Aztecas *et* Florida, *c'est-à-dire, juste dans le cœur de* Tepito[(Photos 113 et 114)]. *Alfonso est une personne qui connaît bien les dynamiques existantes à Tepito, dans tous les sens, et il me commentait toute la situationdu commerce informel dans le Centre de la Ville de Mexico. Il n'a pas voulu être enregistré, raison pour laquelle je fais le rapport de ce que ma mémoire récente a été capable de se rappeler.*

« Alfonso commentait qu'il y avait deux emplacements fondamentaux des vendeurs et qui sont en même temps les divisions existantes en matière de planification urbaine dans le centre du « D.F. »: l'un, celui qui se trouve dans le périmètre A, c'est-à-dire, le Centre Historique comme tel, et Tepito, *placé dans le périmètre B, c'est-à-dire, dans le périmètre externe du Centre Historique, ceci dit, aux marges du Centre* [(Photos 115 et 116)]. *C'est en quelque sorte semblable à ce qu'on peut trouver à Bogota par rapport à* San Victorino, *qui est l'équivalent de* Tepito. *C'est le lieu où se trouve tout, où on vend de tout: aussi bien des articles de première nécessité, des chemises, des souliers, des filmes pirates, des bagatelles, que des articles électroniques hypersophistiqués: appareils de photos et caméscopes, radios pour la voiture, téléviseurs grand écran, tout ce qu'on veut, dans un complexe commercial dans la rue absolument bondé et qui occupe complétement tous les trottoirs du secteur, laissant à peine l'espace pour que le passant puisse passer et apprécier les produits.*

« Alfonso commentait à propos de la façon très organisée et hiérarchisée selon laquelle les commerçants se sont articulés à travers des années dans une série de niveaux qui vont du plus basique, c'est-à-dire, la simple subsistance, en passant par les commerçants qui comptent sur leurs kiosques et jusqu'aux syndicats ou aux associations, c'est-à-dire, des ensembles de commerçants qui occupent une rue, un trottoir ou un coin de rue, et disposent de divers degrés d'appartenance au sol. C'est-á-dire, dirigeants des associations qui prennent certains frais aux personnes syndiquées pour pouvoir continuer avec leur activité dans ce secteur; d'autres qui ne se limitent plus seulement à louer le sol et le délimiter, mais qui fournissent des marchandises aux commerçants syndiqués et à ceux qui sont autour d'eux, monopolisant la commercialisation et la distribution de la marchandise; et d'autres, qui à un troisième niveau, ne se chargent pas seulement des activités de distribution et de commercialisation, mais qui aussi importent et exportent des produits à partir de ces centres de commerce. Un autre élément important est relié avec la stratégie macroéconomique qui pour eux s'est établie dans la Ville de Mexico, instaurant des centre commerciaux et des hypermarchés dans une périphérie externe au Centre-Ville, de façon que les voyageurs urbains ne soient pas obligés á se déplacer jusqu'au centre pour acquérir leurs produits, mais qu'ils se limitent à aller dans ces lieux de commerce qui ont généré de nouvelles centralités et qui se trouvent encore plus près des lieux de travail, dans le but de diminuer l'affluence d'acheteurs au Centre

*Historique, leur faisant diminuer de cette façon leurs ventes pour obliger le commerce informel à sortir du secteur. De même, évidemment, dans ces zones il existe tout l'intérêt patrimonial autour de ce qu'est le Centre Historique comme Patrimoine de l'Humanité, ce qui a conduit à la pression chaque fois majeure sur les vendeurs pour les faire sortir, mais évidemment les dispositions judiciaires et normatives n'ont pas eu de succès, comme nous pouvons le voir dans les rues; alors, ils continuent là, et il ne semble pas que ces dispositions parviennent à être efficaces, alors que dans la pratique on continue à vendre dans les rues et il n'y a personne qui en fasse sortir, parce que, selon Alfonso, n'importe quelle action répressive va générer une réaction en chaîne de tous les vendeurs contre la force publique. Ainsi, il a été très difficile d'employer l'autorité pour essayer de diminuer le commerce informel; il y a une grande unité des vendeurs, ce qui a empêché - contrairement à d'autres pays comme c'est le cas de la Colombie, ou les organisations ont été plus fragiles - d'éviter qu'ils continuent à exercer leur travail dans la rue. Ici, il continue à exister beaucoup de cohésion, ce qui a conduit à la stabilisation de l'économie informelle de la rue et à l'établissement d'une mafia de commerçants très forte, tout comme le disait Alfonso, le secteur s'est '*amafiado*' (devenir mafieux), et ils ont pris beaucoup de force, au point de s'intégrer à des secteurs politiques qui ont exercé le control de la ville. Il calcule autour d'un 60% des commerçants qui sont adscrits au PRD et un 40 % au PRI, c'est-à-dire qu'une grande majorité de vendeurs ambulants sont adscrits au parti de gauche au Mexique, du à ce qu'ils ont le contrôle sur le commerce de la ville, alors qu'il y a une prestation de services et de frais pour des évènements politiques, en échange de la garantie de permanence dans les rues. C'est-á-dire, ils payent des frais pour pouvoir continuer dans les rues et la classe politique permet que cela se passe.*

« C'est une des principales stratégies. L'autre est l'atomisation des organisations de vendeurs, syndicalisés autour des associations civiles que n'importe qui peut faire chez un notaire avec trois personnes naturelles qui veuillent se syndicaliser, ce qui leur donne une légitimité juridique face à l'autorité. Alors, les associations se trouvent fractionnées de façon qu'il est plus difficile de les attaquer; si on veut en attaquer une, on ne peut pas attaquer les autres, il faut les laisser intactes, ceci dit, les associations ne couvrent pas un pâté de maison complet, pas même une partie d'un pâté de maison, mais quelques-unes couvrent un coin, les autres la moitié du pâté de maison, et d'autres la partie du milieu d'une rue, de façon qu'il est impossible de les faire disparaitre complètement dans un secteur. Alfonse me parle de l''économie du minuscule', énoncée dans une publication de El Colegio de México, *et qui correspond a cette situation manifestée dans le juridique. 'Avant, il était supposé que le grand poisson mangeait le petit, et maintenant, ce sont les petits poissons et leur multiplicité qui mangent le grand'. Celle-ci est la conception existante au sujet de la stratégie socialepolitiqueeconomiquejuridique d'occupation de l'espace urbain, qui est reliée à une stratégie territoriale intégrale de résistance. Alfonso me disait qu'ils sont parvenus à mettre des étagères métalliques sur les trottoirs, ce qui leur sert de 'barricades' dans le cas d'un coup ou d'une avancée de la force publique sur ce secteur commercial* [(Photo 117)].

*« Alfonso m'a donné aussi quelques pistes au sujet d'éléments de l'argot populaire, c'est-à-dire, quelques termes ou mots employés par les vendeurs de Tepito, tels que la différence entre '*torero*' - celui qui lutte avec l'autorité, l'évade, mais qui se maintient dans un même secteur avec la vente -, et la '*cometa*' - le vendeur qui voit les policiers et s'enfuit immédiatement -, comme c'est le cas du Chili, qui réprime avec beaucoup de force les manifestations du commerce de la rue. Au Mexique, l'autorité ne fait pratiquement pas de présence. Alfonso commentait aussi que les vendeurs faisaient environ 10.000 commerçants dans tout le secteur de* Tepito*, syndicalisés en 62 associations, ce qui donne une idée du très grand volume de commerçants existant dans la zone, prenant compte qu'à* San Victorino*, les commerçants des* Galerías *comptaient à peine 700, et quelques 1.500 si on incluaient les employés. Au total, faisant la somme des autres associations, ils pouvaient arriver à 3.500 ou 4.000 au plus, ce qui veut dire que* Tepito *triplie ce que l'on pouvait trouver au secteur de* San Victorino.

« Un autre élément a tenir en compte, est qu'on a constaté que l'essor du commerce informel coïncide avec des moments de crise dans les pays. Ceci a lieu dans des moments de pointe néolibérale des dernières années au Mexique, ce qui a conduit à la réduction de l'emploi et des revenus, en créant un stimule a la présence de vendeurs ambulants dans tous les secteurs de la ville. Il résulte également nécessaire de signaler que ce qui se configure au Centre Historique c'est une confrontation entre le peuple pauvre mexicain, immigrants de villages et de petites villes vers la capitale, face a ceux du commerce formel dans le Centre et en général dans toute la ville, qui sont dans la plupart des juifs, des libanais, des espagnols ou descendants d'espagnols qui ont conquéri La Nouvelle Espagne.



Photo 113: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - ALFONSO HERNÁNDEZ DANS LE CENTRE D'ÉTUDES DES HABITANTS DE *TEPITO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 114: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - CENTRE D'ÉTUDES DES HABITANTS DE *TEPITO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 115: MEXICO, D.F. – *TEPITO* - VUE DE TEPITO DE L'ENTRÉE PRINCIPALE PAR L'AXE 1 NORD.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 116: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - LA FONTAINE DE *TEPITO*, ÉLÉMENT URBAIN REMARQUABLE QUI SIGNALE L'ENTRÉE PRINCIPALE DU SECTEUR.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 117: MEXICO, D.F. – *TEPITO* - STRUCTURES METALLIQUES PLACÉES SUR LES TROTTOIRS DE L'AXE 1 NORD.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

« Le 7 Septembre 2006. *Aujourd'hui on a fait un premier parcoours par* Tepito *avec Alfonso, une personne très aimable qui m'a beaucoup collaboré dans cette recherche. Grâce a cela, je peux arriver à la conclusion que* Tepito *est, tenant compte des proportions, la zone du Centre qui peut être associée le plus amplement au secteur de* San Victorino *à Bogota. Ceci est dû à nombreuses caractéristiques: en premier lieu, parce qu'elle se trouve et ne se trouve pas dans le centre, alors qu'elle fait partie du Centre mais elle est en marge, bien que répondant et faisant écho à ce qui se passe dans le Centre Historique, car dés le début de la ville, tout ce qui se passait dans le centre, avait un répercussion sur* Tepito. *Alfonso me racontait que pendant la guerre de 1847 et 1848, avec l'invasion nord-américaine du Mexique, les* rangers *du Texas sont arrivés au Centre et ont rasé* Tépito *avant d'occuper* Chapultepec, *et que les massacres des habitants de* Tepito *ont été très grands, très nombreux: il y eut alors des démembrements et des tortures de beaucoup d'habitants. En deuxième lieu, sa condition de centre commercial dans la rue, où l'on vend de tout, quand* Tepito *concentre absolument toutes les activités de commerce informel que l'on puisse rencontrer à Bogota.* San Victorino *les a aussi, mais il faudrait, sur Bogota, faire la somme de* San Victorino, *la Place d'Espagne, les marchés de* San Alejo, *pour pouvoir réunir tout ce qu'est le marché de Tepito. L'agglomération urbaine est imprésionnante, ainsi que toutes les choses qu'on peut y trouver. Il existe de multiples genres de commerce, mais une caractéristique qui permet aussi de faire un parallélisme avec* San Victorino *est que l'on vend 'de tout', et que ce que l'on ne trouve pas là bas, se trouve très difficilement dans un autre secteur de la ville, même si* Tepito *est quatre ou cinq fois plus grand que* San Victorino, *et a une histoire et une identité bien plus consolidées.*

« J'ai eu l'impression que j'étais en train de connaître quelque chose de San Victorino *que je n'étais jamais arrivé à connaître, c'est-à-dire, un* San Victorino *vital, vivant, en plein dynamisme et vigueur, complètement actif, intégré non seulement par l'espace mais aussi socialement à l'espace urbain. Ceci me rendit très heureux parce que j'avais vu* San Victorino *au moment de sa décadence, de son malheur, de sa destruction par la Municipalité, alors qu'à* Tepito *j'ai pu assister, avec une grande satisfaction, à la Galerie* José María Velasco *qui célébrait ses 55 ans de travail à* Tepito[(Photo 118)]. *Alfonso me disait que c'était l'unique galerie d'art qui a subsisté dans un quartier populaire de la Ville de Mexico. Ceci est absolument digne d'admiration, un grand succès et un grand travail de cohésion sociale, une claire évidence d'appartenance au territoire et une démonstration de solidarité, résultat de la vie en commun et de la cohabitation permanente des habitants dans cet espace.*

« Tout prend beaucoup plus de force par le fait qu'un bon nombre de commerçants habitent Tepito *même.* Tepito *est l'endroit où on habite à côté du commerce de la rue, car l'infrastructure interne du quartier correspond à des maisons d'habitation, des espèces de pensions, des petits espaces de cohabitation dans lequel les gens ont*

vécu depuis de nombreuses années et que les voisins appellent 'lasvecindades'[(Photo 119)]. *Ce qui est fondamental dans tout cela, c'est que, depuis le début, ces maisons ont été aussi des ateliers où on réalisait diverses activités qui, postérieurement, allaient s'offrir dans le commerce de la rue. C'est-à-dire, des cordonniers, le travail du cuir, les tailleurs, des produits qui allaient se vendre dans la rue. Le commerce a toujours été dans la rue, mais les maisons s'adaptaient aussi à être des ateliers de production, dans une espèce de médiation entre l'intimité du lieu d'habitation, comme espace d'identité interne, et la rue, comme projection vers l'environnement urbain. À cause de cela, toutes les activités économiques - encore celle des familles – sont pratiquement intégrées dans le même endroit. Il est évident qu'il y a aussi beaucoup de secteurs d'immigrants; ce sont non seulement des personnes qui habitent là, celles qui offrent leurs produits à* Tepito. *Il y a aussi des gens qui viennent de tous les côtés de la ville pour offrir leurs produits, ce pour quoi se répète la même dynamique de* San Victorino*, c'est-à-dire, des personnes qui confluent de tous les côtés de la ville pour faire leur commerce à* San Victorino. *C'est ce qui permet de constater que* Tepito *est un endroit important de réception d'immigrants de la ville, qui trouvent dans leur commerce leur moyen de subsistance, soit comme propriétaires d'un des locaux, soit comme employés à l'intérieur de ces locaux.*

« Ce qui arrive ainsi à Tepito est très important en termes de ce qu'est réellement la vie et l'activité culturelle qui s'y développe. Le fait que la Galerie José Maria Velasco *y célèbre ses 55 ans est particulièrement éloquent à ce sujet, étant la seule galerie d'art dans un quartier populaire qui a subsisté au Ville de Mexico, ce qui permet d'assister à un phénomène de culture associé au commerce et au phénomène économique, ainsi qu'à une activité culturelle et artistique qui s'est développée de manière indépendante et autonome, en relation avec une dynamique sociale qui, de toute façon, est suprêmement active dans tous ses aspects, et qui est arrivée peu à peu à consolider une identité très forte, une cohésion très grande d'amitié et de solidarité entre les habitants de la zone. La présence simultanée de l'habitation et de l'activité commerciale est un facteur prépondérant et de grande importance dans cette construction identitaire qui, certainement, se reflète dans de multiples aspects de la vie quotidienne et dans la manière dont elle se projette vars les passants et consommateurs.*

« La gastronomie en est un des exemples. Nous avons goûté l'eau de Chía*, une graine qui se cultive sur le territoire mexicain, une espèce de fruit qui se mélange avec le jus et les zestes râpées de citron pour préparer un rafraichissement exquis, très agréable au palais, caractéristique de la zone de* Tepito*, bien que cette graine s'obtienne aussi sur le marché de* La Merced. *L'autre produit gastronomique très caractéristique du quartier est la* 'miga'*, un plat fait à base de mie de pain et d'os de cochon, de l'échine du cochon, avec lequel on alimentait les ouvriers et les commerçants; un plat économique, un 'plat pour les pauvres', qui leur donnait l'énergie pour aller travailler et qui est devenu par la suite célèbre, et très bien accueilli entre les hôtes. Celui ci*

passa d'être un plat de subsistance, à un produit de haute qualité et très apprécié [(Photos 120 et 121)].



Photo 118: MEXICO, D.F. – *TEPITO* - GALERIE D'ART *JOSÉ MARÍA VELASCO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 119: MEXICO, D.F. – *TEPITO* - ASPECT INTÉRIEUR D'UNE *VECINDAD*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 120: MEXICO, D.F. – *TEPITO* - RESTAURANT « LA GÜERA », OU EST NÉ LE PLAT FAIT A BASE DE MIE DE PAIN.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 121: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - CONVIVES DANS LE RESTAURANT « LA GÜERA ».
Auteur: CARBONELL, Carlos.

« Une autre manifestation très importante de l'identité de Tepito *est le culte à la* 'Santa Muerte'[Sainte Mort]. *On sait que le culte de la mort est très représentatif de la culture du Mexique. Mais il y a à Tepito une représentation très particulière du culte à la Sainte Mort, qui se donne dans la zone de Morelos, à la limite de* Tepito*. J'ai pu connaître l'endroit plein de bougies autour de l'image et dans une petite pièce proche, et la dame qui en prend soin, une dame appelée Adela qui vit juste derrière cette image, dans une humble pièce du secteur et qui a un problème de jambes pour marcher. Cette image est vénérée par beaucoup de personnes le premier jour de chaque mois, et les habitants et les commerçants s'y rendent pour renouveler leurs vœux, afin d'avoir de l'aide dans leur travail quotidien. Tout autour, la rue est remplie de ventes où on peut rencontrer des petites figures de la mort, avec la faux dans une main et la sphère terrestre dans l'autre, un squelette avec sa robe et son bonnet qui se vend dans la rue. À cette rue, dans laquelle est située la maison où se trouve l'image, s'approchent beaucoup de gens, mais tous les premiers jours de chaque mois, il s'y concentre des centaines - peut être des milliers - de personnes.*

« De plus, Tepito se conçoit lui-même comme 'une pépinière de champions'. C'est très significatif que le symbole du métro pour Tepito *soit justement un gant de boxe, car de ce quartier sont sortis précisément les principaux champions de boxe du Mexique, ce pour quoi c'est un facteur qui ne peut pas s'oublier, car c'est une partie essentielle de l'identité* tepiteña[(Photo 122)]. *Avec Alfonso, nous sommes allés visiter la salle omnisport de Tepito, des installations de très bonne qualité qui ont été construites et rénovées avec les apports des commerçants eux-mêmes* [(Photos 123 et 124)].

Ce n'est qu'un échantillon de l'éventail d'expressions culturelles qui arrivent aujourd'hui jusqu'à l'art urbain contemporain, manifestes dans la peinture, la sculpture, les vidéos, les photographies et beaucoup d'autres formes d'expression de la culture urbaine qui se créent et se recréent dans le quartier. C'est une identité construite autour de la notion de quartier; selon Alfonso, la notion de 'quartier' au Mexique est une notion plus anarchique, plus désordonnée, qui ne correspond pas aux instances de planification de la ville, laquelle divise son territoire politique administratif en délégations et colonies. La notion de quartier est une notion identitaire beaucoup plus de base populaire et culturelle qu'administrative. Il en est tellement ainsi que comme une stratégie destinée à restreindre la présence identitaire de Tepito *dans le contexte de la ville, on ne donna pas à cette colonie le nom de* Tepito *mais celui de* 'Ampliación Morelos'*, c'est-à-dire, qu'à partir de l'Axe Vial de l'Avenue du Travail, on passe de Morelos à* Ampliación Morelos*, au lieu de lui donner le nom de* Tepito*, précisément pour ne pas reconnaître le quartier comme un lieu de résistance comme eux-mêmes l'appellent, ce qui naturellement ne plaît pas beaucoup aux gouvernements successifs de la ville* [(Photos 125 et 126)].



Photo 122: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - NOM ET LOGO DE LA STATION DU MÉTRO.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 123: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - COMPLEXE SPORTIF *KID AZTECA* I.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 124: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - COMPLEXE SPORTIF *KID AZTECA* II.
Auteur: CARBONELL, Carlos.


Photo 125: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - ENSEMBLES DE LOGEMENTS DANS LE SECTEUR DE *TEPITO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 126: MEXICO, D.F. – *TEPITO* – COMPLEXE SPORTIF *MORELOS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

« Les habitants de Tepito *sont* priístas *(partisans du PRI); ils considèrent que le PRD est populiste, et à partir de cette optique, beaucoup plus opportuniste. Ce dernier ne sait pas manier le pouvoir, ses réprésentants se sont consacrés à faire des affaires, en profitant son opportunité au pouvoir; c'est ainsi qu'ils ont fait des alliances et pris des décisions inopportunes, ce pour quoi les gens de* Tepito *considèrent que cela n'a pas été positif, malgré quoi ils affichent un discours de gauche, qui est supposé favoriser les classes pauvres. De son côté, le PRI a une trajectoire beaucoup plus ample et représente le discours révolutionnaire, bien que ce soit un discours qui ne cadre pas avec la réalité institutionnelle du PRI tout le long du XXème siècle. De plus, il a eu le pouvoir depuis longtemps, ce pour quoi il s'accommode beaucoup plus au va-et-vient politique, aux circonstances politiques qui dominent. Le PAN n'est pas précisément leur alternative, car donner son aval au commerce de la rue est une politique qui ne va pas avec les postulats de la droite conservatrice.*

« Définitivement, le meilleur de cette expérience est d'avoir pu apprécier ce qui maintenant n'est pas possible d'apprécier à San Victorino *et c'est l'existence d'un* San Victorino *vital, en plein dynamisme, en pleine vigueur, dans sa plus complète et plus pleine existence, au sein de la vie urbaine.* Tepito *continue vivant, tandis qu'à* San Victorino *je ne pus qu'être conscient de sa décadence, de son souffle final, sous le signe d'une Mairie avec des objectifs complètement contraires aux pratiques des*

personnes qui y exercent leur activité commerciale depuis quarante ans. C'est quelque chose ainsi qu'a dû être San Victorino *il y a dix ou vingt ans, avant ce qui est arrivé. Ceci m'a rempli d'émotion car j'ai pu trouver, bien que d'une manière indirecte, et dans une autre circonstance géographique et historique, ce que* San Victorino *a été pour Bogota et son influence dans l'intense dynamique urbaine » (Cahier de terrain).*

Et chaque jour, Tepito semble devenir plus fort au lieu de montrer une réduction de son influence sur la scène économique de la ville et du pays:

> « Le 15 septembre 2006. *Il me semble important de continuer à parler de* Tepito*, un secteur de la ville bien spécial, chaque fois avec plus d'affection. Il me plaît chaque fois plus, et chaque fois mon attention est d'avantage attiré par sa proposition urbanistique, sociale, sa recherche, son désir de s'intégrer à la ville de manière intéressante, mais en même temps autonome, en faisant des propositions à la ville, propositions urbanistiques et architectoniques, comme on peut le voir dans le Centre Commercial* Aztecas*, où on peut apprécier des modules récemment construits destinés à l'exposition d'échantillons de marchandises en gros au deuxième étage et aussi de commerce au détail au premier étage* [(Photos 127-128)]. *C'est alors très intéressant de voir ces facettes de* Tepito*: tout le contexte de la* vecindad*, les expressions artistiques, les diverses et innumérables formes de commerce existants à* Tepito*, la manière avec laquelle elles ont conquis leur espace, leur endroit* [(Photos 129-130)]. *C'est ainsi que l'identité se manifeste aussi à diverses échelles de l'espace, ce qui permet de jeter un regard beaucoup plus ample et beaucoup plus profond sur ce que peut être un concept urbanistique dans les villes latino-américaines, conciliateur avec d'autres usages de l'espace exercés par divers acteurs sociaux. Il me semble que nous sommes en train d'arriver à une occasion d'aborder le sujet d'une manière distincte, avec des alternatives réelles et possibles, pouvant donner d'autres réponses aux nécessités urbaines, spécialement de la part de la citoyenneté, à partir des collectifs identitaires se créant à l'intérieur de la ville, plus que simplement à partir de l'administration. Une possibilité de dialogue entre diverses positions et concepts urbanistiques de la ville. Nous pouvons voir les propositions divergentes autour de la proposition de l'Axe 1 Nord au 'deuxième étage', comme ils disent, pour les considérer comme mauvais pour la communauté de* Tepito*, comme un des points principaux de la confrontation avec le gouvernement de la ville et ils continuent à être disposés à réclamer leurs droits et leur lutte pour leur identité* » (Cahier de terrain).



Photo 127: MEXICO, D.F. – *TEPITO* – PAVILLON COMMERCIAL *AZTECAS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 128: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - PROJET DU PAVILLON COMMERCIAL *AZTECAS*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 129: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - FORMES DE COLONISATION DE L'ESPACE URBAIN PAR LE COMMERCE INFORMEL.
Auteur: CARBONELL, Carlos.



Photo 130: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - PANORAMIQUE DE *TEPITO*.
Disponible sur: http://www.visitingmexico.com.mx/images/images_blog/tepito.jpg.

Jesús Martín-Barbero résume d'une bonne manière la forme et la signification de l'identité des habitants de Tepito dans le milieu de leur histoire de quartier:

> « D'une certaine manière, la créativité et l'originalité de Tepito partent de sa localisation: un quartier populaire, situé dans le 'vieux centre' de la ville à seulement huit rues du Zócalo. Et menacé depuis des années par des plans successifs de destruction pour 'assainir' le centre, et dont les habitants feront, de la culture, de l'explicitation du *fait culturel* qui est le quartier, leur principale arme pour le défendre et pour survivre comme communauté. Il se convertit ainsi en un quartier qui défie les intérêts financiers - selon lesquels ce n'est qu'un quartier-lumpen, une cachette de contrebandiers et de mafieux - et qui vit de la vente de quantités d'objets qui s'y produisent avec des matériaux et des pièces de déchet, une production que les habitants du quartier qualifient comme 'recyclage de la poubelle technologique'. Mais il ne vit pas seulement de cela, il vit aussi du mouvement permanent pour se faire communauté du point de vue artistique: 'en peignant le mur, c'est-à-dire la paroi, nous avons découvert, par pure lascivité, que plusieurs parois forment un logement, et que plusieurs logements forment une *vecindad*, et que plusieurs *vecindades* un pâté de maisons, et que plusieurs pâtés de maisons forment les rues et que tout ça ensemble forme le Quartier' [À partir du manifeste de plusieurs auteurs]. Mais un quartier qui n'est pas circonscrit à une seule fonction, mais au moins à quatre: le logement, l'atelier, le dépôt et le magasin. C'est-à-dire, *'une architecture pour des êtres humains', un espace qui au lieu de séparer et d'isoler communique et intègre: la maison avec la rue, la famille avec la* vecindad, *la culture avec la vie* [Nous avons souligné] » (Martín-Barbero, 2003: 277).

Au cours de la présentation de la Revue *Cultura Urbana,* consacrée à Tepito, un des principaux représentants de la vie artistique et culturelle du quartier s'est dirigé aux assistants dans la Galerie *José Maria Velasco* avec un discours hors place, et apparemment incohérent et sans aucun sens, qu'ont l'habitude de prononcer les mexicains dans leur exercices linguistiques de résistance, mais qui gardent en eux-mêmes le sens profond de ce qu'ils veulent exprimer:

> *« Qu'il vous suffise de vous rappeler l'époque du* Plan Tepito *au début des années 70, de l'année 68. Ce n'est pas pour rien, Alfonso n'a pas voulu le dire, mais* Tepito *n'appartient pas au grand* Tenochtitlán, *il appartient à* Tlatelolco. *Nous sommes à deux ou trois rues d'ici, du commencement de* Tlatelolco, *à l'empire de* Tlatelolco *nous appartenions, et alors tous ces mouvements toujours ont été de rébellion. À l'époque des années 70 on disait qu'on allait détruire [faire tomber], toutes les* vecindades, *parce que le Bureau de Géographie et de Statistiques du Gouvernement quand ils ont publié un livre cochon, menteur, grossier qui s'appelait 'Les enfants de Sánchez', disait que les* vecindades *n'existaient pas. J'étais en train de lire ce texte*

dans le supplément de Carlos Monsivais, qui s'appelait 'Le Mexique et la culture' de la Revue Siempre *(¿?) et ça n'est pas comme ça, parce que ça c'est une* vecindad*!! Et ce* güey *du Bureau de Géographie et de Statistiques dit que les* vecindades *n'existent pas!! C'était quelque chose comme il y a trente ans!! (Rires dans le public). Et on était là, à l'époque des années 60, à peindre les agitations, les mises à feu des tramways… parce que de plus, ça sortait dans les photos, ainsi au milieu de la journée, de ce qui était arrivé ici, dans le quartier, et il y avait des gens qui étaient en train de donner du courage aux habitants de* Tepito*, et effectivement c'étaient des étudiants, parce qu'ils correspondaient à la vocationnelle 7, ¿non? Alors, toute cette tradition de lutte, toute cette activité de signalisation c'était dans le cœur des gens, pour pouvoir s'exprimer, et si avant c'était à travers les anthropologues qui parlaient de* Tepito*, après il y a eu des gens du quartier même qui ont commencé à le faire, ¿non? Et durant toutes les années 60 il y eut une grande opportunité de ce que tout s'exprime à travers le mouvement* 'Arte Acá'*, parce qu'à cette époque il y avait ces leaders aguerris qui bougeaient comme Alfonso Hernandez, Miguel Galán, et d'autres dont le nom m'échappe, ou que je n'arrive pas à voir, et chacun d'eux était un leader d'une* vecindad *ou d'une rue, qui se sentait menacé parce que Luis Echeverría allait commencer un plan pour faire tomber toutes les* vecindades*, et la suspicion était terrible qu'il y avait eu un problème avec les juifs et qu'ils allaient se venger, mais ce n'était pas vrai. Et alors les leaders de* Tepito *commencèrent à armer des Comités de Logement (ça s'appelait des commissions à cette époque), et il y avait un mec qui était le directeur du* Plan Tepito *parce que c'était certain qu'il allait faire ça, parce qu'il y avait un architecte maréchal qui après est allé travailler au* Plan González *et a fait beaucoup de changements dans la Ville de Mexico. Bon, à cette époque là il était le directeur du* Plan Tepito*. Et alors nous nous sommes rencontrés avec quelques personnes du quartier, et nous nous sommes rencontrés dans une église qui se trouvait à Costa Rica et Héroes de Granaditas. Et là il y avait un prêtre, un de ces prêtres de la théologie de la libération, et nous avons parlé avec beaucoup de gens qui arrivaient par là et nous nous sommes engagés dans la lutte de classe et nous avons commencé à former de très petits groupes… là, dans la salle omnisports, nous nous réunissions tous, toute une pléiade de* superstars *de la chronique sportive, et alors, regarde, c'est le seul quartier que je vois qui grandit, et grandit, et grandit: dans tous les médias, on tue un type par là dans la rue Eduardo Molina, et on dit: 'ça, ça a été à Tepito'; on tue quelqu'un par là bas à Matamoros et Reforma et on dit: '…à Tepito, on a tué…', (des rires); ah, ¿et pourquoi ils n'ont pas dit Tlatelolco, pourquoi ils n'ont pas dit La Guerrero?* A huevo Tepito! *Tout ce qui se passe près en matière de crime, on dit que ça s'est passé à* Tepito ».

On ne peut en effet pas dire que tout est couleur de rose dans ce secteur agité de la ville. Comme nous l'avons déjà signalé, tout phénomène de commerce informel amène des situations d'informalité associées à des actes délictueux et à la création d'une atmosphère d'illicites et de criminalité. Ainsi, les multiples expressions de l'économie informelle commencent à apparaître de manière habituelle dans ces secteurs, liées à d'autres modalités comme la contrebande et l'occupation non permise des espaces urbains. La stigmatisation et le rejet par les pouvoirs établis, d'une série d'activités qui

d'un autre côté sont permises et fomentées par l'inefficacité institutionnelle et la corruption politique, ont posé les bases pour le renforcement de réseaux d'économie illicite qui ont accumulé au Mexique un immense pouvoir. Cette réalité se fait palpable dans des aires urbaines comme *Tepito*, une zone de la ville historiquement traversée par ce type de situations héritées des dualités sociales établies sur le territoire latino-américain depuis l'époque coloniale, et même avant l'arrivée des espagnols au sous-continent.

Les anecdotes racontées par ce personnage montrent l'importance des revendications sociales et politiques dans l'histoire de *Tepito*, lesquelles ont fini par s'imposer à toute possibilité d'action urbanistique jusqu'à maintenant, ce qui en même temps les a rendus victimes d'une stigmatisation flagrante de la part des moyens de communication qui tendent à associer *Tepito* à tout ce qui représente la négation des conditions hégémoniques établies, au désordre, à la non conformité avec les dispositions du pouvoir, dans une fréquente disqualification de la recherche de ses propres voies d'existence. Mais il est aussi certain que cette stigmatisation se justifie par les faits de délinquance et de criminalité étroitement associés à *Tepito* depuis longtemps, bien qu'il soit important de comprendre, dans ce contexte, les racines historiques profondes qui ont contribué à créer cette situation dans le 'quartier brave'. Les différentes dénominations qu'on a données à Tepito dans les différents moyens de communication parlent d'eux mêmes:

> « Centre de pouvoir, criminel irrépressible, vide d'autorité, cour des miracles, royaume de l'impunité, terre de personne, empire du mal, chaque maison a un repaire, territoire du chaos, il est urgent un *uruchurtazo*, une *tepisaña*, une poudrière, une réalité amère et violente, le sang à *Tepito*, *Tepito* brûle, le sang court à *Tepito*, *encostalado* à *Tepito*, *tepilocos*, *narcos* de *Tepito*, empire de la fraude, *tepinarcos*, cartel de *Tepito*, port pirate sans sortie à la mer, quartier brave, bas quartier, quartier fatidique, faubourg impénétrable, faubourg des cinq mille âmes perdues » (Aréchiga Córdoba, 2006: 5-6).

L'article d'Ernesto Aréchiga, dans *Cultura Urbana,* recueille quelques uns des faits historiques fondamentaux qui expliquent la condition marginale et le stigmate social qui est retombé sur *Tepito*, convertis ainsi en une partie fondamentale de son identité de quartier:

> « Cela ne fait aucun doute, nous sommes face à la légende noire de *Tepito*. L'image la plus négative du quartier se soutient par un large processus d'marginalisation dérivé d'une urbanisation inachevée, structure urbaine qui exprime dans l'espace les inégalités de la structure sociale. Bien que la légende noire ne corresponde pas cent pour cent à la réalité historique, elle y apparaît, elle impose son empreinte à la perception qu'on a du quartier d'en dehors et se reproduit de manière réitérative, de manière infatigable. Jusqu'à présent, *Tepito* jouit de cette mauvaise réputation et de la présence de

journaux toujours à la poursuite de la note sanglante ou scandaleuse de la journée.

(…) « En 1868 un décret d'expropriation arracha aux indiens de *Tlatelolco* et de *Tenochtitlán* les terres qu'ils conservaient comme biens de la communauté. Sur la base d'un nouveau régime de propriété, à partir de la décade suivante, les quartiers de *La Concepción Tequipeuhcan*, *San Francisco Tepito* et *Santa Ana Atenantitech-Peralvillo*, ont été incorporés à la trame urbaine de la ville avec le développement de fractionnements, de l'ouverture de rues, de la délimitation de pâtés de maisons et de terrains. Dans cet espace, s'érigèrent les colonies de *La Concepción*, *Violante*, *Díaz de León* et une partie des colonies *Morelos* et *La Bolsa*, sans respecter le règlement de 1875 qui stipulait que les terrains de la colonie devaient être urbanisés, avant d'être habités, au moyen de l'introduction de services d'illumination, d'eau potable, de drainage, de trottoirs et de pavage. Fractionnés par ces colonies sans services, les vieux quartiers furent rapidement habités pas des gens pauvres, presque toujours immigrants et métisses qui, poussés par la nécessité, cherchaient des logements à bas prix et pas trop loin de leurs centres de travail.

(…) « En 1901, l'ingénieur Miguel Ángel de Quevedo, régisseur du Conseil Municipal, lança une initiative pour construire un 'bazar' moderne pour l'exhibition et la vente de marchandises d'occasion dans un édifice fermé, avec des services d'eau potable et des toilettes. La municipalité se bénéficierait doublement par l'encaissement d'impôts à ce genre de commerce, qui échappait facilement au contrôle fiscal, et en le concentrant dans un seul espace, étant donné que sa présence désagréable 'enlaidissait' diverses rues et places de la ville. Tandis qu'on construisait cet édifice moderne, la municipalité déclara que tous les '*bartilleros*', commerçants d'objets d'occasion qui s'éparpillaient tout le long de la ville, se déplacent sur la petite place de *Tepito*, face à la paroisse de *San Francisco*. Depuis l'époque coloniale, ce genre de commerce avait une très mauvaise réputation car on pensait qu'il se consacrait à la vente d'objets d'occasion et que, par conséquent, c'était le refuge de gens malhonnêtes et mauvais vivants. Avec le déplacement du marché du *baratillo*, on ajouta un élément fondamental pour la conformation de la légende noire de *Tepito* et on engendra, pour très longtemps, ce paysage distinctif du quartier caractérisé par le commerce dans ses rues » (Ibid.: 6-7).

C'est ainsi que l'histoire de *Tepito* naît liée à des décisions administratives qui détermineront sa condition de marginalité, de détresse et d'abandon dans la ville, ce qui crée les conditions propices à l'apparition de formes simples de criminalité et de délinquance et qui, au cours des ans, terminera par s'incruster autour d'une culture étroitement associée à l'informalité, la marginalité et la discrimination sociale, jusqu'à dériver sur de grands réseaux de délinquance organisée, aujourd'hui liée aux grands

pouvoirs de l'économie informelle, exprimée dans le croissant problème du trafic de drogues au Mexique, la contrebande, le commerce illégal d'armes et la traite de blanches (Photos 131-132). Mais il est nécessaire de rappeler que dans toutes ces activités il y a une présence décisive de représentants des forces politiques, administratives, policières et militaires, qui appuient de manière souterraine ces manifestations, immergés dans les cercles d'une corruption rampante qui a fini par s'emparer du pays et par mettre en échec les institutions mêmes de l'État.

Dans ce sens, *Tepito* est un quartier attrapé par les contradictions profondes de la nation mexicaine, où se reflètent de manière palpable les carrefours historiques, géographiques et socioculturels au milieu desquels s'est conformé ce pays latino-américain. C'est pour cela que le cas de *Tepito* résulte très représentatif de la situation vécue actuellement, car cette condition de « zone de frontière » et de « bord du centre » a terminé par se répandre sur tout le territoire du pays dans le cadre des dynamiques globales[30].



Photo 131: MEXICO, D.F. - *TEPITO* - ACTIONS DE LA POLICE CONTRE LA CONTREBANDE À *TEPITO* (AVRIL 2008).
Disponible sur: http://www.correo-gto.com.mx/upload/foto/5/8/4/NACI-TEPITO.jpg.

[30]Il existe de nombreux documents, des enregistrements audiovisuels et de la littérature au sujet du quartier légendaire de la Ville de Mexico. Nous recommandons seulement quelques titres qui ont contribué à orienter notre recherche et que nous considérons significatifs pour ceux qui voudront amplifier leur connaissance de cette scène socioculturelle : Rosales Ayala, Hector, *Tepito : ¿Quartier vivant* ?, Cuernavaca, Centre Régional de Recherches Multidisciplinaires, UNAM, 1991; Pastrana, Daniela « La capitale colombienne a changé de visage : Et si Tepito était un parc national ? », le 4 novembre 2001, sur http :/www.jornada.unam.mx/2001/11/04/mas :tepito.html ; Aréchiga Córdoba, Ernesto, « Des misérables aux petits fils de Sanchez, une très brève histoire de Tepito », dans *Revue Culture Urbaine*, Mexique, Université Autonome de la ville de Mexico, Année 2, numéro 12, 2006 ; Grisales Ramirez Natalia, « A Tepito tout se vend, sauf la dignité: espace public et informalité dans le quartier sauvage »., en *Revista Alteridades*, Año 13, numéro 26, Université Autonome Métropolitaine, Mexico, 2003. L'article de Daniela Pastrana présente une comparaison intéressante entre les cas de Mexico, D.F. et Bogota D.C. en relation avec les transformations urbaines des deux villes survenues dans les dix dernières années.



Photo 132: MEXICO, D.F. - OPÉRATIONS CONTRE LE TRAFIC DE LA DROGUE A *TEPITO* (DÉCEMBRE 2001).
Disponible sur:
http://images.google.com.co/imgres?imgurl=http://i.esmas.com/image/0/000/002/125/NOMX0122_tepito3R_P.jpg&imgrefurl=http://www.esmas.com/noticierostelevisa/mexico/213907.html&usg=___TT0v5sMCPJ6idoqzNPb9LkVQrY=&h=200&w=220&sz=9&hl=es&start=14&um=1&tbnid=zHrf8AjpHawHzM:&tbnh=97&tbnw=107&prev=/images%3Fq%3Dtepito%26hl%3Des%26sa%3DX%26um%3D1.

La menace actuellement la plus récente pour l'existence de *Tepito*, est le projet de rénovation du corridor urbain Cathédrale-Basilique, qui essaye d'unir le Centre-Ville, et spécialement *El Zócalo*, à la Basilique de Guadalupe, ce qui constituerait un corridor touristique qui ferait partie du processus de récupération patrimoniale de la ville. Ce projet, appuyé par de grands capitalistes, comme Carlos Slim, qui a acquis une bonne partie de la propriété immobilière du Centre-Ville, est systématiquement rejeté par les habitants et les commerçants de *Tepito*, car le corridor traverserait le quartier d'un côté à l'autre, causant ainsi de sérieux dommages à son existence en tant que communauté socioculturelle.

RÉFLEXIONS FINALES DEUXIÈME PARTIE

Nous avons vu trois cas latino-américains qui partagent des similitudes et qui soulignent, de la même manière, des particularités relatives à ce qui est arrivé à *San Victorino*: les trois constituent des « zones de frontière » par rapport aux Centres Historiques de la ville, dans lesquels se produisent des segmentations et des classifications entre ce qui se reconnait comme patrimoine de la ville et ce qui est exempt de cette catégorie, entre ce qui fait partie d'une notion de citoyenneté et de public de ce qui n'est pas considéré comme tel, bien que s'exercent sus ces scènes des pratiques montrant des comportements dit « civiques », comme c'est le cas des marchés et des ventes informelles.

À Quito, il s'est produit avec succès un processus de conciliation dans lequel on a repositionné les commerçants informels, dans le but très clair d'accéder aux privilèges que concède la reconnaissance du Centre Historique comme Patrimoine de l'Humanité par un organisme supranational comme l'UNESCO. Dans ce cas, la gestion appropriée du processus a été fondamentale, ainsi que la présence d'une volonté politique disposée au dialogue et la négociation, même quand les solutions concédées n'ont pas couvert l'ensemble de la population. Ceci permet de réfléchir sur les difficultés inhérentes à la possibilité de générer des projets pleinement incluants, dans un contexte national et global marqué par les asymétries dans la distribution des revenus économiques et des facteurs symboliques qui circulent dans l'environnement planétaire.

Le cas de Lima s'est montré comme un processus marqué aussi par le caractère d'une administration qui n'a pas hésité à générer un processus de déplacement intra-urbain par la force, qui fut ouvertement rejeté par la population affectée et condamné par la citoyenneté, incité par les propres organismes internationaux qui, à travers la désignation du Centre Historique de Lima comme Patrimoine de l'Humanité, ont pressionné l'administration pour obtenir des résultats efficaces dans le but de satisfaire les exigences pour mériter cette reconnaissance.

Le cas de *Tepito*, dans la Ville de Mexico, est reconnu comme une revendication de l'identité de quartier, même au milieu d'une situation d'ordre social difficile qui a tenté de l'exclure de la ville et, plus spécifiquement, du Centre Historique de celle-ci, comme partie de son histoire et de son patrimoine. C'est significatif que, malgré ses forts traits identitaires, on veuille encore effacer son histoire et sa mémoire pour le seul fait de ne pas partager les représentations socioculturelles hégémoniques dans le contexte urbain. Il est évident qu'ils ne sont pas les seuls responsables de la situation de marginalité, de violence et de criminalité dont ils souffrent, mais tout de même, la stigmatisation retombe sans distinction sur tous les usagers et les habitants très fréquents de cette scène particulière de la grande capitale, ce qui termina par les faire voir comme une tâche

indésirable qui à un certain moment doit s'effacer pour toujours de la physionomie urbaine.

Les trois Centres Historiques ont en commun leur désignation de Patrimoine de l'Humanité, mais dans un contexte absolument différent de coexistence avec les phénomènes de l'informalité et de la marginalité urbaines. Les « zones de frontière » ont été créées aussi de manière différente, les unes en les intégrant à l'espace même du Centre Historique, comme c'est le cas de Quito, les autres en les rejetant au bord même du secteur patrimonial, par des actions systématiques d'expulsion ou de conformation de zones dans le périmètre des espaces urbains constituée au cours du temps.

Nous voyons comment, dans chacun des cas, le facteur des caractéristiques de l'administration urbaine et la culture politique jouent un rôle fondamental. Un contexte politique marqué par la corruption favorise l'apparition et le maintien de l'économie informelle et des situations de marginalité sociale, tandis que les alternatives technocratiques tendent d'avantage à la génération d'exclusions socioculturelles dans les espaces intervenus. Dans les deux cas, l'effet de pouvoir joue un rôle décisif dans l'établissement de mécanismes de contrôle et de dispositifs disciplinaires dans l'espace et dans la société urbains, bien que de manière différente. Dans l'un, se produit une coexistence avec l'informalité tandis que, dans l'autre, il y a une volonté de distinction donnant lieu à des divisions classificatrices.

De plus, on trouve le facteur identitaire lié aux trois manifestations, car il se présente une confrontation entre les patrons civilisés de l'hégémonie Occidentale et les traits socioculturels locaux de référence. Comme il arrive avec les liens économiques et politiques, ce qui se produit dans les « zones de frontière » socioculturelle est une imbrication ou une hybridation sur les scènes de rencontre et de négociation qui s'y présentent, raison pour laquelle les variables idéalisées de ce qui est le public et le patrimoine n'arrivent jamais à jouir d'une existence pleine sur le plan de la réalité urbaine.

CONCLUSIONS

Les conclusions auxquelles conduit cette analyse sont de deux classes: les premières sont de type empirique, en termes de la présence persistante d'un ensemble de conditions structurelles dans l' « espace latino-américain » qui datent des premiers temps de l'époque colonial, reliées à l'existence d'une hégémonie qui a donné lieu aux phénomènes de l'informalité et de la marginalité exprimées dans l'espace des villes, en tant que scènes privilégiées de la présence de l'Occident en Amérique. La continuité historique de cette situation de domination a donné lieu à l'existence de nouvelles modalités d'organisation des sociétés urbaines, conforme aux transformations historiques présentées dans le contexte global. Les dispositions récentes de ce contexte hégémonique ont conduit aux reconfigurations de la physionomie urbaine dans diverses villes latino-américaines et du monde, reliées à la génération de scènes pour la consommation économique et culturelle, dans laquelle se trouvent involucrés les habitants et les visiteurs urbains et politiques, technocrates et personnes courantes, en résumé, une multiplicité d'acteurs avec des intérêts divers.

Cependant, la permanence de situations d'informalité et de marginalité reliées à l'existence de ces facteurs historiques prédominants, causes de la pauvreté et de l'inégalité sociale vécue en Amérique Latine depuis des siècles, a donné lieu à des villes très éloignées de leur idéal car, à la métropole construite et planifiée se superposent les distorsions de la ville spontanée et vécue par les représentants de la « divergence sociale ». Même ainsi, il est nécessaire de souligner que qualifier ces situations de « divergence » conduit à un jugement de valeur qui termine par méconnaître la validité de leur existence sociale et culturelle.

D'une part, les vendeurs ambulants ont fini par acquérir, au cours du temps, une série de pratiques culturelles qui permet de les reconnaître comme un conglomérat social urbain qui a répandu sa présence dans un nombre chaque fois plus grand de villes du monde, même jusqu'aux plus développées, car le phénomène de l'informalité et de l'anomie sociale ont fini par affecter des secteurs chaque fois plus amples de la société globale. En plus, leur persistance historique, dans des métropoles comme celles d'Amérique Latine, lui ont déjà conféré une série de traits d'identité et de légitimité culturelle, qui font partie intégrale du phénomène urbain.

Cette caractéristique remonte, ainsi, à une situation vécue même dans des époques antérieures à la présence des européens en Amérique Latine. Le thème des *tianguis*, *tianguez* ou *tiangues*, comme élément commun à toutes les expériences analysées antérieurement, nous pousse à réfléchir sur leur valeur patrimoniale, mais paradoxalement, ce que nous trouvons, c'est la volonté systématique de l'exclure sous la forme de patrimoine vivant , et une manipulation pour le récupérer sous la forme d'un artifice esthétique et d'une modalité réinventée d'identité: « Au nom du patrimoine

culturel la vente de la rue se criminalise (…) tandis qu'on récupère le *tianguez* dans les fêtes organisées pour reconstruire le mythe [de la ville] comme centre d'échange et lieu de rencontre qui préfigure sa vocation contemporaine, cette vocation taillée dans les pierres comme esprit transcendant » (Salgado, op. cit.: 23).

Le deuxième genre de conclusions sont de type analytique et conduisent à un ensemble de considérations en termes du travail anthropologique lui-même. Il est évident que cette réflexion met en questions les conceptions reliées aux dynamiques entre « identité » et « altérité ». Le thème de « l'autre » a été une constante dans l'histoire de l'anthropologie sociale, à tel point que « l'autre » s'est converti en une représentation dominante. On parle de

> « … la question schématique de 'l'autre', qui situe l'être (le soi-même, l'être quelqu'un) comme point de référence et comme *locus* d'énonciation postulant l'altérité. Kusch situe l'être (être quelqu'un, l'être qui définit 'l'autre' (barbare, sauvage, illettré, etc.) non-européen) dans le contexte de la modernité, dans cette période précisément dont la gestation coïncide avec la colonisation du Nouveau Monde et, plus encore, avec la localisation d'une partie de la planète (du même âge que toutes les autres) comme 'nouvelle' » (Mignolo, 2000: 35).

Comme conséquence de cette conception moderne et euro-centrique, de la dichotomie identité/altérité, on pense que cette relation doit se poser dans d'autres termes. Ce thème a été déjà posé par divers courants de l'anthropologie actuelle, spécialement à partir des études culturelles et de la pensée postcoloniale: « En général, les théories de l'identité 'ont failli pour ouvrir un espace anti ou même contre-modernité […] elles sont, en dernières ressources, incapables de discuter les formations modernes du pouvoir au plus profond niveau parce qu'elles demeurent dans les formes stratégiques de la logique moderne' (Grossberg, 1996: 93). À la logique qui transforme l'identité en relations de différence, Grossberg oppose la logique de l'altérité, de la productivité et de la position dans l'espace » (Escobar, 2005: 201). On constate ainsi que le problème réel réside dans le fait que l'on agit à l'intérieur de la modernité, et que par conséquent on doit chercher des alternatives aux lectures de l'identité en dehors de ces schèmes instaurés par la modernité depuis longtemps.

Concevoir la culture comme une relation implique de comprendre les dynamiques socioculturelles comme un processus en constitution, produisant des transformations dans les éléments avant de garantir leur continuité et leur présence immanente. La culture ne peut pas se concevoir de la même manière qu'on conçoit la propriété ou la loi, en termes de « ce qui est propre » et « ce qui est à l'autre », ce qui est à moi face à ce qui est à toi, ce qui « est » face à ce qui « n'est pas ». C'est pour cela que la culture n'a rien à voir avec la politique que dans la mesure où les acteurs sociaux s'en emparent pour satisfaire une volonté de pouvoir, ou parce qu'ils y voient refléter des représentations déterminées du pouvoir. C'est pour cela que l'histoire de la culture s'est vue imprégnée

par la politique; mais il est aussi certain que la culture peut exister dans un environnement non-politique, sur une scène où les divisions et la dichotomie que les classifications et les hiérarchies symboliques génèrent, se transforment en un espace de relation et d'échange, d'intégration et non de séparation des peuples et des communautés, ainsi que le démontre le caractère hégémonique de l'opération culturelle menée par l'impérialisme moderne: « D'une manière générale, on peut dire que les modèles locaux de culture constituent des assemblages de significations-emplois qui, bien qu'existant dans des contextes majeurs de pouvoir, ne peuvent être réduits à des constructions modernes, ni considérés en marge d'une certaine référence à la culture locale et aux effets territoriaux et de frontière » (Ibid.: 171).

La conception de culture dans l'environnement des zones de frontière conduit à la conception de l'identité dans le contexte de l'intersubjectivité. L'intersubjectivité se propose comme source de solution à la crise de l'altérité, car elle pose l'existence d'une multiplicité d' « autres » qui s'intègrent et se communiquent entre eux. Les multiples identités et les croisements complexes entre des subjectivités identitaires diverses donnent lieu à la création « d'identités hétérotopiques », construites autour d'une notion « d'intégralité »: identités créées à partir de fragments qui s'intègrent (a) et se désintègrent (de) un conglomérat socioculturel établi autour d'un « attracteur », reflétant le double sens dans l'action d'intégration, qui est nuancée, graduelle, pas radicale. Ces conglomérats représentent une totalité, un fragment fait de fragments, un fractal de fractals, car ils construisent une réalité socio-spatiale à partir de filaments et de fragments dispersés, mais plus ou moins organisés et gardant le principe d'une certaine cohérence dans leur articulation.

Quand on parle de la modernité comme produit de la civilisation « Occidentale », on doit faire référence à un héritage de l'humanité, à la grande conquête de l'espèce humaine de laquelle nous participons tous, et qui devrait être un patrimoine pour le bien-être de tous, et non seulement de quelques uns, obnubilés par l'ambition d'une prétention idéologique: « [à partir du] discours de la citoyenneté patrimoniale (…) il est possible de lire le Patrimoine comme un dispositif d'acquisition d'une discipline sociale incorporé au sens commun, jointe à la notion de citoyenneté comme culture civique » (Salgado, op.cit.: 15). *Ceci a conduit à célébrer une alliance entre le patrimoine et l'espace public libéral, comme un discours idéologique dominant qui se répand sous le manteau éthique de la citoyenneté et de l'utopie démocratique*:

> « Rendues invisibles par la narration du Patrimoine culturel et par les notions de citoyenneté que celui-ci comporte, il y a des contradictions, des exclusions, des répressions et de la violence, pas seulement au niveau symbolique, mais aussi physique, concret. Derrière tout cela, se trouve l'effort de démasquer les discours de vérité à partir de leurs inscriptions en relations de pouvoir et de force. Il est pour cela nécessaire d'invertir les référents discursifs des narratives historiques qui se fondent sur la légitimité d'une rationalité fondamentale, liée à l'ordre, au bien, à la justice et à la paix (au Patrimoine et

> à la citoyenneté civique), en opposition à l'irrationalité qu'occupe le territoire du hasard, de la violence, de l'erreur (de la marginalité, du chaos de la vente ambulante, de la saleté) . À partir de cette inversion, il est possible de déchiffrer la vérité (sur laquelle repose le discours du Patrimoine) et de la dénoncer comme une illusion, de la montrer comme une arme déployée à partir d'une relation de force qui accentue les dissymétries profondément exclusives qui traversent le corps social de la ville » (Ibid.:15).

Cependant, ce discours tend à être très radical, revendicatif, et tend à nier les efforts des administrations urbaines pour améliorer les conditions et la qualité de vie des habitants urbains. Il est difficile de générer des politiques de conciliation dans des contextes de populations tellement complexes; ceci est la cause que, très souvent, à l'endroit par excellence de la citoyenneté, la démocratie termine par être trahie.

C'est pour cela que le message central de ce travail, dans le cadre de l'anthropologie urbaine, comme le suggère Marc Augé à la fin de son livre « Vers une anthropologie des mondes contemporains », est en relation avec le fait de

> « Demander aux urbanistes et aux architectes de demeurer fidèles à l'histoire de tous et de rendre possible celle de chacun, c'est leur demander de reconstruire les espaces où peuvent se conjuguer le sens du lieu et de la liberté, – demande très littéralement, et c'est le comble, utopique et dont les architectes et les urbanistes ne seraient pas les seules destinataires, mais demande légitimée par les effets critiques qu'il est possible d'induire: au nom du sens social, c'est-à-dire, des relations symbolisées que nous sommes capables, ou que nous ne sommes pas capables d'établir avec les autres et avec nous mêmes, nous avons le droit et nous nous trouvons en situation de juger les projets de bien-être que nous proposent tous ceux qui sont, dans une mesure variable, responsables de notre espace, de notre temps, de notre vie » (Augé, 1994: 174-175).

Ceci se manifeste comme une suggestion respectueuse, qui considère le travail des architectes et des planificateurs urbains, car les opinions sur « le devoir être » de la ville sont opposées et acquièrent une multiplicité d'interprétations. Mais aussi, ceci alerte sur la responsabilité des anthropologues et des scientifiques sociaux de faire des apports substantiels aux débats relatifs à la planification et à la gestion urbaines, en contribuant à générer un dialogue constructif, qui permette de proposer des solutions socio-spatiales urbaines satisfaisantes.

Le sommet émergent de cette équation doit inclure la société. Sinon, ce sera toujours un cadre avec un sommet imaginaire, apparent, irréel. Ceci fait que le poids s'incline sur un des côtés, dans une solution asymétrique. Le déséquilibre généré par un discours illusoire de la chose publique - illusoire, pour n'avoir pas respecté la concertation politique et le débat démocratique pour orienter le débat vers le droit au travail et vers

le droit à l'espace citoyen - et l'artifice de ce qui est patrimonial ont conduit à des solutions unitaires et arbitraires, hégémoniques et homogènes, éloignées de la réalité vécue, rechargeant le sommet de la société vers l'Occident, l'endroit où la lumière se cache (Photo 133).



Photo 133: COUCHER DE SOLEIL À *SAN VICTORINO*.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

Il est nécessaire d'inclure la société dans la réalité de la géométrie urbaine, ainsi que dans les quadrants de l'histoire nationale et mondiale. Malgré l'approfondissement des asymétries dans l'ensemble de la société globale, je considère que ce but est encore atteignable. Aujourd'hui, en terminant cette version du récit, je reprends les paroles de Romain Rolland: « pessimisme de la raison et optimisme de la volonté ». Le quatrième sommet de cet espace-temps se situe dans les endroits de l'utopie, « à l'infini et au-delà » (Photo 134)…



Photo 134: CLAIR DE LUNE À BOGOTA.
Auteur: CARBONELL, Carlos.

GLOSSAIRE

Aguador(a) : porteur d'eau.
Aguatera: femme qui transportait l'eau (*agua*) de la fontaine publique jusqu'aux maisons, à l'époque coloniale.
Alameda: promenade urbaine.
Anticuchero(a): personne qui vend des *anticuchos*.
Anticucho: plat populaire de la gastronomie péruvienne, à base de viande détrempée dans du piment rouge et attrapée dans une tige de bois que vendent habituellement des vendeurs ambulants.
Arriero: on connait ainsi couramment les agriculteurs des territoires d'Antioquia et de la région appelée « Viejo Caldas », spécialement consacrés à la culture du café.
Atanor: canalisation, tuyau de terre cuite qui servait pour conduire l'eau dans les temps anciens.
Basuco: drogue hallucinogène faite des résidus de la fabrication de la pâte de coca. Très utilisé dans les classes les plus basses de la population consommatrice de stupéfiants.
Berraco(a): 1. Personne entreprenante.
2. Personne de caractère difficile.
Boleador: au Mexique, cireur de souliers.
Borugo: rongeur des Andes endémique en Colombie, au Venezuela et en Équateur.
Cachaco: nom donné anciennement aux gens de Bogota de rang élevé. Ils s'opposaient généralement aux gens de « *ruana* », appartenant à la population indigène et paysanne. On le dit aussi, de manière plus générique, des personnes nées à Bogota.
Cacho: morceau d'un billet de loterie.
Cafre: transfuge, personne de mauvaises intentions.
Cafuche: pécari. Animal pachyderme de l'Amérique méridionale semblable au sanglier.
Camellón: terre-plein qui sert de voie aux véhicules.
Cancha: espèce de fève péruvienne.
Casaca: au Pérou, « jaquette ».
Champús: boisson très commune au Pérou, en Équateur et au sud-ouest de la Colombie, faite à base de fruits et d'espèces.
Champucero(a): personne qui vend des *champús*.
Chancaca: « *panela* », sucre cru avec un contenu élevé de mélasse coupée en blocs.
Chancaquita: galette de *chancaca* mélangée avec de la noix de coco et des noix, traditionnelle au Pérou.
Chicha: boisson alcoolique propre du haut plateau de Cundinamarca-Boyacá, faite à partir du maïs fermenté.
Chichería: établissement où on vendait de la *chicha*, lieu de réunion des indigènes et des paysans dans les villes et dans les populations du haut plateau de Cundinamarca-Boyaca et d'autres régions de Colombie, jusqu'au milieu du XXème siècle.
Chino: jeune garçon, jeune.
Chirimoya: variété de fruit tropical vert, dont la pulpe est blanche et les pépins noirs, d'une saveur agréable.

Choncholí: « *chunchullo* » en argot péruvien. Abats de bœuf rôti sur le gril.
Churro: gimblette de farine avec du sucre, frite dans l'huile.
Chusma: nom méprisant que les familles les plus aisées de Bogota avaient l'habitude de donner aux classes populaires. Ce nom a aussi été donné aux groupes de la guérilla dès leur conformation.
Chusque: plante graminée, espèce de bambou de grande taille, à tige noueuse et aux feuilles étroites.
Cocinol: combustible domestique similaire à l'essence, mais meilleur marché, ce pour quoi il fut vendu parmi les classes populaires et après défendu à cause des risques de son emploi résidentiel.
Corraleja: enclos circulaire où on avait l'habitude de faire les courses de taureau.
Corrientazo: nom pour désigner un déjeuner « courant », qui comprend une soupe, seco (un plat de résistance comprenant une viande, du riz, une tubercule et des verdures) et du jus. C'est le plat le plus commun et économique de la nourriture colombienne, on le sert dans différents restaurants, à différents prix et avec des variations, raison pour laquelle il constitue la base de l'alimentation de la plupart des colombiens.
Corrasca: chapeau de paille que les paysans utilisent pour se protéger du soleil.
Despelote: désordre, situation chaotique.
Emoliente: boisson populaire du Pérou.
Emolientero(a): personne qui vend de l'*emoliente*.
Encostalado: cadavre, personne mise dans un sac après avoir été assassinée.
Fritanga: plat typique colombien très apprécié, fait à base de fritures de diverses espèces (viandes, saucisses/boudins et tubercules comme la pomme de terre et la yucca) que l'on sert mélangés dans un même plat ou dans un panier.
Fritanguería: lieu où on vend la *fritanga*.
Fulano, zutano: expression employée pour se référer à une personne quelconque.
Gabela: bénéfice, avantage.
Gamín: expression employée pour désigner les enfants habitants de la rue à Bogota.
Gasfitero: au Pérou, personne qui répartit des récipients de gaz ou d'eau.
Gramilla: fruit qui ressemble à la grenade.
Guarapo: boisson que font les paysans de régions comme Boyacá et Santander, faite à base du ferment de l'ananas ou de la canne à sucre.
Guato: espèce d'oiseau migrateur.
Güey: au Mexique, « mec », personne.
Jipa: chapeau de paille.
Jirón: au Pérou, chemin piétonnier.
Jora: espèce de maïs péruvien avec lequel on élabore la fameuse « *chicha de jora* ».
Madrugón: activité commerciale du marché en gros de *San Victorino* qui consiste à vendre des marchandises en gros ou au détail à de bas prix, aux premières heures du matin. Cette pratique et son nom ont été repris par d'autres scènes commerciales populaires à Bogota et en Colombie.
Manear: action qui consiste à vendre des articles dans la rue en les suspendant des mains et des bras.

Manero: vendeur ambulant qui offre ses produits en les suspendant de ses mains ou de ses bras.
Marimbero(a): de « marimba » (marihuana).
Mazamorra (ou "mazamorra chiquita"): boisson à base de lait et de panela très appréciée, en particulier pour les petits déjeuners, parmi les paysans et les classes populaires.
Mazamorrero(a): personne qui vend de la *mazamorra*.
Melcocha: confiture populaire de fabrication artisanale faite à base de caramel et de beurre fondu.
Minitejo: variété de *tejo* qui se joue dans des terrains plus petits.
Mogolla: espèce de pain brun fait de son.
Múcura: récipient de terre qu'on utilise pour emmagasiner de l'eau.
Narco: trafiquant de drogues.
Ñajú: plante péruvienne de fruits comestibles employée pour la préparation du *zanguito de ñajú*.
Pelao, pelado: 1. Jeune garçon.
2. Sans argent.
3. Endroit vide de gens.

Perico: 1. Café au lait.
2. Cocaïne.
Picantero(a): femme dans des pays come le Pérou ou l'Équateur qui vendait dans la rue des plats typiques caractérisée pour être très pimentés.
Picarones: « *churros* » en argot péruvien.
Picaronero(a): on connait sous ce nom, au Pérou, la personne qui vend des *churros* dans la rue.
Pipo: on connaissait sous ce nom le consommateur de boxer, de marihuana et d'alcool industriel, les substances psycho-actives les plus employées à cette époque.
Polismen: de « policemen », en anglais, policier.
Poncho: espèce de *ruana* légère faite de gros fil, utilisée par les paysans quand ils travaillent.
Pulpería:*chichería*.
Pulpero: personne qui s'occupe ou est propriétaire d'une *pulpería*.
Quinua: plante qui produit des graines similaires au sorgho, d'une haute valeur nutritionnelle. C'est une des principales bases de l'alimentation au Pérou et en Bolivie car avec elle on prépare toute sorte de plats, comme des soupes, des desserts et des boissons.
Rana: jeu populaire consistant à lancer d'un endroit éloigné des anneaux à une caisse avec des orifices qui ont chacune un pointage. La caisse est couronnée par une grenouille en métal avec la bouche ouverte. Si la personne arrive à introduire un anneau par l'orifice de la bouche de la grenouille, elle obtient le pointage le plus élevé.
Ranfañote: friandise traditionnelle de la gastronomie péruvienne, fait à base de morceaux de pain baignés dans le miel de *chancaca*.
Rebuscador(a): personne qui se consacre au « *rebusque* ».

Rebusque: expression employée en Colombie pour désigner diverses activités ou métiers destinés à la survie de groupes pauvres et marginés.
Repuestero(a): personne qui vend des pièces de réchange d'automobiles et d'électrodomestiques.
Ruana: vêtement traditionnel des indigènes et des paysans du haut plateau du Cundinamarca-Boyacá et d'autres régions des Andes, couverture faite en laine de mouton et avec un trou au milieu pour y mettre la tête.
Sabana: plaine où est située la ville de Bogota qui fait partie du haut plateau du Cundinamarca-Boyacá (située entre les départements colombiens de Cundinamarca et de Boyacá).
Sabanero: nom donné aux habitants de la Sabana de Bogota.
Sortero: au Pérou, personne qui vend des billets de loterie.
Tacho: objet pour ramasser de la poubelle.
Tamal: masse de maïs fourrée avec divers ingrédients comme des pois chiches, des carottes et de la viande de poulet et de porc, très courant en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique Latine.
Tamo: reste du battage du riz ou du blé.
Tejo: jeu du haut plateau du Cundinamarca-Boyacá qui consiste à lancer d'un endroit éloigné un petit boulet de fer de forme trapézoïdale (*tejo*) sur une base en bois remplie de glaise avec des mèches de poudre au centre. Celui qui arrive à faire éclater les mèches avec le boulet obtient des points qui s'accumulent jusqu'à ce qu'il y ait un gagnant.
Tepache: au Mexique, boisson populaire rafraichissante faite avec de la *panela* et du ferment d'ananas ou de maïs.
Tianguis ou tianguez: on connaît sous ce nom les marchés indigènes latino-américains dans des pays comme le Mexique et l'Équateur. Cette dénomination continue à être employée et s'applique aux marchés populaires situés dans les villes ou dans de petites agglomérations.
Tinka: nom donné à la loterie au Pérou.
Uruchurtazo: au Mexique, nom populaire donné à une réforme urbaine radicale, comme celles entreprises par l'exMaire de la ville de Mexico, Ernesto Uruchurtu, durant ses trois périodes de gouvernement.
Vivandero(a):vendeur(se) de fruits et de légumes sur les marchés et les postes ambulants.
Zanguito ou sanguito: fameux dessert du Pérou, fait à base de farine de maïs et d'espèces.
Zapote: fruit tropical vert avec des grandes graines et une pulpe fibreuse orange excellente pour faire des boissons.
Zorra: véhicule rustique tiré par un ou plusieurs chevaux qui sert pour transporter des charges pesantes.
Zorrero: personne qui conduit une *zorra*.

INDEX DES CARTES ET DES PHOTOGRAPHIES

CARTES

PHOTOGRAPHIES

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages:

- APRILE GNISET, Jacques. *El impacto del 9 de Abril sobre el Centro de Bogotá*. Bogotá: Centro Cultural Jorge Eliécer Gaitán, 1983.
- ARENDT, Hannah. *Condition de l'homme moderne*. Paris: Pocket, 1994.
- AUGÉ, Marc. *Hacia una antropología de los mundos contemporáneos*. Barcelona: Gedisa, 1995.
- AUGÉ, Marc. *La guerre des rêves*. Paris: Seuil, 1997.
- AUGÉ, Marc. *Le sens des autres*. Paris: Fayard, 1994.
- AUGÉ, Marc. *Los no-lugares: espacios del anonimato*. Barcelona: Gedisa, 1994.
- AUGÉ, Marc. *Pour une anthropologie des mondes contemporains*. Paris: Aubier, 1994.
- AUGÉ, Marc. *Un ethnologue dans le métro*. Paris: Hachette, 1986.
- BACHELARD, Gaston. *La poética del espacio*. México: Fondo de Cultura Económica, Sixième Édition, 2001.
- BALANDIER, Georges. *El desorden: la teoría del caos y las ciencias sociales*. Barcelona: Gedisa, 1988.
- BALANDIER, Georges. *El poder en escenas: de la representación del poder al poder de la representación*. Barcelona: Paidós, Première Édition, 1994.
- BAUDRILLARD, Jean. *Crítica de la economía política del signo*. México: Siglo XXI Editores, Quatrième Édition, 1982.
- BECCASSINO, Angel. *Peñalosa y una ciudad 2.600 metros más cerca de las estrellas*. Bogotá: Grijalbo, 2000.
- BENJAMIN, Walter. *Poesía y capitalismo*. Madrid: Taurus, 1999.
- BERMÚDEZ, José Alejandro. *A través de la antigua Santafé*. Bogotá: Editorial Cromos, Luis Tamayo & Co., 1925.
- BHABHA, Homi. *El lugar de la cultura*. Buenos Aires: Manantial, Première Édition, 2002.
- BOLLÈME, Geneviève. *El pueblo por escrito: significados culturales de lo popular*. México: Grijalbo, 1990.
- BONNEWITZ, Patrice. *Premières leçons sur la sociologie de Pierre Bourdieu*. Paris: Presses Universitaires de France, 1998.
- BORDA, Alberto. *Bogotá*. Bogotá: Editorial Cronos, Luis Tamayo, 1925.
- BOURDIEU, Pierre. *La distinction*. Paris: Les Éditions du Minuit, 1979.
- BOURDIEU, Pierre. *La miseria del mundo.* Madrid: Akal, 1999.
- BOURDIEU, Pierre. *Les structures sociales de l'économie*. Paris: Seuil, 2000.
- BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques.* Paris: Seuil, 1994.
- BOURDIEU, Pierre, et WACQUANT, Loïc J.D. *Réponses: pour une anthropologie réflexive*. Paris: Éditions du Seuil, 1992.

- BOURDIEU, Pierre. *Sociología y cultura.* México: Grijalbo, 1990.
- BRAUDEL, Fernand. *La dinámica del capitalismo.* Bogotá: Fondo de Cultura Económica, Deuxième Édition, 1997.
- BRAUDEL, Fernand. *La historia y las ciencias sociales*. Madrid: Alianza Editorial, 1990.
- BRAUDEL, Fernand. *Los juegos del intercambio.* Madrid: Alianza, 1984.
- BUCK-MORSS, Susan. *Dialéctica de la mirada: Walter Benjamin y el proyecto de los Pasajes*. Madrid: Machado Libros, Deuxième Édition, 2001.
- BURKE, Peter. *La cultura popular en la Europa moderna*. Madrid: Alianza Editorial, 1991.
- CALVINO, Italo. *Las ciudades invisibles*. Madrid: Ediciones Siruela, Deuxième Édition, 1999.
- CALVO, Thomas. *Iberoamérica de 1570 a 1910.* Madrid: Península, 1996.
- CANETTI, Elias. *Masa y poder.* Barcelona: Muchnik Editores, Deuxième Édition, 1980.
- CARNEGIE-WILLIAMS, Rosa. *Un año en los Andes o aventuras de una lady en Bogotá*. Bogotá: Academia Colombiana de Historia, Tercer Mundo Editores, 1990.
- CARO, Blanca Lilia. *Evolución del sector informal en Colombia.* Bogotá: Plan Nacional para la Microempresa, 1995.
- CARO, Blanca Lilia. *Propuesta metodológica e indicadores sociolaborales en el sector informal urbano.* Bogotá: OIT, 1996.
- CASTRO-GÓMEZ, Santiago. *Crítica de la razón latinoamericana*. Barcelona: Puvill Libros, 1997.
- CASTRO-GÓMEZ, Santiago, GUARDIOLA RIVERA, Oscar, et MILLÁN DE BENAVIDES, Carmen (Eds.). *Pensar (en) los intersticios.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 1999.
- CHAMBERS, Iain. *Migración, cultura, identidad.* Buenos Aires: Amorrortu, 1995.
- CLIFFORD, James. *Itinerarios transculturales.* Barcelona: Gedisa, 1999.
- CORDOVEZ MOURE, José María. *Reminiscencias de Santafé y Bogotá.* Bogotá: Instituto Colombiano de Cultura, 1978.
- DABOVE, Juan Carlos, y JÁUREGUI, Carlos (Eds.). *Heterotropías: narrativas de identidad y alteridad latinoamericana.* Pittsburgh: Universidad de Pittsburgh, 2003.
- DE CERTEAU, Michel. *L'invention du quotidien.*Paris: Gallimard, Volume I, 1990.
- DE LA ROSA, Moisés. *Calles de Santafé de Bogotá.* Bogotá: Ediciones del Concejo, 1938.
- DE MAN, Paul. *La ideología estética.* Madrid: Ediciones Cátedra, 1998.
- DE SOTO, Hernando. *El misterio del capital.* Lima: Empresa Editora El Comercio, 2000.
- DELEUZE, Gilles, et GUATTARI, Felix. *Mille plateaux: capitalisme et schizophrénie 2.* Paris: Les éditions de minuit, 1980.
- DELEUZE, Gilles. *Proust y los signos.* Barcelona: Anagrama, Troisième Édition, 1995.

- ELIAS, Norbert. *The civilizing process: the history of manners and state formation and civilization*. Cambridge: Blackwell Publishers, 1994.
- ESCOBAR, Arturo. *Más allá del Tercer Mundo: Globalización y diferencia.* Bogotá: ICANH, 2005.
- FLORENCIO, Rafael (hno.). *Bogotá, Distrito Especial.* Bogotá: Librería Stella, 1962.
- FOUCAULT, Michel. *Arqueología del saber.* México: Siglo XXI Editores, 1970.
- FOUCAULT, Michel. *El orden del discurso.* Barcelona: Tusquets, 1987.
- FOUCAULT, Michel. *La verdad y las formas jurídicas.* Barcelona: Gedisa, 1980.
- FOUCAULT, Michel. *La voluntad de saber: historia de la sexualidad.* México: Siglo Veintiuno Editores, 1983.
- FOUCAULT, Michel. *Microfísica del poder.* Barcelona: Planeta-De Agostini, 1994.
- FOUCAULT, Michel. *Nietzsche, la genealogía y la historia.* Valencia: Pre-textos, 1992.
- FRISBY, David. *Fragmentos de la modernidad.* Madrid: Visor Distribuciones, 1992.
- FUNDACIÓN MISIÓN COLOMBIA. *Historia de Bogotá.* Bogotá: Villegas Editores, 1988.
- GALEANO, Eduardo. *Ser como ellos y otros artículos.* México: Siglo Veintiuno Editores, 1992.
- GARCÍA CANCLINI, Néstor. *Consumidores y ciudadanos.* México: Grijalbo, 1995.
- GARCÍA CANCLINI, Néstor. *Culturas híbridas: estrategias para entrar y salir de la modernidad.* México: Grijalbo, 1990.
- GARCÍA CANCLINI, Néstor, et. al. *La ciudad de los viajeros: Travesías e imaginarios urbanos: México 1940-2000.* México: Grijalbo, 1996.
- GARCÍA CANCLINI, Néstor. *Las culturas populares en el capitalismo*. México: Editorial Nueva Imagen, 1982.
- GAUCHET, Marcel. *El desencantamiento del mundo: una historia política de la religión.* Madrid: Editorial Trotta, 2005.
- GEERTZ, Clifford. *La interpretación de las culturas.* Barcelona: Gedisa, 1997.
- GONZÁLEZ PÉREZ, Marcos. *Bajo el palio y el laurel.* Bogotá: Universidad Distrital, 1995.
- GRAMSCI, Antonio. *Escritos políticos (1917-1933).* México: Siglo XXI Editores, Cinquième Édition, 1997.
- GUERRA, François-Xavier (Dir.). *Revoluciones hispánicas: independencias americanas y liberalismo español.* Madrid: Editorial Complutense, Première Édition, 1995.
- GUTIÉRREZ, Javier. *Algunas reflexiones sobre movilidad social y económica: el caso de Bogotá.* Bogotá: Secretaría de Hacienda, 2000.
- GUTIÉRREZ, Ramón. *Arquitectura y urbanismo en Iberoamérica.* Madrid: Manuales Arte Cátedra, 1983.
- HARDT, Michael et NEGRI, Antonio. *Imperio.* Buenos Aires: Editorial Paidós, Première Édition, 2002.
- HOBSBAWM, Eric. *Las revoluciones burguesas.* Barcelona: Editorial Labor, Tomo I, 1978.

- IBÁÑEZ, Pedro María. *Las crónicas de Bogotá y sus inmediaciones.* Bogotá: Imprenta de la Luz, 1891.
- LEFEBVRE, Henri. *La production de l'espace.* Paris: Anthropos, 2000.
- LÓPEZ DE LA ROCHE, Fabio (Ed.). *Globalización: incertidumbres y posibilidades.* Bogotá: Tercer Mundo, IEPRI, 1999.
- LYOTARD, François. *La condición posmoderna.* Madrid: Ediciones Cátedra, 1994.
- MALDONADO, Carlos. *El sector informal urbano de Bogotá: una perspectiva interdisciplinaria.* Bogotá: Ministerio de Trabajo, 1997.
- MALDONADO, Carlos, et HURTADO, Montserrat. *El sector informal en Bogotá.* Santafé de Bogotá: OIT y Ministerio de Trabajo, 1997.
- MARTÍN-BARBERO, Jesús. *De los medios a las mediaciones: comunicación, cultura y hegemonía.* Bogotá: Convenio Andrés Bello, Cinquième Édition, 2003.
- MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá: sinopsis sobre su evolución urbana.* Bogotá: Escala Ltda., 1976.
- MARTÍNEZ, Carlos. *Bogotá reseñada por cronistas y viajeros ilustres.* Bogotá: Escala, Fondo Editorial Colección Historia de Bogotá, Tomo II, s.f.
- MARTÍNEZ, Carlos. *Santafé, capital del Nuevo Reino de Granada.* Bogotá: Presencia, 1997.
- MARX, Karl. *El capital.* Bogotá: Fondo de Cultura Económica, 1977.
- MATTELART, Armand. *Introducción a los estudios culturales.* Barcelona: Ediciones Paidós Ibérica, 2004.
- MEJÍA, Germán Rodrigo, et ZAMBRANO, Fabio (Eds.). *La ciudad y las ciencias sociales.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 2000.
- MEJÍA, Germán Rodrigo. *Los años del cambio: historia urbana de Bogotá 1820-1910.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 2000.
- MERCADO, Jairo. *Bogotá 450 años: de los orígenes al deslumbramiento.* Bogotá: Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 1998.
- MORIN, Edgar. *Introducción al pensamiento complejo.* Barcelona: Gedisa, 1996.
- MORIN, Edgar. *La mente bien ordenada.* Barcelona: Editorial Seix Barral, 2001.
- NEGRI, Antonio, et COCCO, Giuseppe. *Global: Biopoder y luchas en una América latina globalizada.* Buenos Aires: Editorial Paidós, Première Édition, 2006.
- NIETZSCHE, Friedrich. *La généalogie de la morale.* Paris: Librairie Générale Française, 2000.
- NIÑO, Ricardo (comp.). *El círculo de la exclusión: Santafé y Bogotá.* Bogotá: Ediciones Veeduría Distrital, 1996.
- NORBERG-SCHULZ, Christian. *Arquitectura occidental.*Barcelona: Editorial Gustavo Gili, 1999.
- ORTEGA, Daniel. *Arquitectura de Bogotá.* Bogotá: PROA, 1988.
- ORTIZ, Renato. *Modernidad y espacio. Benjamin en París.* Bogotá: Grupo Editorial Norma, 2000.
- ORTIZ, Renato. *Otro territorio.* Bogotá: Convenio Andrés Bello, 1998.
- PERALTA DE FERREIRA, Victoria. *Bosquejo histórico del comercio en Bogotá.* Bogotá: FENALCO, 1988.

- PINEDA, Blanca. *Historias en sepia y negro.* Bogotá: Departamento Administrativo de Acción Comunal, 1998.
- RESTREPO, Darío (Ed.). *La falacia neoliberal: crítica y alternativas.* Bogotá: Universidad Nacional de Colombia y Anthropos, 2003.
- REVEL, Jacques. *Un momento historiográfico: Trece ensayos de historia social.* Buenos Aires: Ediciones Manantial, Première Édition, 2005.
- RINAUDO, Ulises (comp.). *Apuntes para la modernización institucional de Santafé de Bogotá.* Bogotá: Alcaldía Mayor y Consejería para Asuntos Locales, Ediciones CORCAS, 1993.
- RIVAS, Raimundo et BAYONA, Nicolás. *El alma de Bogotá.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1988.
- ROMERO, José Luis. *Latinoamérica: las ciudades y las ideas.* Medellín: Editorial Universidad de Antioquia, 1999.
- SALCEDO, Jaime. *Urbanismo hispanoamericano: siglos XVI, XVII y XVIII.* Bogotá: Centro Editorial Javeriano, 1996.
- SÁNCHEZ, Consuelo. *De la aldea a la metrópoli.* Bogotá: ICDT y Tercer Mundo Editores, 1997.
- SIMMEL, Georg. *Sociología: estudio sobre las formas de socialización.* Madrid: Alianza Editorial, 1986.
- TORRES, Carlos A., VIVIESCAS, Fernando, et PÉREZ, Edmundo (Comps.). *La ciudad: hábitat de diversidad y complejidad.* Bogotá: UNIBIBLOS, 2002.
- VALENCIA GUTIÉRREZ, Alberto (Ed.). *Exclusión social y construcción de lo público en Colombia.* Bogotá: CEREC-CIDSE, 2001.
- VEGA CANTOR, Renán. *Gente muy rebelde: socialismo, cultura y protesta popular.* Bogotá: Ediciones Pensamiento Crítico, 2002.
- WALLERSTEIN, Immanuel. *El moderno sistema mundial.* México: Siglo XXI Editores, 1998.
- WALLERSTEIN, Immanuel. *Geopolítica y geocultura: ensayos sobre el moderno sistema mundial.* Barcelona: Editorial Kairós, 2007.
- WOLFE, Alan. *Los límites de la legitimidad: las contradicciones políticas del capitalismo contemporáneo.* México: Siglo XXI Editores, Deuxième Édition, 1987.
- ZALAMEA, Jorge. *Colombia, país de ciudades.* Bogotá: Editorial Pío X, 1960.

Articles de livres:

- ACEVEDO DE GÓMEZ, Josefa. « Santafé ». Dans: RIVAS, Raimundo et BAYONA, Nicolás. *El alma de Bogotá.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1988.
- ARCINIEGAS, Ismael Enrique. « Día en Santafé ». Dans: MERCADO, Jairo. *Bogotá 450 años: de los orígenes al deslumbramiento.* Bogotá: Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 1998.
- CANÉ, Miguel. « Bogotá ». Dans: *Viajeros Extranjeros en Colombia: siglo XIX*. Cali: Carvajal, 1970.

- CORDOVEZ MOURE, José María. « La locomoción santafereña ». Dans: *Bogotá, 450 años: de los orígenes al deslumbramiento.* Bogotá: Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 1988.
- CORTÁZAR, Roberto. « Bogotá, corazón de Colombia ». Dans: *Boletín de Historia y Antigüedades*. Bogotá: Edición del Cuarto Centenario, 1938.
- ELTON, Catherine. « El retorno de los balcones de Lima ». Dans: *Americas Magazine.* Washington, 2001.
- FERNÁNDEZ PIEDRAHITA, Lucas. « La fundación ». Dans: MERCADO, Jairo. *Bogotá 450 años: de los orígenes al deslumbramiento.* Bogotá: Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 1998.
- GOSSELMANN, C.A. « Bogotá en 1825 ». Dans: RIVAS, Raimundo et BAYONA, Nicolás. *El alma de Bogotá.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1988.
- LLERAS, Alberto. « Mi gente ». Dans: MERCADO, Jairo. *Bogotá 450 años: de los orígenes al deslumbramiento.* Bogotá: Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 1998.
- MEJÍA, Germán. « Los itinerarios de la transformación urbana: Bogotá 1820-1910 ». Dans: *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura.* Bogotá, 1997.
- PLATA CAVIEDES, Juan José. « Etnografías urbanas en mundos globalizados: aspectos conceptuales y metodológicos ». Dans: MEJÍA, Germán, et ZAMBRANO, Fabio. *La ciudad: hábitat de diversidad y complejidad*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, 2000.
- ROJAS, Diana Mercedes, et REVERÓN, Carlos. « Plaza de San Victorino, punto de encuentro y lugar de intercambios ». Dans: PINEDA, Blanca Cecilia et. al. *Bogotá, Historia Común.* Bogotá: Alcaldía Mayor de Bogotá, 1998. Pp. 225-254.
- RUEDA VARGAS, Tomás. « Los coches de Bogotá ». Dans: RIVAS, Raimundo et BAYONA, Nicolás. *El alma de Bogotá.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1988.
- SILVESTRE SÁNCHEZ, Francisco. « Descripción del Reino de Santafé a principios del siglo XVIII ». Dans: MERCADO, Jairo. *Bogotá 450 años: de los orígenes al deslumbramiento.* Bogotá: Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 1998.
- STEWART, John. « Narración de una expedición a la capital de la Nueva Granada y residencia allí de once meses 1836-1837 ». Dans: ROMERO, Mario Germán. *Bogotá en los viajeros extranjeros del siglo XIX.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1990.
- ZIZEK, Slavoj. « El multiculturalismo o la lógica cultural del capitalismo multinacional ». Dans: JAMESON, Fredric et ZIZEK, Slavoj. *Estudios culturales: reflexiones sobre el multiculturalismo.* Barcelona: Paidós, 1998.

Revues et publications périodiques:

- « El monopolio de la tierra urbana ». Dans: *Alternativa.* N° 192, Novembre 1978, pp. 16-18.

- « Fiestas en San Victorino ». Dans: *El Bogotano.* Trimestre III, Nº 36, 17 Mai 1864, p. 2.
- « Plaza San Victorino ». Entretien avec Lorenzo Castro, directeur de l'Atelier de l'Espace Public. Dans: *Revista +A.* Bogotá: Universidad Javeriana, 2000.
- « Que el Centro vuelva a ser el Centro ». Dans: *Nueva Frontera.* N° 401, 27 Septembre 1982, pp. 12-14.
- « San Victorino añora su espacio público ». Dans: *Fenalco (Bogotá)*. Mayo 13 de 1994, p. 9.
- ACEBEDO, Luis Fernando. « Urbanismo de la imagen o estética de la miseria ». Dans: *Espacio en blanco.* Bogotá: Universidad Nacional, N° 1, 1999.
- ÁLVAREZ RINCON, Beatriz. *François-Désiré Roulin: de La Guaira a Bogotá*. Bogotá: Banco de la República, Biblioteca Luis Angel Arango, 2003, p. 21.
- ARÉCHIGA CÓRDOBA, Ernesto. « De los miserables a los nietos de Sánchez: una brevísima historia de Tepito ». Dans: *Revista Cultura Urbana.* México: Universidad Autónoma de la Ciudad de México, Año 2, Número 12, 2006.
- ARENAS BONILLA, Roberto. « Bogotá, gigantismo y caos ». Dans: *Nueva Frontera.* N° 157, Novembre 1977, pp. 10-11.
- ARIAS, Augusto. « Figura y alma de Bogotá ». Dans: *Lecturas Dominicales*, 10 Mai 1964, p. 7.
- BONILLA, Daniel. « Crónica de una renovación anunciada ». Dans: *ProyectoDiseño.* N° 14, Troisième trimestre, 1999.
- BONNETT, Diana. « De la conformación de los pueblos de indios al surgimiento de las parroquias de vecinos. El caso del Altiplano cundiboyacense ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 10, 2001.
- BORJA, Jordi. « Ciudades: la cultura del comercio ».Dans: *Fenalco (Bogotá).* Bogotá: N° 15, Juillet 1994.
- BRAND, Peter Charles. « La planeación urbana y las ciencias sociales en Colombia ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 10, 2001.
- BUSTOS, Oscar. « San Victorino, rebusque capital ». Dans: *Número.* Bogotá: N° 6, Avril 1995, pp. 10-19.
- CARRASCO ROJAS, Bernardo. « Bogotá, la tenaz suramericana ». Dans: *Estrategia Económica y Financiera.* N° 174, Marzo de 1993.
- DURÁN, María Mercedes. « El suelo urbano, una mercancía escasa ». Dans: *Nueva Frontera.* N° 490, Juillet 1984, pp. 8-9.
- ESPINOSA, José María. « El 9 de Enero de 1813 ». Dans: RIVAS, Raimundo et BAYONA, Nicolás. *El alma de Bogotá.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1988.
- FAZIO VENGOA, Hugo. « La globalización como proceso de larga duración ». Dans: *Reflexión política.* Bucaramanga: Année 3, N° 5, Juin 2001, pp. 9-28.
- FERNÁNDEZ, Alberto. « Vuelo de Bogotá ». Dans: *Revista de las Indias.* Vol. 16, N° 49, 1943.

- FLORES, Pamela, et CRAWFORD, Livingston. « La ciudad en América Latina o la construcción simbólica de una mirada que nos re-presente ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 10, 2001.
- GARCÍA, Irma. « Una ciudad patas arriba ». Dans: *Colombia hoy informa.* Bogotá: N° 102, Junio-Julio de 1992.
- GHERSI, Enrique. « La economía informal en América Latina ».Dans: *El Cato Journal.* Washington: Vol. 7, N° 1, 2001.
- GOSSELMANN, C.A. « Bogotá en 1825 ». Dans: RIVAS, Raimundo y BAYONA, Nicolás. *El alma de Bogotá.* Bogotá: Fundación Villegas Editores, 1988.
- GRISALES RAMÍREZ, Natalia. « En Tepito todo se vende menos la dignidad: espacio público e informalidad económica en el Barrio Bravo ». Dans: *Revista Alteridades.* México: Universidad Autónoma Metropolitana, Année 13, Nº 26, 2003.
- HERNÁNDEZ, Carlos Eduardo. « La ciudad moderna todavía espera un lugar ». Dans: *Espacio en blanco.* Bogotá: Universidad Nacional, N° 1, 1999.
- KLIKSBERG, Bernardo. « América Latina: la región más desigual de todas ». Dans: *Revista de Ciencias Sociales.* Vol. XI, N° 3, Septiembre-Diciembre de 2005, pp. 411-421.
- LARA, Patricia. « Bogotá, una ciudad que crece ». Dans: *Nueva Frontera.* N° 71, Mars 1976, p. 5.
- LÓPEZ DE MESA, Luis. « Bogotá moderno (1929) ». Dans: QUIJANO, Antonio. *Los cantores de Bogotá.* Bogotá: Editorial Águila Negra, 1929.
- MARTÍNEZ, Carlos. « Las tres plazas coloniales de Bogotá ». Dans: *Bogotá: estructura y principales servicios públicos.* Bogotá: Cámara de Comercio, 1978.
- MEJÍA, Germán. « La ciudad y el ciudadano ». Dans: *Revista +A.* Bogotá: Universidad Javeriana, 2000.
- MENDOZA, Alberto. « Bogotá futuro ». Dans: *Barrios y gentes.* Bogotá: Février 1979.
- MONSIEUR COURVOISIER. « Bogotá, el suburbio de una ciudad inexistente ». Dans: *Dinero.* N° 4, Juillet 1993.
- MONTEZUMA, Ricardo. « Bogotá: movilidad y espacio público en el siglo XX ». Dans: *Revista Javeriana.* Vol. 135, N° 666, Juillet 2000.
- NIETZSCHE, Friedrich. « De la utilidad y los inconvenientes de la historia para la vida ». Dans: Llinares Chover, Joan (ed.). *Nietzsche: Antología.* Barcelona: Ediciones Península, 1988, pp. 53-113.
- PEÑALOSA, Enrique. « La ciudad y la igualdad ». Dans: *El Malpensante.* Bogotá: N° 45, 16 Mars au 30 Avril 2003, pp. 12-33.
- REYES, Edgar. « Ciudad global: conflictos sociales vs. soluciones ». Dans: *Espacio en blanco.* Bogotá: Universidad Nacional, N° 1, 1999.
- RIVERA FARFÁN, Jorge. « Formación y desarrollo urbanístico de Bogotá ». Dans: *Nueva Frontera.* N° 294, Août 1980, pp. 23-25.

- ROJAS, Diana Mercedes et REVERÓN, Carlos. « Plaza de San Victorino, punto de encuentro y lugar de intercambios ». Dans: *Bogotá, Historia Común.* 1998, pp. 225-254.
- ROJAS, Raquel. « Bogotá nació, creció y se perdió ». Dans: *Colombia hoy informa.* Bogotá: N° 102, Juin-Juillet 1992.
- SALDARRIAGA ROA, Alberto. « Arquitectura y poder ». Dans: *Revista +A*. Bogotá: Universidad Javeriana, 2000.
- SALGADO GÓMEZ, Mireya. « El patrimonio cultural como narrativa totalizadora y técnica de gubernamentalidad ». Dans: *Revista de la Organización Latinoamericana y del Caribe de Centros Históricos*. N° 1, Août 2008, pp. 13-25.
- SEGRE, Roberto. « La urbanización del nuevo continente ». Dans: *Transformación urbana en Cuba: La Habana.* Barcelona: Editorial Gustavo Gili, 1974.
- SILVA, Armando. « Imaginarios globales: cuerpos, miedos, dobles ». Dans: *Alambre. Comunicación, información, cultura.* Buenos Aires: Nº 1, Mars 2008.
- SIMMEL, Georg. « El individuo y la libertad ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 10, 2001.
- TORO, Jaime. « Filosofía y poder ». Dans: *Revista +A.* Bogotá: Universidad Javeriana, 2000.
- URIBE, María Teresa. « Las promesas incumplidas de la democracia participativa ». Dans: *Diez años de la Constitución colombiana 1991-2001: seminario de evaluación.* Bogotá: Unibiblos, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, 2001.
- URIBE, María Teresa. « Órdenes complejos y ciudadanías mestizas: una mirada al caso colombiano ». Dans: *Estudios Políticos.* Medellín: Universidad de Antioquia, N° 12, Janvier/Juin 1998.
- VIRVIESCAS, Fernando. « La planeación urbana y el espacio público: la institución de la urbe del Valle de Aburrá ». Dans: *Ensayo y Error.* Bogotá: Pp. 284-313.
- WALLERSTEIN, Immanuel. « El espaciotiempo como base del conocimiento ». Dans: *Análisis Político.* Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, N° 32, Septembre/Décembre 1997.
- ZAMBRANO, Fabio. « Ciudad, territorio y poblamiento (1800-1985) ». Dans: *Bogotá.* N° 99.
- ZAMBRANO, Fabio. « De la Atenas Suramericana a la Bogotá moderna. La construcción de la cultura ciudadana en Bogotá ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 11, Février 2002, pp. 9-16.
- ZARONE, Giuseppe. « La ciudad y el número ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 10, 2001.
- ZULETA, Estanislao. « Ciudad e identidad ». Dans: *Revista de Estudios Sociales.* Bogotá: Universidad de los Andes, N° 11, Février 2002, pp. 109-112.

Journaux:

- « Aumento de población se debe a migraciones y no a natalidad ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 1er juillet 1994, p. 2-E.
- « Bogotá, la desamparada ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 25 juin 1962, p. 5.
- « Centro comercial para vendedores ambulantes ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 19 mai 1977, p. ÚLTIMA-C.
- « Doloroso parto de la ciudad moderna ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 5 avril 1998, p. 8-C.
- « El Alcalde ofrece sanear la 'zona negra' de Bogotá ». Dans:*El Tiempo*. Bogotá: le 13 septembre 1961, p. 12.
- « En Estación Central de Transportes convertirán la Plaza de San Victorino ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 12 Mai 1948, p. 11.
- « En San Victorino ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 2 juillet 1959, p. 5.
- « Lancha de motor navegó en la Avenida Jiménez ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 18 novembre 1954, p. 15.
- « Las ventas ambulantes ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 26 mai 1964, p. 5.
- « Los viejos pobladores de la nueva Bogotá ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 31 décembre 1992, p. 2-D.
- « Normas que piensan en el espacio público ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 12 janvier 1994, pp. 1-D y 3-D.
- « Reconstrucción de Bogotá ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 17 mai 1948, p. 11.
- « Revisión de un manifiesto por una ciudad deseada ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 10 juillet 1994, pp. 1-E y 2-E.
- « San Victorino, el metro cuadrado más productivo de Colombia ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 30 décembre 1995, p. 4-E.
- « Una legislación desechable ». Éditorial. Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 3 juin 1993, p. 2-A.
- ALAPE, Arturo. « El Cartucho: de la memoria a la demolición ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 11 avril 1999, p. 2-D.
- BELLO, Gilberto et BECERRA, Víctor. « El mundo es ancho y plural ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 10 juillet 1994, p. 3-D.
- CAICEDO, Carlos. « San Victorino, zona roja de Bogotá ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 16 mars 1963, s.p.
- DEL CASTILLO, Gustavo. « La Plaza de San Victorino ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 27 février 1949, p. 9.
- DEL CASTILLO, Gustavo. « Nuestro Parque de los Mártires y la Avenida Caracas ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 13 janvier 1948, p. 12.
- GUTIÉRREZ, Sandra. « Aumentan desplazados en D.C. ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 12 janvier 1998, p. 15-A.
- PALACIOS, Camilo. « Un país migrante, que no sabe a dónde va ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 3 juillet 1994, p. 11-A.
- RAMÍREZ, Luis. « Una empresa para renovar el D.C. ». Dans: *El Espectador*. Bogotá, s.f.

- SALDARRIAGA, Alberto. « La terciarización de Bogotá ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 9 mars 1997, p. 3-E.
- SALGAR, José. « El hombre de la calle ». Dans: *El Espectador*. Bogotá: le 7 août 1990, p. 3-A.
- VALLEJO, Gloria. « Un austriaco: pionero del urbanismo en Colombia ». Dans:*El Tiempo*. Bogotá: le 6 mai 1989, p. 8-B.
- ZULUAGA, s.n. et CASASBUENAS, s.n. « Violenta inundación sufrió ayer Bogotá ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 18 novembre 1954, p. 1.

Internet:

- « Mesa Redonda quedó libre de ambulantes ». Perú: 8 Mai 2003. [Réf. du 12 Octobre 2003]. Disponible sur: www.terra.com.co.
- « Reubicación de la venta ambulante, experiencias con éxito para la recuperación del espacio público en Lima (Perú) ». Perú, le 7 Mai 2000. [Réf. du 12 Octobre 2003]. Disponible sur: http://habitat.aq.upm.es/bpal/onu00/bp406.html.
- CAICEDO, Gabriela. « Entre la plaza de San Francisco de Quito y la Piazza San Marco de Venecia ». Dans: *Revista Trama 80.* Document en ligne. [Réf. du 12 OCtobre 2003]. Disponible sur: http://www.trama.com.ec/espanol/revistas/articuloCompleto.php?idRevista=8&numeroRevista=80&articuloId=97
- CISNEROS, Luis Jaime. « Lima: el Centro Histórico, espacio de vida ». Dans: *El Correo de la UNESCO.* Juillet-Août 2000. [Réf. du 12 Septembre 2003]. Disponible sur:www.unesco.org/courier/2000_07/sp/index.htm.
- GONZÁLEZ, Roberto et CASO, Jim. « Banco Mundial: la desigualdad, el principal obstáculo para derrotar la pobreza ». Dans: *Observador Económico.* Managua, le 3 Avril 2004 (Édition virtuelle). [Réf. du 9 Juillet 2008]. Disponible sur: http://www.elobservadoreconomico.com/articulo/443.
- KINTTO, Lucas. « Al rescate del Centro Histórico de Quito ». Document en ligne. [Réf. du 12 Octobre 2003]. Disponible sur: http://domino.ips.org/ips%5Cesp.nsf/vwWebMainView/64AAD6BFC850972A80256A080050F7B2/?OpenDocument
- OSPINA, Andrés. « Revivamos nuestra muerta historia: los símbolos patrios ». Dans: *El Tiempo*. Bogotá: le 16 Avril 2007 (Édition virtuelle). [Réf. du 22 Septembre 2008]. Disponible sur: http://www.eltiempo.com/participacion/blogs/default/un_articulo.php?id_blog=15070&id_recurso=350000766.
- TREJOS, Luis. « Ríos y puentes de antaño ». Dans: *Bitácoras de Bogotá.* Bogotá: le 29 Mars 2007 (Édition virtuelle). [Réf. du 19 Octobre 2008]. Disponible sur: http://bitacorasdebogota.blogspot.com/2007/05/rios-y-puentes-de-antao.html.

Thèses:

- S.a., *Un vistazo a La Catedral, Las Nieves, San Victorino y Santa Bárbara a través de los avisos publicitarios del siglo XIX (1860-1870)*. Thèse pour diplôme. s.f.
- CARBONELL, Carlos. *La vie comme parcours: les marionnettistes dans le métro parisien. Des groupes en mouvement dans les espaces de circulation.* Mémoire de DEA. Paris: École des Hautes Études en Sciences sociales, 1998.
- DURÁN, Félix et VARGAS, Carlos. *Recuperación del espacio público: hacia una estrategia de intervención urbana.* Bogotá: Universidad de los Andes, Facultad de Arquitectura, 1991.
- PALACIOS, Víctor Manuel. *Intervención en la Avenida Jiménez de Quesada y Plaza de San Victorino.* Bogotá: Universidad de los Andes, Facultad de Arquitectura, 1996.
- SILVA BARRERA, Marcela. *Análisis económico y social de los vendedores callejeros de San Victorino.* Bogotá: Universidad de los Andes, Facultad de Antropología, 1983.
- VARGAS, Angela. *Cooperativas multiactivas: caso COOMERSANV.* Bogotá: Universidad de los Andes, Facultad de Ingeniería, 1992.
- VON HALLE, Heinz. *La recuperación de la plaza de San Victorino en Bogotá.* Bogotá: Universidad de los Andes, Facultad de Arquitectura, 1986.

Documents institutionnels:

- ALCALDÍA MAYOR DE BOGOTÁ. *Memorias e informes.* Bogotá: Août 1999.
- CÁMARA DE COMERCIO DE BOGOTÁ. *Bienvenidos a Bogotá.* Bogotá: Cámara de Comercio de Bogotá, 1998.
- CÁMARA DE COMERCIO DE BOGOTÁ. *Bogotá: estructura y principales servicios públicos*. Bogotá: Cámara de Comercio de Bogotá, 1978.
- DEPARTAMENTO ADMINISTRATIVO DE PLANEACIÓN DISTRITAL. *La planificación en Bogotá 1964.* Bogotá: Talleres editoriales del Distrito, 1964.
- DEPARTAMENTO ADMINISTRATIVO DE PLANEACIÓN DISTRITAL. *Formar ciudad: primer diagnóstico.* Bogotá: DAPD, 1995.
- ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL TRABAJO. *Principales resultados de la encuesta del sector informal en Santafé de Bogotá.* Bogotá: OIT, 1996.

CD's et matériel audiovisuel:

- BUREAU DES DÉFENSEURS DE L'ESPACE PUBLIC. CD, 1999.
- MONNET, Jérôme, et BONNAFFE, Juliette (Coords.). *El ambulantaje en la Ciudad de México: investigaciones recientes.* México: UAM, CEMCA, Première édition, 2005.

Conférences:

- FERNÁNDEZ DE SOTO, Guillermo. "Bogotá, en busca de la gobernabilidad perdida". Conférence présentée dans l'installation du forum *¿cuál es el futuro institucional de Santafé de Bogotá?.* Le 9 Août 1995.

Otros:

- S.t., *Registro Municipal*, Bogotá, 1926.
- *Álbum del Centenario 1810-1910*, Bogotá, Banco de la República, 1910, s.p.
- FLÓREZ GARZÓN, Luisa Fernanda et RUIZ ESCALANTE, Eduardo. *Proyecto Tercer Milenio: el caballo de troya en Bogotá.* Bogotá: Universidad Externado de Colombia, paper, 2002.
- MIGNOLO, Walter. *Occidentalización, imperialismo, globalización: herencias coloniales y teorías postcoloniales.* Paper, 2000.
- MELÉNDEZ, Germán. *La verdad del pesimismo y el nihilismo como condición de una posible nueva cultura.* Bogotá: paper, 2000.
- OSORIO, Laura. *La globalización en su historia.* Bogotá: paper, 2001.
- VARGAS FORERO, Gonzalo. *Hacia una teoría del capital social.* Bogotá: paper, 2002.
- ZAMBRANO, Fabio et MEJÍA, Germán. *La parroquia y el barrio en la historia de Bogotá.* Bogotá: paper, 1998.